

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE
VIGNERONNAGE
EN BEAUJOLAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le 28 Juin 1907

PAR

François MYARD

« ... Car le vigneron moderne a besoin d'une
vaillance singulière pour continuer chaque
année son rude effort, et pour ne pas faire,
à son tour, divorce avec la vigne. »

(Marcel Prévost.)



LYON

IMPRIMERIES RÉUNIES

8, RUE RACHAIS, 8

1907

LE VIGNERONNAGE

EN BEAUJOLAIS

LE
VIGNERONNAGE
EN BEAUJOLAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le 28 Juin 1907

PAR

François MYARD



« ... Car le vigneron moderne a besoin d'une
vaillance singulière pour continuer chaque
année son rude effort, et pour ne pas faire,
à son tour, divorce avec la vigne. »

(Marcel Prévost.)



LYON
IMPRIMERIES RÉUNIES

8, RUE RACHAIS, 8

1907

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☿, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

THALLER, I. ☉, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☿, professeur honoraire.

COHENDY, O. ✱, I. ☿, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☉, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. ☉, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☿, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, A. ☉, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMÉIRE, A. ☿, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, A. ☉, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. ☉, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, A. ☿, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ☿, professeur de Procédure civile.

GONNARD, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Économie politique.

LABORDERIE-BOULOU, chargé d'un cours de Droit romain.

BECQ, I. ☿, secrétaire.

Jury de la Thèse :

Président : M. GARRAUD.

Assesseurs : { MM. JOSSERAND.
GONNARD.

INTRODUCTION

L'arrondissement de Villefranche (Rhône) comprend la plus grande partie d'un ancien pays de France, célèbre à plus d'un titre, mais réputé surtout par ses vins, le Beaujolais. Les limites de ce pays qui, à la fin de l'ancien régime, s'étendait entre le Mâconnais et le Charolais au nord, le Forez à l'ouest, le Lyonnais au sud et la Saône à l'est, ont beaucoup varié au cours des siècles.

L'existence du Beaujolais, en tant qu'unité territoriale distincte, ne remonte pas au delà du x^e siècle. Auparavant, son territoire se partageait entre les deux évêchés de Mâcon et de Lyon, dont la limite était figurée assez exactement par une ligne brisée reliant la Saône à la Loire, de Thoissey à Roanne. Vers le milieu du x^e siècle, le premier des sires de Beaujeu, Guichard selon les uns, Umphroy, suivant les autres, Béraud, d'après une troisième opinion, établit sa domination sur un fief indépendant, mais de faible étendue. Peu à peu, à mesure que se développait le régime féodal, le territoire de la *Baronnia Belli Joci* primitive s'accroissait de plus en plus. Bientôt la sirerie de Beaujeu (1) eut pour

(1) Les sires de Beaujeu, simples barons, étaient cependant les vassaux directs du Roi. De là le dicton : « Au royaume de France, ne sont que deux baronnies : Coucy et Beaujeu ». Leur maison, après une brillante histoire, s'éteignit en 1400. Leur fief subit alors bien des vicissitudes. Démembré d'abord au xiv^e siècle, réuni au domaine de la maison de Bourbon au xv^e siècle, confisqué sur le connétable au siècle suivant, démembré de nouveau au profit de la couronne, il se reforme encore et finit par perdre irrévocablement son unité au commencement du xvii^e siècle.

limites la Saône et la Loire, la Bourgogne et le Lyonnais. Quand la monarchie absolue eut remplacé le régime féodal, le Beaujolais constitua l'Election de Villefranche, dépendant de la province de Lyonnais, Forez et Beaujolais. De cette province, la Révolution fit le département de Rhône-et-Loire; l'ancien pays de Beaujolais devint le district, puis l'arrondissement de Villefranche, quand les deux départements du Rhône et de la Loire eurent été séparés. C'est dans cet arrondissement que s'étend aujourd'hui le Beaujolais vignoble, embrassant les cantons de Beaujeu et de Belleville (Haut-Beaujolais), et ceux de Villefranche, d'Anse et du Bois-d'Oingt (1) (Bas-Beaujolais).

Le Beaujolais est situé au centre de la France, et, de plus, dans la vallée de la Saône, sur la route principale qui relie le nord au midi de notre pays. Cette double considération permet de saisir sa physionomie générale: c'est un pays de transition, un pays mixte. Comme le dit Elisée Reclus, « le Nord et le Midi contrastent l'un avec l'autre dans cette contrée où les deux moitiés de la France entremêlent leurs climats et leurs aspects ».

Ce caractère de transition s'observe aux points de vue les plus divers.

Sous le rapport du climat, d'abord. Le Beaujolais est situé à la limite nord du climat rhodanien, qui, dans cette région au moins, peut être considéré comme excessif. Les hivers y sont parfois assez rigoureux pour

(1) Ces deux derniers cantons appartenaient plutôt au Lyonnais, dont ils ont conservé les mesures agraires. Mais, en matière de vigneronnage, on y suit à peu près les mêmes règles que dans les cantons voisins.

geler partiellement les ceps de vignes, mais, par contre, les étés y sont très chauds (1).

La population, par ses origines, est un mélange de toutes les races, venues du Nord et du Midi, qui se sont succédé sur le sol du Beaujolais. A l'époque celtique, les Ambarfes et les Ségusiaves occupaient son territoire. Les Romains s'y établirent après la conquête. Lors des invasions germaniques, ce furent les Burgondes qui s'en emparèrent. Le pays subit ensuite toutes les invasions qui dévastèrent la France au moyen âge: il vit les Huns au v^e siècle, les Sarrasins d'Abdérème au vii^e siècle, les Hongres enfin au x^e siècle. Le Nord et le Midi, on le voit, ont mêlé leurs races dans la vallée de la Saône, donnant aux populations de la région les traits saillants de leur caractère. « Les habitants, dit Elisée Reclus, issus à la fois des Celtes, des Ligures, des Romains, et des Germains Burgondes, ressemblent à des hommes du Nord par la force, la volonté et la solidité du caractère, mais par l'élan soudain, l'emportement de la passion, ce sont des hommes du Midi. »

La langue d'oc et la langue d'oïl s'unirent au Moyen Age pour former le dialecte du pays (2).

L'ancien droit du pays se ressentit aussi de cette situation particulière. Le Beaujolais, comme la plupart des provinces du Midi, était un pays de droit écrit. Mais

(1) Guyot, *Etude sur les vignobles de France*. « Le nombre des jours de pluie, ajoute cet auteur, y est moindre que dans l'ensemble de la France, mais ces pluies sont bien réparties dans les saisons, aussi en été la végétation y est très régulière. Les orages sont fréquents et la grêle cause assez souvent des dégâts dans le vignoble. »

(2) Voy. Guigue, *Les possessions du Prieuré d'Alix*.

il ressortissait du Parlement de Paris, et l'influence de la Coutume de Paris y était sensible. Cette fusion entre les règles du droit coutumier et celles du droit écrit est très visible en matière de contrat de mariage. Comme dans les pays de droit écrit, le régime matrimonial légal du Beaujolais était le régime dotal, mais avec ces particularités, empruntées au droit coutumier, que la femme pouvait aliéner ses biens (suppression de la loi Julia par un édit de 1664) et ne pouvait s'obliger valablement sans l'autorisation du mari, exigée par le Parlement de Paris. Il en était de même, du reste, dans le Lyonnais, le Forez et le Mâconnais.

Il n'est pas jusqu'à l'aspect général du pays qui n'offre à la fois ce double caractère méridional et septentrional. Ce qui frappe tout d'abord dans cet aspect du pays, c'est l'absence presque complète de végétation naturelle. La vigne, végétation artificielle, recouvre presque entièrement son sol granitique et schisteux. La surface générale des vignobles du Beaujolais, dit Guyot dans son *Etude sur les vignobles de France*, présente un vaste plan incliné descendant du haut d'une chaîne de montagnes, dont les crêtes courent à une hauteur de 500 à 600 mètres, du nord au sud, où elles s'abaissent pour disparaître en allant du Bois-d'Oingt vers Anse et Villefranche, tandis que leurs flancs descendent à l'est en gagnant la Saône.

« Mais ce plan ne se compose point d'une surface unie: il est formé d'une succession de mamelons et de ravins, de collines et de vallons, au fond desquels courent des ruisseaux à lits de torrents, généralement bordés d'arbres, de buissons, d'étroites prairies; ces mame-

lons et ces collines, ces ravins et ces vallons affectent toutes les directions et offrent toutes les expositions.

« Les vignes y attirent et fixent à peu près exclusivement l'attention, au milieu de ces mamelons, elles occupent de préférence les aspects est et sud; elles commencent généralement au-dessus des prairies, qui sont au fond des vallons et ne vont pas jusqu'au sommet des montagnes les plus élevées, mais elles recouvrent tous les plateaux des étages inférieurs des collines et le plus souvent elles en occupent les rampes aux quatre points cardinaux, de haut en bas. Aux étages inférieurs des coteaux, la vigne occupe donc presque tout le sol.

« A mesure qu'on s'élève vers la crête de la chaîne dominante, les vignes deviennent moins continues, les prairies sont plus nombreuses et les terres labourables occupent une plus grande superficie, les vignes deviennent rares. Enfin, les pâtis, les bruyères, les bois et les roches s'emparent exclusivement des vallons, des mamelons les plus froids et des crêtes les plus élevées, à l'altitude de 300 à 600 mètres. »

Le Beaujolais est donc un pays essentiellement vignoble, en même temps qu'un pays de moyenne culture et de moyenne propriété. Les domaines de 100 à 150 hectares, comprenant de 20 à 30 exploitations viticoles ou vigneronnages, sont assez rares; nombreuses au contraire sont les propriétés de 3 à 10 hectares.

Quels modes de culture, quels systèmes d'amodiation du sol rencontre-t-on dans l'exploitation du vignoble beaujolais ?

D'une manière générale, les biens ruraux peuvent

être exploités de trois façons différentes: par le fermage, par le colonage partiaire et par le faire-valoir.

Ces trois systèmes se retrouvent dans notre pays, mais avec une importance très inégale.

Le fermage est très rare dans le vignoble beaujolais. Les quelques parcelles de vigne ainsi cultivées dépendent presque toutes de domaines non vignobles, de fermes.

Le faire-valoir est plus répandu. C'est le système employé par les petits propriétaires cultivant eux-mêmes, seuls ou aidés de domestiques ou de journaliers. Souvent aussi, il se développe en temps de crise, quand les vignerons à moitié fruits sont réduits à préférer un salaire modeste, mais sûr, au produit trop aléatoire des récoltes.

Mais c'est le vigneronnage (1) qui est le mode d'exploitation normal du vignoble beaujolais. Le vigneronnage peut se définir ainsi: c'est un système d'amodiation par lequel le propriétaire d'un domaine plus spécialement vignoble, le remet à un vigneron qui le cultive, sous condition d'en partager tous les produits, et notamment la récolte en vin. Le vigneronnage est, on le voit, une variété du métayage. S'il était permis de transporter dans le domaine juridique le mode de classification employé par les sciences naturelles, on pourrait dire que le vigneronnage est une institution appartenant à

(1) L'expression de vigneronnage ne désigne pas seulement un système d'amodiation du sol, ni le contrat intervenu entre le propriétaire et le cultivateur, mais encore le domaine lui-même et quelquefois, plus spécialement, les bâtiments d'habitation et d'exploitation du vigneron.

l'espèce du métayage et au genre du colonage (1) partiaire. Le colonage partiaire, considéré dans ses éléments essentiels, est un contrat intervenant entre deux parties: le propriétaire, le cultivateur. Le propriétaire fournit le sol, le cultivateur le travail: ce sont leurs apports dans l'espèce d'association qui les unit. Les récoltes sont partagées suivant une proportion déterminée à l'avance: le quart, le tiers, la moitié. Quand cette dernière proportion, la moitié, est choisie, — et il en est généralement ainsi — le contrat prend le nom de métayage. En ce sens, c'est le métayage que l'on pratique en Beaujolais, sous le nom de vigneronnage.

C'est l'étude du vigneronnage, considéré sous ses différents aspects, que nous allons tenter.

Nous diviserons notre travail en trois parties, dans lesquelles nous étudierons cette institution successivement aux points de vue historique, juridique, économique.

Dans la partie historique, nous rechercherons les origines du vigneronnage et les transformations qu'il a subies au cours des siècles.

La seconde partie sera consacrée à l'étude plus spécialement juridique de notre contrat.

Enfin, nous tenterons, en dernier lieu, l'analyse économique du vigneronnage et de certaines questions qui s'y rattachent étroitement.

(1) Nous préférons cette expression à celle de colonat partiaire consacrée par la loi du 18 juillet 1889. Le colonat désignait plutôt, nous le verrons plus loin, une classe de la population rurale, que le contrat ayant pour but la culture à part de fruits,

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

Epoque gallo-romaine

SECTION I. — Généralités. — La viticulture gallo-romaine.

Le Beaujolais a été habité dès la plus haute antiquité. On y a même relevé des traces nombreuses de populations préhistoriques (1).

A l'époque gauloise, deux peuplades se partageaient son territoire. C'étaient les Ségusiaves et les Ambarres. Les Ségusiaves occupaient le territoire du Lyonnais, du Forez, et une partie du Beaujolais. Les Ambarres, établis sur la rive gauche de la Saône, ne possédaient sur la rive droite qu'une enclave, dans le Bas-Beaujolais actuel (2).

Ces peuplades gauloises se livraient-elles à la culture de la vigne ? Il serait téméraire de l'affirmer. Des

(1) C. Savoye, le *Beaujolais préhistorique*.

(2) V. la carte dressée par Valentin Smith, d'après les *Commentaires* de César.

auteurs pensent que la vigne était cultivée en Gaule, avant la conquête romaine. Ils se basent notamment sur un texte de Trogne-Pompée, abrégé par Justin : « Les Phocéens adoucirent la barbarie des Gaulois en leur enseignant une vie moins rude. Ils leur apprirent à cultiver la terre, à fortifier la cité, à planter l'olivier et à tailler la vigne ». M. Rambaud (1) cite comme renommés à l'époque, les vins blancs de *Bætteræ* (Béziers), les vins épais de Marseille, le vin de paille de la Drôme. Mais aucun document ne fait allusion, à ce sujet, à la région lyonnaise, et, bien que les recherches des celtisants semblent montrer que le vin était en honneur dans la Gaule centrale, rien ne nous permet d'affirmer que la vigne ait été cultivée dans notre contrée à cette époque.

On possède des renseignements plus précis sur la viticulture en Gaule, après la conquête romaine. On connaît le développement rapide de Lyon et la prospérité que les pays voisins durent à son rayonnement. Les anciens légionnaires de César colonisèrent activement la province. Des routes s'ouvrirent : une voie romaine emprunta la vallée de la Saône, jalonnée de stations telles que *Assa Paulini* (Anse), doublée d'un camp militaire appelé *Antium*, et *Lunna*, aujourd'hui Belleville. C'est à ce dernier point que venait aboutir la route d'Autun, traversant le Haut-Beaujolais, par Avenas (*Avenacum*).

La colonisation romaine devait amener un prompt développement de l'agriculture dans notre région. La culture de la vigne notamment se généralisa après la

(1) *Histoire de la civilisation française.*

conquête. Nous en trouvons la preuve dans ce fait rapporté par tous les historiens (1) : L'empereur Domitien (81-96) ordonna l'arrachage des vignes dans les provinces, par conséquent dans la Gaule chevelue, sous prétexte que leur culture, trop développée, nuisait à celle du blé, dont il y avait alors pénurie. Il est curieux de noter à ce propos que ce même prétexte servit aux rois de France, qui édictèrent, à diverses reprises, l'arrachage partiel des vignes.

La mesure de Domitien rendit très prospère le commerce des vins de Lyon et l'industrie des nautes de la Saône et du Rhône, car elle n'avait pas détruit le goût des habitants pour le vin; et l'on importa beaucoup de vins d'Italie. Cette prospérité ne dura pas : l'empereur Probus (276-282) révoqua l'édit de Domitien et permit à nouveau la culture de la vigne en Gaule, ce qui causa la ruine des *negotiatores vinarii* lyonnais. Probus fit plus : il fit créer par ses légions des vignobles en Champagne, en Bourgogne et près de Lyon, au Mont-d'Or (2).

Sous la domination romaine, c'est, selon toute apparence, au sud de Lyon que se développa d'abord la culture de la vigne.

Le vignoble de Côte-Rôtie, sur la rive droite du Rhône, en face de Vienne, fut célébré dès le commencement de notre ère par Pline l'Ancien, par Columelle, par

(1) Steyert, *Histoire de Lyon* (p. 276). — Paradin, *Histoire de Lyon* (xviii^e siècle).

(2) Probus Gallos et Pannonios vineas habere permisit Al-meamque et Aureum Montem militari manu confitos provincialibus colendos dedit. » (Eusèbe.) Rapporté par Paradin, ouv. cit., p. 52.

le poète Martial et par Plutarque. Le vignoble d'Ampuis fut aussi renommé de bonne heure. Mais la vigne envahit bientôt le nord de Lyon. Le Mont-d'Or, le coteau de Couzon surtout, produisirent des vins renommés. « Quant aux contrées qui portent aujourd'hui le nom de Beaujolais, la qualité de leurs vins modernes, le voisinage de la Saône qui les baigne et la grande voie militaire qui les longeait, allant de Lugdunum à Matisco, tout cela nous fournit de nombreux motifs pour croire que cette contrée, très ouverte dès lors, et aujourd'hui si fertile, eut aussi fort anciennement l'avantage de nombreux et riches vignobles (1). » Une récente découverte archéologique paraît confirmer cette supposition. A Régnié (canton de Beaujeu), on a découvert les restes d'une villa gallo-romaine, permettant de conclure à l'existence d'exploitations viticoles à cette époque.

Nous allons rechercher de quelle façon étaient administrés les domaines ruraux d'alors, quels systèmes de culture étaient en usage, et aussi quelle était la condition des cultivateurs.

SECTION II. — Les systèmes de culture. — La villa. — Le colonat.

Les Romains avaient apporté avec eux leurs institutions et leurs mœurs.

Ils divisèrent le pays en *pagi*, en *agri*, en *villæ*. La villa était un vaste domaine de cinq cents à trois mille hectares : on ne connaissait alors que la grande propriété. La villa, par son rôle administratif comme par son étendue, était l'équivalent de la commune rurale moderne. Elle portait en général le nom de son proprié-

(1) Greppo, *Revue du Lyonnais*, t. XIII, p. 449 et s.

taire. Les noms de ces *villæ* gallo-romaines se retrouvent dans ceux de nos villages beaujolais. C'est ainsi que Cercié est l'ancienne villa de Celsus, Quincié celle de Quintus, Fléurie celle de Florus, Jullié de Julius, Lantignié de Lentinus, Regnié de Reginus, Pouilly de Paulus, Marcy de Marcus, Lucenay de Lucinius, etc. (1).

Quels systèmes de culture employait-on dans ces domaines ? Quels étaient les rapports existant entre propriétaires et cultivateurs ? Quelle était la condition de ces derniers ?

C'est ce que nous allons rechercher en étudiant l'organisation d'une de ces villas. Nous allons y trouver les premières formes de la culture à part de fruits, système auquel se rattache le vigneronnage moderne.

Plaçons-nous à la fin du iv^e siècle, c'est-à-dire à la veille des invasions barbares, au moment où les institutions romaines ont atteint leur entier développement. Nous sommes dans une villa d'étendue à peu près égale à celle d'une commune rurale actuelle. Elle comprend des terres de toute nature, des champs, des prés, des bois et des vignes. L'habitation du maître, avec ses dépendances (*villa urbana*), s'élève au centre, à mi-côte d'une colline. En bas se trouve la *villa rustica*, composée des logements des esclaves cultivateurs, du cellier, des étables, des granges et du moulin. Plus loin, tout autour, sont échelonnées de petites maisons, tantôt isolées les unes des autres, tantôt groupées entre elles et formant un hameau (*vicus*). Ce sont les demeures des

(1) Ces propriétaires n'étaient pas nécessairement des Romains d'origine. Les Gaulois, en effet, après la conquête, avaient pris des noms romains.

tenanciers, esclaves, affranchis, fermiers et colons (1).

Les terres de la villa sont divisées en deux parts : l'une qui correspond à la réserve des propriétaires de notre époque, est cultivée par le groupe des esclaves ; l'autre est fractionnée en petites parcelles qu'on appelle tenures, cultivées chacune par un tenancier. L'ensemble de la réserve et des tenures est administré par un intendant (*actor*, *procurator* ou *villicus*), qui est toujours un esclave. Cet intendant surveille les travaux des esclaves et reçoit les redevances des tenures.

La réserve du maître est assez étendue. Les esclaves qui la cultivent lui sont attachés à titre de garniture du fonds (*instrumentum fundi*). Ils forment un groupe qu'on appelle la *familia*. Ce sont des vigneron, des laboureurs, des bergers ; quelques-uns remplissent les fonctions de boulangers, de charpentiers ou de maçons. Leurs travaux sont dirigés par un préposé (*præpositus*), qui leur assigne chaque jour le travail qu'ils doivent faire. Ils sont répartis en un certain nombre de décuries, dont chacune compte dix esclaves, sous la surveillance directe d'un *monitor*. C'est ainsi qu'il y avait des décuries de vignerons, dont chacun devait cultiver six arpents de vignes, alors que les laboureurs cultivaient huit arpents de terre. Il y a aussi, parmi les esclaves, les femmes qui tissent et cousent les vêtements. Les profits de la réserve appartiennent entièrement au maître (2).

La plus grande partie de la villa est divisée en tenures (*coloniæ*, *colonicæ*). A chaque tenure est attachée la

(1) Fustel de Coulanges, *L'Allee et le domaine rural*, p. 88.

(2) Fustel de Coulanges, *L'Invasion germanique*, p. 197. — *L'Allee et le domaine rural*, p. 48.

famille d'un tenancier. Les tenanciers sont de plusieurs sortes: il y a parmi eux des esclaves, des affranchis, des fermiers et des colons (1).

Les tenanciers esclaves sont de bons serviteurs que le maître a récompensés en leur confiant la culture d'un champ. Leur condition est meilleure que celle des esclaves de la *familia*. En effet, ils ne sont plus obligés de travailler en groupe, et recueillent, sous des conditions déterminées, les profits du champ qu'ils cultivent. En outre, tandis que les esclaves de la *familia* n'ont pas de famille et logent en commun, ils ont un logement séparé et peuvent se créer une famille. Le maître y trouve son avantage, car l'esclave s'attache au lopin de terre qu'il cultive à ses risques et périls et dont il est de son intérêt d'augmenter le rendement. D'ailleurs, il ne le détient qu'en vertu d'une convention purement verbale, qui ne l'autorise point, en cas de contestation, à ester en justice contre son maître. Les tenures des esclaves constitueront, plus tard, le servage de la glèbe (2).

Le maître a aussi confié quelques tenures à des affranchis, dont la condition n'est pas sensiblement différente de celle des esclaves (3).

Mais le travail servile n'est pas seul usité: ce sont des fermiers et surtout des colons, qui détiennent la presque totalité des tenures (4).

Les fermiers sont des hommes libres qui, ne possédant rien, s'engagent à cultiver le sol d'autrui moyen-

(1) Fustel de Coulanges, *l'Invasion germanique*, p. 198.

(2) Fustel de Coulanges, *l'Alleu et le domaine rural*, p. 54.

(3) Fustel de Coulanges, *ouv. cit.*, p. 48.

(4) Fustel de Coulanges, *ouv. cit.*, p. 61.

nant une redevance fixe. Cet engagement s'appelle *locatio conductio*. Bilatéral, il oblige généralement les deux parties, ce qui implique que les contractants ont la qualité d'hommes libres (1). Alors que la coutume de donner les terres à cultiver à des esclaves ou à des affranchis est relativement récente, la *locatio conductio* est usitée depuis très longtemps. Varron déjà en fait mention (2). Le fermage a été pratiqué pendant toute la période impériale. Mais il faut remarquer que dans les derniers temps de l'empire, il n'est plus d'un usage fréquent et qu'on ne le trouve guère que sur les terres du domaine impérial ou de l'Eglise. Tout comme la petite propriété, il est devenu de plus en plus rare; comme elle, il a dû céder devant l'envahissement de la grande propriété et petits propriétaires, aussi bien que petits fermiers, se sont trouvés dans l'obligation de renoncer à leur liberté et de se faire colons (3).

Dans cette villa que nous étudions, nous trouvons en majorité des colons. Nous ne nous attarderons pas à rechercher l'origine du colonat (4). Notons seulement que, d'après Fustel de Coulanges (5), les colons se recrutèrent surtout parmi les petits propriétaires, impuissants à conserver une situation indépendante et

(1) Fustel de Coulanges, *ouv. cit.*, p. 62.

(2) *De re rustica*, I, 17.

(3) Fustel de Coulanges, *l'Alleu et le domaine rural*, p. 68.

(4) Notons dès maintenant la différence existant entre le colonat, classe de la société, et le colonage partiaire, contrat et mode d'exploitation du sol. Les deux choses, du reste, se confondaient souvent, les paysans appartenant à la classe des colons étant généralement des cultivateurs à part de fruits, des colons partiaires.

(5) Fustel de Coulanges, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, p. 1, 82.

réduits à se placer sous la protection des grands propriétaires fonciers. Plus tard, la classe des colons s'augmenta des fermiers insolubles, des captifs germains, enfin, sous Gratien, de tous les hommes libres de l'empire n'appartenant à aucune classe, vagabonds et mendiants.

En principe et en droit, les colons sont des hommes libres (*ingenui*) (1). Tous les textes de loi, même ceux de la fin de l'Empire, leur reconnaissent cette qualité. Mais en fait, ils occupent une situation intermédiaire entre celle des hommes libres et celle des esclaves (2). Comme les hommes libres, ils ont la jouissance et l'exercice de tous les droits civils, même du *jus quiritium*, s'ils sont citoyens romains. Ils ont le *connubium* et peuvent contracter de justes noces sans l'autorisation du maître; ils ont une famille (3), peuvent recueillir une succession et tester. En outre, ils ont le droit de contracter avec des tiers et souvent ils possèdent en dehors de leur tenure un petit patrimoine (4).

Tandis que les esclaves logent en commun, les colons ont une habitation séparée (*casa*). Leur travail n'est point surveillé par un *monitor*. Ils cultivent isolément

(1) Fustel de Coulanges, *l'Alleu et le domaine rural*, p. 70. — Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. I, p. 461.

(2) Glasson, *ouv. cit.*, p. 461 et s. — Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles en France*, p. 157.

(3) *Cod. Just.*, L. XIII, Qui dare, tit. V, XXXIV, 24. De agr. et col. (XI-XLVII). Constit. Honorius et Théodose, 409. Nov. Just., XXII-CXVII.

(4) Glasson, *ouv. cit.*, p. 461 et s. — *Cod. Just.*, L. 4. De agr. cens. et col. (XI-XLVII). Constit. Valentinien et Valens, 366. Nov. Just. CXXVIII l. XIV.

et à leur gré le lot de terre qu'on leur a confié et les profits qu'ils en retirent leur appartiennent. Sans doute, le colon doit au maître une part de la récolte, mais le reste est pour lui. Une loi nous le montre vendant lui-même ses produits au marché de la ville voisine (1). C'est là un puissant stimulant pour lui, puisque les améliorations qu'il fera à sa tenure lui profiteront, ainsi qu'à ses enfants (2).

Mais sur de nombreux points la condition des colons se rapproche de celle des esclaves (3). Le sol qu'ils cultivent ne leur appartient pas et ils lui sont attachés éternellement, eux et leurs descendants (4). Et non seulement le colon ne peut pas quitter sa tenure, mais encore le propriétaire qui la vend doit forcément vendre le colon avec elle (5).

Aussi voyons-nous que le législateur traite le colon de *servus terræ* (6). C'est bien le futur serf de la glèbe. Justinien, allant plus loin, l'appelle *membrum terræ* (7). Seule la prescription de trente ans pour les hommes et de vingt ans pour les femmes peut le faire sortir de sa condition. D'ailleurs, il faut dire que ce lien est aussi bien à son avantage qu'à son détriment. Néanmoins, cette attache devait lui paraître fort dure et il dut tenter

(1) *Code Théodosien*, XIII, 1, 3, 8, 10.

(2) Fustel de Coulanges, *l'Alleu et le domaine rural*, p. 74.

(3) Glasson, *ouv. cit.*, p. 467 et s. — Garsonnet, *ouv. cit.* p. 157.

(4) A partir de Valentinien et Théodose. Cette mesure impériale remédia sans doute à un mouvement d'émigration et de délaissement de l'agriculture.

(5) Loi de 357. — Glasson, *ouv. cit.*, p. 467.

(6) Glasson, *ouv. cit.*, p. 467.

(7) Fustel de Coulanges, *l'Alleu et le domaine rural*, p. 72.

souvent de secouer le joug et de s'enfuir. En effet, Constantin, par une constitution de 332, renouvelle la prohibition de quitter la tenure et punit le propriétaire qui aurait recélé le colon d'un propriétaire voisin (1). Sous aucun prétexte il ne peut s'arracher à la terre même pour entrer dans les fonctions publiques (2) ou dans l'armée. Il ne peut non plus être ordonné clerc si ce n'est sur le fonds qu'il cultive et à moins d'y rester (3). Le colon doit au maître respect et obéissance. Il est son homme, *homo ejus* (4), et le maître a sur lui un droit de justice. Il ne peut se marier qu'avec une femme appartenant au même domaine que lui.

Telle est la condition personnelle des colons, facile à reconstituer, grâce aux renseignements nombreux et surtout aux textes législatifs que l'on possède sur la matière. Mais quand on recherche quel était le mode de culture pratiqué par les colons, quand on se demande s'ils étaient des fermiers, des partiaires ou des emphytéotes, la question se résout moins facilement, et l'on doit souvent s'en tenir à de simples conjectures..

Voici, à ce sujet, l'opinion de Dareste de la Chavanne (5), qui suppose plus qu'il n'affirme.

(1) *Code Just.*, L. 2. De fug. col. (XI-LXIII). Const. Gratien-Valentinien et Théodose, 386.

(2) *Cod. Just.*, L. 11. De agr. cens et col. (XI-XLVII). Const. Arcadius et Honorius.

(3) *Cod. Just.* LL. 16 et 37 pr. De Epise. (I-III.) Const. Honorius et Théodose, 409. Ces lois supposent même dans ce cas le consentement du propriétaire du fonds; la Novelle CXXIII, de Justinien, ch. XVII, ne l'exige plus. (Garsonnet, *Hist. des locations perpétuelles*, p. 156.) — V. aussi Glasson, *ouv. cit.*, p. 466.

(4) Fustel de Coulanges, *l'Invasion germanique*, p. 198.

(5) Dareste de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles en France*, p. 61 et s.

Le mode de tenure des colons ne pouvait être uniforme: le système d'agriculture et les circonstances locales devaient exercer sur lui la plus grande influence. Cependant il est à supposer que l'emphytéose était généralement employée sur les terres de l'Etat et le métayage sur les propriétés des particuliers.

« Il est probable que le bail à mi-fruits ou à métairie a été beaucoup plus commun que le bail à prix d'argent. D'abord, nous savons par les livres de Caton qu'il était en usage, en Italie, pour la culture de la vigne et de l'olivier. Caton en fait connaître les conditions les plus ordinaires: le maître fournissait tout, le sol, les instruments, les bestiaux, les plants ou les semences; le cultivateur n'apportait guère que son industrie et ne bénéficiait, en conséquence, que d'une faible partie des produits. Il était trop pauvre pour être fermier et, d'un autre côté, il ne trouvait dans un semblable contrat aucune chance d'améliorer son sort, en sorte qu'il vivait dans une misère qu'il transmettait à ses enfants. Une lettre de Pline le Jeune (1) explique combien il était rare qu'un propriétaire eut des fermiers solvables. Or, si les difficultés du fermage à prix d'argent étaient telles en Italie, qu'était-ce dans les Gaules où le pays était moins peuplé, moins riche, où les débouchés agricoles étaient plus restreints, enfin, où l'intérêt de l'argent atteignait les mêmes proportions, sans que les lois, qui avaient pour but d'en limiter le taux, y réussissent jamais. »

Quoi qu'il en soit, et quel que soit le système de tenure adopté, il est certain que le tenancier, le colon

(1) Pline, ep. 37, liv. 9.

payait une redevance à son maître. Quelle était la nature de cette redevance ? C'est ce qu'il nous importe de connaître.

Cette redevance s'appelle ordinairement *tributum*, d'où le nom de *tributarii* donné aux colons.

Elle varie d'une terre à l'autre, et quelquefois même d'un colon à l'autre sur un même domaine (1). Tantôt elle consiste en argent, tantôt en fruits, tantôt en argent et en fruits. La redevance la plus répandue, celle qui, nous l'avons vu, a dû se présenter le plus naturellement à l'esprit des deux parties contractantes, est la redevance en fruits. D'après Otton (2), le colon devait au maître, un dixième, parfois un sixième du gain et les quatre cinquièmes des fruits, Meerman (3) croit qu'on partageait par égales portions. Quelquefois aussi, le colon devait au propriétaire un certain nombre de jours de travail ou de corvée destinée à cultiver le domaine réservé du maître (4).

La raison de cette variété dans les redevances est que chaque propriétaire a fait avec chaque colon des conventions particulières; et ces conventions ont été plus ou moins dures pour le colon, suivant les circonstances qui l'ont amené à s'établir sur la terre du maître. Ces obligations, du reste, sont immuables: telles elles ont été

(1) Fustel de Coulanges, *l'Alleu et le domaine rural*, p. 76.

(2) *Thesaurus Juris Romani*, I-III, col. 757.

(3) *Supplementum novi thesauri*, lib. X, n^{os} 22 à 25, p. 389.

(4) C'est déjà presque le régime du moyen âge féodal, comme l'observe si justement M. Rambaud. (*Histoire de la civilisation française*, p. 38.)

établies, telles elles doivent rester et se perpétuer d'âge en âge (1).

Aussi la condition des colons fut-elle misérable pendant les premiers siècles de notre ère. Tous les anciens documents s'accordent à reconnaître leur pauvreté générale. Il suffisait d'une invasion ennemie, d'une famine, ou de tout autre fléau imprévu, même d'une simple aggravation d'impôts, pour changer cette pauvreté en une effroyable misère. C'est pourquoi il ne faut pas être trop incrédule aux lamentations souvent déclamatoires de Lactance et de Salvien (2).

Les redevances à payer grevaient lourdement les malheureux colons, exposés d'autre part aux exactions de leurs maîtres (3), exactions si graves que les empereurs intervinrent à plusieurs reprises. Des constitutions impériales obligent le maître à se contenter d'une redevance déterminée par la coutume et l'empereur Valens décide que les propriétaires ne pourront prétendre qu'à une redevance en nature, toutes les fois que l'usage ou la convention faite avec le colon ne les autorise pas à réclamer un paiement en argent. Fréquemment le maître se trouve ainsi rappelé à l'observation du contrat ou de la coutume.

Les colons avaient, en outre, à supporter de lourds impôts. C'était d'abord l'impôt foncier (*tributum soli*). Pour le percevoir, on dressait pour chaque domaine un

(1) Fustel de Coulanges, *l'Alleu et le domaine rural*, p. 77. — *Cod. Just.*, L. I. Inquib. caus. col. (XI. XLIX). Const. Constantin.

(2) Dareste de la Chavanne, *ouv. cit.*

(3) Glasson, *ouv. cit.*, p. 470 et s.

polypticum; tout paysan mâle, sauf les vieillards et les enfants, comptait pour une tête (*caput*) et sa femme pour une demi-tête: en regard du nom de chaque laboureur étaient inscrits la contenance et le revenu de la terre qu'il cultivait et la somme qu'il avait à payer. Le propriétaire était responsable de l'impôt dû par ses colons. Le colon supportait encore des réquisitions de blé, de fourrages pour les armées et des corvées de toutes sortes, constructions de routes, charrois pour les troupes, sans compter les impôts indirects (1).

Nous voudrions pénétrer plus intimément dans la vie du colon, savoir si le maître fournissait les instruments de culture et les animaux de labour et de trait à l'homme qui ne possédait rien, lorsqu'il sollicitait une tenure, si les outils et les bestiaux qu'apportait avec lui le petit propriétaire restaient sa propriété ou étaient considérés comme faisant corps avec le fonds. Nous voudrions savoir aussi comment, à la mort du colon, sa succession était réglée, si la tenure se partageait entre tous ses enfants, ou bien, ce qui plus probable, s'ils restaient ensemble, et, au moment où ils se trouvaient trop nombreux pour y vivre, ce qu'ils devenaient; comment on pouvait concilier la règle qui attache le colon à la terre et interdit au propriétaire de l'en séparer, avec la nécessité, pour une partie des enfants, quand la tenure était trop petite, de chercher ailleurs leur subsistance. Malheureusement, les documents ne nous apprennent rien sur tous ces points si intéressants.

Toujours est-il que le domaine gallo-romain était, on

(1) Rambaud, ouv. cit., p. 49.

l'a vu, admirablement organisé. Il porte l'empreinte de cet esprit de discipline qui caractérise le génie romain. C'est une institution durable. Aussi va-t-il résister aux invasions barbares, survivre à l'Empire et se perpétuer de siècle en siècle, durant une partie du Moyen Age.

CHAPITRE II

Le Moyen Age.

SECTION I. — Du V^e au IX^e siècle.

En effet, les invasions barbares n'ont pas apporté un trouble bien profond dans l'organisation de la villa romaine et dans le mode de culture du sol. Le colonat subsiste tout entier; aucun texte ne parle de le supprimer. Répondant aux besoins de l'époque, il devait être respecté et même accepté par les nouveaux venus, puisque le Papien et la Loi des Burgondes (intéressant particulièrement notre région) reproduisent la plupart des lois romaines relatives au colonat, tel qu'il est réglé par le titre IX, livre V, du Code Théodosien.

D'ailleurs, les invasions violentes du v^e siècle avaient été précédées de lentes invasions pacifiques, de Burgondes notamment, qui, dans notre région, s'assimilèrent bien vite les mœurs romaines. Frédégaire rapporte en effet que les Burgondes furent invités par les Romains, c'est-à-dire les Gaulois qui habitaient la Lyonnaise, la Gaule chevelue et la Gaule cisalpine, à s'établir dans le pays. Ils s'y installèrent en qualité de colons, d'hommes cultivant le sol sans en avoir la propriété et sous condition de payer une redevance. Les propriétaires gallo-romains abandonnèrent souvent à des barbares une partie de leurs domaines à charge,

par ceux-ci de faire remise à leurs maîtres du tiers des fruits (1).

En 406, quelques tribus restées aux environs de Mayence envahirent la Gaule orientale, en particulier la région lyonnaise. Leurs succès furent de peu de durée. Ecrasés par Aétius en 454, puis par les Huns, ils virent leur royaume conquis par les Francs en 534.

Quelle transformation l'invasion Burgonde apporta-t-elle dans l'organisation rurale de l'époque ? On ne le sait pas. Les uns ont prétendu qu'il y eut alors un partage de propriété, d'autres ont cru que les Romains devinrent les colons partiaires des Burgondes, opinions que nous croyons fondées sur des généralisations inexactes.

Nous croyons, avec M. Rérolle (2), que le plus souvent ce sont les Burgondes qui sont devenus les colons partiaires des Romains et que la condition des derniers envahisseurs fut celle des premiers arrivés.

Les Burgondes, en grande majorité, ne reçurent pas de terres en propre. Ils devinrent seulement les *hôtes* des Gallo-Romains. Les textes de la Loi Gombette parlent bien de partage des terres et des esclaves entre les conquérants et les anciens propriétaires du sol (3). Les

(1) Loi Gombette, t. 79, § 1.

(2) Rérolle, *Du colonage partiaire*, p. 147 et s.

(3) Signalons une disposition de la loi Gombette, se rapportant aux vignes, et organisant une sorte de complant entre Burgondes et Gallo-Romains. Elle forme les § 1 et 2 du titre XXXI : « Inter Burgundiones et Romanos id censuimus observandum ut quicumque in communi campo nullo contradicente vineam fortasse plantaverit, similem campum illi restituat in cujus campo vineam posuit. — 2. Si vero post interdictum, quicumque in campo alterius

Burgondes auraient eu (1) la moitié des enclos et des jardins, les deux tiers des terres labourées et le tiers des esclaves, les forêts restant en commun. Mais M. Rérolle, s'appuyant sur le § I^{er} du t. 55 de la Loi, a démontré que l'hôte Burgonde n'était pas un propriétaire. « Par les deux tiers des terres, il faut vraisemblablement entendre les deux tiers des produits du sol; le troisième tiers sera remis par le Burgonde au Romain. Le premier aura, pour l'aider, le tiers des esclaves, qui appartenaient au second. S'agit-il des forêts et des vergers, le Barbare, n'ayant que peu de soin à leur donner, ne prendra que la moitié des fruits. Aux Burgondes qui viendront plus tard, il sera fait des conditions moins avantageuses; ils ne pourront plus prétendre qu'à la moitié des productions, la *medietas terræ*, ou métayage, dit l'article XI du deuxième supplément à la Loi Burgonde. »

Il y eut aussi des Burgondes propriétaires (2). Les

vineam plantare præsumpserit, laborem suum perdat, et vineam cuius et campus accipiat ». — « Lorsqu'un des deux hôtes, sans opposition de la part de l'autre, avait planté une vigne dans une lande indivise, cette vigne restait la propriété de celui qui l'avait plantée, mais l'autre était indemnisé par la cession d'une partie de lande aussi grande que ce qu'il avait perdu dans sa part du fonds indivis. Mais celui qui avait changé tout entière en vignoble une lande jusqu'alors indivise, malgré l'opposition déclarée de l'autre, ne pouvait réclamer aucune indemnité pour son travail sur la part de celui-ci; bien plus, il devait lui abandonner la propriété du vignoble sur sa part. (Gaupp, *les Peuples germaniques dans la Gaule*, p. 50 et s.)

(1) Ragut, préface du *Cartulaire de Saint-Vincent-de-Mâcon*.

(2) Dans notre région en particulier, Anse était habitée à la fin du v^e siècle par l'aristocratie gallo-romaine et burgonde. Steyert, qui mentionne ce fait dans son *Histoire de Lyon* (t. I, p. 553), l'attribue au partage des terres, opéré, selon lui, entre les deux races.

colons établis sur leurs biens changèrent seulement de maîtres comme le sol, car ils étaient *servi terræ* (1). Des passages formels, comme par exemple, les titres VII, XXXVIII § 10 et LXVII de la Loi Gombette, indiquent, sans laisser de doute, que de très bonne heure les Burgondes possédaient des colons et des biens colonges appelés *colonicæ*. (V. titre XXXVIII § 7.)

Le colonat romain ne subit pas de modifications sensibles sous la domination burgonde. Nous avons déjà indiqué les causes profondes de sa persistance. Le colonat, tel que nous l'avons étudié, va se perpétuer quelques siècles encore, avec ses caractères propres, notamment en se distinguant toujours de l'esclavage.

L'organisation du domaine rural ne subit pas non plus de transformation appréciable à cette époque. Telle était la villa romaine avant les Invasions, telle elle resta après elles. Et le tableau que trace M. Flach (2) d'une villa du ix^e siècle ressemble à s'y méprendre à celui de la villa gallo-romaine esquissé par Fustel de Coulanges.

« Représentons-nous la villa seigneuriale telle qu'elle se présente au ix^e siècle et telle que plus tard encore on pourra l'observer, quand des circonstances propres auront sauvé son intégrité.

« Voici la maison d'habitation du maître. Elle est entourée dans le même enclos (*curtis*) des bâtiments d'exploitation rurale et d'industrie domestique: écuries, étables, granges, ateliers, four et pressoir, puis des

(1) Savigny, *Sur le colonat romain*.

(2) Flach, *les Origines de l'ancienne France*, t. II, p. 67.

demeures du *villicus* et de ceux des serfs placés sous ses ordres, artisans ou agriculteurs, qui ne sont pas répartis, comme il arrive pour la plupart, dans les bâtiments même d'exploitation. Voici le jardin ou le verger, plus loin l'église du domaine; sur un cours d'eau le moulin; voici enfin les terres mises en culture pour l'entretien de ses gens.

« Tout cet ensemble forme la partie proprement seigneuriale, l'*indominicatum*, le *mansus dominicatus*.

« Au delà, et tout autour, s'étend la terre occupée par les tenanciers de toute condition. Ils doivent, soit des corvées sur les terres exploitées pour le compte du maître, des charrois, des labours, des travaux de fenaison ou de moisson, soit des services de toute sorte (*servitium*), messages à porter, guet, main-forte à prêter, offices divers, soit des redevances en nature et en argent, casuels ou fixes. Les uns habitent sur le champ même qu'ils exploitent, la plupart se groupent en villages ou en hameaux à proximité de la ferme seigneuriale. J'aperçois enfin aux extrémités du domaine et dans son pourtour, des terres vaines et vagues, des bois ou des forêts, des pâturages ou des marais, qui servent à l'usage commun de l'*indominicatum* d'une part, des tenures de l'autres.

« Ces *villæ*, nous le savons par tous les témoignages des chroniques et des histoires, servaient de séjour à leur propriétaire, qu'il fût roi, évêque ou comte, ou bien homme privé. Il s'y transportait de l'une à l'autre, il s'y réparait de ses expéditions et de ses voyages, il en tirait, grâce à l'organisation assez savamment organisée, dont le capitulaire *De Villis* nous offre le modèle,

sa subsistance et les objets nécessaires à l'entretien de sa maison. Les couvents y faisaient résider les moines, à qui ils confiaient la haute main sur la gestion du domaine, les *decami*, *procuratores*, *præpositi*, *provisores villarum*. »

Telle est l'organisation du domaine rural au ix^e siècle, au moment où va s'établir en France le régime féodal. Nous allons essayer de le suivre sous ce régime et de retracer surtout la condition des colons, des tenanciers de toutes sortes à l'époque féodale.

SECTION II. — Du IX^e au XV^e siècle.

L'état des systèmes de culture et d'amodiation du sol, du colonage partiaire en particulier, nous est fort peu connu à cette époque. Nous manquons de documents précis sur les modes d'exploitation des terres seigneuriales, et seuls, les registres des abbayes et les dispositions légales concernant les biens ecclésiastiques peuvent nous fournir quelques renseignements sur l'économie rurale de ces temps obscurs.

Charlemagne, voulant connaître l'état des terres et l'état des personnes de son empire, ordonna d'exécuter dans chaque domaine une sorte d'inventaire indiquant l'étendue et la nature des terres, ainsi que l'état social de chaque habitant. Ses instructions furent exécutées sur les domaines du fisc, des monastères et des évêchés. La description d'un domaine indiquait d'abord l'étendue de la partie réservée au propriétaire (*indominicatus*, *indominicatum*), sa composition en terres, vignes, prés,

bois, enfin, les domaines plus petits (*mansus, colonicæ*), concédés aux tenanciers. Quelquefois on indiquait la contenance et la composition de ces masses, mais la description donnait toujours l'énumération détaillée des redevances dues par le tenancier et des services auxquels il était astreint. Les descriptions réunies des divers domaines d'un même propriétaire, d'une abbaye par exemple, formaient un polyptique, un *pouillé*. Les polyptiques intéressant le plus notre sujet sont ceux de Saint-Germain-des-Prés, rédigé sous Charlemagne par l'abbé Irminon, et de Saint-Rémi-de-Reims, un peu postérieur. Dans notre région, le polyptique de l'église collégiale de Saint-Paul-de-Lyon, rédigé vers 1285, et le Cartulaire de l'église Saint-Vincent-de-Mâcon, connu sous le nom de *Livre Enchaîné*, et dont les chartes datent de 593 à 1220, nous fournissent quelques renseignements précieux sur les modes de tenures que nous étudions.

Mais avant de les analyser, examinons brièvement la condition personnelle des tenanciers des manses. Ils appartenaient à diverses catégories sociales, mais ne jouissaient tous que d'une liberté imparfaite. Les chartes de notre région distinguent notamment les serfs et les colons. Les colons se distinguaient des serfs de la glèbe, en ce qu'ils avaient une liberté plus grande dans les alliances et les droits du père de famille. Aux ix^e, x^e et xi^e siècles, le colon pouvait acquérir par contrat et succession, conserver et disposer; il n'était pas taillable et corvéable à merci, ni mainmortable. Le colonat était une condition intermédiaire entre la liberté et la servitude : par sa condition personnelle, le colon était un

homme libre, mais il était asservi à la terre qu'il cultivait et dont il ne pouvait être séparé. Du reste, le colon pouvait se racheter et acquérir la situation d'homme libre.

Les serfs étaient les anciens esclaves, disparus au moyen âge, et devenus serfs, manants, casés, ou même colons. En effet, la distinction entre le serf de la glèbe et le colon est souvent purement théorique, tous deux étant attachés à la terre (1).

Quant à la servitude personnelle, il semble bien qu'elle ait persisté assez longtemps à notre époque. Une charte du ^x^e siècle, extraite du Cartulaire de Saint-Vincent-de-Mâcon, nous montre un évêque faisant donation à Saint-Vincent, indépendamment de toute terre, et dans un but pieux, d'esclaves vigneron avec leurs femmes et leurs enfants pour qu'ils soient attachés à perpétuité au service de l'Eglise : « ... Maimbodus episcopus dat canonicis servos ad excolendum vineas... » (Ch. 379.)

Le sort des colons et des serfs au Moyen Age ne paraît pas avoir été très heureux. Les colons d'Eglise étaient mieux partagés, à ce point de vue, que les tenanciers des seigneurs féodaux. L'Eglise, comme autrefois l'Empereur, dut souvent intervenir en faveur de ces derniers pour les soustraire aux exactions de leurs maîtres (2).

(1) La charte 290, du Cartulaire de Saint-Vincent-de-Mâcon, datant de 928 à 936, contient donation d'un domaine comprenant un enclos et une vigne, avec les serfs attachés à sa culture : « Hoc est curtilus cum vinea, cum mansoribus III, et servo supermanente, nomine Giraldo, cum uxore et infantibus suis ».

(2) Dans notre région, les abbés de Cluny durent souvent prendre la défense des serfs contre les sires de Beaujeu. Pour échap-

Quels étaient les modes de culture de ces tenanciers ? A quelles conditions exploitaient-ils leurs manses ? De quelles prestations étaient-ils tenus vis-à-vis de leurs maîtres ? C'est ce que nous allons rechercher.

Les tenanciers, serfs et colons, étaient concessionnaires à perpétuité de leurs manses, ou des parties de manses qu'ils exploitaient. Ils étaient attachés au sol qu'ils cultivaient, comme à l'époque antérieure. Les produits de leurs domaines leur appartenaient en entier, une fois qu'ils avaient payé les redevances dont ils étaient tenus. Ces redevances consistaient en fruits ou en argent. Il y avait deux sortes de redevances en fruits : l'une consistait, pour le tenancier, à partager avec son maître les produits récoltés, suivant une quotité déterminée, le tiers ou la moitié par exemple. Nous retrouvons, ici, la culture à moitié fruits, qui nous intéresse spécialement, et que nous avons perdu de vue pendant la période précédente. L'autre système de redevances en nature obligeait le colon à donner au propriétaire une quantité fixe de produits, tant de mesures de blé, de vin, etc. Parfois, la redevance consistait en fruits et en argent, ou bien en argent seulement.

De plus, le maître stipule du tenancier du travail, des journées, des charrois, des corvées de toutes sortes, en nombre limité ou illimité. Le paysan s'engage, par exemple, à labourer un nombre de jours déterminé sur

per à leur triste condition, ces malheureux paysans s'enfuyaient souvent, gagnant la *Ville-franche*, dont ils devenaient bourgeois après un an et un jour d'habitation. Toutefois le seigneur, leur ancien maître, avait sur eux un droit de suite (*calumniam*), qu'il pouvait exercer tant que ce délai n'était pas expiré.

l'indominicatum, sur les terres dont le maître s'est réservé la jouissance absolue; moyennant l'accomplissement de cette obligation, il gardera la totalité des récoltes produites par les terres à lui concédées (1).

Ce système des prestations de travail, connu de toute antiquité, se développa surtout à partir du ^{viii}^e siècle : « Ce n'est plus six fois par an, c'est trois fois par semaine que le tenancier cultivera les terres dont son maître s'est réservé la jouissance exclusive; ce ne sont plus les produits, c'est le temps que l'on partage.... Désormais le cultivateur a des obligations différentes : il doit du travail, il doit, en outre, une petite portion de fruits. La première obligation ira chaque jour grandissant au détriment de la liberté; bientôt ces paysans ne seront plus les colons romains, mais les serfs du moyen âge... (2) ».

En tout cas, c'est à cette époque, à partir du ^{ix}^e siècle, que nous trouvons des documents établissant d'une manière certaine l'existence de la culture à moitié fruits.

Le premier document faisant mention de la culture à mi-fruits, est un Capitulaire de Charlemagne soumettant à la dîme, ceux qui possèdent des bénéfices ecclésiastiques et les cultivent à moitié fruits. (Livre I, Cap. CLVII, col. 732.)

En 819, un seigneur, Haganon, fait donation, à l'abbaye Saint-Martin-de-Tours de son domaine «...avec les hommes qui demeurent là et que nous y avons éta-

(1) Voir l'explication de ce système dans Gasparin, *Métayage*, 26.

(2) Rerolle, *ouv. cit.*, p. 163 et s.

blis pour y vivre comme des colons... et nous ordonnons que ces hommes cultiveront la terre, les vignes et toutes choses à mi-fruits et qu'on ne leur demandera rien de plus... (1) ».

Le Polyptique de Saint-Germain-des-Prés nous fournit aussi des exemples de culture à mi-fruits. Une dizaine des 1646 exploitations de l'abbaye étaient aux mains de tenanciers à mi-fruits, colons et serfs, attachés à la terre. Voici quelques exemples des mentions qui les concernent :

23. — « ... Tenet eum nunc Ainatlaicus colonus et uxor ejus colona, nomine Winerada, homines Sancti Germani... Arat ipsam terram ad medietatem. Donat quatuor denarios de capite suo, pullos et ova... »

26. — « ... Tenet eum Adalgardis. Arat illum ad medietatem. »

27. — « Tenet eum Rotveus... aut arat illum ad medietatem, aut solvit solidos II. »

Arare ad medietatem, et, quelquefois, *laborare ad medietatem*: c'est bien là la forme antique du métayage.

Le Polyptique de l'abbaye de Saint-Rémi-de-Reims contient nombre de ces contrats de colonage partiaire primitifs, très intéressants en ce qu'ils ont pour objet des concessions de vignobles. Mais il ne s'agit plus ici de culture à mi-fruits. La quote-part des récoltes revenant au tenancier est seulement du tiers. Ceci s'explique d'ailleurs très bien. Les stipulations de colonage par-

(1) Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, IV, p. 7. — Ce document est peut-être le seul de l'époque mentionnant la culture à mi-fruits sur des terres seigneuriales.

tiaire ne sont jamais qu'accessoires, concernant l'exploitation des vignes réservées, *vinearum dominicarum*. Chaque colon de Saint-Rémi recevait un manse, dont il percevait entièrement les produits, à charge de payer certaines redevances en argent, en fruits et en travail. Ces journées de travail, en nombre illimité d'ailleurs, il les accomplissait sur le manse seigneurial, *mansus indominicatus*, qui comprenait des vignes. Pour mieux assurer le succès de l'exploitation des vignobles, l'abbé promettait aux colons qui les cultivaient le tiers de la récolte.

Ainsi s'expliquent les passages suivants du Polyp-tique :

III, 3 : « Hunoldus ingenuus tenet mansum I. servilem... facit vineam dominicam ad tertium. Donat pullos III, ova XV, et facit omne servitium sibi inunctum ».

IV, 2. « Cristiammus ingenuus tenet de terra arbili mappas III ; vineam ubi possunt colligi de vino modii XX ; dabitur- què ei de fœno dimidium carrum. Donat de vino modium I. Facit vineam de suo dominicam ad tertium et deducit ipsum ad monasterium. »

Relevons dans ce dernier extrait deux détails intéressants: l'abbé remet au tenancier une certaine quantité de foin, ce qui semble indiquer que le cheptel appartient au cultivateur. De plus, la part du maître doit être conduite au monastère par le colon, règle très ancienne, et traditionnellement conservée jusqu'à nos jours.

Les nombreux cartulaires de notre région (Cluny, Ainay, Savigny, l'Ile-Barbe) nous fournissent peu de renseignements concernant le sujet qui nous intéresse. Seul peut-être, le Cartulaire de Saint-Vincent-de-Mâcon

contient des documents de quelque importance. Les chartes qui le composent, et qui ont été rédigées de 593 à 1220, concernent l'évêché de Mâcon, dont le territoire occupait une partie du Beaujolais, avant l'érection de celui-ci en fief distinct.

La charte 516 (1) du recueil contient une énumération détaillée des redevances et des prestations dues par les serfs et les colons à raison de leurs tenures. Nous en extrayons les mentions suivantes :

« Colonica de Avistis debet duos solidos et taschiam. »

« Vircaria Rotberti, VIII denarios. »

« De manso Brietii, VI denarios et sectorem et lignarium. »

« De Marfontanis, et in altero manso II lignarios et secatorem et fenatorem, et carriarum et tres corvatas, et in condamina carriarum, et in clauso palatorem et fossorem et cartallum avene et panem et unam minam vini et caponem.

« Mansus Constanti agri, II cartalla avene et II capones et II panes et sextarium vini, serclatorem et alia similiter.

« Mansus Aimonis de Bufferiis I panem, I caponem et minam vini et I bichetum avene et omnes alias consuetudines.

« Mansus Garlaudi XII denarios.

« Apud Virisetum, mansus Ricardi de Campis, I cartallum avene et II panes et II capones et sextarium vini et III corvatas. »

« Umbertus, IIII denarios et II panes et sextarium vini

« Berno et Bernadus V denarios, II panes et sextarium vini et omnes isti corvatas.

« Telbaldus de tribus vineis XII denarios et IIII panes et II sextaria vini et I bichetum avene et mansus ejus in dominicatu presulis.

« De planta Otgerii, qui est juxta Bernardi clerici vineam VII denarios, II panes, I sextarium vini, et I bichetum avene, et yinea ipsius Otgerii in Turriciaco, et quicquid habet in Mar-

(1) M. Ragut la suppose du XII^e siècle (préface du *Cartulaire de Saint-Vincent-de-Mâcon*).

fontanis, et clausum in Vissiaco cum omnibus appendiciis suis sunt in dominicatu presulis.

« In prima colonica de Quintana VIII bichetos avene, IIIII panes, IIIII capones et II sextaria vini, I muttonem, I agnum, III corvatas et carreriam feni, et messem, palatorem arei, serclatorem, carratam et dimidiam matheris et II lignarios, fossos et pallatores.

« Colonica de Fontana, similiter. »

La charte 516, qui contient cette liste de manses, de colons et de redevances, se termine par cette mention générale, qui, semble-t-il, nous montre les tenanciers soumis étroitement à l'autorité du maître : « Omnes predicti mansi, qui debent marescalicium, debent et complacitum generale et quicquid ibi volumus facere ».

Cette charte, on le voit, ne contient aucune trace de colonage partiaire, de culture à mi-fruits ou à tiers-fruits. Les tenanciers de Saint-Vincent recueillaient entièrement les produits de leur manse. Ils ne les partageaient pas avec leur maître. Mais ils payaient des redevances fixes en nature, en argent, en travail, dont nous avons vu des exemples variés. Remarquons surtout les redevances en travail, connues sous le nom de *corvatae*, de corvées, dont le développement est considéré comme la caractéristique du colonat, du servage au Moyen Age. Ces corvées s'exécutent sur le *mansus indominicatus*, dont les produits reviennent en entier au maître, et dont l'existence est attestée dans maints passages. Les serfs et les colons allaient bêcher (*fossorem*), sarcler (*serclatorem*), faucher et faner (*fenatorem*), couper du bois (*lignarium*), voiturier (*carratam*, *carrarium*), battre le blé (*palatorem areæ*), sur le domaine du maître. Ces usages étaient la règle dans le pays : les chartes de

Cluny le prouvent par de nombreux exemples. Les corvées étaient utilisées aussi aux réparations des bâtiments, à l'entretien des fossés des châteaux et monastères. En général, le corvéable devait se nourrir à ses dépens.

Quant aux redevances en nature, elles ont pour objet les produits les plus divers : bois, tonneaux, chapons, moutons, viande, poulets, œufs, avoine, froment, foin, du vin enfin, par quantités variables, par setier (*sextarium*) ou demi-setier (mine, *mina*).

Enfin le tenancier devait souvent payer une certaine somme d'argent.

De plus, serfs et colons étaient tenus d'autres obligations plus ou moins féodales, dont les produits étaient perçus à divers titres et sous des noms variés : taille réelle, droit de seuil, tasque (*taschia*, tâche, prestation agraire), gerberie (prélèvement de quelques gerbes), prémices de la récolte, droit de garde de la propriété (prestation pour protection accordée par le seigneur séculier), droit de pacage et usage des eaux, droit d'usage dans les forêts, prestations de vivres dues au seigneur, prestations pour nourriture de chevaux et de chiens, droit de garde des chemins. Ajoutons à cette liste le droit de banvin, c'est-à-dire le droit que s'était arrogé le seigneur de défendre aux habitants la vente, pendant un certain temps, de leur vin, afin de favoriser la vente du sien. A Mâcon, le comte, le vicomte et l'évêque s'étaient ainsi réservés un délai de quinze jours chacun (1).

(1) V. Ragut, préface, ouv. cit.

Aussi, bien souvent, malgré qu'il perçoive en totalité les produits de son manse, le serf ou le colon devait retirer peu de profit de son exploitation, une fois ses redevances payées.

Ce système de tenures, auquel étaient soumis les serfs de Saint-Vincent, ne suppose pas l'existence d'un mode de culture à part de fruits, analogue à ceux que pratiquaient les abbayes de Saint-Germain et de Saint-Rémi.

Cependant, certaines chartes (174, 106, 263, 371, 380, etc.) concernent une institution dans laquelle on a pu voir un système de concessions à mi-fruits. Il s'agit des concessions *ad medium plantum*, ou complant, qui s'appliquaient surtout à des vignes, ou à des terres destinées à être plantées de vignes.

Une abbaye, un évêché possédaient-ils des tenures favorables à la culture de la vigne, mais incultes, ou dont on espérait obtenir un produit plus avantageux, ses recteurs prenaient le parti de les concéder *ad medium plantum*. Le concessionnaire s'obligeait à élever une vigne (*ædificare vineam*) sur le terrain à lui remis, dans un délai de cinq ou six ans. Ce délai expiré, un partage avait lieu entre le concédant et le concessionnaire. Chacun obtenait une moitié (*medietas*). Mais ce partage portait-il sur la propriété du fonds ainsi planté de vigne, ou bien s'agissait-il simplement de partager les récoltes produites par cette vigne ?

Il est assez difficile de répondre à cette question et de choisir entre ces deux hypothèses.

M. Ragut (1) voit un partage de propriété dans la con-

(1) Ragut, *ouv. cit.*

cession *ad medium plantum*, telle qu'elle était pratiquée sur les terres de Saint-Vincent. Citons par exemple la charte 263 (commencement du xi^e siècle) : « ... Vobis (Adalberto et Eldebergæ) dono campum ut, at quinque annos, vinea ædificata sit, et post quinque annos rectores Sancti Vincentii medietatem habeant, aliam medietatem Adalbertus et Eldeberga possideant ; quod si vendere vel incaucionare volueris, nulli alteri facias nisi rectores Sancti Vincentii ». Cette dernière clause était générale. « On imposait habituellement au concessionnaire, dit M. Ragut, la condition de ne vendre ou engager sa moitié qu'en faveur de Saint-Vincent. Mais si, après avis donné par trois fois (1), les chanoines ne voulaient pas acquérir à juste prix, le concessionnaire pouvait disposer à volonté de sa propriété (ch. 174, 380); il ne jouissait donc pas *jure usufructuario*, comme le prétend Du Cange. » Et il faut reconnaître que cette réserve au profit du concédant, cette sorte de droit de préemption, s'explique mieux si le concessionnaire acquérait la propriété de la moitié du sol, plutôt que celle de la moitié des récoltes (2).

(1) Charte 380. « ... tibi dono ad medium plantum eo tenore ad V annos vinea ædificate, et post Vannos, unusquisque quod suum est recipiat; et si necessitas advenerit et vendere volueris rectores ecclesie sancti Vincentii tribus vicibus et annonceatis, et si redimere non voluerint, facias quicquid facere volueris... »

(2) Salvaing, dans son *Usage des Fiefs* (1731), se prononce en faveur du partage de la propriété : « Datio ad medium plantum : C'est un bail de quelque fonds stérile et inculte, que le preneur s'obligeait de cultiver à la charge d'en rendre la moitié au bailleur, dans cinq années, l'autre moitié lui demeurant acquise incommutablement, sauf la préférence au bailleur et à ses successeurs en cas de vente. »

Cependant, l'opinion contraire, qui voit dans la concession *ad medium plantum*, une simple tenure à mi-fruits, n'entraînant aucun partage de propriété, compte également des partisans, parmi lesquels M. J. Marion, qui édita le Cartulaire de Saint-Hugues (chartes de l'église cathédrale de Grenoble) (1). « Ces expressions (*medius plantus, terra data ad medium plantum*), qui reviennent fréquemment dans nos textes, s'y appliquent toujours à des terres louées pour être plantées en vignes et dont le produit devra être partagé par moitié entre le propriétaire et le locataire ou fermier. Dans ce contrat de location, c'est au bout de cinq ans seulement que le preneur doit commencer à toucher sa part. »

Cette opinion, qui voit dans la concession *ad medium plantum* un simple partage de fruits, est également celle de Du Cange (2).

Et l'on ne peut s'empêcher de remarquer l'analogie

(1) Ce cartulaire contient plusieurs chartes de concessions *ad medium plantum*. Comp. notamment la charte 16, avec celles de Saint-Vincent : « ... Et si quidem petierunt a nobis campum ad medium plantum... quantum edificare potueritis usque ad annos quinque possideant, edificent et plantent, et faciant de una medietate quod voluerint, post quinque annos; alia medietas ad potestatem Sancta Maria et Sancti Vincentii... »

Les concessions *ad medium plantum* semblent d'ailleurs d'usage général dans nos régions. La charte 963, de Cluny (x^e siècle), entre autres, relate une de ces concessions faite par Mayeul, abbé de Cluny : « ... Duranno et uxori ejus Osannæ donamus duos campos ad medium plantum... usque ad Vannos, quibus expletis, una medietas ipsis remaneat, nobis alia deveniat ».

(2) Du Cange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*.

« Dare ad medium plantum » : concéder un champ de sorte qu'une part des fruits revienne au maître du fonds, l'autre partie revenant au colon, comme s'il revenait de son propre champ.

Ailleurs Du Cange dit qu'on appelle *complantum* ou *medium*

existant entre nos chartes et les passages de la Loi Gombette relatifs au partage qui aurait eu lieu, après les Invasions, entre Gallo-Romains et Burgondes. Nous avons conclu, avec M. Rérolle, à l'établissement de simples rapports de colonage partiaire entre les deux races, entraînant partage des récoltes et non des terres, comme on le croit généralement (1). C'est pourquoi nous verrions volontiers dans la concession *ad medium plantum*, une tenure à mi-fruits. Il n'est pas besoin de supposer que le concessionnaire acquérait un droit de propriété sur la moitié de la vigne qu'il avait créée. Il suffit d'admettre qu'il naissait, à son profit, une sorte de droit de jouissance, s'exerçant sur la moitié des récoltes, droit essentiellement transmissible, mais qu'il ne pouvait transmettre sans l'autorisation du concédant, qui, lui, jouissait d'un droit de préemption.

Peut-être même pourrait-on voir dans cette lointaine institution, l'origine du bail à culture perpétuel en général, et du bail à vigneronnage perpétuel en particulier, que nous étudierons plus loin, tels qu'ils existaient sous l'ancien régime.

Ces baux perpétuels présentent une certaine analogie d'expressions avec les concessions *ad medium plantum*.

plantum un champ donné à titre d'usufruit, pour y complanter des vignes, sous certaines conditions (c'est dans ce sens notamment qu'il interprète les chartes de Grenoble).

(1) Remarquons, à ce sujet, que la charte 8, du *Cartulaire de Saint-Hugues* (Grenoble) distingue, en matière de *medium plantum*, l'usage des Gaules et l'usage de Bourgondie, sans préciser la différence: « ... *Predictus episcopus... prelibatis viris tradit more Burgundiorum ad medium plantum...*, ut aliquid terre sibi... traderet ad medium plantum, secundum Galliarum morem... »

Ce sont des baux à moitié fruits, par lesquels le propriétaire d'une terre la remet à un vigneron, à charge par celui-ci de la « planter et atifier (*ædificare*) de bon plant de vigne, dans trois années prochaines », et de cultiver cette vigne pour en partager les fruits. Le vigneron n'acquiert pas la propriété de la moitié du fonds. Il n'a droit qu'à la moitié des récoltes. Ce droit, il peut le céder, sous réserve d'un droit de préemption du propriétaire. Dans les baux à perpétuité que nous citons plus loin, il est dit, dans l'un, que « le preneur ne pourra remettre sa portion sans l'avis du seigneur ou de ses commis », dans un autre, que le vigneron « ne pourra vendre ny engager sa part et moitié desdits fondz donnés à cultiver sans le sceu, vouloir et consentement dudict seigneur, qui sera préfféré à l'achapt à tout autre ».

Ici, l'analogie avec les chartes de concessions *ad medium plantum* est vraiment remarquable. Dans les deux cas, le concessionnaire semble acquérir la propriété de la moitié du sol, alors que son droit a seulement pour objet le partage des récoltes.

Il est donc permis de voir dans la tenure *ad medium plantum*, pratiquée au ^{xr} siècle dans notre région, la forme primitive du vigneronnage perpétuel de l'ancien régime, qui présentait lui-même de si grandes ressemblances avec le vigneronnage temporaire, seul en usage aujourd'hui.

Le Polyptique de l'Eglise collégiale de Saint-Paul de Lyon, rédigé vers 1285, nous offre des exemples de tenures et de redevances analogues à celles de Saint-Vincent-de-Mâcon. Saint-Paul possédait des terres et des vignobles en Beaujolais, à Odenas, Brouilly, Saint-

Lager, Quincié. Les tenanciers de ces domaines lui payaient des redevances en argent ou en nature (avoine, blé, vin, etc.), le reste des produits récoltés leur appartenant en propre.

On lit, par exemple, dans ce Polyptique :

Hoc est servitium Sancti Pauli Lugdunensis in parrochia d'Audonna (1).

Perranetus del Treyt et Guichardus frater ejus, II sol. et VIII d. et III meiters frumenti et III ras avene comblos et chauchies et unam asinatam vini puri pro domibus suis et rebus que sunt subtus domos suas.

Bonus Johannes de Rupe, XVII d. pro vinea sua sita apud Bruliacum (Brouilly).

Stephanus Albi, civis Lugdunensis, II d. pro vinea sua sita apud Bruliacum et vocata vinea de la Chal.

Apud Raconam (1).

Guillelmus Chivroters burgensis Belle-Ville, X d. pro vinea sua sita apud Raconam, inter vineas canonicorum Belle-Ville.

Estevenetus Jaquetam XIII d. pro domo et vinea sua que sunt ante ecclesiam d'Audonna.

Saint-Paul possédait plus près de Lyon, à Pomiers (Pomers) (2), des vignes et des champs dont les tenanciers étaient soumis à d'autres conditions. Ils ne devaient plus, outre la redevance en argent, tant de mesures de blé, d'avoine ou de vin, mais une quote-part des raisins de leurs vignes, le quart ou le quint, le cinquième (3) :

Hoc est servitium vinearum et vinee ad quartum et quintum in parrochia de Pomers.

(1) Odenas. Racona, hameau dépendant d'Odenas.

(2) Canton d'Anse.

(3) Cf. Rérolle, ouv. cit., p. 180.

Stephanus et Durandus Chevalerii, II d. et ob. pro quadam vinea sua et quintum racemorum dicte vinee.

Humbertus de Matoysia VI d. pro vinea sua et quartum racemorum dicte vinee.

Petita li Barberi, I ob. pro vinea sua et quintum racemorum dicte vinee.

Petrus de Pela III d. et ob. pro duabus pedis suis et quartum racemorum dictarum pedarum.

Johanninus de la Montaygni, III ob. pro vinea sua et quintum racemorum dicte vinee.

Johannes Buynoz, I d. pro planterio suo et X d. pro vinea sua.

Guichardus de Chan, I ob. pro vinea sua et quintum racemorum dicte vinee.

Stephanus Vachons, civis lugdunensis, XII d. pro vinea sua (1).

.....

Il n'y a pas, dans ces mentions, trace de véritable colonage partiaire. Les redevances en nature sont fixes à Odenas et à Brouilly ; elles sont proportionnelles à Pommiers, mais le mode de tenure est le même partout. Ces redevances semblent d'ailleurs grever la terre plutôt que l'exploitant. Ce sont déjà les servis (*hoc est servitium...*) féodaux, établis sur un fonds, et dus à raison de leur possession par tous les détenteurs successifs. C'est là sans doute l'explication de ce fait curieux à relever : certaines de ces redevances sont à la charge, non de cultivateurs, mais de bourgeois de Belleville (*burgen-*

(1) Ce mode de redevance, le quart-fruits, se perpétua pendant tout l'ancien régime. Au XVIII^e siècle, le chapitre de N.-D. de Beaujeu possédait encore des vignes cultivées au moyen de baux à culture perpétuelle et à quart-fruits. Souvent le quart de la récolte revenant au chapitre était évalué et payé en argent. C'était un servis, un droit féodal. (V. Longin, le *Chapitre de N.-D. de Beaujeu*, p. 36.)

sis Belle-Ville), ou de citoyens de Lyon (*civis lugdunensis*).

Les concessions de terres moyennant des redevances annuelles en argent ou en nature, connues sous le nom de cens, de servis, de rentes, et qui sont une des caractéristiques du régime féodal, sont fréquentes à notre époque et dans notre région. Les Cartulaires des abbayes de Cluny, d'Ainay, de Savigny, de l'Île-Barbe, des Fiefs de l'Eglise de Lyon, etc., contiennent nombre de ces concessions, sous des noms divers : albergement ou albergement, accensement, asservisage, arrentement, etc. La formule change, mais l'institution est la même.

Citons quelques exemples de ces concessions, dont beaucoup avaient pour objet des vignobles.

Albergement : « Concessit et albergavit in perpetuum albergamentum... »

« Albergavimus et in emphyteosim perpetuam... vineam... sub annuo canone, censu seu servicio duorum solidorum forciorum et quatuor gallinarum. » Comme garantie du paiement de ce cens, le bailleur se réserve une hypothèque sur la vigne concédée : « ... sub obligatione et ypotheca dictarum pedarum vinee ». Le paiement de la redevance est fixé à la Saint-Martin d'hiver : « ... ad quodlibet festum beati Martini Yemalis ». (*Cartulaire des Fiefs de l'Eglise de Lyon*, 1446.)

« ... Dederunt et concesserunt in perpetuum alberguagium quandam vineam... » (*Cartulaire Lyonnais*, 1275.)

Asservisage : « Asservisat et in perpetuam emphyteosim tradit et concedit sub annuo censu sexaginta soli-

dorum... ad festum beati Martini hyemale ». (*Cartulaire lyonnais*, 1256.)

Ces concessions, moyennant des cens ou servis vont subsister pendant tout l'ancien régime. Mais il n'y a rien de commun entre elles et les conventions de colonage partiaire, et spécialement de métayage (1).

Les documents que nous avons examinés jusqu'ici ne nous offrent que peu d'exemples de véritable colonage partiaire. Le mode de tenure qui nous paraît le plus usité est celui des concessions de terres moyennant des redevances déterminées en argent, en nature, en travail. Sur les 1646 exploitations de Saint-Germain-des-Prés, 10 seulement sont cultivées à mi-fruits. De même, les colons partiaires sont fort rares sur les terres de Saint-Rémi-de-Reims, et cependant les vignobles y sont nombreux. Enfin, si l'on voit des concessions à mi-fruits dans les tenures *ad medium plantum* de Saint-Vincent-de-Mâcon, il faut reconnaître que ce Cartulaire n'en contient que peu d'exemples.

M. Rérolle explique très bien les raisons de la rareté du métayage à cette époque. Sur les terres ecclésiastiques, dit-il, l'Eglise ne favorisait pas un système qui intéressait directement les religieux à l'exploitation du sol, leur imposait une surveillance, d'incessants soucis temporels et les détournait ainsi de leur mission. Sur les terres seigneuriales, il en était de même, pour des raisons différentes : le puissant baron féodal se souciait

(1) La différence apparaît clairement au xvii^e siècle, par exemple. Quand un domaine vignoble était grevé de servis, cette sorte d'impôt féodal était considéré comme une charge du fonds, et acquittée souvent par moitié par le propriétaire et le vigneron.

peu de recevoir la moitié de tout le blé qui croissait sur ses immenses domaines. La quantité nécessaire à ses besoins une fois prélevée, qu'eût-il fait de l'excédent ? Il l'eût vendu, mais à qui et comment ? A la ville voisine, sa mortelle ennemie ? A ses paysans ? Mais n'eût-il pas mieux valu leur demander tout de suite de l'argent, que de se faire donner du grain pour le leur revendre ?

Au lieu de stipuler le partage des produits, les seigneurs exigeaient de ceux qui cultivaient leurs terres des redevances fixes, du grain, du vin, pour approvisionner le château, de l'argent pour parer à leurs rares dépenses. Ils avaient des fermiers, mais non des partiaires (1).

Mais, à partir du ^{xiii}^e siècle, si nous en croyons Dareste de la Chavanne, le métayage devient de plus en plus la condition territoriale des cultivateurs. Les causes de ce développement sont faciles à saisir : les paysans étaient pauvres et ne pouvaient faire de baux à ferme, surtout de baux dont la rente fut payable en argent. Cet état de choses était la règle à cette époque, où l'argent était rare et circulait peu, où le paysan était moins industriel, où il y avait moins de débouchés et, partant, moins de stimulants pour la production. Aussi le métayage ou louage des terres et des bestiaux à moitié profit fût-il le système de bail le plus commun dans la plus grande partie de la France, surtout dans les provinces du centre (2).

A ce développement du métayage correspond l'apparition des premiers baux, des premiers contrats inter-

(1) Rérolle, *ouv. cit.*, p. 185 et s.

(2) Dareste de la Chavanne, *ouv. cit.*, p. 264.

venant entré propriétaire et cultivateur. « Du ^{xii}^e au ^{xiv}^e siècle, le principe féodal favorise de plus en plus les classes populaires. Les seigneurs renoncent à exiger d'autorité beaucoup de services. Ils préfèrent se les assurer par des contrats librement acceptés par les paysans. Les obligations du paysan à l'égard du seigneur ne résulteront plus de sa qualité de vilain ou de serf, mais d'un contrat qui n'est autre qu'un bail. Le prix de la location consiste souvent en une rente en argent ou en nature, mais souvent aussi le propriétaire donne sa terre à condition d'avoir telle ou telle partie de la récolte, s'associant ainsi aux chances du laboureur (1). »

Ces opinions sont exactes en ce qui concerne notre région. Nous avons la preuve que la culture de la vigne à moitié fruits était pratiquée dans le Bas-Beaujolais vers la fin du ^{xiv}^e siècle. Cette preuve, nous la trouvons dans un compte de tutelle, dont une partie est relative à l'administration de vignes situées à Châtillon-d'Azergues (canton du Bois-d'Oingt), et à Saint-Jean-des-Vignes (canton d'Anse) (2). De ce document, il ressort

(1) Rambaud, ouv. cit., p. 258.

(2) Ce document, qui appartient aux archives d'Avauges, consiste en un registre en papier, contenant 56 folios numérotés. Ce n'est pas un compte de tutelle complet, mais seulement une partie des comptes de dépenses faites pour la tutelle des mineurs Jean, Mathieu et Guillaume de Talaru, nés du mariage d'Antoine de Talaru et d'Alise d'Albon. Ce compte va de la fin de 1393 à juin 1398. La partie relative aux vignes et à leur administration a été commentée par M. le marquis d'Albon, dans une brochure intitulée *Notes sur la culture de la vigne en Lyonnais, à la fin du ^{xiv}^e siècle*. Répétons ici que les cantons d'Anse et du Bois-d'Oingt, où se trouvaient les vignes en question, et que nous rattachons au Beaujolais, dépendaient administrativement, en grande partie, du Lyonnais.

qu'une vigne située à Châtillon, a été baillée à moitié fruits, à deux reprises, en 1395 et en 1396. Ces baux étaient donc annuels, comme les baux à vigneronnage modernes : c'est la première indication que nous en pouvons tirer.

Au surplus, voici les mentions qui nous intéressent :

« Dictus tutor tradidit anno predicto (1395) vineam Castell. ad medietatem, prout constat per licteram ». (F° 37.)

Et :

« Tradidit ad medietatem vineam Castellionis Dasergo (1396), sub pacto contento in lictera inde facta ». (F° 54, V°.)

Ainsi donc, le tuteur chargé d'administrer les biens des mineurs a, par deux fois, au cours de ses fonctions, *donné à moitié* la vigne de Châtillon-d'Azergues. D'après nos textes, un pacte, une convention, un véritable contrat de vigneronnage, intervenait entre le bailleur et le preneur. Ce contrat était passé par-devant notaire, et constaté par acte authentique (*lictera*). Malheureusement, nous n'avons pu retrouver ces baux à vigneronnage primitifs, dont l'analyse eût été particulièrement utile à notre étude.

On peut cependant se faire une idée de ces baux, et notamment des obligations mises à la charge du vigneron, en s'aidant d'autres renseignements tirés de notre document. En effet, la vigne de Châtillon n'a été cultivée à mi-fruits que deux années seulement. Pendant le reste de la tutelle, le tuteur la faisait valoir, ainsi que celle de

Saint-Jean-des-Vignes (*facit facere vineas*) (1). Et notre compte, qui est uniquement relatif aux dépenses de la tutelle, contient une foule d'indications concernant la rémunération des journaliers, les travaux qu'ils exécutaient, la surveillance dont ils étaient entourés, ainsi que la nature et le prix des ustensiles et des fournitures nécessaires à l'exploitation.

L'obligation principale du preneur, du vigneron, c'était naturellement de cultiver la vigne qui lui était remise. Il devait y faire tous les travaux d'usage. Il devait d'abord couper les racines inutiles et tailler la vigne (*ablanare et puare vineam*). Puis, il lui fallait piocher, retourner le sol pour la première fois (*fodere*, gall. *proissendre*) ; ensuite, biner et curer ou ébourgeonner (*binare et curare*). Le vigneron devait ensuite planter les échelas et lier la vigne (*figere et ligare*, *fichier et lyer*). La récolte venue à maturité, il devait vendanger (*vinde-miare*), à ses frais, sans doute, puis transporter la vendange au cuvier (*ad cellerium*), et la presser (*torcularare racemos*). Le vin était partagé par moitié. Le vigneron était sans doute astreint à quelques corvées. Notre document parle de corvées employées à la fabrication d'échelas (...*et juvaverunt ad faciend, ad peyssell, ad corruiatam*). Probablement aussi, il devait faire relier à ses frais, les tonneaux du maître (*religare dolia aut vasa*) et faire des charrois (*charreiare*) pour son compte. Enfin il est certain qu'il devait quelques prestations accessoi-

(1) Nous voyons ainsi apparaître les deux modes d'exploitation de la vigne en usage dans notre région : la culture à mi-fruits, générale en Beaujolais, et le faire-valoir, qui domine dans le Lyonnais.

res en nature (beurre, œufs, volaille). Mais il nous est impossible de préciser, car nous manquons d'indications sur la condition du bétail nécessaire à l'exploitation, qui appartenait sans doute au maître.

Quoi qu'il en soit, nous avons la preuve que la culture à moitié fruits était utilisée comme système d'amodiation des vignes, dans notre région, dès la fin du xiv^e siècle. Les propriétaires d'alors, les seigneurs passaient avec les cultivateurs des sortes de contrats pour l'exploitation à mi-fruits de leurs vignes. Il est permis de voir, dans ces conventions, la forme première de nos modernes contrats de vigneronnage. Ce mode de culture va se développer au cours des siècles suivants, sous l'influence de causes nombreuses et diverses: l'absence ou la difficulté des transactions avec les pays voisins et, par suite, la pénurie du numéraire, toutes deux, conséquences de la difficulté des communications; l'extrême variabilité des récoltes, tantôt abondantes, tantôt nulles, la fréquence des disettes, et, par suite, l'impossibilité d'exiger d'un fermier une redevance fixe, suffisamment rémunératrice, en fruits ou en argent, — obstacle insurmontable à la pratique du fermage; — enfin, inconvénients du faire-valoir, frais élevés et nécessité d'une surveillance constante, empêchant l'extension de ce dernier système d'exploitation.

Les baux à mi-fruits, les baux à vigneronnage en particulier, vont se multiplier pendant les derniers siècles de la monarchie, au point de devenir le système d'amodiation normal du sol beaujolais (1).

(1) Au xv^e siècle, nous trouvons encore l'ancien système de tenures des xi^e et xii^e siècles, avec redevances fixes en argent et en

nature. Voici, par exemple, quelques mentions extraites d'une liste des tenures et des tenanciers du prieuré d'Alix (canton d'Anse), datant de 1415:

Ce sont les homens et tenementiers que doivent les servis à lez dames do convent d'Aly:

Premièrement Jean Paques d'Aly doit toz lez ans ho dit convent: III bichets et dues copes tierstes de fromen à la mesure d'Aly, la quella mezura ez des dites dames et seignié à leur seingm et ho dit apourtar ho fere pourtar dedeins lo dit convent, et tuis cis d'Aly et de Charnay.

Item deit mes ledit Jehan Paques II bichet de seigla.

Item une copa de fromen en radissas lo Jodi Saint.

Item demy quarta de vin lo jour meimo.

Item Jean Quarichon IIII pos de vin.

Item Jehan Colles de Chastillon I baral de vin.

Item Gains de Limans (Limas) III bichets et demy de fromen.

Item V blans et demy liart.

A cette époque, ces redevances ne sont que de purs droits féodaux, mis à la charge d'un fonds. Rien ne s'opposait à ce que le domaine ainsi grevé soit cultivé à moitié fruits. C'est ce qui arrivera plus tard. Le servis, charge du fonds, sera supporté généralement par égales parts par le bailleur et le preneur.

CHAPITRE III

Le Vigneronnage du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle.

SECTION PREMIÈRE. — Notions générales.

Du xvi^e à la fin du xviii^e siècle, le métayage domina dans toute la France. S'il ne s'étendait pas aux sept huitièmes du pays, suivant la proportion indiquée par Arthur Young, vers 1790, du moins, la variété des noms qu'il portait dans les différentes provinces suffit à montrer combien son usage était général. Métayage était l'appellation la plus commune; mais on le nommait *closerie* dans l'Anjou et les provinces voisines, *locatairie* dans le Bourbonnais, *borderie* dans le Quercy, *vignolerie* ou *vinidrie* en Auvergne.

En Beaujolais, le métayage était général. Le fermage était assez rare, surtout le fermage à prix d'argent. On rencontrait aussi un système d'amodiation mixte, intermédiaire entre le fermage et le métayage. C'était un bail à ferme, dont la rente consistait, non pas en argent, mais en une quantité déterminée de certains produits (tant de mesures de blé, etc.), prestation fixe, à laquelle s'ajoutaient des prestations variables, proportionnelles, comme la moitié des pailles et des noix récoltées sur le domaine.

Cependant, la culture à mi-fruits était la plus généralement pratiquée, sous une double forme: grangeage et

vigneronnage. Le grangeage (1), que l'on rencontrait aussi dans la Bresse, le Lyonnais, le Forez, le Dauphiné et jusque dans le Vivarais, c'était le métayage appliqué à des domaines composés surtout de terres labourables, de prairies, de pâturages, de jachères et de bois. Il était général dans la partie montagneuse du Beaujolais, où la vigne était inconnue. Le vigneronnage, comme son nom l'indique, était le mode d'exploitation à mi-fruits des domaines plus spécialement vignobles du pays. On le rencontrait aussi dans le Mâconnais.

Au reste, la différence qui existait entre le grangeage et le vigneronnage est parfois difficile à préciser. Voici pourquoi : il arrivait souvent que l'on plantait de vignes des terres favorables à cette culture, et dépendant de domaines donnés à grangeage. Ces vignes, le granger les cultivait aux mêmes conditions que les vignerons (2). D'autre part, les domaines baillés à vigneronnage comprenaient presque toujours, outre les vignes, élément principal, des terres et des prés. Les produits récoltés sur les terres étaient partagés par moitié, comme dans le grangeage. De sorte que sur bien des points essentiels (obligations des parties, partage des fruits, cheptel, prestation colonique, paiement des impôts, etc.), les règles du grangeage et du vigneron-

(1) Grangeage vient de grange : métairie, domaine rural exploité à moitié fruits. Le mot *grangia*, signifiant domaine rural, se trouve déjà dans les chartes du XII^e et du XIII^e siècles. Aujourd'hui, grange est le nom propre de nombreux lieux ou hameaux, comme mas (*mansus*), qui, au XVII^e siècle, avait perdu sa signification d'exploitation rurale, et désignait simplement un lieu.

(2) Aussi dans les baux à grangeage, le preneur est-il souvent qualifié de vigneron.

nage étaient presque identiques, au moins dans le Beaujolais vignoble. La différence qui nous semble la plus intéressante à signaler concerne la durée des baux. Les baux à grangeage duraient autant d'années que la culture des terres comportait de soles. Les baux à vigneronnage étaient annuels, sauf stipulation contraire, même quand le domaine comprenait des terres assolées. L'accessoire ici suivait le sort du principal.

Les archives privées et les minutes des notaires contiennent nombre de ces baux à mi-fruits des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles (1). Comme ils sont en général très détaillés, il est facile de se rendre compte des conditions du vigneronnage sous l'ancien régime.

Le plus ancien de ces baux qu'il nous ait été donné de consulter remonte à 1585 (2). C'est un bail à grangeage, concernant un domaine non vignoble, mais auquel se rattache une vigne, cultivée à mi-fruits par le granger. Nous extrayons de cet acte les passages suivants :

« Pardevant le notaire royal au bailliage de Beaujolois, habitant à Villefranche, soubsigné et présents les témoingtz après nommés, établis et constitués en leurs personnes noble Claude Bourbon, seigneur de Saint-Fonds et Lymans, receveur pour le Roy en Beaujolois, d'une part, et Jehan Berthaud, dit Gramille, laboureur de la paroisse de Denicé, et Gabriel Guicherd, son gendre, aussi laboureur de Rogneins, d'autre part.

« Lesd. parties ont faict et font les pactes, promesses, obligations de grangeage et autres choses suivantes.

« C'est assavoir que ledit sieur Bourbon a baillé à gran-

(1) Dans les actes écrits, les expressions les plus usitées pour désigner ces baux sont : baux à culture (ss.-ent. à moitié fruits), baux à grangeage, baux à vigneronnage. Ces derniers sont souvent intitulés cultivages de vignes.

(2) *Archives départementales du Rhône*, E. 221.

geage, culture et labours auxdits père et gendre Berthaud, sa grange située et assize en la paroisse d'Arnas (1) et mas de Thavannes, consistant en maison, chambres hautes et basses, courtz, granges, estables, coulombier, terres, prez et boys, ainsy qu'ils se comportent... pour le temps et terme de six années, et six prises de fruitz commençant à la Saint-Martin prochaine, et finissant à semblable jour et aux conditions suivantes. »

Ces conditions ne diffèrent pas sensiblement de celles des baux à grangeage du xvm^e siècle, dont nous donnons des exemples plus loin. Elles concernent l'obligation de résidence des preneurs et de leurs familles et domestiques, l'obligation de « bien et deuement labourer et cultiver les terres d'icelle grange année par année à la charrue deux fois pour le moins... », puis de « charrier les chaintres », et de faire les semailles, les semences étant fournies par moitié. En un mot le bail énumère les nombreuses obligations secondaires, dont l'ensemble constitue l'obligation principale de bien cultiver, mise à la charge des preneurs. Il mentionne aussi un certain nombre de réserves stipulées en faveur du bailleur.

Quant aux vignes, voici le passage du bail qui les concerne :

« Feront aussy lesdits cultivateurs à moitié de tous fruitz les vignes dudit Bourbon, sises près ladite grange en la paroisse d'Oilly (2), lesquelles ils feront de leurs façons bien conditionnées en temps deu, feront les razes, proves et chavons...

« Et quand il adviendra par vendange, seront tenus lesdits cultivateurs faire et amasser le vin à leurs despens dans les tines (3), en ladite grange, ou le vin sera party (partagé) entre lesdites parties... »

(1) Canton de Villefranche.

(2) Oully, rattaché aujourd'hui à Villefranche.

(3) Cuve (*tina*).

Ces clauses comprennent les règles essentielles du vigneronnage. Mais elles ne s'y trouvent pas analysées avec le même luxe de détail que dans les baux des siècles suivants, que nous reproduisons plus bas. A la lecture de ces actes, on est frappé de la persistance des formules et de la continuité des règles qu'elles expriment. Cela s'explique d'ailleurs très bien: les baux ne font guère qu'exprimer les usages du pays, si lents à évoluer. De plus, ceux qui rédigeaient ces baux se bornaient souvent à reproduire les termes des contrats antérieurs.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner de l'analogie des baux du xviii^e siècle avec ceux des siècles précédents. Les contrats modernes ne reproduisent-ils pas nombre de formules antiques ?

Citons, un peu au hasard, quelques-uns de ces baux des xvii^e et xviii^e siècles, choisis parmi un grand nombre d'autres.

Bail à vigneronnage (Pommiers (1), 11 novembre 1672).

Personnellement estably noble Jean-Baptiste Giraud, seigneur de Saint-Try, lequel de gré a donné comme il donne par ces présentes à cultiver à moitié de tous fruicts les vignes cy après spécifiées, qui sont la Panctonne, la Coste-Saint-André, celle proche le pré de la Font, d'environ 25 hommes, de celle du portal et d'une petite d'environ quatre hommes, à Antoine Delasalle, vigneron de Charantay, cy présent et acceptant, lequel a promis et promet de bien et deuement cultiver lesd. vignes annuellement de toutes leurs labeurs et fassons nécessaires, et en temps deub et convenable, comme essarter, puer et biner et y fera des proves et chavons qui seront fumés du fien qui proviendra aud. domaine, quand il y conviendra, mettre des échalas. Ils seront fournis par led. sieur bailleur et

(1) Pommiers, canton d'Anse.

employés par led. preneur, aux d. vignes ; pour le tout accomplir led. preneur sera tenu de faire son actuelle résidence avec sa famille dans la maison située proche led. pré de la Font. Et la vendange provenant desd. vignes sera charriée dans le tinallier de Saint-Try, pour estre cuvée, pressée aux cuves et pressoirs dud. domaine de Saint-Try, le tout aux frais et despens dud. preneur et le vin ensuite partagé par moitié et esgalles portions à l'anche de la cuve entre lesd. parties; le présent cultivage passé ainsy entre lesd. parties pour le tems et terme de six années entières et consécutives à commencer de ce jourd'huy et à pareil jour finissant de l'année 1678. Ainsy convenu et accordé entre lesd. parties qui en ont promis l'observation à peyne de tous despens, dommages et intérêts par promesses obligations de tous leurs biens, soumissions, renonciations et clauses nécessaires.

Faict et passé aud. lieu de Saint-Try, juridiction d'Anse, apprés midy le onzième novembre 1672, présents à ce sieur Jaques Lezel, serviteur domestique dud. sieur de Saint-Try et Jean Lagrine, estudiant aud. Anse, témoins requis qui ont signé la cedde avec led. seigneur de Saint-Try et non led. Delasalle pour ne sçavoir comme il a dit de ce enquis et sommé suivant l'ordonnance.

Bail à grangeage (Pommiers, 11 novembre 1672).

Pardevant le notaire habitant de Lyon soubzsigné et présents lesd. témoins bas nommés se sont personnellement establys noble J. B. Giraud, seigneur de Saint-Try, pour luy d'une part, et Jean Michel, dit P..., laboureur demeurant aud. lieu de Saint-Try pour luy d'autre part,

Lesquelles parties pour eulx et les leurs ont fait et font les pactes de grangeages aux conditions suivantes :

Sçavoir : que led. seigneur de Saint-Try a donné et donne par ces présentes aud. Michel cy acceptant, à cultiver à moitié de tous fruits toutes les terres dépendant de la maison forte de Saint-Try et les vignes appellées la Toannelle, la Ballere, les Petignonnes, et environ douze hommes de la vigne du Portal du Costé de vent.

Le présent grangeage fait et passé entre lesd. parties pour le temps et terme de six années entières et consécutives à commencer dèz ce jourd'huy et à pareil jour finissant de l'an-

née que l'on comptera Dieu aydant 1678, pendant lequel temps led. Michel promet de bien et deuement cultiver lesd. vignes et terres de toutes leurs labeurs, fassons requises et nécessaires et en temps deu et convenable, comme essarter, puer et biner lesd. vignes, et y fera des proves et chavons tout aultain qu'il se pourra faire, qui seront fumées du fien qui proviendra aud. domaine. Et pour ce, sera tenu led. preneur de faire avec sa famille et nombre de gens suffizant pour lad. culture son actuelle residance dans la maison et appartement destiné pour le granger aud. domaine de Saint-Try. Et pour lesquelles terres ensementer soit blé, froment, soigle seront fournis par led. sieur Giraud, par luy prélevés sur le monceau commun la dernière année du présent en semblable quantité et espèces, et la récolte en provenant desd. blés, froment et soigle sera partagée annuellement par moitié entre lesd. parties dans la haire dud. domaine, préalablement icelle recueillie, ramassée et battue dans lad. haire aux frais et despens dud. preneur. Sera aussy tenu led. preneur de bien entretenir lesd. vignes sans les pouvoir surcharger et le vin en provenant sera aussy recueilli par led. preneur et charrié dans les cuves dud. domaine pour ensuite estre pressé aux pressoirs d'icelluy et partagé à l'anche de la cuve, le tout aussy aux coûtz et despens dud. preneur. Se réservant led. sieur bailleur le surplus des vignes despendant dud. domaine pour les faire à sa main ou aultrement, desquelles néantmoins led. preneur sera tenu de faire les charroirs avec les bestiaux dud. domaine, dans les cuves dud. domaine. Lors desquels charroirs led. preneur sera nourry par celluy qui cultivera lesd. vignes réservées; comme aussy charriera led. preneur toutes les danrées dud. sieur bailleur au port de Saosne ou austres lieux qui luy seront indiqués par led. sieur bailleur, pour raison desquels led. sieur bailleur promet bailler aud. preneur annuellement, pour la nourriture des bouviers et valets dud. preneur la somme de onze livres payable à chascune feste Saint-Martin d'hyver.

Sera aussy tenu led. preneur de charrier les chaintres desd. terres aux endroits les plus nécessaires, du moins annuellement jusques à la quantité de 500 charges, curera les fossés et razes d'icelles, cultivera le verger du moins de deux labeurs par an, et pour faire la culture des susd. fonds, led. Michel reconnoit que led. sieur bailleur luy a remis présentement six

bœufs arables et deux vaches, le tout estimé par expert dont les partyes sont convenues à l'amiable à la somme de deux cents cinq livres, lesquels bestiaux il confesse tenir à titre de commande aux us et coutumes de ce pays, néantmoins à ses périls, risques et fortune, lesquels bestiaux à cet effet il promet rendre aud. sieur de Saint-Try aux mesmes espèces et valleurs, enfin du présent ; pour le croît desquelles vaches, pour le fruit provenant aux susd. vaches, pour toutes les parts et portions afférantes aud. sieur bailleur du chanvre, febves, orge, avoyne et autres légumes, qui proviendront annuellement aud. domaine, ensemble pour le croît du Bachat et basse-cour lesd. parties sont convenues pour le tout à la somme de cent livres, laquelle somme led. preneur promet payer annuellement aud. sieur bailleur à chascune feste Saint-Martin d'hyvert, le premier paiement commençant à la prochaine feste Saint-Martin d'hyvert et ainsy continuer jusques en fin du présent. Les sements desquels légumes ne pourront excéder annuellement la quantité de un bichet febves, 1 bichet orge, 1 bichet de pezettes, 1 de poix et deux bichets de chanvre. Et pour le chaptal duquel bachat led. preneur recognoist aussy que led. sieur bailleur lui a remis une truye et deux nourrines le tout au chaptal de dix livres, de laquelle quantité de pourceaux led. preneur se charge pour en rendre semblable quantité et valeur aud. sieur bailleur et pour la nourriture des susd. bestiaux arables led. sieur bailleur baille aud. preneur tous les prés dud. domaine à la réserve des prés de Camille, du pré Carré, et du pré La Dame, lesquels nantmoins led. preneur sera tenu de faucher pour la seconde herbe et reguin, fener et charrier ensuite le foin en provenant au port de Saosne ou à la fenièrre particullière dud. sieur bailleur aud. domaine, le tout à ses coutz et despens, lesquels susd. prés à luy remis pour la grange et nourriture desd. bestiaux, il tiendra bien clos et bien dédarbonnés et... aux endroits nécessaires, dans lesquels led. preneur plantera annuellement deux cents plançons saules qu'il prendra dans lesd. prez et à défaut ils luy seront fournis par led. sieur bailleur et le surplus de la mayère sera employée en échalas par led. preneur sans les pouvoir divertir ailleurs. Se charge en outre led. preneur de douze poulles et un coq, six roues ferrées en bon estat, trois charrettes aussy en bon estat et deux vieux tombereaux de peu de valeur, les-

quelles led. preneur promet de rendre en fin du présent en mesmes espèces et quantité, sauf l'usage desd. meubles, réserve faicte entre lesd. parties que l'un et l'autre se pourront dédire du présent en s'advertissant trois mois avant chasque Saint-Martin.

Ainsy sont demeurées d'accord lesd. parties, qui ont promis l'observation de ce que dessus et n'y contrevenir à peyne de tous despens damages et intérêts par obligations de tous leurs biens et propre personne dud. Michel, soumissions, renonciations et clauses nécessaires.

Faict et passé aud. lieu de Saint-Try, juridiction d'Anse, après midy le 13^e novembre 1672...

Bail à culture (Saint-Lager, 9 août 1714).

Fut présent damoiselle Antoinette Denis, veuve et héritière de feu M^e Claude Butty, vivant conseiller du Roy, maire perpétuel de Beaujeu, laquelle de son gré a donné à culture à moitié proffitiz à Jean Cinquin, vigneron, audit Saint-Lagier (1), cy présent,

Asçavoir son domaine de Cricant, situé audict Saint-Lagier, à la même forme qu'elle l'a faict cultiver l'année courant par des domestiques et que François R..., cy devant grangier audict domaine l'a cultivé, et ce pour le tems et terme de six années, à commencer à la prochain feste Saint-Martin d'hiver et à pareil jour finissant, aux conditions suivantes : sçavoir : que ledict Cinquin sera tenu de résider avec sa famille et gens suffisantz dans les bastiments dud. domaine, pour subvenir à la culture des fonds d'udict domaine, lesquels il sera tenu de bien cultiver, sçavoir les terres de toutes leurs façons, de même que les vignes, le tout à dire de laboureurs et gens à ce connoissant; les fruitz étant venus en maturité, tant des terres que des vignes, seront recueillis aux frais dud. Cinquin; il sera tenu de charrier les gerbes dans la haire, après que les dixmes aüront esté levées, et ensuite battus et partagés les grains par moitié après que les... aüront été levés et les essemments qui seront prélevés sur le monceau commun, dont ledit preneur sera tenu de fournir sa part et portion la première année ; et à l'égard des vins, ils seront partagés à la

(1) Saint-Lager, canton de Belleville.

cuve et sera tenu ledit preneur de ranger les tonneaux dans le cellier de lad. demoiselle avant de tirer icelluy vin.

Sera tenu led. preneur de mettre en état le vergier pour planter l'année prochaine et lorsque ladicte damoiselle aura faict planter ledict vergier, led. Cinquin sera tenu de faire les façons nécessaires.

Sera tenu ledict Cinquin de rayer les prés et y mettre l'eau en temps deub, et l'herbe étant venue en maturité, sera tenu de la faucher pour la faire sécher et icelle conduire dans le fenil dudict domaine, pour la nourriture des bestiaux qui luy seront remis à la prochaine feste Saint-Martin, et mettre pareillement les pailles en paillis, pour estre consommés par lesdits bestiaux pour la meilloration desd. fondz, lesquels il sera tenu de tenir bien clos et plier les buissons qui sont autour des terres et vignes dont le bois qu'il y coupera luy appartiendra, sans pouvoir pourtant les détruire ; ne pourra prétendre aucune chose dans les bois taillis qui sont joignant le grand bois non plus qu'aux grands arbres d'haut fustaye qui sont le long de la grande route desdicts, qui restent à lad. damoiselle ;

Sera tenu led. preneur de planter tous les ans deux cents plançons de peuplier autour des fonds dud. domaine ; charriera les chaintres desd. terres aux endroits les plus nécessaires et entretiendra les fossés qui sont autour des terres, dont charriera pareillement ce qui en proviendra dans icelles ;

Sera tenu led. preneur de faire les charrois nécessaires, soit pour les denrées qui se recueilleront dans ledit domaine, soit pour ce qui luy sera commandé par lad. damoiselle avec les bestiaux dud. domaine ;

Sera tenu led. Cinquin de payer pour le laitage de chaque vache trois livres à lad. damoiselle Denis, à chaque feste Saint-Martin d'hiver, et les veaux seront partagés par moitié de même que le profit qui en proviendra, et pour la part et portion des pourceaux que ledit Cinquin nourrira, il donnera tous les ans à lad. damoiselle Denis, aussy à chaque feste Saint-Martin, la somme de vingt-cinq livres moyennant quoy elle ne pourra y rien prétendre ;

Donnera tous les ans en même temps six chapons et six poulets de geline bons et recevables, et quatorze douzaines

d'œufs, qu'il sera tenu de donner de temps en temps à lad. damoiselle ;

Pourra led. preneur prendre du bois pour son chauffage dans le bois taillis de C..., ainsy qu'il luy sera limité, sans qu'il en puisse mézuser ;

Sera tenu de fournir du foin au cheval de la damoiselle, lorsqu'elle viendra aud. domaine ;

Sera tenu pareillement d'entretenir les fossés qui sont autour de la garenne et le bois taillis, et fournira expédition des présents à lad. damoiselle.

Ainsy convenu entre les parties, etc.

Sera tenu led. Cinquin de laisser la dernière année du bail le jardin garny, attendu qu'il l'est à présent, et s'en réserve pendant le bail lad. damoiselle trois carreaux où elle pourra semer ce qu'il luy plaira.

Faict et passé aud. Saint-Lagier, l'an mil sept cent quatorze et le neuvième aoust, en présence de, etc., etc...

Bail à grangeage (Pommiers, 5 mai 1743).

Barthélemy-Denis Dervieu de Tilieu, chevalier d'honneur en la cour des Monnoyes, et lieutenant général d'épée en la Sénéchaussée et siège présidial de Lyon, l'office de sénéchal vacant ;

Fut présent messire George Giraud, baron Demontbellet, seigneur de Chambost, Saint-Trys, et autres lieux, conseiller en la cour des Monnoyes, Sénéchaussée et siège présidial de Lyon ; lequel de gré donne à titre de bail à grangeage et à moitié de tous fruits à Pierre Vermorel, habitant de Cogny, demeurant actuellement à Pommier, et à Claudine Bottet, sa femme, procédant de son autorité, icy présents et acceptant solidairement, sous les renonciations requises, son gros domaine de Saint-Trys, contigu à son château dudit lieu, consistant en bâtiments, vignes, prés et terres, qui est le même que tient à présent à même titre Claude Chappieux, et ce pour neuf années entières et consécutives, qui commenceront à la feste de Saint-Martin d'hiver prochaine et à pareil jour finiront de l'année 1752 ; aux chargés, clauses et conditions suivantes, qui sont :

En premier lieu, que les preneurs habiteront les bâtiments dud. domaine avec leur famille et nombre suffizant de person-

nes pour la culture des fonds qu'ils ont dit bien connoître ; laquelle culture ils feront de toutes les façons requises et nécessaires en tems dû ; spécialement charieront les terres du fond en cime ou besoin sera ; relèveront les chaintres, feront les fossés requis, entretiendront toutes les clôtures desd. fonds ; feront les biefs et razes des prés à la manière accoutumée dont les foins ainsy que les pailles des terres et autres fourrages seront fermés dans les granges dud. domaine, bien conditionnés, sans pouvoir les divertir aux peines de droit ; cultiveront de même les preneurs les vignes dépendant du susd. domaine de toutes les façons au dire de maîtres vigneron, ils y feront les provins et chavons nécessaires, cultiveront de même les plantiers nouveaux qui sont actuellement faits, et ceux que ledit seigneur fera faire durant le cours des présentes dans les fonds dépendant dud. domaine, aussy de toutes les façons requises ; lesquels plantiers ils rebrocheront à mesure de besoin ; au moyen de quoy les minages seront faits aux frais dud. seigneur ; feront les preneurs à leurs frais les foins des prés que le seigneur se réserve, et les rendront dans les granges de son château bien conditionnés ; le refoin desquels prés apartiendra auxdits preneurs, qui feront les moissons et les vendanges à leurs frais ; les batteurs seront fournis par moitié et nourris par les preneurs, qui ne pourront payer les vendangeurs en raisins, feront les charoirs qui leur seront commandés pour le compte dudit seigneur, sans en pouvoir faire d'autres sans permission, entretiendront les bâtimens couverts en fournissant les matériaux nécessaires, qui seront charriés aux frais des preneurs. Les grains provenant dans les fonds dud. domaine seront partagés par moitié après en avoir prélevé les essemens des plus beaux et meilleurs, desquels les preneurs se chargeront la première année pour les rendre à la fin du présent bail en même quantité et qualité, comme aussy se chargeront des bestiaux qui leur seront remis à la fête Saint-Martin prochaine, suivant l'estimation qui en sera faite ainsy que des poules ; donneront à chaque Saint-Martin cinq livres dix sols par vaches qui leur seront remises outre la moitié des veaux et vingt-quatre douzaines d'œufs, six poulets et six chapons, les œufs, poulets et chapons à réquisition. Les vins provenant annuellement dans les vignes dudit domaine seront partagés par moitié à l'enche de la cuve à la

carte ou à la jauge au choix dud. seigneur. Nourriront les preneurs chaque année deux cochons, qui seront achetés par moitié et partagés de même à chaque Saint-Martin, le choix déferé aud. seigneur ; planteront chaque année quatre noyers dans les endroits qui leur seront indiqués, iceux fournis par ledit seigneur ; ne couperont aucuns arbres ny vifs ny morts ; auront pour leur chauffage les Rivages à la manière accoutumée ; et finalement lesd. preneurs mariés Vermorel et Bottet useront des bâtiments et fonds en bons pères de famille, sans pouvoir faire ny souffrir être faits aucunes dégradations ny détériorations et surtout sans surcharger lesd. vignes ny les baguer sans permission ; fourniront lesd. preneurs expédition des présentes à leurs frais aud. seigneur, qui a déclaré le revenu annuel dud. domaine être de la somme de cent quatre vingt dix livres.

Ainsy convenu et promis exécuter à peine de tous dépens, dommages-intérêts par obligations des biens des preneurs et de la propre personne dud. Vermorel, comme s'agissant de bail à grangeage. Soumissions, renonciations et clauses requises.

Fait et passé à Bagnols, maison curiale, après midy, le septième may 1743...

Bail à cheptel de bestiaux (annexé au bail précédent).

Barthélemy-Denis Dervieu de Vilieu, chevalier d'honneur en la cour des Monnoyes et lieutenant général d'épée en la Sénéchaussée et siège présidial de Lyon, l'office de sénéchal vacant.

Furent présents :

Pierre Vermorel, habitant de Cogny et de son autorité Claudine Bottet, sa femme, demeurant actuellement en qualité de grangers dans le domaine de Saint-Trix, appartenant à messire George Giraud, baron de Montbellet, seigneur de Chambost, Saint-Trys et autres lieux, conseiller en la cour des Monnoyes, Sénéchaussée et siège présidial de Lyon, lesquels de gré solidairement reconnoissent que led. messire Demontbellet cy present et acceptant leur a remis cy-devant en conséquence du bail à grangeage à eux passé dud. domaine de Saint-Trys le septième may dernier, reçu par les soussignés, contrôlé, quatre bœufs arables, trois vaches, une génisse et un

laureau, estimés le tout ensemble trois cent dix livres, douze poules et un coq, que les mariés Vermorel et Bottet promettent rendre à la fin du susdit bail ou la valeur ; ce ainsy convenu par promesses obligations, soumissions, renonciations et clauses requises.

Fait et passé au château de Saint-Trys, le 13 novembre 1743, après midy.

Bail à vigneronnage (Pommiers, 11 novembre 1759).

Le nommé Charles Morel, de Pommiers, est entré vigneron dans la Maison-Neuve aux conditions suivantes : sçavoir qu'il fera les trois façons aux vignes dépendantes de la ditte Maison-Neuve, contenues dans le même enclos que la ditte maison, relèvera les chaintres, entretiendra les terres au haut de la vigne, et en charriera l'hyver avec les deux vaches de son chatail, ne surchargera point les vignes, auquel cas le seigneur de Saint-Trys sera en droit de les faire retailer aux frais du dit preneur, entretiendra les plantiers de toutes leurs façons et il les hyvernera au cas qu'il n'y ait pas eu quatre façons et ce jusqu'à l'âge de huit ans, et dans le cas qu'il n'y ait point de plantier à hyverner, il fera des façons à ses vignes depuis les vendanges jusqu'à la mauvaise saison, dans les endroits qui lui seront indiqués. Il ne mettra de fumier dans ses vignes qu'avant le premier janvier et il sera enterré au pied des ceps ; plantera tous les ans six plançons noyers et autant pommiers dans les endroits qui lui seront indiqués ; il prendra en trois années par portions égales tout le peillon qui est au haut de la vigne et le transportera à la tête des premières ceps ; il plantera tous les paisseaux qu'on lui fournira pour y attacher la vigne ; il plantera et arrachera les quantons de vignes jugés nécessaires par le dit seigneur, en lui payant le miné au prix de vingt livres la bicherée, et en cas de défrichage, en partageant les vieilles ceps et au cas qu'il ne puisse le tout faire par luy-même il sera libre au dit seigneur de le faire faire et ledit preneur sera toujours chargé d'entretenir les plantiers ; il luy fera fournir deux vaches et leurs nourritures, desquelles vaches on fera un chatail et pour lesquelles il donnera chaque année six livres par vache et la moitié des veaux ; il lui fera aussy fournir un coq et six poules, pour lesquelles il donnera chaque année neuf douzaines d'œufs et six poulets, et si

on a besoin de luy pour fermer les horangers il viendra s'y aider en le nourrissant ; il fera les vendanges à ses frais et fournira monde suffisant au pressoir pour faire le vin, le seigneur n'y mettant que son préposé. Il ne mettra ni choux, ni trufes, ni arricots et autres herbages dans les vignes.

Fait à Saint-Trys et ainsi convenu le 11 novembre 1759.

A luy remis une vache achetée par luy chez Pully et Farjat, mes deux fermiers de Chambost, laquelle a coûté au marché de Villefranche, le 29 octobre 1759, 54 livres.

Le 1^{er} novembre, à luy remis une seconde vache achetée d'un vigneron de M. Balthazar Jacquet, au prix de 48 livres. A luy avancé le 15 juin 1760, 18 livres.

Bail à vigneronnage (Anse, 16 novembre 1772).

Pardevant le notaire royal soussigné et en présence des témoins... fut present M. J.-H. P. de Saint-V..., demeurant actuellement à Anse, lequel de gré a donné à culture et à moitié fruits à Pierre Berthrand, habitant d'Anse, cy présent et acceptant, une vigne seituée au haut de Bassieux (suivent les limites)... que ledit B. promet bien connoître et ce pour neuf années entières et consécutives, qui commencent d'aujourd'huy, et ce sous les clauses et conditions suivantes :

1^o Fournira le preneur chaque année le fumier nécessaire pour améliorer 6 ouvrées de vigne, qui sera au moins 6 charges chaque année bien conditionné.

2^o Fera le preneur exactement chaque année trois façons à la vigne qui sera hyvernée chaque année au mois de novembre, laquelle culture sera comptée pour une des trois façons.

3^o Le preneur fournira tous les paysseaux nécessaires à la vigne et aux nouveaux plantiers, auxquels plantiers il demeure chargé de faire toutes les façons nécessaires.

4^o Sera tenu le preneur de faire à ses frais tous les charrois nécessaires tant pour luy que pour le donneur pour faire parvenir les vendanges dans le cuvier dudit donneur comme aussi pour charrier le fumier et les paiseaux dans les vignes.

5^o Sera tenu le preneur de faire à lad. vigne toutes les pointes nécessaires dans les blayées et paysselles.

6^o Aura le preneur la moitié des serments et l'autre moitié sera randüe aux frais du preneur dans la maison du sieur bailleur.

7° Ne pourra led. preneur surcharger la vigne, laquelle sera visitée par des experts qui seront choisis et dans les cas où elle aurait été surchargée, ce sera aux périls et risques du preneur, qui demeurera chargé de tous les dommages et intérêts qui seront estimés.

8° Ne pourra led. preneur enlever aucune chose de lad. vigne sans, au préalable, en avertir le sieur bailleur, à peine d'être poursuivi extraordinairement.

Le tout ainsi convenu, etc.

Bail à vigneronnage (Beaujeu, 4 août 1793).

Pardevant le notaire public soussigné résidant à Beaujeu, district de Villefranche, département de Rhône-et-Loire, et en présence des témoins après nommés :

Furent présens les citoyens Pierre Dumas, maire de la commune de Beaujeu, Antoine-Marie Dumas l'aîné, Jean-Baptiste-Marie Cortey, premier officier municipal de la commune de Beaujeu, Jean-Baptiste-Marie Santallier l'aîné, procureur de ladite commune, Jean-Baptiste Vibert et Claude Testenoire, tous demeurant à Beaujeu, recteurs et administrateurs de l'Hôtel-Dieu dudit lieu, lesquels de gré en leurs dites qualités ont, par les présentes, cédé et remis à titre de vigneronnage et de culture à moitié fruits pour le temps de six années entières et consécutives qui commenceront au jour de Saint-Martin, onze novembre prochain (si tant dure la volonté des parties), à Barthélemy Desmule, vigneron demeurant en la paroisse des Etoux, lieu de Morne, et à Benoitte Large, sa femme de luy autorisée, tous deux ici présens et acceptant.

A savoir le premier domaine ou vignoble du Morne, appartenant à l'Hôtel-Dieu, situé en lad. paroisse des Etoux, consistant en bâtimens pour le cultivateur, jardin, pré, vignes, et une petite verchère, tel qu'il se comporte et est déjà cultivé au même titre par les preneurs, le bail fait sous les clauses et conditions cy-après :

La première : les preneurs résideront dans les bâtimens dudit domaine, avec nombre suffisant de personnes pour en faire la culture ; laquelle ils rempliront de toutes les façons nécessaires et en tems convenable.

La seconde : ils ne pourront baguer ny surcharger les vignes, ils leur donneront toutes les façons aux usages du pays,

ils feront les rases, porteront les terres de bas en haut, ils ensementeront la verchère de bons grains ;

La troisième, ils rayeront et abreuveront les prés en tems dûs et les tiendront clos ainsy que les autres fonds qui ont coutume de l'être ; ils ne pourront faire champeler lesdits prés depuis le quinze mars de chaque année jusqu'àprès la levée de la première herbe ; ils fermeront bien secs et bien conditionnés les foins dans la fenièrre du domaine ; ils les feront consommer par les bestiaux d'iceluy et employeront le fumier à la bonification. Cependant l'année de leur sortie ils ne pourront faire consommer le foin.

La quatrième : lorsqu'il en sera besoin, ils mineront à leurs frais à la profondeur de deux pieds chaque année et sans aucune répétition contre l'hôpital une demy-mesure dud. domaine dans les endroits qui leur seront indiqués et s'il se trouve de la roche dans ledit minage, l'hôpital la fera extraire à ses frais, les preneurs feront le déblai, rapporteront le terrain nécessaire sur lesd. parties de rochers ; l'Hôtel-Dieu fournira les chapons ; les preneurs feront à leurs frais les plantations, fourniront le fumier nécessaire, feront les rebrochages et donneront audits plantiers toujours à leurs frais au moins trois façons à la presse par an.

La cinquième : ils ne pourront couper aucun arbre mort ou vif sans le consentement exprès et par écrit des recteurs dudit Hôtel-Dieu.

La sixième : chaque année des présentes les preneurs achèteront à leurs frais la quantité de trente dixains de paille qu'ils feront consommer dans l'écurie et par les bestiaux du domaine pour contribuer à l'augmentation du fumier et à l'engrais des fonds. Cette condition étant expresse et imposée aux preneurs par la raison que l'Hôtel-Dieu fournit seul la totalité du foin.

La septième : les fruits parvenus en maturité seront récoltés par les preneurs et partagés par moitié ; la vendange sera conduite dans le cuvage de l'Hôtel-Dieu audit domaine, où le vin sera fabriqué par les preneurs, qui les voitureront ensuite à Beaujeu ou aux dépôts de Saint-Didier.

La huitième : ceux-cy voitureront à leurs frais tous les matériaux nécessaires aux réparations des bâtimens du domaine ; ils feront d'ailleurs toutes les voitures qui leur seront com-

mandées pour le service de la maison de Beaujeu, et lors desdites voitures l'Hôtel-Dieu nourrira les bouviers.

La neuvième : chaque semaine de la durée de ce bail, les preneurs délivreront à l'Hôtel-Dieu, à Beaujeu, huit carteaux de lait.

La dixième : ils payeront et délivreront d'ailleurs à chaque feste de Saint-Martin d'hiver, à titre de droit de basse-cour à l'Hôtel-Dieu, trente livres de beurre frais, vingt-quatre fromages de vaches, quatre poulets et une somme de trente-six livres : à commencer les premiers payemens et délivrance au jour de Saint-Martin de l'année prochaine, et ainsy continuant jusqu'à la fin de ce bail, au moyen de ladite basse-cour, tous les profits des bestiaux leur appartiendront, lesquels bestiaux consistent en trois vaches, dont ils sont chargés au cheptel de cent vingt livres, lequel bétail ils promettent de rendre à leur sortie en même espèces et valeur.

Enfin, ils supporteront le coût des présentes, dont ils fourniront expédition dans la quinzaine à l'Hôtel-Dieu, entre les mains de Testenoire, son secrétaire.

Déclarent les parties que les revenus dud. domaine n'excèdent pas quatre-vingt dix livres, les preneurs payeront par moitié avec l'Hôtel-Dieu l'impôt foncier, qui sera assis sur led. domaine.

Ainsy d'accord entre les parties et promis par elles de l'exécuter par obligation, savoir les recteurs des biens de l'hôpital et les preneurs de leurs biens propres présens et à venir, et à peine de tous dépens, dommages et intérêts se soumettant et renonçant.

Fait et passé à Beaujeu, étude dudit notaire, soussigné, après midy, le quatre août mil sept cent quatre vingt treize, l'an deux de la République, en présence des citoyens, etc...

Analysons brièvement maintenant le contrat de vigneronnage, tel qu'il était pratiqué sous l'ancien régime, et tel qu'il ressort des baux que nous venons de citer.

Nature du Contrat. — De tous temps, les jurisconsultes ont discuté sur la nature du contrat de colonage partiaire. Il faut croire que le problème est ardu et sa

solution difficile, car la controverse, cependant contemporaine du droit romain, ne paraît pas près de finir. Les auteurs modernes ne semblent avoir réussi qu'à la compliquer, et le législateur de 1889 lui-même n'a pas osé la trancher.

A Rome, on discutait déjà sur le point de savoir si le contrat de métayage était un louage ou une société. Gaius, qui parle du colonage partiaire à propos du bail, paraît avoir adopté la première opinion (1). Ulpien, au contraire, penchait pour la seconde (2). Les règles du colonage partiaire lui semblaient en contradiction avec celles du louage, qui exigeaient que la rente consistât en argent. La question avait une certaine importance tant au point de vue des actions que pouvait exercer le colon partiaire et des exceptions qu'il pouvait opposer, qu'au point de vue de la dissolution du contrat. Bien que l'opinion la plus répandue fut que le contrat de métayage devait être soumis aux règles de la société, la controverse ne fut pas tranchée.

Cette controverse, le droit romain la transmet à notre ancien droit, qui, après l'avoir discutée longtemps, nous la légua sans avoir pu faire prévaloir une opinion définitive. Dans l'ancien droit, les deux systèmes se retrouvent avec des domaines bien tranchés. Dans les pays de coutumes, le contrat de métayage était considéré comme une variété du louage. C'était l'avis de Domat (3), de Pothier (4) et d'Etienne Pasquier (5). Guy Coquille, dans

(1) L. 25, § 6. *Loc. Cond.*, XIX, 2.

(2) L. 52, § 2. *Pro Socio*, XVII, 2.

(3) *Traité des Loix civiles*, t. IV, L. I, section 1, § 7.

(4) *Traité du Louage*, t. IV, § 206.

(5) *Recherches sur la France*, liv. VIII, ch. 46.

son *Commentaire* sur la coutume du Nivernais (1), dit que « c'est un contrat non nommé qui approche de la location en tant que le métayer reçoit le salaire de son labeur en fruits qui se recueillent dans les héritages qu'il fait valoir au lieu de deniers et ainsi se doit régler selon le contrat de location », d'où il conclut que « le contrat ne finit pas par la mort du métayer, comme la société, mais que les héritiers en sont tenus comme en location, quand ils sont en état de faire valoir le bien ». Cette assimilation du métayage au louage de services comptait d'autres partisans. Auroux des Pommiers la défendit dans son *Commentaire de la coutume de Bourbonnais*, ainsi que la plupart des économistes du XVIII^e siècle, Turgot surtout, pour qui « le métayer n'est qu'un valet auquel on abandonne une partie des fruits pour lui tenir lieu de gage ». Cependant, un passage de l'article 184 de l'*Ancienne Coutume de Bretagne*, traitant du « Justicement du seigneur sur son métayer » et disant que le métayer et le seigneur « ne doivent être que compaignons », c'est-à-dire des associés, tendrait à prouver que l'opinion d'après laquelle le métayage serait un louage de choses ou de services, n'était pas reçue dans tous les pays de droit coutumier.

Dans les pays de droit écrit, où l'on était imbu des idées romaines, on voyait dans le contrat de métayage une société. C'était, notamment, l'opinion de Donneau et de Fachin (2). Cujas est moins affirmatif. Après avoir donné toutes les raisons pour que le métayage ne fût pas un louage, il convient cependant qu'il peut en constituer.

(1) Titre X, art. IV.

(2) Livre I, chap. 82.

un (1). Et Othon conclut qu'il faut se préoccuper de l'intention des parties pour savoir quelles règles, du louage ou de la société, on doit appliquer (2).

Quelle était l'opinion dominante dans le Beaujolais ?

C'était un pays de droit écrit, mais ressortissant du Parlement de Paris, où l'on appliquait le droit coutumier. Cette situation avait souvent pour résultat de mêler, dans une certaine mesure, les règles juridiques des pays de coutume et celles des pays de droit écrit. Nous avons relevé à ce propos les particularités du régime dotal dans notre région (3).

Au point de vue de la nature du métayage, il semble bien que l'opinion générale des pays de droit écrit (l'assimilation à la société), était admise dans le Beaujolais. C'est du moins ce qui ressortit plus tard des observations présentées par le Tribunal d'Appel de Lyon, lors de la rédaction du Code civil.

D'ailleurs, cette question de la nature du contrat ne présente d'importance pratique qu'au cas de conflit entre les parties. C'était surtout leur volonté qu'il fallait interpréter quand ces conflits, assez rares, étaient soumis au juge.

Ajoutons que le bail à moitié fruits pratiqué dans le Beaujolais n'avait, en principe, rien de féodal. Il conférait au preneur un droit purement personnel, différant en cela du bail à cens, très répandu dans notre pays, et qui, lui, transférait le domaine utile. Les baux à vigneronnage et à grangeage n'entraînaient donc aucune

(1) *Comm. de Jure civili*, l. XVIII, cap. VII, al. 8, in fine.

(2) *Thesaurus Juris romani*, t. III, col. 757.

(3) V. Introduction.

mutation de propriété, et par suite, les actions, tant possessoires que pétitoires, appartenait au propriétaire seul.

Preuve du Contrat. — Les baux à moitié fruits étaient souvent purement verbaux, réglés sur l'usage des lieux. Souvent aussi ils faisaient l'objet d'un acte notarié. L'estimation du cheptel était également consignée, soit dans le corps même de l'acte, soit dans un acte spécial et authentique. Parfois enfin, on rédigeait simplement un acte sous-seings privés, auquel on annexait également le bail à cheptel accessoire.

Droits et obligations du bailleur. — La plupart des droits du bailleur sont la contre-partie des obligations du preneur. Nous ne parlerons ici que du droit de direction du bailleur. Ce droit est très étendu, Le propriétaire a la haute main sur la culture du domaine. C'est lui qui fixe les *cantons* de vigne à arracher, les endroits où l'on doit répandre le fumier, etc. Toutes les opérations culturales s'effectuent sous sa surveillance, ou celle de ses préposés, sinon sous ses ordres. Cette surveillance s'affirme plus étroite encore lors des récoltes, de la vendange, de la vinification et du partage des fruits.

Le bailleur contractait aussi des obligations. Il devait d'abord assurer au granger ou au vigneron la jouissance paisible du domaine. C'était la « promesse de maintenir et faire jouir » : (Belleville, an IX.) En outre, il devait participer aux frais d'exploitation du sol, de réparation des bâtiments et d'entretien des instruments aratoires. En ce qui concerne la constitution ou

la reconstitution des vignes, la participation du propriétaire aux dépenses se réglait de différentes manières. Tantôt le propriétaire prenait à sa charge les travaux du sol précédant la plantation, le minage, qu'il payait au vigneron à raison de vingt livres la bicherée (1) et fournissait les échelas nécessaires aux plantiers. En revanche, le vigneron était tenu de fournir les plants « les meilleurs qu'il pourra trouver » (Pommiers, 1732-1759). Tantôt le minage était à la charge du vigneron, sauf les frais d'extraction des roches, mais les plants, les *chapons* étaient fournis par le propriétaire. (Beaujeu, 1793.)

Les réparations des bâtiments d'habitation et d'exploitation du vigneron étaient à la charge du propriétaire. Celui-ci fournissait toujours les matériaux, que le vigneron restait tenu « de voiturer à ses frais ». (Beaujeu, 1793.) Parfois, la main-d'œuvre restait à la charge du vigneron : « Les preneurs seront tenus de faire recouvrir les toits du bâtiment d'habitation, notamment à tranchée ouverte lors de leur sortie; les matériaux seront néanmoins fournis par le bailleur ». (Anse, 1792.)

Une autre obligation du bailleur, qui semble disparue au xvm^e siècle, vise la participation du propriétaire à l'entretien de l'outillage agricole. Il s'agit de la fourniture, par le bailleur, d'une certaine quantité de fer et d'acier, destinée à l'entretien des instruments aratoires appartenant en propre au preneur (2). Au xvm^e siècle, cette obligation n'existe plus par elle-même. Dans des

(1) Environ 1055 mq.

(2) Cette coutume existait dans d'autres contrées, notamment en Limousin. (V. Sauzet, *le Métayage en Limousin*, p. 56.)

baux de 1727 et de 1754, il est dit seulement que le bailleur accorde aux preneurs la permission de faire un certain nombre de charrois pour leur propre compte, « lesquels charrois leur tiendront lieu de fourniture de fer et d'acier ».

Rappelons, en terminant, l'obligation du propriétaire d'effectuer son apport dans l'espèce de société que constituait le vigneronnage. Outre le sol et les bâtiments, cet apport comprenait le gros matériel vinaire, cuves, pressoirs, bennes, tonneaux pour loger sa part de vin, dont l'entretien était tantôt à sa charge, tantôt à celle du vigneron.

Obligations du preneur. — D'une manière générale, le vigneron est tenu d'avoir, pour le domaine qui lui est remis, les soins d'un bon père de famille. Cette clause, qui comprend toutes les autres, est mise à la fin de tous les baux à mi-fruits de l'époque : « Et enfin jouira le preneur dudit bien en bon père de famille, sans y faire ni souffrir y être fait détériorations ny dégradations ». Par exemple, le vigneron, lorsqu'il taille les vignes ne doit pas les *baguer*, ni les surcharger. Sinon, il s'exposerait à une expertise et à des dommages-intérêts prévus par le bail. (Anse, 1772.) Parfois aussi, en pareil cas, le propriétaire se réservait le droit de faire retailler la vigne aux frais du preneur. (Pommiers, 1759.)

Pour être à même de mieux remplir ses obligations, et notamment de bien cultiver son domaine, le vigneron doit venir occuper l'habitation qui lui est réservée sur ce domaine, avec sa famille et avec « gens suffisants pour faire annuellement la culture dudit fonds ».

Au besoin donc, le vigneron se faisait aider d'un où de plusieurs domestiques. Les rapports juridiques entre vignerons et domestiques étaient à peu près les mêmes que de nos jours. C'est ainsi que, pour le paiement de ses gages, le domestique n'avait de recours que contre le vigneron : il n'avait pas d'action contre le propriétaire (1).

L'obligation principale du vigneron, c'était de cultiver son domaine « de toutes les façons requises et nécessaires », dont l'utilité est appréciée « suivant l'usage des lieux », « au dire de gens à ce connoissants » ou « au dire de maîtres vignerons ». Naturellement, tous les baux mentionnent cette obligation, en termes qui rappellent la formule de Pothier (n° 190) : « Le fermier (2) d'une vigne doit la bien façonner, la bien fumer, la bien entretenir d'échalas, la provigner, et, généralement, la cultiver de la même manière qu'un bon et soigneux vigneron cultiverait sa propre vigne ».

Le vigneron doit bien cultiver; et pour cela, il ne doit

(1) Nous en avons la preuve dans « une procédure à la juridiction de Corcelles, Fleurie, Lancié et dépendances », intentée par un domestique contre un vigneron de Fleurie, pour obtenir de ce dernier la somme de 50 livres, à lui due pour « salaires mérités ». Cette procédure, assez compliquée, contient notamment une saisie des meubles du vigneron, de ses vins, et des fruits pendant par racines sur les fonds qu'il cultivait à moitié fruits. (*Arch. dép. du Rhône.*)

A un autre point de vue, les relations entre maîtres et domestiques étaient réglementées par des ordonnances royales de 1564, 1565, 1567, 1577, 1601 et deux arrêts de règlement de 1722, rappelés par un arrêté du bailliage de Villefranche, du 12 septembre 1769, qui en prescrit l'exécution.

(2) Pothier ne donne pas aux mots ferme et métairie leur sens technique. C'est ainsi qu'il parle quelque part de « métairie donnée à ferme ».

changer aucun genre de culture sans l'autorisation du maître. Même, s'il enlève sans autorisation quelque chose des vignes, il s'expose à être « poursuivi extraordinairement ». (Anse, 1772.)

Le vigneron doit exécuter toutes les « façons » de la vigne, de même que les labours et autres travaux agricoles, « en tems deub et convenable ». Les baux, en général, énumèrent ces façons, qui comprennent trois façons principales, appliquées au sol même, à la peisse (pioche) : le vigneron doit piocher (essarter), biner et tiercer. Quand il *hyverne* la vigne, c'est-à-dire qu'il amasse la terre au pied des ceps pour éviter les gelées d'hiver (1), cette façon compte pour une des trois précédentes. Le vigneron doit ensuite tailler (puher), pays-seler ou planter les échalas (paysseaux), curer ou ébourgeonner la vigne, la relever et l'attacher.

Il doit encore « faire les proves et chavons » ou couchées, c'est-à-dire provigner, reconstituer les vignes au moyen de cette espèce de marcottage. Il s'engage aussi à porter la terre du bas au haut de ses vignes, « de fond en cime », ainsi qu'à relever les chaintres (2), à curer les fossés, à les entretenir, ainsi que les clôtures.

Le domaine qu'on lui a remis comprend des vignes d'âges divers, constamment et proportionnellement renouvelées. Chaque année, le vigneron doit arracher

(1) Le vignoble beaujolais fut détruit à maintes reprises, totalement ou partiellement, par les gelées d'hiver, notamment en 1709.

(2) On appelle chaintre l'espace laissé à l'extrémité de chaque champ pour retourner la charrue. Cet espace facilite le passage des instruments de culture et l'écoulement des eaux. Pour éviter que les eaux ne pénètrent dans les terres labourées, on relève les chaintres de temps à autre.

une certaine étendue de vieilles vignes, environ quatre ares (un homme, une ouvrée, ou une demi-mesure, suivant les localités) (1), ou défricher pareille étendue de terrain non précédemment planté de vigne pour y constituer de nouveaux plantiers (2). Après l'arrachage des ceps, le terrain n'était pas immédiatement replanté de vignes; il était livré à d'autres cultures. Cependant, le vigneron était obligé de procéder à la reconstitution après un certain temps (quatre ans environ). On a vu suivant quelles proportions étaient répartis entre propriétaires et vignerons les frais de minage et de plantation. La reconstitution opérée, le vigneron devait exécuter toutes les façons nécessaires aux jeunes plantiers, en particulier les rebrocher, c'est-à-dire remplacer par d'autres les plants morts.

Le vigneron devait aussi répandre, dans les divers fonds du domaine, tout le fumier qu'il tirait de ses bœufs, et dont l'emploi était parfois minutieusement réglé par les baux. Un bail de 1757 prévoit que « le fumier fait depuis la Saint-Jean-Baptiste jusqu'à la Noël doit être répandu par le vigneron dans les cantons qui lui seront assignés, au pied des ceps et non à travers la vigne ». Quant au fumier obtenu pendant les six autres mois de l'année, il devait être employé à l'amélioration des terres. Au cas où le vigneron aurait négligé de

(1) L'homme ou hommée, mesure lyonnaise, en usage dans les cantons d'Anse et du Bois-d'Oingt, valait 4 ares 31. L'ouvrée valait 4 ares 22 à Villefranche, 5 ares 17 à Belleville. La mesure de Beaujeu valait 7 ares 91.

(2) On appelle plantiers les jeunes vignes jusqu'à l'âge de huit ans environ.

funer ainsi son domaine, le bailleur se réservait le droit de faire exécuter le travail aux frais du preneur.

Le domaine baillé à vigneronnage comprenait, dans la plupart des cas, des terres et des prés. Le vigneron devait les cultiver avec soin, labourer les terres, *dédar-bonner* les prés, en faire les biefs, razes ou raies (fossés plus ou moins larges), le tout « à la manière accoustumée ».

Il lui était défendu de couper aucun arbre, « ny vif ny mort », sans autorisation, ainsi que de toucher aux bois du domaine, dont le propriétaire se réservait le plus souvent l'usage exclusif. Pour son chauffage, il ne disposait donc que du produit de l'élagage des haies et buissons (rivages), de la tonte et de l'émottage de certains arbres, des ceps arrachés, qui lui revenaient par moitié ou pour le tout, et, en général, de la totalité des sarments.

La règle fondamentale du vigneronnage, comme du grangeage, c'était le partage par moitié des récoltes et des produits du domaine (1). Propriétaire et vigneron percevaient chacun « la moitié des fruits, revenus et émoluments » (Pommiers, 1732), « la moitié de tous fruits, proffits et revenus » (1743), « la moitié de tous fruictz et fruictages » (Montmelas, 1666). Cependant, cette règle du partage général comportait des exceptions. C'est ainsi qu'il était d'usage de laisser au vigneron la totalité des sarments provenant de la taille de la vigne, plus rarement la totalité des ceps morts. Les fourrages surtout n'étaient l'objet d'aucun partage. Seu-

(1) On trouve trace cependant, dans certains baux à vigneronnage perpétuel, d'un système de culture à tiers-fruits.

lement, le vigneron devait les faire consommer dans l'intérêt et pour le plus grand profit du domaine.

La paille était partagée par moitié: Cependant certains baux ne font aucune allusion à ce partage de la paille, et se contentent d'en prescrire l'usage dans l'intérêt du domaine.

Le blé et les autres grains étaient aussi partagés. Après le battage sur l'aire ou *suel*, on prélevait sur le monceau commun les semences, et parfois la dîme; le reste était divisé en deux tas égaux.

On partageait aussi les « fruits de branche » (pêches, abricots, cerises, etc.), que le vigneron devait cueillir et porter au propriétaire. Celui-ci avait le choix de sa part. (Limas, 1704.)

Toutes ces récoltes étaient, en quelque sorte, secondaires dans le vigneronnage. La principale, c'était la récolte en vin.

Quand le raisin était mûr, le vigneron devait avertir le propriétaire qui fixait définitivement le jour de la vendange, en suivant les indications du ban de vendange (1). Le vigneron procédait ensuite à la levée de la récolte, sous la surveillance du propriétaire ou de son préposé. Il en supportait entièrement les frais. Il payait tous les salaires des ouvriers, vendangeurs, porteurs ou char-

(1) Voici la formule du ban de vendange à Beaujeu (29 septembre 1748): « Il a été convenu que l'on se transporterait avec gens à ce connoissant dans les vignes les plus prématurées, pour examiner la maturité du raisin, ce qui ayant été fait, l'on a unanimement reconnu que si l'on différait ladite ouverture des vendanges, ce seroit à perte et nuisible. C'est pourquoy nous avons, assisté comme dessus, ordonné et permis à un chacun de vendanger, laquelle permission nous avons ordonnée estre publiée à son de tambour. » (Archives municipales de Beaujeu.)

retiers. Il lui était défendu de les payer en raisins. Le paiement en nature était au contraire d'usage pour la récolte du blé: moissonneurs et batteurs recevaient comme salaire les affanures, c'est-à-dire des parts proportionnelles du blé (une gerbe sur dix ou sur onze):

Les raisins entassés dans les bennes, on les partageait parfois immédiatement, à la vigne même. C'était le partage à la benne. Mais le plus souvent, on ne partageait pas la vendange, mais le vin. Le vigneron transportait à ses frais toute la vendange dans les cuves du domaine. Tous les frais de la vinification étaient également à sa charge: « il doit fournir gens suffisants au pressoir, le seigneur n'étant tenu de fournir que son préposé ». Le vin était partagé au fur et à mesure qu'il coulait de la cuve, « à l'anche de la cuve », puis au pressoir, soit à la jauge, soit à la quarte (1), au choix du propriétaire. La mise en tonneaux du vin de celui-ci devait être effectuée par le vigneron.

Les frais des récoltes de toutes sortes, nous l'avons vu, étaient à la charge du vigneron. Il devait transporter ces récoltes, au moins la part du maître, dans les caves, la fenièrre ou la grange de celui-ci, ou dans tout autre endroit indiqué, si éloigné fût-il. Ces transports, il les faisait au moyen des bestiaux, des vaches surtout, dont se composait son cheptel. Il s'en servait aussi pour les charrois de toutes sortes nécessités par la culture: transport du fumier, des échalas, de la terre.

(1) La quarte était une mesure de bois, valant 12 litres environ. Le partage à la quarte était usité surtout dans le Bas-Beaujolais. Dans le Haut-Beaujolais, on partageait à la jauge, « à tonneaux pleins pour tonneaux pleins, chacun fournissant ses vases d'égale jauge ».

Souvent aussi, le propriétaire imposait au vigneron l'obligation d'exécuter tous les charrois ou voitures qu'il lui commanderait, sans rémunération aucune. Parfois, en retour, il nourrissait les bouviers, ou bien allouait au vigneron ou au granger, une certaine somme, par exemple « onze livres payables à chascune feste St-Martin d'hyver ». Cette obligation du vigneron devait être la source de nombreux abus.

Par contre, les charrois que le vigneron pouvait faire pour son propre compte étaient limités sous le double rapport du nombre et de la distance. On lui en accordait vingt, par exemple, de quatre lieues au plus. Encore ne pouvait-il les faire sans autorisation spéciale du maître, à peine d'une amende assez élevée (4 à 5 livres). Nous verrons plus loin le but économique de cette clause, tendant à empêcher les vignerons de délaisser la culture pour le transport des marchandises, souvent plus rémunérateur, surtout en temps de disette.

Le vigneron ne devait divertir du domaine ni fumier, ni paille, ni foin, prohibition sanctionnée par les « peynes de droit ». Il lui était défendu, au même titre, de divertir les échalas, qu'il devait prendre dans la *mayère* (1) du domaine. On discutait, au xvm^e siècle, la question de savoir si les fumiers, fleurs et pailles faisaient partie du fonds. C'était déjà au xvii^e siècle l'avis de Basnage qui les considérait comme immeubles. La coutume de Berry (2) établissait la même règle, puisqu'elle donnait au propriétaire d'une métairie le droit de « faire arrêter

(1) *Mayère* (*mayeria*) : bois où l'on prend des branches ou des tiges destinées à faire des échalas ou des cercles de tonneaux.

(2) Titre 9, art. 45.

les fourrages et pailles destinés pour la nourriture du bétail et pour faire les fumiers », quand le métayer les avait vendus. Il en était de même des coutumes de Nivernais (1), d'Orléans (2), de Bourbonnais (3). Le propriétaire avait même le droit, s'ils étaient enlevés, « de les poursuivre et faire arrêter et sera préféré à tous autres ». « Et la raison s'en tire de la nécessité et utilité du fumier, tant pour la nourriture du bétail que pour l'engrais. Et à cause de ce, les propriétaires ont le droit d'empêcher que les colons et fermiers n'en transportent ailleurs, à cause qu'ils sont destinés pour le service et usage de la métairie, dont ils sont censés faire partie (4). »

Cette règle, déterminée par les mêmes raisons, se retrouvait dans le Beaujolais, où l'on appliquait à cet égard la Coutume de Paris. L'article 90 de cette Coutume décidait que les fumures, fleurs et pailles étaient attachés au fonds, en qualité d'immeubles par destination. Ils étaient destinés à fumer le domaine, et non à être vendus (5)!

Le vigneron devait être muni de tout l'outillage agricole nécessaire à l'exploitation du domaine (instruments aratoires, jougs ou *applais*, chars, tonneaux pour loger sa part de vin). L'entretien de ce matériel était à sa charge, sauf la fourniture de fer et d'acier, dont il est question plus haut.

(1) Titre 32, art. 19.

(2) Article 422.

(3) Article 125.

(4) Boucheul, *Commentaire de la Coutume du Poitou*, à l'art. 250.

(5) Laurière, *Commentaire de la Coutume de Paris*, à l'art. 90,

Le vigneron, nous l'avons vu, était tenu de faire tous les charrois que lui commandait son maître. Ce n'était pas les seules prestations accessoires qu'il lui devait. C'est ainsi qu'il s'obligeait souvent à relier ou à faire relier à ses frais les tonneaux du propriétaire.

Mais ces prestations accessoires, prestations de travail, avaient surtout pour objet la réserve du maître. Cette réserve, c'était la partie du domaine que, d'après un usage très répandu, le propriétaire ne donnait pas à mi-fruits, mais qu'il faisait cultiver à prix d'argent, à ses frais, et dont il percevait en entier les produits. Pour la culture des terres, des vignes ou des bois dont se composait la réserve, le propriétaire stipulait souvent de ses grangers et de ses vignerons certains services, certaines prestations de travail. L'un devait faire les charrois de la culture, principalement le transport de la vendange ; l'autre, promettait un certain nombre de journées de travail, pendant lesquelles, il est vrai, il était généralement nourri ; un troisième enfin, s'engageait à rentrer les foin des prés réservés ; on lui laissait alors le regain, comme rémunération. Parfois, le propriétaire se réservait, dans le bail, la totalité des produits d'une certaine étendue du domaine cultivé à moitié fruits. Cela revenait à faire cultiver entièrement la réserve par le granger ou le vigneron. Cette réserve et ces prestations de travail semblent bien être la dernière forme, très atténuée, du *mansus indominicatus* et des corvées du Moyen Age.

Mentionnons enfin de menus services stipulés du vigneron, et qui varient d'un bail à l'autre. Il s'agissait par exemple d'aider à remplir la glacière du maître, à travailler son jardin, à soutirer ses vins. La femme du

vigneron devait laver la lessive, le vigneron faisait garder avec son troupeau une vache ou un cheval appartenant au propriétaire. Celui-ci accordait généralement sa nourriture au vigneron, pendant les journées qu'il passait ainsi à son service.

Sur qui, du maître ou du vigneron, pesait la charge des impôts royaux et des redevances seigneuriales ? On sait, en effet, que la terre était grevée non seulement de l'impôt foncier (taille réelle), mais encore, dans la plupart des cas, de cens, de servis, de droits féodaux de toutes sortes. Bien peu de terres étaient franches de toutes ces charges. Comment, dans le vigneronnage, répartissait-on le fardeau de ces impositions multiples ?

Olivier de Serres disait dans son *Théâtre d'Agriculture*, que le colon partiaire devait payer « la moitié des tailles, censes et autres ordinaires charges ». C'était établir le partage des charges, corrélatif au partage des bénéfices. Cette règle, théoriquement juste, surtout pour ceux qui voyaient dans le métayage un contrat de société, était suivie dans beaucoup de contrées pratiquant le colonage partiaire et notamment dans le Limousin. L'était-elle également en Beaujolais ?

En ce qui concerne les impôts royaux, les baux obligeaient souvent le vigneron à en payer la moitié (1), directement ou indirectement. Souvent en effet le vigneron n'acquittait pas lui-même sa part d'impôts : le propriétaire payait tout, et se faisait rembourser la moitié par le vigneron, ou bien le vigneron lui versait annuellement une somme déterminée moyennant quoi il était

(1) V. le dernier des baux reproduits ci-dessus (Beaujeu, 1793).

déchargé de toute imposition grevant le domaine. « Paieront en outre chaque année aud. sieur bailleur la somme de 96 livres au moïen de laquelle les preneurs ne payeront aucuns impôts ni remplacement du droit à raison des fonds remis à culture ». (Anse, 1792.) L'usage de la prestation colonique et des redevances en argent permettait ainsi de faire supporter indirectement au vigneron la moitié des impôts.

D'ailleurs, comme nous le verrons, le vigneron payait souvent la totalité de la taille. Quand le propriétaire en était exempt — et le cas était fréquent en Beaujolais, où une grande partie de la terre était aux mains de la noblesse, du clergé, ou d'officiers royaux — c'était le vigneron qui acquittait entièrement l'impôt foncier.

Quant aux droits féodaux, le vigneron en devait également la moitié. C'est ainsi qu'un bail prévoit « qu'il sera prélevé annuellement sur la portion du vigneron à l'anche de la cuve, une ânée (1) et demie de vin, pour sa portion des servis dus sur le fonds qu'il cultivera ». (Cogny, 1736.) Dans un autre bail de 1766, il est dit que « le vigneron paye moitié des servis dus par led. vignoble le fonds en dépendant ». Dans le bail à vigneronnage perpétuel, au contraire, c'était la totalité des servis que devait acquitter le vigneron. (Beaujeu, 1678.)

En résumé, on peut dire que, d'une manière générale, les impôts, tant royaux que seigneuriaux, grevant le sol, étaient supportés par moitié par le maître et le vigneron. Bien entendu, chacun d'eux payait en entier

(1) L'ânée de vin valait à Belleville 108 litres 7 décilitres.

ses impôts personnels, directs ou indirects, tels que les droits de circulation des vins.

Signalons encore quelques obligations accessoires, découlant de cette obligation générale du vigneron : maintenir son domaine en bon état. Il devait, chaque année, planter un certain nombre d'arbres (noyers, pommiers, saules, etc.), fournir la main-d'œuvre aux grosses réparations des bâtiments, notamment à leur recouverture; enfin, les menues réparations, dites d'entretien, étaient sans doute à sa charge, puisqu'il devait, à sa sortie, « laisser les bâtiments en bon état ».

Notons enfin que, lorsqu'il était dressé un acte notarié, les frais en étaient supportés par le preneur.

Quelle était la sanction des obligations des parties ?

L'exécution de ces obligations pouvait être poursuivie sur l'ensemble de leurs biens. A la garantie de ses obligations, le preneur affectait, en outre, sa propre personne, à défaut de biens suffisants. Le vigneron, le granger étaient donc contraignables par corps, à raison de leur bail; le propriétaire ne l'était pas. C'est ce que signifiait la formule: « Ainsy convenu, accepté et promis exécuter entre les parties par obligations de biens, même des personnes des preneurs... ».

Administration du domaine. — Le vigneron jouissait d'une liberté relative dans l'exploitation du domaine. Il cultivait ou faisait cultiver à sa manière, en suivant les usages du pays, exécutant les diverses façons quand et comme il voulait. Cette autonomie relative avait pour limite le droit de direction du propriétaire, très étendu comme nous l'avons vu. En vertu de ce droit, le propriétaire s'immisçait souvent dans les détails de l'exploita-

tion, fixant les étendues de vignes à planter ou à arracher, décidant de quels grains devait être ensemencé chaque champ (Pommiers, 1667), choisissant le mode de partage du vin (Pommiers, 1732), etc. Le propriétaire gardait en somme la haute direction, ne laissant au vigneron qu'une liberté très relative dans l'administration du domaine.

Ce droit de direction, le propriétaire le déléguait souvent à un régisseur. Celui-ci n'était parfois qu'un simple préposé du maître, un homme à gages, dont le concours pouvait être utile, et même indispensable, quand le domaine était vaste et les vigneron nombreux. Mais parfois aussi le régisseur était un véritable fermier général. Il percevait pour son propre compte tous les revenus des domaines, à l'exception de certaines réserves, moyennant une somme déterminée, qu'il payait chaque année au propriétaire. Celui-ci se réservait en outre certaines quantités de denrées (vins, légumes, etc.) récoltées sur le domaine (1). Ce système, conséquence directe de l'absentéisme, était économiquement déplorable. Le régisseur, en effet, pour augmenter les bénéfices de son entreprise, n'hésitait pas à imposer aux vigneron les conditions les plus rigoureuses, dont il exigeait strictement l'exécution.

Le Cheptel.— Au contrat de vigneronnage on joignait ordinairement un contrat accessoire de cheptel (2). Sur la nature de ce contrat les jurisconsultes du temps

(1) *Arch. de Montmelas.*

(2) Quand on rédigeait un acte écrit, le bail à cheptel était incorporé dans le bail à vigneronnage même. Quelquefois on l'établissait par acte séparé,

n'étaient pas d'accord. Tandis que Cujas et Doneau considéraient le bail à cheptel comme un contrat de société, Guy Coquille et Pothier y voyaient, au contraire, un contrat innomé se rapprochant du louage.

Dans le vigneronnage, le cheptel se composait d'un certain nombre de bestiaux et d'animaux de basse-cour, que le maître remettait au vigneron, à son entrée sur le domaine. Le vigneron « se chargeait de ce cheptel » (on disait aussi chatal, chatail, chaptal, chaptail); ces bestiaux, il les « tenait en commande ». Il s'engageait à les rendre à sa sortie en même nombre et valeur. Le cheptel (1) ne comprenait qu'un cheptel vif, c'est-à-dire des animaux divers (bœufs, vaches, taureaux, génisses,

(1) L'origine du cheptel est obscure. On en est réduit, à ce sujet, à des conjectures. Pour certains, le mouvement qui, aux ^xⁱ^e et ^{xii}^e siècles, poussait les habitants des villes à conquérir leur indépendance et à s'organiser en communes, gagna peu à peu les campagnes. A cette époque, il y eut de nombreux affranchissements de serfs et de colons. Ceux qui pouvaient racheter leur liberté ne furent plus tenus de rester perpétuellement sur les terres auxquelles ils étaient attachés. Mais ces affranchissements, d'autant plus nombreux qu'ils étaient une source de profits pour les seigneurs endettés par les Croisades, furent certainement très onéreux. Pour conquérir sa liberté, le serf dut souvent être obligé de vendre ou d'abandonner ses animaux de travail. Il arriva ceci que les grands propriétaires, voyant peu à peu leurs terres délaissées et incultes, durent, pour se procurer des travailleurs, leur faire certaines avances et leur prêter les bestiaux qu'exigeait la culture de leurs domaines.

Il est possible encore que les serfs qui rachetaient leur liberté, moyennant la donation au maître de leurs bestiaux, demeuraient sur la terre qu'ils cultivaient en reprenant ces derniers à titre de prêt, c'est-à-dire de cheptel. (V. Sauzet, le *Métayage en Limousin*.)

Peut-être est-il plus simple de supposer que, de tout temps, le bétail fut considéré comme un accessoire du fonds, appartenant au propriétaire au même titre que celui-ci. On se représente mal les malheureux serfs propriétaires du bétail nécessaire à la culture du domaine auquel ils étaient attachés.

porcs, poules). Les bœufs ne se rencontraient guère que dans les domaines importants, donnés à grangeage. Les simples vignerons n'avaient le plus souvent que deux ou trois vaches.

Le cheptel mort, comprenant surtout l'outillage agricole, était inconnu en Beaujolais (1). Le vigneron était seul propriétaire de ses instruments aratoires, ainsi que de ses charrettes, tombereaux et harnais.

Quant aux semences, aux pailles, fourrages et fumiers, il n'est pas besoin de rattacher au cheptel les règles qui les régissent.

Les bestiaux du cheptel étaient estimés entre les parties, soit à l'amiable, soit par un expert choisi d'un commun accord. (Belleville, 1772.) Quelquefois on les décrivait succinctement : «...confessent lesd. preneurs tenir en commande de grangeage deux grands bœufs arables, poil bardol et froment, au chaptail de 82 livres ». (Montmelas, 1628.) Quant aux poules, on en indiquait simplement le nombre, sans les évaluer.

Le vigneron avait la garde du cheptel, qui était à ses « périls, risques et fortunes », « hors le cas de mort naturelle », ajoutait-on parfois. A sa sortie, il devait laisser le même nombre de bestiaux, de même espèce et de même valeur, qu'on lui avait fournis à son entrée. Ces bestiaux, il les détenait « à moitié pertes et profits ». A la sortie du vigneron, si la valeur du cheptel s'était accrue, il avait droit à la moitié de l'excédent. Quand au contraire le cheptel était en déficit, il en devait

(1) Un bail cependant mentionne la remise au granger de « six roues ferrées en bon état, trois charrettes aussy en bon état, et deux vieux tombereaux de peu de valleur ». (Pommiers, 1772.)

au maître la moitié. Ce règlement de comptes avait lieu parfois entre vignerons entrant et sortant: s'il y avait excédent de valeur, la différence était comptée par le vigneron entrant au vigneron sortant; au cas contraire, c'était le vigneron sortant qui remboursait la différence au vigneron entrant. (Belleville.)

Le cheptel constituait donc le vigneron débiteur du propriétaire. Pour sa garantie, Olivier de Serres conseillait aux propriétaires de métairies, de prendre hypothèque générale sur les biens du colon. Dans notre ancien droit, la seule existence de l'acte authentique lui donnait cette garantie. En Beaujolais, les obligations nées du cheptel pouvaient s'exécuter comme les autres, soit sur les biens, soit sur la personne du preneur. La solidarité stipulée entre les différents preneurs, ou entre le preneur et sa femme, s'ajoutait souvent à cet ensemble de garanties.

Le bétail composant le cheptel était nourri par le domaine. Les fourrages, en effet, n'étaient pas partagés entre le maître et le vigneron: celui-ci les recueillait entièrement pour la nourriture de ses bestiaux, et dans le seul intérêt du domaine.

En principe, on partageait les produits du cheptel-bétail: « ...se chargera de deux vaches à moitié pertes et profits, les veaux seront partagés de même que les laictages, beurres et fromages..., donnera chaque année par poulle une douzaine et demy d'œufs ». (Limas, 1704.) Le vigneron devait apporter au propriétaire sa part de ces produits. Mais ce partage de produits devait être une source de difficultés entre propriétaire et vigneron. Pour éviter cet inconvénient, les parties convenaient

parfois de remplacer le partage en nature par une prestation en argent payée par le vigneron, par exemple, « une somme de cinq livres dix sols par vache ». (Pommiers, 1743.) Cette prestation en argent n'excluait pas nécessairement le partage du croît des animaux et n'exemptait pas le vigneron de certaines prestations en nature accessoires (poulets, œufs, chapons, etc.). Dans un bail à grangeage cependant, le preneur s'engage à payer une somme de cent livres « pour le croît des vaches, pour le fruit provenant aux susd. vaches, pour toutes les parts et portions afférantes aud. bailleur du chanvre, fèves, orge, avoine et autres légumes... ensemble pour le croît du bachat et basse-cour ». C'est presque la prestation colonique, la *basse-cour* moderne; mais une pareille clause devait être rare à cette époque où la pénurie du numéraire et la pauvreté du vigneron lui faisaient préférer le paiement en nature de ses redevances.

Règlement annuel. — Le jeu normal des règles du vigneronnage aboutissait fatalement à constituer le propriétaire et le vigneron réciproquement débiteur et créancier l'un de l'autre. Un règlement de comptes intervenait entre eux, chaque année, à la Saint-Martin (11 novembre). C'était à cette date, en effet, que l'on fixait l'échéance de toutes les créances de sommes d'argent stipulées dans le bail (comptes de cheptel, frais de minage, indemnités de charrois, amendes du vigneron, etc., etc.).

Durée du bail. — Le plus souvent, les baux à vigneronnage, rédigés par écrit, étaient à terme fixe. Leur

durée variait, en général, de quatre à neuf ans. Les baux commençaient tous à la Saint-Martin d'hiver (11 novembre). Quand il était verbal, le bail était d'ordinaire annuel. Il y avait aussi des baux à vigneronnage perpétuel, comme nous le verrons plus loin.

Extinction du bail. — Le bail à vigneronnage, quand il avait été conclu pour un laps de temps déterminé, s'éteignait naturellement par l'arrivée du terme. Quand il était annuel, il était loisible aux parties d'y mettre fin chaque année, à charge de se donner congé dans un certain délai (six mois pour le grangeage, trois mois pour le vigneronnage). Le bail pouvait s'éteindre aussi par la mort du preneur, notre contrat étant conclu *intuitu personæ*. Mais ce n'était pas une règle absolue. En fait, le contrat subsistait si le preneur laissait une femme et des enfants en âge de continuer la culture. Cette solution, conforme aux usages et au bon sens, était déjà proposée par Gui Coquille (Quest. 206) (1).

Le bail subsistait-il quand le domaine changeait de maître ? Oui, sans doute. Le contrat était bien conclu *intuitu personæ*; l'espèce de société qu'était le vigneronnage devait, semble-t-il, être dissoute par la disparition d'un de ses membres. Mais la solution contraire a prévalu: la considération de la personne du propriétaire étant moins importante que celle de la personne du vigneron.

(1) Signalons une cause de dissolution particulière, voisine de celle-ci. Dans un bail passé avec un vigneron ayant trois fils, le contrat était résilié au cas où les trois fils du preneur se séparaient « soit avant, soit après la mort dudit père ». Cela semble bien confirmer que la mort du vigneron ne résolvait pas le contrat, s'il laissait des descendants capables de le remplacer.

Dans tous les cas, les baux ne prenaient fin qu'à la Saint-Martin. Normalement, le propriétaire ne pouvait renvoyer son vigneron, le vigneron ne pouvait abandonner le domaine, dans le courant de l'année.

QUESTIONS SE RAPPORTANT A L'EXTINCTION DU BAIL

Droit de colon. — L'année de l'expiration du bail, le vigneron était tenu d'ensemencer, comme à l'ordinaire, les terres labourables du domaine. L'ensemencement ayant eu lieu pendant la durée du bail, qu'advenait-il de la récolte venue à maturité après son expiration ?

En principe, le vigneron jouissait, à cet égard, du droit de colon, c'est-à-dire qu'il avait le droit de venir recueillir cette récolte sur son ancien domaine pour la partager avec le propriétaire. Ce droit ne s'appliquait en général qu'aux récoltes de blé et de seigle. Il ne s'appliquait jamais à celles qui venaient sur retroublage, pas même à celles qui auraient succédé immédiatement à une vigne arrachée.

L'exercice de ce droit n'allait pas sans de multiples inconvénients: difficultés, pour le vigneron, de se rendre sur son ancien domaine, quelquefois très éloigné, afin d'y faire la moisson, conflits incessants entre ancien et nouveau vigneron (1), etc. Aussi les baux supprimaient-ils parfois ce droit de colon: « Les preneurs laisseront

(1) L'ancien vigneron moissonnait et battait à ses frais. Les gerbes étaient transportées à l'aire par les moyens du nouveau vigneron, les bouviers étant nourris par l'ancien vigneron. La paille des affanures appartenait aux moissonneurs, qui l'abandonnaient à celui qui les nourrissait. Cela faisait naître des conflits entre les deux vignerons, chacun voulant nourrir les moissonneurs et les batteurs pour avoir la paille de leurs affanures.

l'année qui suivra leur sortie dud. domaine les terres ensemencées de la quantité de vingt mesures (1) de bled froment et de vingt mesures de bled seigle, dont la totalité appartiendra au bailleur ». (Belleville, an IX.)

La femme entrant en jouissance de son douaire doit-elle respecter les baux à vigneronnage faits par son mari ?

Pothier, dans son *Traité du Douaire*, disait que la femme n'était tenue de respecter les baux faits par son mari, sur les biens dont elle allait jouir, que si elle acceptait la communauté; de la sorte, en effet, elle faisait siens les actes de son mari et se heurtait à la règle « Qui doit garantir ne peut évincer ». Mais l'opinion la plus généralement suivie était que « la douairière doit entretenir les baux faits par son mari; mais les héritiers du mari ne sont pas obligés d'entretenir ceux faits par la douairière, quand le douaire s'éteint. Et il en est de même des autres usufruitiers ».

Le preneur peut-il transmettre son droit ?

Le contrat de culture à mi-fruits n'engendrait pas, au profit du colon, vigneron ou granger, un droit réel librement transmissible. Le droit du preneur était purement personnel. Celui-ci ne pouvait le transférer à des tiers, ni même à ses enfants, ni par voie d'aliénation entre vifs, ni par voie de succession. Sur ce point, les règles du contrat de vigneronnage perpétuel, que nous allons étudier, différaient absolument.

En fait, il arrivait souvent que la mort du preneur ne mettait pas fin au contrat. Il s'opérait une sorte de dévo-

(1) La mesure valait environ 22 litres.

lution du droit du vigneron au profit de sa femme et de ses enfants, dans les conditions que nous avons indiquées. D'ailleurs, la femme et les enfants du vigneron étaient souvent parties à l'acte, en qualité de preneurs, au même titre que le chef de famille.

Quels baux le mari peut faire sur les biens de sa femme ?

D'après l'article 227 de la *Coutume de Paris*, le mari pouvait faire valablement des baux de neuf ans et au-dessous pour « héritages assis à la campagne ». La femme était obligée, après la mort de son mari, d'exécuter ces baux, s'ils avaient été faits sans fraude. D'autre part, le mari devait respecter les baux faits par sa femme, surtout antérieurement au mariage, car « il ne jouit qu'en qualité de bail et administrateur des biens de sa femme et n'est point un successeur singulier ». Il en était ainsi même quand il y avait eu fraude de la part de la femme (1).

SECTION II. — Les baux perpétuels.

§ 1^{er}. — LE BAIL A VIGNERONNAGE PERPÉTUEL

Les baux à vigneronnage, que nous avons étudiés jusqu'ici, sont des baux à court terme, conclus pour une durée d'un an, quatre ans, six ans ou neuf ans. Mais à côté de ces baux temporaires on rencontre aussi des baux perpétuels, engageant non seulement les contractants, mais encore leurs descendants.

On retrouve d'ailleurs des baux à colonage partiaire

(1) Laurière, *Coutume de Paris*, t. II, p. 214.

perpétuels un peu partout, dans les pays pratiquant le métayage à durée plus ou moins longue. On peut citer le bail à colonge d'Alsace, le complant de la vallée de la Loire, l'albergement du Bugey, le bail à métairie perpétuelle de la Marche et du Limousin, le bail à locatairie perpétuelle du Languedoc, le bail à domaine congéable de la Bretagne (1).

Le Beaujolais eut, lui aussi, à côté du vigneronnage ordinaire, le vigneronnage perpétuel. Ce caractère de perpétuité donnait à l'institution une physionomie spéciale qu'il nous a paru intéressant de retracer.

Voici, par exemple, deux baux à vigneronnage perpétuel (2) :

**Bail à vigneronnage perpétuel (cultivage perpétuel.)
Beaujeu, 17 septembre 1678.**

Fust présent messire Crespin Brac, prestre, curé de la paroisse de Vernay, lequel, de gré et volonté, a donné à faire et cultiver à part fruits à Antoine, filz d'André Monternier, vigneron à B..., cy présent et acceptant, à sçavoir une vigne cy-devant cultivée à tiers fruitz par les héritiers du seigneur de N..., le droict de cultiver de laquelle appartient présentement aud. messire Brac, en vertu de la donation qui luy a esté faite par messire Jean-Baptiste D..., le vingt quatriesme août dernier, reçu par le notaire royal soubzsigné, icelle vigne située en la paroisse des Etoux, lieu de T..., que jouxte le ruisseau... etc. (suivent les confins)..., et ce aux charges et conditions suivantes :

Sçavoir que ledit Monternier sera tenu, ce que faire il promet, de cultiver bien et deubment à ses frais laditte vigne de toutes ses façons requises et nécessaires en tems deub et convenable, à dire de vignerons et gens à ce connoissant comme

(1) Lefort, *Histoire des locations perpétuelles*, p. 250.— Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles*, p. 393.

(2) Ces baux sont du xvii^e siècle. Nous n'en connaissons pas du xviii^e.

tasquer, ablaver, sernarder, paysseler, toucher et bisner, sans la pouvoir surcharger, curer les razes et fossés, porter les chaintres et mollardz aux endroits nécessaires, la tenir bien et deubment close.

Et autrement en uzer en bon père de famille.

Les fruitz provenant en maturité seront annuellement recueillis par ledit Monternier, à ses frais, puis partagés entre les parties à la benne dans ladite vigne, sçavoir au sieur Chantre dudict Bracyer un tiers desd. fruitz, aud. sieur Brac un sixiesme d'iceux et audit Monternier la moitié, lequel sera tenu de rendre la portion desd. sieurs Chantre et Brac dans la cave de ladicte vigne et aider à entonner les vins ; sera tenu ledict Monternier de fournir tous les payseaux nécessaires dans ladicte vigne, comme aussy de payer tous les servis deubs sur icelle, à commencer à la prochaine feste Saint-Martin d'hyver.

Et lorsque ladicte vigne sera tombée en caducité et vieillesse, iceluy preneur sera tenu de l'arracher et ensuite cultiver la terre de toutes ses façons et l'ensemencer de bons essemments, qui seront fournis comme dessus.

Et les fruitz qui y proviendront aussy partagés à raison que dict Br., sans pourtant qu'il puisse retarder plus de quatre années sans replanter ce qui aura esté arraché,

Laquelle plante il sera tenu de faire et ensuite cultiver à ses frais et despens.

Ainsy d'accord et promis l'observer par lesd. parties par obligation de tous leurs biens, à poyne de tous despens, dommages et intérestz se soumettant et renonçant. Fournira led. preneur expédition des présentes à ses frais aud. messire Brac dans quinze jours prochains.

Faict et passé en l'étude du notaire royal soubzsigné, après midy, le dix-septième jour de septembre mil six cent septante huit...

Bail à vigneronnage perpétuel (Quincié, 5 août 1657) (1).

Comme ainsy soit que cy devant ayt esté donné à cultiver à tiers fruitz par deffunct messire Aymé de la Chabaudière, vivant escuyer, seigneur d'Orcières, Montorier, La Roche et La Palud, et par messire Louys de la Chabaudière, son filz, à

(1) Arch. dép. du Rhône, E. 320.

Jean Guy, vivant jardinier de la paroisse de Quincyé, certaines vignes, jardins, chenevière, pré et terre situés en la paroisse de Quincyé, mas de Chanuri, contenant en vigne l'ouvrée de cinquante hommes, en chenevière, une mesure double, en jardin, quatre coppons, en pré la place de deux massoyelles de foing, et en terre 4 mesures environ, le tout joignant ensemble, par deux contractz, l'un du deuxième apvril mil six cent huit, reçu Bulliat, notaire royal, et l'autre du troisieme jour de febvrier..., reçu et signé Brac, notaire royal... ratifiés et esmologués par lesd. seigneurs, jousté... (suivent les confins).

A la charge de bien et deubment faire et cultiver par ledict Jean Guy de toutes leurs façons requises et nécessaires en tems deub et convenable, serper, ablaver, sernander, peysseller, et toucher lesdictes vignes ainsy que plus à plain est... par lesdictz contractz, lesquels contiennent en termes exprès qu'au cas que lesdictz Jean Guy et les siens seraient deffectueux ou deffaillantz d'exécuter le contenu en iceulx et cultiver lesdictz fondz comme sus est dict, il seroit loisible aud. seigneur de les en déposséder sans forme ny figure de procez, et de les faire souffrir tels despans, dommage et intéretz que de raison, despuis lesquelles pièces cinq années... arrivé le decedz dudict Jean Guy au moyen duquel lesdicts fondz, particulièrement les susd. vignes ayant esté abandonnées et ruisnées sans culture elles seroient tombées en friche et totale ruyne au grand dommage et perte dudict seigneur, qui n'auroit sceu à qui s'adresser pour ses despens, dommages et interestz, ne s'estant présenté personne pour la culture des susdictz fonds, moingt pour le payement des susdictz despens, domm. et interetz.

Ce que voyant et pour éviter plus grande perte, il auroit résolu de la donner à cultiver à quelques autres personnes et de les récompenser à cause du mauvais estat où sont lesd. vignes, et en cette considération s'est personnellement constitué par-devant le notaire royal soubzsigné et en prézenze des témoins soubznommés, ledict seigneur Louys de la Chabaudière lequel de gré et volonté a donné comme il donne par les présentes à cultiver à moitié de tous fructz et proffit, à perpétuité à Anthoine Guy, vigneron de ladicte parroisse de Quincyé, presan et acceptan, assçavoir les vigne, chenevière, jar-

din, pré et terre sus-déclarés et confinés... ainsi que d'autres fonds...

Pour par led. Anthoine Guy et les siens cy-après et à tous-jours faire et cultiver lesd. fondz à moitié fruitz et proffitz comme dict est à perpetuité en tems deub et convenable a dict de laboureurs et vigneron et autres gens à ce cognoissantz, comme de serper, ablaver, sernander, bisner, peysseller, toucher lesd. vignes et icelles tiercer en tant que de besoing.

Tous fruitz et fruitages provenant en maturité seront recueillis et amassés par led. preneur, puis partagés par moitié entre lesd. parties, sçavoir le bled et autres graines au suel et la vendange à la benne dans la vigne, le choix et option demeurant audict seigneur, et la part et moitié des fruitz qui luy appartiendront seront rendues par ledict preneur en ladicte maison et chastel de Lapallu, même la vendange dans les cuves. Tous essemens seront fournis par moitié entre lesd. parties. Et sera tenu ledict Guy entretenir planté de bon plan de vigne la terre qui est dans l'enclos de restant à planter comprinse cy-dessus, et au premier article du présent contract, dans deux ans prochains. Et lorsque par caducité et vieillesse il conviendra arracher lesd. vignes, led. Guy sera tenu les tirer, puis cultiver le fondz et icelluy ensemençer aussy à moitié pendant trois années. Ce faict, et lesd. trois années expirées, il sera tenu de les replanter comme sus est dict, du moins dans lez quatre ou cinquiesme année après qu'il les aura arrachées.

Pour le regard de la susd. terre du Saulzy, icelluy Guy la fera et cultivera quanton par quanton annuellement, à moitié comme dessus, et réduira en pré la semence de quatre mesures ou environ d'icelle terre et l'herbe qui proviendra en icelluy pré et en celuy compris au susd. premier article, avec les pailles que icelluy preneur recueillera dans lesdictz fondz, icelluy preneur sera tenu faire le tout convertir en fien pour la meil-leuration et entretien desd. fondz, mesme desd. vignes.

Et pour la consommation desd. foingtz et paille et culture desd. fondz sera donné aud. Guy deux vaches à titre de commande à moitié croitz et proffitz, sans que led. Guy en puisse prendre à titre de commande d'autres personnes que ce soit. Et pour la menue pittance comme œufs, bœurre et fromages, en sera convenu livrer de la commande desd. vaches, feront

les servis en tant qu'il s'en treuve deub sur lesd. fondz susdonnés à cultiver, payé par moitié entre lesd. parties et en tant qu'il se treuve des arrérages sur led. fondz appellé du Saulzy desd. servis, ils seront payés et acquittés par led. seigneur, entretenus du passé jusques à huy. Et led. Guy payera les arrérages si aucuns sont deubs sur les autres fondz. Et où (au cas où) led. Guy et les siens, seraient deffaillantz de faire et accomplir tout ce que dessus, mesme de cultiver lesd. vignes, comme deu est, et de clorre iceulx fondz, couper les buissons, porter les chaintres et mollardz nécessaires, sera permis aud. seigneur et aux siens de les en déposséder sans forme ny figure de procez, sommation ny interpellation quelconque et luy faire souffrir tels despans, dommages et interestz que de raison.

Veult et consent led. seigneur que led. Guy et les siens jouissent du cellier, estables, grange, et chambre estant aud. lieu de Chanury, de matin et vent... (limites des maison et jardin)..., icelles grange et estable led. Guy pourra jouir cy-après tant et si longuement qu'il plaira aud. seigneur.

Lequel sera tenu faire advertir led. Guy en tant qu'il le veuille déposséder de lad. maison, cellier, grange et estable six mois auparavant que de l'en déposséder, auquel cas sera permis aud. Guy de faire bastir pour son habitation sur les fondz sus-donnés à cultiver à perpétuité.

Et sera tenu led. Guy entretenir lesd. bastimentz en bon et deub estat, pendant qu'il les habitera. Et d'aautant que lesd. vignes sont de présent en tel mauvais estat ainsy que dict est, fera les réparations qu'il y convient faire. Led. seigneur en quallité de cessionnaire et ayant droict de deffunct messire Hugues Aujogue par contract du vingt-huict novembre 1634, receu Bulliat, notaire royal, a ceddé, quitté, transporté et remis purement et simplement et irrévocablement aud. Anthoine Guy, la pension annuelle et perpétuelle de 4 livres 18 solz au principal de 98 livres, deub par les héritiers dud. deffunct Jean Guy, pour led. Anthoine Guy en retirer et exiger payement, ainsy et comme il verra bon estre, sans néanlmointz qu'il soit tenu à aucune garantie ni restitution de deniers...

Se réservant en oultre led. seigneur sur lesd. fondz susdonnés à cultiver par forme d'emphitéose perpétuelle, le servis annuel et perpétuel portant laoudz et vendz (lods et ventes)

d'un chapon et un poulet de galine, payable chascun an à chascune feste Saint-Martin d'hiver en sa maison et chastel de La Pallue, le premier terme et payement commençant à lad. feste prochaine et ainsy continué à tousjours.

Et avant que pouvoir vendangèr et recueillir les fruitz de ses biens, sera tenu led. Guy en advertir led. seigneur trois jours auparavant affin d'aller ou envoyer voir faire la récolte.

Nourrira led. preneur chascun an un pourceau qui sera achepté nourrain par moitié, puis partagé aussy par moitié entre lesd. parties à chascune feste Saint-Luc.

Ainsy que dessus l'ont convenu, accordé et promis observer lesd. parties par stipulations, obligeant pour l'accomplissement d'icelles respectivement tous leurs biens et propre corps dud. Guy, lequel ne pourra vendre ny engager sa part et moitié desd. fondz donnés à cultiver sans le sceu, vouloir et consentement dudict seigneur, qui sera préfféré à l'achapt à tout autre.

Le tout à peyne de tous dépens, dommages et interestz, soubmissions, renunciations et clauses.

Fait aud. chastel de Lapallue, paroisse dud. Quincyé, le 25^e jour du mois d'aoust après midy, 1657...

L'analyse de ce dernier bail surtout, très complet, permet de se rendre compte des conditions et des effets particuliers du contrat.

Le bail est conclu à perpétuité entre le seigneur propriétaire et ses descendants d'une part, et le vigneron et « les siens cy-après et à tousjours », d'autre part.

Il a pour objet la culture à moitié fruits d'un domaine comprenant, comme à l'ordinaire, des bâtiments, des vignes, des terres et des prés.

Le bail comprend deux parties: la première est une sorte d'exposé des motifs qui ont déterminé la conclusion du contrat, objet de la seconde partie. La culture du domaine ayant été très négligée, le seigneur, pour ne pas le laisser inculte, fut forcé d'améliorer ses condi-

tions, et de conclure un bail à mi-fruits, au lieu du bail à tiers fruits existant précédemment.

Les clauses du bail, relatives à l'exploitation et à l'administration du domaine, sont les clauses ordinaires. Les obligations du vigneron, concernant le détail des opérations culturales, sont les mêmes que dans le vigneronnage temporaire, ce qui s'explique parfaitement.

Mais à d'autres points de vue, on peut relever de notables particularités, tenant surtout au caractère de perpétuité du bail.

Il convient d'abord de remarquer le double caractère du contrat. C'était à la fois un contrat de colonage partiaire, contrat civil, et un contrat seigneurial, voisin du bail à cens. Le propriétaire noble y intervenait en sa double qualité de propriétaire et de seigneur. Il ne stipulait pas seulement à son profit les droits du propriétaire (droit à la moitié des récoltes, droit de direction, etc.), mais encore il se réservait « un servis annuel et perpétuel, portant laoudz et ventes, ... laudi et vendi (1) ». Ce servis, en lui-même, était peu important (un poulet et un chapon), mais il entraînait d'autres droits seigneuriaux, les droits de lods et ventes, qui permettaient au seigneur de percevoir un droit de mutation chaque fois que le droit conféré au vigneron changeait de titulaire, par suite, non de décès, mais d'aliénation volontaire.

Le contrat créait donc, sur les fonds donnés à cultiver, des droits seigneuriaux au profit du bailleur et aux dépens du vigneron et de sa descendance.

(1) Cette stipulation de lods et ventes devait être expressé dans les baux perpétuels. (V. Garsonnet, ouv. cit., p. 418.)

Mais il pouvait exister, sur ces mêmes fonds, d'autres servs, établis antérieurement au profit du seigneur ou d'autres personnes. Ces droits seigneuriaux étaient acquittés, soit par moitié, soit le plus souvent en totalité par le vigneron seul.

Le bail à vigneronnage perpétuel présentait encore des particularités relatives à la nature et aux caractères du droit du preneur. Sans doute, comme la plupart des baux perpétuels que nous avons énumérés, il ne transférerait pas la propriété. Mais le droit du preneur était-il un droit réel ou un droit purement personnel de jouissance, comme dans le vigneronnage ordinaire ?

Certaines expressions de notre acte permettent de croire à la réalité du droit du vigneron. Il est dit, par exemple, que celui-ci « ne pourra vendre ny engager sa part et moitié desd. fonds donnés à cultiver, sans le sceu, vouloir et consentement dud. seigneur, qui sera prefféré à l'achapt de tout autre ».

Prise à la lettre, cette formule pourrait faire croire à un véritable démembrement de la propriété. Le preneur, semble-t-il, acquerrait ainsi sur les fonds à lui remis, un droit réel susceptible d'aliénation et d'hypothèque.

D'autant que les fonds sont déclarés « donnés à cultiver par forme d'emphytéose perpétuelle ». Il ne faut cependant pas, croyons-nous, tirer argument de cette dernière expression. Emphytéose n'est pas pris dans son sens technique, mais bien comme synonyme de bail à perpétuité (1).

Mais cette hypothèse de la réalité du droit du preneur

(1) Garsonnét, ouv. cit., p. 413.

est combattue par la plupart des auteurs modernes (1). Le preneur n'obtenait qu'un simple droit personnel de jouissance, dans les baux à culture perpétuelle. Le bailleur conservait l'exercice de toutes les actions, tant possessoires que pétitoires. Le preneur n'avait même pas d'action possessoire, au cas où l'exercice de son droit était troublé par un tiers. Il pouvait sans doute céder son droit de jouissance, le « vendre et l'engager », mais ces expressions n'impliquent pas nécessairement l'existence d'un droit réel susceptible d'hypothèque.

En somme, il est difficile de se prononcer sur la nature du droit de jouissance du preneur dans ces baux perpétuels. Constatons seulement, que, sauf la transmissibilité en ligne directe aux héritiers, ce droit ne différerait guère de celui qui aurait été conféré par un bail ordinaire à long terme.

Le preneur pouvait aliéner son droit de jouissance, ou le céder en garantie. Mais toute cession de bail était subordonnée au consentement du propriétaire, qui se réservait en ce cas un droit de préemption.

Une question, qui reste assez obscure, est celle-ci : Qu'advenait-il lorsque le vigneron laissait à sa mort plusieurs enfants capables de lui succéder dans l'exploitation du domaine ? Le droit du défunt faisait l'objet d'une sorte de licitation entre ses héritiers, comme élément de son patrimoine ? Nos baux sont muets sur ce point. Peut-être en était-il du vigneronnage perpétuel comme du bail à métairie perpétuelle du Limousin et de la

(1) Garsonnet, *ouv. cit.*, p. 393. — Demolombe, *Cours de Droit civil*, t. IX, n° 506. — Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, t. II, p. 451.

Marche, où le bail se transmettait du colon à ses descendants, sans que les filles soient exclues. Lorsque l'une d'elles épousait un étranger, elle conservait son droit à la concession. Quand la famille devenait trop nombreuse, ceux de ses membres qui s'en séparaient, recevaient une indemnité des autres (1).

Nos baux perpétuels reproduisaient, la plupart, des conditions ordinaires du vigneronnage. Il convient cependant de signaler quelques différences :

D'après le bail de 1657, l'obligation du bailleur, de loger le preneur, ne semble pas absolue. Le bailleur mettait bien à la disposition du vigneron des bâtiments d'habitation et d'exploitation, mais celui-ci ne pouvait en jouir que « tant et si longuement qu'il plaira aud. seigneur ». Celui-ci pouvait expulser le vigneron en le prévenant six mois d'avance. Le vigneron avait alors la faculté de faire construire, sur le domaine, les bâtiments dont il avait besoin. Quel était le sort de ces bâtiments ? Devenaient-ils la propriété du bailleur, avec ou sans indemnité ? Nous ne le savons pas.

Le propriétaire avait le droit habituel de direction et de surveillance, qu'il exerçait par lui-même ou par ses préposés.

Quant au vigneron, il devait exécuter tous les travaux de culture, notamment toutes les façons de la vigne, vendanger et moissonner à ses frais et remettre au propriétaire la moitié des récoltes.

On ne partageait pas le vin suivant les procédés ordinaires, à la jauge ou à la quarte. Le partage de la

(1) Rérolle, *ouv. cit.* p. 196.

récolte avait lieu à la vigne même: c'était le partage de la vendange à la benne.

Les clauses concernant les pailles et fourrages, le cheptel, les réparations d'entretien, la reconstitution des vignes, l'engagement de la personne du vigneron comme garantie de l'exécution de ses obligations, n'offraient rien de particulier.

Le contrat pouvait prendre fin de différentes façons. La mort du vigneron ne mettait pas fin au contrat, quand il laissait des enfants capables de lui succéder à la tête de l'exploitation. Même s'ils en étaient incapables, le contrat pouvait subsister en fait.

Le contrat était dissous si le vigneron mourait sans postérité.

De plus, le propriétaire pouvait toujours rompre le contrat, si le vigneron et les siens étaient « défaillantz de cultiver lesd. vignes comme deu est ». Le contrat était ainsi résilié, à cause de l'inexécution de ses obligations par l'une des parties; le vigneron, en ce cas, était, en outre, passible de dommages-intérêts.

Mais, hors le cas de malfaçon, le propriétaire ne pouvait donner congé au vigneron, sans indemnité. Et celui-ci ne pouvait non plus librement résilier le bail. Il pouvait seulement, comme nous l'avons vu, céder son droit, avec le consentement du propriétaire, et sous réserve du droit de préemption de celui-ci.

§ 2. — L'ABÈNEVIS (1).

Voici une autre variété de bail perpétuel, qui présente avec le précédent une grande analogie. C'est un contrat

(1) L'abènevis était proprement une concession précaire, révocable à volonté (*a benevis*), qui avait généralement pour objet

à perpétuité, comprenant des clauses civiles et des clauses seigneuriales, et par lequel un propriétaire concède, « baille et abènevise » à un vigneron, une certaine étendue de terre, que celui-ci devra d'abord planter de vigne, puis cultiver à moitié fruits, suivant les règles ordinaires.

Voici, au surplus, le texte d'un de ces baux :

Abènevis (13 mars 1625) (1).

Nous, Gillibert de Philline, docteur en droit, lieutenant pour le Roy en l'élection de Beaujolois, juge ordinaire des terres et seigneurie de Varenne, de à tout présent et à venir, savoir faisons que pardevant le notaire soussigné et en présence des témoins après-nommés,

Personnellement estably et constitué honorable maître Claude Pipin, notaire royal à Lyon, lequel, agissant comme ayant charge des affaires de monseigneur et dame marquis de Varennes, baille et à benevise à François Duchampt, laboureur de Quincié, présent et acceptant, à savoir une partie de terre appelée du Colombier, contenant la semaille à laditte portion de quatre bichonnées ou environ (suivent les confins)... laquelle terre sus confinée, led. preneur sera tenu planté et atifier (2) de bon plant de vigne dans trois années prochaines, et pour aider à fournir aux frais de lad. plante, led. sieur Pipin lui a livrée présentement quatre bichets bled seigle, dont s'en contente.

Laquelle terre étant réduite en vigne, led. Duchampt sera tenu icelle bien et dheument fassonner de toutes fassons nécessaires, charier les chaintres et molards et icelle entretenir et bien peysseller, le tout à dire de gens de conoissance.

Les fruits y provenant estant en maturité seront cueillis et amassés aux dépents dudit preneur, lesquels il ne pourra amasser sans en donner avis deux jours auparavant aud. sei-

des prises d'eau pour moulins ou canaux d'irrigation. Le mot est pris ici dans un tout autre sens.

(1) *Arch. dép. du Rhône*, E. 1053.

(3) Edifier (*edificare*).

gneur ou à ses commis ayant charge ; lesquels étant cueillis et amassés seront partagés à la pesse, à la benne, savoir la moitié audit seigneur, et l'autre moitié aud. preneur.

En outre s'est réservé led. sieur Pipin, au profit dud. seigneur et des siens d'annuel et perpétuel cens portant laudi et vendi et autre droits seigneuriaux de douze sols et un poullet de geline payable au château dud. Varenne toutes les années au jour fête Saint-Martin d'hyvert, et que l'on dira mil six cent vingt huit et d'an en an aud. jour fête Saint-Martin, tant et si longuement qu'il en sera teneur et possesseur.

Item sera permis audit preneur amasser des pisseaux aud. bois dud. seigneur en les demandant aux lieux qui lui seront limités, ensemble amassera de meliorement dans la cour dud. Varennes, pour mettre dans lad. pisse et non ailleurs. Tous foins sera tenu les demander.

Item ne pourra led. preneur remettre sa portion sans l'avis dud. seigneur ou ses commis. Et cas avenant que laditte vigne venant à être vielle, sera permis la baguer, tirer et replanter le plus promptement que faire se pourra.

Car aussy a été accordé entre les parties que a promis led. sieur Pipin, faire agréer à mondit seigneur lorsqu'il en sera requis, et ledit Duchampt a obligé tout et chacun ses biens faire entretenir ladite pisse comme est dit, à paine de tous dépens, damages et intérêts avec soumission, renonciation et clauses nécessaires.

Fait audit lieu, le 13^e jour de mars, l'an mil six cent vingt cinq...

En comparant ce bail avec les baux à vigneronnage perpétuel, on voit que la différence principale qui les sépare concerne l'objet du contrat. Il ne s'agit plus ici de la remise au vigneron d'un domaine complet, comprenant bâtiments, vignes, terres et prés, mais seulement d'une terre de certaine étendue (40 à 60 ares), destinée à être plantée de vignes.

Le contrat répond en effet à un double but : constituer une vigne ; établir les conditions de la culture de cette vigne.

Le vigneron devait d'abord créer la vigne, « planter et atifier de bon plant de vigne », la terre qu'on lui confiait. Un délai de trois ans lui était accordé pour cette opération, dont les frais étaient entièrement à sa charge. En compensation, le bailleur lui fournissait « 4 bichets de bled seigle, dont s'en contente ».

Le bail réglait ensuite les conditions de culture de la vigne ainsi créée. Ici, nous retrouvons en grande partie, les règles du vigneronnage perpétuel (façons des vignes, partage à la benne, etc.).

Comme le vigneronnage perpétuel, l'abènevis comportait aussi, à côté du contrat de métayage, un contrat seigneurial. Le seigneur bailleur se réservait, sur la terre concédée, un servis portant lods et ventes (laudi et vendi).

Le bail était, du reste, perpétuel, bien que cela ne soit pas dit en termes exprès.

Au surplus, nous ne pourrions que répéter ici ce que nous avons dit pour le vigneronnage perpétuel, du droit de jouissance du preneur, que celui-ci peut céder (il peut céder sa « portion » dit le bail), de sa transmissibilité en ligne directe, ainsi que de la dissolution du contrat (1).

A côté de cet abènevis, contrat seigneurial doublé

(1) Ces baux à vigneronnage perpétuel offrent une grande analogie avec le complant de la région nantaise, qui présente en effet les caractères suivants (Planiol, *Droit civil*, t. II, n° 1810) :

1° Il n'opère aucun démembrement de propriété entre le bailleur et le preneur.

2° Le preneur est obligé de planter de vignes le terrain à lui remis, quand ce n'est pas déjà fait.

3° Il s'oblige à donner chaque année au bailleur une portion

d'un contrat civil de vigneronnage perpétuel, on connaissait, en Beaujolais, l'abènevis purement féodal. C'était une concession de terres moyennant un servis annuel et perpétuel. Dans l'exemple que nous citons, cette concession est faite sous la condition que la terre sera plantée de vignes. Le contrat n'intervient pas entre un seigneur et un vigneron, mais entre deux seigneurs. Le preneur reste libre de faire exécuter la plantation et de faire cultiver la vigne comme il l'entend. Il est simplement tenu, vis-à-vis du bailleur, d'un servis annuel et perpétuel comportant tous autres droits féodaux. Le contrat opère un véritable transfert du domaine utile, le bailleur se réservant le domaine direct.

Voici le passage essentiel de ce contrat (1) :

« Le présent abènevis fait et convenu sous la condition que ledit Messire de Champclos fera défricher le susdit terrain et le fera planter en vigne et sous le servis annuel et perpétuel présentement retenu et imposé par ledit Messire Garnier (abbé commandataire de Belleville) d'une poulle bonne et recevable et payable, ...led. servis portant lod, vend, reconnoissance et autres droits et devoirs seigneuriaux, suivant l'usage de cette province,

variable de la récolte, ordinairement le quart, quelquefois le tiers ou le quint.

4^e Le bail, en principe, est perpétuel.

Ces caractères se retrouvent bien dans nos baux perpétuels. La différence la plus importante concerne la quotité observée dans le partage des fruits.

(1) *Arch. dép. du Rhône* (abbaye de Belleville).— Cet acte est du XVIII^e siècle. Mais l'abènevis, appliqué à des terres, était connu depuis longtemps en Beaujolais. C'est ainsi qu'en 1451, l'abbaye de Belleville consentit un abènevis de « 14 seyterées de terres et broses à Charentay, moyennant 60 sous de servis ». De même à Corcelles, en 1473.

que ledit Messire de Champelos s'oblige pareillement à payer lorsqu'ils echerront. »

L'abènevis n'était pas la seule concession féodale de ce genre. Nous citerons encore l'accensement. C'est un accensement qu'en 1631, Lazare de Saint-Amour, seigneur de Fontcrenne, consentit à Jean Auviste, laboureur de Villié. Il lui remit un bois sur lequel il se réserva la justice et les servis, à la charge qu'Auviste « fera défricher le bois d'huy en ung an et le convertira en terre, et d'huy en six ans le rendra planté de vigne de bon plant de Bourguignon ».

A cette tenure féodale succédait peut-être un contrat de culture à mi-fruits, le concessionnaire devenant le vigneron du seigneur bailleur.

Dans tous les cas, ce système de concessions féodales, à condition que la terre concédée soit plantée de vigne, contribua puissamment à la constitution du vignoble beaujolais.

CHAPITRE IV

Condition économique et sociale du Vigneronnage au XVIII^e siècle.

A la fin du xvii^e siècle, on peut évaluer au tiers du sol l'étendue du vignoble beaujolais, d'après les réponses des curés des paroisses au questionnaire que leur avait adressé l'intendant d'Herbigny, en vue de la confection de son *Mémoire* (1). Quelquefois, à Juliénas, par exemple, c'est la totalité de la paroisse qui est plantée de vignes; le plus souvent, c'est le tiers ou le quart, quelquefois, moins: en moyenne, le tiers.

Le terrible hiver de 1709 détruisit tous les cépages. Mais la reconstitution fut rapide: on replante à outrance, à tel point, que le duc du Maine est obligé d'arrêter cette extension dans la Dombes.

Vers le milieu du xviii^e siècle, le vignoble beaujolais, restauré et développé, se divise en deux parties. Au sud de la vallée de la Vauxonne s'étend le Bas-Beaujolais (pays de Villefranche, d'Anse, du Bois-d'Oingt), où les défrichements s'accroissent (2), et dont les vins sont absorbés en grande partie par la consommation lyonnaise. Entre la Vauxonne et la Mauvaise, c'est le Haut-Beaujolais, de cinq lieues de long sur une de large, comprenant les seize paroisses suivantes: Cercié, Charantay, Chénas, Corcelle, Durette, Emeringes, Fleurie,

(1) Le *Mémoire de l'Intendant d'Herbigny* date de 1698.

(2) Brisson, *Mémoire historique et économique sur le Beaujolais* (1770), p. 116-117.

Jullié, Julliénas, Lentignyé (Lantignié), les Etoux, Odenas, Quincié, Régnié, Saint-Lager, Villié (1).

Le vignoble est exploité à moitié fruits dans la grande généralité des cas (2). Un domaine, un vigneronnage, étant en moyenne de 30 coupées (3) (2 hectares), on peut évaluer à 1500 le nombre des vignerons du Haut-Beaujolais. Le faire-valoir est peu en honneur dans le pays. Une certaine étendue de vignes est aux mains de petits propriétaires cultivant eux-mêmes. Ces *habitants*, comme on les nomme, n'ont pas, en général, la libre propriété de leur terre. Ils ne possèdent que le domaine utile. Cette terre, ils la tiennent d'un seigneur, à qui ils doivent les servis et autres droits féodaux. Mais du moins, ces charges payées, ils n'ont pas à partager la récolte. Toutefois, leur nombre a beaucoup diminué, sous l'influence de la misère générale du pays. Les réponses au Questionnaire de d'Herbigny constatent que, par leurs prêts hypothécaires, les bourgeois de Lyon et les officiers du roi ont réduit nombre de ces habitants à l'état de *pauvres vignerons*. Beaucoup aussi quittèrent le pays. Leur nombre ne s'accroîtra à nouveau qu'avec la vente des biens nationaux.

Le vigneronnage est donc général. C'est que ce système d'amodiation offre de nombreux avantages. Un auteur anonyme de l'époque, C... S..., avocat au Parlement de Paris, à qui ces renseignements sont empruntés

(1) Ces détails, ainsi qu'une grande partie de ce chapitre, sont empruntés aux études de M. J. Fayard (*Revue d'histoire de Lyon*, 1902-1904).

(2) Brisson, ouv. cit., p. 102.

(3) La coupée valait 7 ares 25 à Belleville, 8 ares 95 à Juliénas.

en partie, montre la supériorité économique du vigneronnage sur tous autres systèmes de culture, en particulier, sur celui du Lyonnais, où il est d'un usage presque général de faire cultiver les vignes, soit par des valets à gages, soit à façon, soit à la journée (1). Les raisons de cette supériorité, les avantages du vigneronnage, les voici, d'après C... S... : 1° le cultivateur vit sobrement quand il croit vivre à ses dépens; 2° il travaille mieux quand il croit travailler pour lui; 3° l'attachement qu'il prend pour le fonds qu'il cultive l'attache au propriétaire; 4° la culture à moitié fruits est plus favorable que tout autre à la population; 5° elle facilite la multiplication du bétail; 6° elle exige moins d'attention et de surveillance de la part du propriétaire, elle lui laisse du temps pour remplir ses autres obligations.

Cette opinion, toutefois, n'est pas unanime. L'abbé Rozier, économiste lyonnais de la fin du xviii^e siècle, partageant en cela les idées des économistes du temps, en général hostiles au métayage, se montre l'adversaire déclaré du vigneronnage. « La plus mauvaise méthode de cultiver la vigne est celle qui se fait à moitié ou par métayers. Par elle, l'ouvrier meurt de faim et le propriétaire admet comme rente les petites rentrées qui ne forment qu'un revenu apparent puisqu'il n'introduit au

(1) « Le Commerce des vins, réformé, rectifié et épuré ou Nouvelle méthode pour tirer un parti sûr, prompt et avantageux des récoltes en vins », par M.C... S..., avocat au Parlement de Paris (1769). L'auteur est au courant de toutes les idées philosophiques et économiques de son temps. Il connaît de plus très bien le pays dont il parle. Son ouvrage constitue un précieux document sur la situation économique du Beaujolais au xviii^e siècle,

compte des dépenses, ni l'intérêt de ses premières avances, ni aucune des reprises auxquelles il a droit (1). »

L'abbé Rozier est un ferme partisan du faire-valoir direct et du fermage. Il trouve « fâcheux qu'il y ait des propriétaires qui louent à moitié fruits ». Parlant des vignobles beaujolais, il regrette que « la méthode de les affermer y soit très rare. Pour l'ordinaire, les vignes s'y donnent à moitié fruits; et dans ce cas, si le propriétaire ne paye pas la moitié des frais du provignage, des échalas, de la vendange et des futailles, le métayer est dupe de son marché ».

Pour que le vigneronnage puisse donner les meilleurs résultats, il faut que le propriétaire prenne une part active à l'administration et à l'exploitation du domaine. Il n'en est pas ainsi au xviii^e siècle. L'absentéisme est général. La plupart des propriétaires ne paraissent jamais sur leurs domaines, ou n'y paraissent que pour les vendanges. Aussi, la culture de la vigne est-elle essentiellement routinière. On n'amende pas le sol, on ne perfectionne pas les procédés de culture.

Pour la reconstitution des vignes, on use de l'antique procédé du provignage. Cette opération consiste à enterrer un cep avec tous ses sarments, de telle sorte que ces sarments forment autant de ceps nouveaux. On évite ainsi de reconstituer avec de jeunes plants. Au reste, l'abbé Rozier estime que les frais du provignage égalent ceux de la replantation.

L'abbé Rozier préconise aussi le labour des vignes. Mais ce procédé, d'une application souvent difficile dans le pays, y demeure inconnu.

(1) *Dictionnaire universel d'agriculture*,

Cependant on peut citer quelques procédés de culture avantageux. C'est, par exemple, l'usage des vignes basses avec échelas, favorisant la maturation du raisin. On ne rencontre pas de vignes sur fils.

On fume les vignes, bien que la fumure soit souvent regardée comme contraire à la vigne, « comme l'ennemie des bonnes qualités de son fruit ».

On défend aussi au vigneron de surcharger et de baguer les vignes. Dans les baux, cette prohibition est de style, nécessaire d'ailleurs, car bien souvent « le malheureux qui a façonné la vigne est obligé pour vivre de tailler à fruits le plus qu'il peut, et par conséquent d'abréger de plusieurs années l'âge de vigueur des plants qui lui ont été confiés (1) ».

Brisson note également comme digne d'éloges la méthode employée à Juliéna « d'espacer tellement les files de ceps, que l'on puisse, à certains intervalles, faire, avant l'hiver, des tranchées assez profondes pour recevoir tous les débris de vignes; on les recouvre au printemps et il en résulte un engrais d'autant meilleur qu'il est plus conforme à la marche de la nature; c'est avec de tels amendements qu'elle entretient les plus beaux arbres des forêts (2) ».

Malheureusement, les vignes sont souvent mal cultivées; souvent aussi, elles ne le sont pas du tout. Quand, en effet, la vigne ne suffit pas à nourrir le vigneron, ce

(1) Abbé Rozier, ouv. cit.

(2) Arthur Young s'extasie devant le bon état de la culture des vignes en France, qui, dit-il, sont « comme des jardins ». Et, ajoute-t-il, « tout ce qui se rapporte à cette plante, pratique et théorie, est parfaitement entendu ». (*Voyage en France.*)

qui est fréquent, celui-ci est obligé de chercher ailleurs sa vie et celle de sa famille. Il va faire la moisson et battre le blé en Bresse. On lui paie son salaire en nature : ce sont ces affanures qui lui fournissent le pain de sa famille.

Il demandera encore des ressources à une autre industrie : les charrois. Avec ses bœufs, il fera des charrois de vins provenant du pays même, des côtes du Rhône, du Languedoc, jusqu'à Lyon, jusqu'à la Loire, à Roanne, au Perreux, ports d'embarquement des vins pour Paris. Il transporte aussi « des marchandises d'épicerie de toute espèce, qui, par le moyen de la Loire se distribuent d'une extrémité de la France à l'autre ». Brisson, dans son *Mémoire*, s'élève avec force contre cette pratique dont le bénéfice est illusoire, et qui épuise le bétail, laisse les champs en friche et dépourvus d'engrais et enfin détourne le vigneron de ses habitudes de travail. Les baux, d'ailleurs, interdisaient souvent aux vignerons de faire d'autres charrois que ceux nécessités par la culture, le service du maître, ou les pratiques de bon voisinage. Tout au moins, ils en limitaient le nombre et la distance, sous des sanctions assez rigoureuses.

* * *

La misère qui poussait ainsi les vignerons à chercher ailleurs que dans l'exploitation de leurs vignes, les éléments de leur existence, régna pendant tout le XVIII^e siècle, profonde et immense. Les Réponses des curés au questionnaire de l'intendant d'Herbigny, nous renseignent déjà sur la condition pitoyable des métayers beaujolais à la fin du XVII^e siècle. C'est un concert de

récriminations contre le taux exorbitant des tailles, retombant en entier sur le vigneron, comme nous le verrons plus loin. La détresse matérielle et morale de la population grandit sans cesse. Les hommes valides et les garçons partent « à la guerre », avec les gentilshommes, ou émigrent en Bresse, le *bon pays* de ce temps ; les vieilles femmes et les enfants « vont mendier leur pain ». La dépopulation va du quart à la moitié. Aussi, les valets agricoles sont rares et coûtent cher, le nombre des *habitants* diminue. Entre temps, des avals d'eau terribles ravinent le sol, déchaussent les ceps, ruinent le vignoble, ensablent les prés.

Cette situation persiste au XVIII^e siècle, aggravée par l'hiver de 1709, qui détruisit entièrement le vignoble et fut une cause générale de ruine.

Dans son ouvrage, l'auteur anonyme C... S... fait, de l'existence misérable du vigneron beaujolais, de ses mœurs, de son état d'esprit, un tableau qui rappelle parfois celui de La Bruyère, peignant la sombre situation des paysans de France (1).

« En général, le paysan du Beaujolais est vertueux, paisible. Le mari vit bien avec sa femme, la femme avec le mari, les enfants avec leur père, le père avec ses enfants ; l'on ne voit guère de querelles entre les voisins ; s'il s'élève quelques troubles pour des minuties, ils sont bien vite apaisés. La vengeance y produit rarement des effets funestes ; leurs mœurs en général sont pures, l'ivrognerie rare ; les jeux n'y sont presque pas connus ; la misère les entraîne quelquefois au lar-

(1) Bien que, comme le fait remarquer M. Rérolle (p. 209), il ne faille point prendre à la lettre les observations des économistes du XVIII^e siècle, pessimistes par nature et par éducation, il n'en est pas moins vrai que la situation des paysans beaujolais à cette époque était loin d'être prospère.

cin, mais larcin qui ne préjudicie d'ordinaire qu'aux propriétaires pour lesquels ils travaillent. Ils ont peu de bois à brûler pour leur ménage, et pour faire cuire leur pain, ils en prennent, ils prennent des fruits, ils font de leur mieux pour que leur portion de fruits ne soit pas moindre que celle du propriétaire, dont ils sont cultivateurs, et ils y réussissent assez bien : qu'ils soient moins misérables, et ils seront bientôt plus fidèles sur ces petits objets, car, sur des objets plus importants, ils paraissent incorruptibles. Ils entrent sans cesse dans le domicile de leur maître, et on les y reçoit sans la moindre défiance. Linge, vaisselle d'argent, tout est sous leurs yeux et sous leurs mains, rien ne manque ; il n'y a pas dans la province d'exemple d'un seul vol de cette espèce imputé aux cultivateurs mêmes. S'ils se sont permis les petits larcins dont j'ai parlé et qu'ils se trouvent dans une situation un peu plus aisée, ils restituent. Leur sobriété est sans exemple. Les plus aisés tuent un cochon, qui engraisse pendant toute l'année le pain de la famille ; le plus grand nombre ne peut pas se procurer cette ressource ; le pain le plus grossier leur tient presque lieu de tout, et ils seraient fort heureux s'ils en avaient toujours et s'ils n'étaient pas sans cesse dans la crainte de le voir manquer. Le surplus de leur nourriture consiste dans quelques fromages, qu'ils font avec du lait de vache, et dont personne qu'eux ne saurait manger ; des raves, des légumes, des citrouilles, des truffes (1), voilà leurs aliments solides. Pour de la viande de boucherie, il n'en est jamais question, pas même quand ils sont malades. Après avoir pressé cinq ou six fois le marc de la vendange, et en avoir exprimé le dernier suc, ils rejettent ce marc dans une cuve, l'arrosent copieusement avec de l'eau, laissent séjourner le tout ensemble pendant quinze jours, trois semaines, au bout duquel temps ils tirent de la cuve l'eau colorée qui en sort ; c'est avec quoi ils sont abreuvés jusqu'aux chaleurs, car aux premières chaleurs cette boisson se corrompt. Alors la prune sauvage qui croît sur le buisson est ramassée précieusement. Ils la mettent dans un tonneau avec de l'eau, et ils en boivent jusqu'à la vendange ;

(1) Nous trouvons ici la preuve — faite déjà par les baux — que la pomme de terre était cultivée couramment en Beaujolais bien avant Parmentier,

de là les fièvres et les flux de sang dont ils seraient préservés par une boisson salubre (1).

« Des hommes de cette espèce doivent être laborieux, et ils le sont en effet : aucun instant de relâche, et toujours adonnés aux travaux les plus pénibles et les plus durs. Pour s'en former une idée, il suffit de savoir que les femmes, outre les soins de leur petit ménage, de leur famille, de leur bétail, partagent avec les hommes tous les travaux de la vigne, fauchent les prés, labourent les terres, moissonnent et battent le blé... Que les cultivateurs des environs de Lyon fassent assaut de travail, s'ils l'osent, seulement même avec les femmes des cultivateurs du Beaujolais, qu'ils essaient de leur genre de vie seulement pendant huit jours, et l'on verra comment ils s'en trouvent.

« Le paysan du Beaujolais craint peu la mort ; il souffre, parle avec indifférence de sa fin ; il la regarde comme le terme de sa misère ; il dispose tout et voit tout disposer pour sa sépulture, et il meurt. Quatre jours après, sa veuve est remarquée, car il lui faut nécessairement une aide pour la culture des fonds dont elle est chargée...

« Le paysan du Beaujolais parle encore de magicien, de sorcier, d'esprit follet, de revenant ; il règle toutes ses opérations champêtres sur le cours de la lune et sur les influences auxquelles il attribue des effets merveilleux... »

C... S... critique ensuite les membres du clergé, qui « entretiennent l'ignorance et la superstition des peuples qui leur sont confiés, pour que la rétribution volontaire soit plus considérable ». Il cite aussi le cas de sonneurs de cloche, qui prétendent éloigner la grêle ; « alors, le misérable cultivateur donnera la moitié de sa récolte au sonneur ».

L'ignorance des paysans égale leur superstition.

(1) L'habitation du vigneron laisse, comme sa nourriture, beaucoup à désirer. L'abbaye de Belleville possède, par exemple, un domaine à Charentay, comprenant « une chambre basse pour loger le vigneron ». Cf. l'Appendice.

Jamais, ou bien rarement, le vigneron ne signe le contrat qu'il passe avec le propriétaire.

Le paysan, cependant, ne se laisse pas abattre par cette misère matérielle et morale: il montre une force de résistance profonde. Il ne se révolte pas. Aucun mouvement, comparable à celui des vignerons de Bourgogne, des « Lanturlus » du xvm^e siècle, soulevés contre le rétablissement des aides. Les idées nouvelles ne feront leur œuvre que plus tard. L'émigration est relativement faible. Quelques paysans partent, les uns entrent dans la domesticité des grandes maisons, les autres deviennent « praticiens de village »; un plus grand nombre gagne les manufactures de coton de Villefranche, de Tarare, de Thizy, dont l'essor est attesté par Roland de la Platière, dans l'*Encyclopédie*. Mais, en général, le vigneron beaujolais n'abandonne pas le sol auquel il prodigue ses soins. Sa ténacité, son opiniâtreté sont sans égales: les bonnes années reviendront, voilà toute sa philosophie.

*
* *

Les causes de cet état de misère générale et profonde sont multiples et d'ordres très différents :

Il y a d'abord cette cause permanente, inhérente à la vigne, qui tient à la variabilité extrême de ses récoltes exposées aux fléaux naturels de toutes sortes (1). Les

(1) « Il n'y a aucun produit plus variable que celui de la vigne. Les terres arables et les prairies ont leurs années bonnes et mauvaises, mais toujours elles donnent quelque chose : la moyenne n'est jamais dépassée de beaucoup. Pour la vigne, ces différences sont énormes; une fois elle ne donnera rien, l'année suivante les fûts manqueront pour recueillir la vendange; à cette heure le prix est extravagant, plus tard il baissera à menacer de la misère tous les intéressés. » (Arthur Young, *Voyage en France*.)

archives locales du xvm^e siècle sont pleines du récit de ces sinistres: gelées d'hiver détruisant les ceps, gelée de printemps anéantissant les récoltes, orages de grêle, trombes d'eau, sécheresses intenses. Sans doute, les maladies cryptogamiques modernes sont inconnues, mais la vigne a parfois à souffrir de « flurebers et vermines ». L'abbé Rozier cite, comme particulièrement nuisibles, le ver de la vigne, le gribouri, le hanneton et l'escargot.

Une autre cause, déjà signalée, réside dans l'absentéisme général des propriétaires. Nobles, prélats, officiers du roi, bourgeois de Lyon, qui possèdent la plus grande partie du sol, n'habitent pas le pays ou très peu. Cette tendance générale est si forte dans la région, que, plus tard, le Tribunal d'appel de Lyon attirera sur ce point l'attention du législateur. L'absentéisme, toujours mauvais, a des effets plus déplorables encore dans les pays de métayage, comme le Beaujolais. Le propriétaire a un rôle actif à jouer dans le vigneronnage; il doit fournir au cultivateur l'appui du capital, il doit exercer lui-même son droit de direction et de surveillance, au lieu de le déléguer à un régisseur, préoccupé le plus souvent de ses seuls intérêts.

Les auteurs du temps, C... S... en particulier, s'élèvent contre ces abus et contre l'inertie des propriétaires. L'abbé Rozier traite sévèrement aussi les propriétaires de vignes, qui n'en surveillent pas l'exploitation, « parce qu'aucun genre de culture n'est plus susceptible d'une prompte dégradation ou de dépérissement total ». Il blâme surtout les Lyonnais qui, « distraits par leur commerce et leurs affaires, achètent un vignoble plutôt

comme un bien agréable, que comme un bien utile et en abandonnent entièrement le soin à des mercenaires ».

Les impôts qui écrasent les vigneron, sont une troisième cause de leur misère.

Le principal impôt direct était la taille, impôt foncier, basé, en quelque sorte, sur le revenu présumé du domaine.

La taille retombait, le plus souvent, en entier sur le vigneron. Les paysans payaient pour toute la noblesse, pour tout le clergé et pour une majeure partie du haut Tiers-Etat, dont les membres étaient exempts de la taille. Ces privilégiés comprenaient d'abord les nobles gentilshommes, puis les gens de mainmorte, abbayes, chapitres, couvents, prébendes, cures, hôpitaux, très riches dans le vignoble et le plat pays, enfin les exempts, bourgeois de Paris et de Lyon, officiers de judicature, d'élection, des eaux et forêts, du grenier à sel, etc. Le taux de la taille étant fixé d'une manière invariable pour chaque paroisse, plus les exempts y faisaient d'acquisitions, plus les taillables payaient à proportion. Chaque paroisse payait en moyenne 4.000 livres de taille, et chaque vigneron environ 60 livres, somme énorme, qu'il devait verser de trois en trois mois.

De plus, lorsqu'un domaine était exploité directement par le propriétaire, il ne payait qu'une fois la taille; s'il était affermé ou à moitié fruits, il la payait deux fois, une fois pour le possesseur, une fois pour le granger ou le vigneron.

Ainsi, la taille et ses accessoires n'atteignait les privilégiés que dans une proportion dérisoire. Il en était de même de la capitation. La corvée, ou dixième, ne con-

naissait également que les taillables et corvéables, c'est-à-dire les paysans (1).

Sur les paysans pesait encore le fardeau des charges militaires.

Les paroisses étaient, en effet, tenues de concourir spécialement à l'entretien des milices, ou régiments provinciaux, au moyen d'une contribution appelée *étapes*. Distinct de la taille et de la corvée, ce rôle avait encore en 1780, une assiette de 27.000 livres dans l'Election de Villefranche. Il servait surtout à la solde du régiment du Lyonnais. Quant au recrutement, il y avait tellement d'exemptions, que seuls les grangers et les vigneronns participaient au tirage au sort des fameux *billets noirs*.

Les impôts indirects pesaient aussi lourdement sur les populations des campagnes. La ferme des aides surtout, cause des abus intolérables. Les nombreux droits imposés sont autant d'entraves à la circulation des produits, du vin surtout: déclaration et paiement de la taxe des courtiers — jaugeurs, droit de détail perçu dans les cabarets, droits d'entrée dans les villes, etc. (2).

La ferme des gabelles ajoute encore à ces charges.

(1) La corvée royale s'acquittait en nature: les corvéables venaient travailler, avec leurs domestiques et leurs animaux, à la construction de la route royale de Paris à Lyon. Ils étaient souvent, pour cela, obligés de franchir 5 ou 6 lieues.

(2) Aussi, à la Révolution, les cahiers des paysans beaujolais s'élèvent-ils particulièrement contre la ferme des aides. Le cahier de Corcelles s'exprime ainsi: « Les billets de congé font un revenu à l'Etat, mais sont la source de grands maux: supposition: les cultivateurs à moitié fruit dans les vignobles, qui paient tout autre impost au roy, ne puissent avoir la liberté de transporter ces denrées vendues même à son plus près voisin, sans s'exposer à perdre toute la récolte, cela arrive assez souvent; les particuliers qui sont pris abandonnant tout leur avoir aux traitans, sous-traitans... »

Bien que le Beaujolais fut un pays de petite gabelle, le sel valait 43 livres aux greniers à sel de Beaujeu et de Belleville. La contrebande devenait une nécessité impérieuse pour les paysans. La ferme des douanes intérieures, les péages de toutes sortes barraient les routes de la Saône et du Rhône, gênaient la circulation des vins et des grains, pesant indirectement sur les populations rurales.

Outre ces impôts royaux, les paysans avaient encore à acquitter les droits seigneuriaux, nombreux et variés, mis à leur charge totalement ou pour moitié. C'étaient les cens et servis, les lods et ventes, les corvées seigneuriales, le droit de guet et de garde, les banalités, taille seigneuriale, post ou ban des vendanges, banvin ou ban d'aoust, le droit de mainmorte, les droits de chasse et de pêche, la dîme enfin, atteignant en Beaujolais le onzième des récoltes (1).

Tel était le système d'impositions sous lequel succombaient les paysans, grangers et vigneron.

En face de telles charges, leurs ressources étaient très faibles. La source principale de leurs revenus, le vin, ne leur procurait qu'un profit dérisoire, sinon nul, par suite d'une crise terrible de mévente, qui régna dans le Beaujolais vers le milieu et la fin du xvm^e siècle. C'est là la cause principale de la situation misérable du pays.

Cette crise a été remarquablement analysée par l'auteur anonyme C... S..., dont l'ouvrage, *Le Commerce des vins réformé, rectifié et épuré ou Nouvelle*

(1) La dîme était, de plus, souvent détournée de sa destination (entretien du clergé et des édifices du culte, charité, etc.), si bien que la réparation des églises retombait encore sur les paysans.

Méthode pour tirer un parti sûr, prompt et avantageux des récoltes en vins, a précisément pour but d'en rechercher les causes et d'en indiquer les remèdes.

Il est d'autant plus intéressant de l'étudier que c'est à un phénomène semblable, par les effets sinon par les causes, qu'est due la crise actuelle du vigneronnage.

Au xviii^e siècle, la crise de mévente, le marasme général des affaires, accablent le vigneron de trois manières.

C'est d'abord l'impôt qu'il est incapable d'acquitter. Nous avons vu que, pour la taille seule, il a en moyenne 60 livres à payer, par versements effectués de trois en trois mois. Théoriquement, il est d'usage de donner aux taillables, le temps de vendre leur récolte et d'en recevoir le prix. Mais en réalité, voici comment la chose se passe: « Harcelés sans cesse par les collecteurs, ils sont forcés de faire de faux marchés, de vendre leur portion de récolte bien au-dessous de leur valeur et souvent, le prix qu'ils en retirent, ne suffit pas seulement pour payer l'impôt et les accessoires que l'on y a joints (1) ».

La crise a un deuxième effet, la difficulté qu'éprouvent les vignerons à se procurer du blé.

D'après Brisson, c'est à peine si le sol du Beaujolais donne au producteur de grain « un revenu d'un grain et demi pour grain, sur quoi il y a encore les charges

(1) C... S... cite le cas de collecteurs, véritables concussionnaires, de compte à demi avec les commissionnaires, dont il sera question plus loin, et qui, par la menace d'une saisie, ont forcé des vignerons à céder leur cave aux trois quarts de sa valeur. « Cette indigne manœuvre a été pratiquée et elle n'a pas été punie parce que les malheureux n'osent guère se plaindre; ils sont accoutumés à n'être pas entendus et que peu de gens sont disposés à élever la voix pour eux. »

publiques et féodales à payer (1) ». Aussi, les jachères dans la montagne, et les landes dans la plaine occupent une étendue trop grande. Le pays ne peut pas se suffire : le froment est importé de la Bresse et de la Bourgogne. Mais la récolte en vin se vendant mal, ou ne se vendant pas, le vigneron ne peut acheter du blé qu'à crédit et « il est réduit à passer par les mains des marchands de bleds, dont quelques-uns ne sont pas les fléaux les moins cruels et les moins redoutables des malheureux cultivateurs ».

Une crise de la tonnellerie ajoute encore à cette déplorable situation. Les tonneaux étant vendus avec le liquide, il en faut de nouveaux toutes les années. « La valeur intrinsèque de ces vaisseaux est de 2 livres 16 sols et on les a vus vendre jusqu'à 8 livres la pièce et cela encore dans les années d'abondance, où le prix des vins est nécessairement bas, et où il faut beaucoup de tonneaux. » Partant, le vigneron est obligé d'acheter à crédit; le tonnelier ne manque pas de s'en prévaloir : « tantôt il s'assurera du vin en paiement et au prix que les fournisseurs de bled peuvent l'avoir; tantôt il se fait faire des obligations par-devant notaire, payables quinze jours ou trois semaines après le lever de la récolte; il faut que le cultivateur vende au terme et à tout prix ».

D'ailleurs, chaque tonnelier fabrique un peu à sa guise, ce qui est très préjudiciable à la province. La pièce de vin beaujolaise n'est achetée à Paris que pour une contenance inférieure à sa contenance réelle, de

(1) Cette appréciation ne concerne probablement que les parties les moins fertiles du pays, celles de la montagne surtout.

sorte que les seize paroisses du Haut-Beaujolais perdent, en bonne année, une somme évaluée à deux cent trente mille livres, dont la moitié environ au détriment des vigneron.

La mévente a, pour cause principale, directe, les manœuvres d'accaparement des commissionnaires et des marchands, qu'on appela, d'un mot significatif, les *Monopoleurs*. Voici dans quelles conditions furent pratiquées ces funestes manœuvres :

Jusqu'au xvii^e siècle, les vins du Beaujolais s'écoulaient, pour la plus grande part, à Lyon et dans quelques provinces voisines. A la fin du xvii^e siècle, les marchands de Paris prirent l'habitude de faire des achats dans la contrée. Paris devint bientôt le grand débouché de nos vins, qui y étaient transportés par la Loire et les canaux d'entre Seine et Loire. C... S... nous explique comment les marchands s'abouchèrent avec de simples particuliers de Beaujeu et de Mâcon, qui les aidèrent dans leurs courses chez les récoltants et furent les premiers commissionnaires.

Ce furent les pratiques de ces commissionnaires qui causèrent, en grande partie, la crise de mévente. Les marchands de Paris proposèrent à leurs commissionnaires une prime de dix sols par pièce de vin qu'ils leur procureraient à crédit. Les commissionnaires profitèrent de la situation et demandèrent encore dix sols par pièce aux propriétaires des récoltes. Les achats se faisaient aux conditions suivantes : 1^o la vente était faite à crédit pour toute l'année ; 2^o le commissionnaire restait obligé solidairement avec le marchand ; 3^o le vendeur devait lui tenir compte d'une provision de 10 sols par

pièce; 4° le vendeur était tenu, sur le prix des frais du congé de remuage (droit de circulation) et des voitures de vin, jusqu'au premier dépôt. Au mois d'août, on payait les commissionnaires qui rapportaient l'argent aux vendeurs.

Les intermédiaires, nés du commerce avec Paris, jouaient donc un rôle important à Mâcon et à Beaujeu. Ils abusèrent vite de la situation. Vers 1744-45, « les commissionnaires de Mâcon se liguèrent en société pour se rendre maîtres des affaires. Bientôt, ils englobèrent ceux de Beaujeu, puis écartèrent tous ceux qui n'avaient pas voulu entrer dans le complot et se rendirent maîtres de tous les marchands, de tous les vins, de toute la province ».

Ce monopole de fait dura vingt ans. Une mévente terrible en résulta. « Depuis vingt ans, la denrée est toujours sortie de la province au-dessous de sa valeur, sans que les consommateurs aient profité de la mévente (1) ».

D'autre part, les commissionnaires trompaient les marchands sur l'authenticité des vins et sur les frais de voiture. Tant et si bien que les négociants parisiens « finirent par ne plus venir dans la province ».

Quant aux vendeurs, propriétaires et vigneron, ils eurent à souffrir, de la part des intermédiaires, des abus de toutes sortes. Les commissionnaires les payent en papier, de réalisation difficile et incertaine.

La situation s'aggrave encore vers 1750. Dans l'usage constant de la province, il était indifférent que le marchand fut présent ou absent lors du marché, qu'il fut

(1) C... S..., ouv. cit.

connu ou non du vendeur; dans tous les cas, dès que le commissionnaire était intervenu dans la conclusion du marché, il se trouvait solidairement engagé avec le marchand. Le vendeur n'était tenu de justifier d'aucunes poursuites contre le marchand avant de se pourvoir contre le commissionnaire: celui-ci devait payer, sauf son recours. Néanmoins, en 1749-50, un commissionnaire ayant acheté des vins, par un procédé sans exemple, refusa de payer, et, assigné au Tribunal de la Conservation, de Lyon, fut renvoyé d'instance.

Quand les monopoleurs furent maîtres du marché, les abus devinrent intolérables. Ils retardent leurs emplettes jusqu'après le départ des propriétaires, pour n'avoir plus affaire qu'au cultivateur, pressé par le besoin et par les collecteurs d'impôts. Le vigneron cède, mais comme il est à moitié fruits, et que le prix d'une moitié de la récolte suffit à faire le prix courant, la moitié non vendue, celle des propriétaires, suivait nécessairement le sort de la première, vendue au-dessous de sa valeur.

Les commissionnaires ont encore d'autres procédés pour avilir les prix. Ils demandent le secret du marché, afin de pouvoir plus aisément faire d'autres dupes. Ils *ardent* sur le cep, achètent au *pendoir* (sur pied). Une ordonnance royale interdit cette pratique aux marchands de Paris en 1762. Néanmoins, les commissionnaires beaujolais n'hésitaient pas à passer outre, comme le démontre C... S...

Telles furent les causes complexes de cette mévente mémorable. Si l'on ajoute que les vins destinés à la consommation parisienne, servant à donner du feu à de

gros vins mats, ne subissaient qu'une fermentation partielle et que, dès lors, s'ils n'étaient pas achetés, leur valeur était presque nulle dans le pays, on aura une idée des perturbations apportées dans le Beaujolais par la crise viticole à la fin du règne de Louis XV.

Contre cette crise, contre le monopole des commissionnaires qui la causa, on tenta de réagir. Des payans, des propriétaires, imitant les commissionnaires, conduisirent à Paris des vins qu'ils achetaient dans le pays. Ce furent les marchands forains. Mais leurs efforts individuels échouèrent.

Alors, les grands propriétaires, sur les instances de l'avocat C... S..., tentèrent de former une vaste association destinée à supprimer les intermédiaires dans la vente du vin et à ravitailler le pays le plus économiquement possible. Leur projet procédait du même principe que celui des commissionnaires. Ceux-ci, et leur monopole de fait, devaient être remplacés par une compagnie aux mains des producteurs, chargée, exclusivement à tout autre, de vendre à Paris et à l'étranger les récoltes des seize paroisses du Haut-Beaujolais.

La société devait acquitter les impositions de tous les vigneron, des propriétaires qui lui auraient remis leur récolte, fournir aux cultivateurs le blé dont ils pouvaient avoir besoin, au prix courant des marchés, délivrer aux propriétaires et aux vigneron, à un prix raisonnable et invariable, les tonneaux nécessaires à la nouvelle récolte.

Pour arriver à la réalisation de ce projet, son auteur proposait des assemblées particulières pour chaque paroisse, pouvant comprendre des vigneron et une

assemblée générale ne comprenant que des propriétaires. L'Assemblée générale devait se choisir des représentants chargés de l'administration de ses intérêts. Quant aux opérations commerciales, elles devaient être confiées à un courtier intéressé, chargé de vendre les vins des propriétaires et des vigneron. L'entrepreneur « paiera et fera croiser les rolles de tailles de tous les vigneron dont chaque propriétaire le chargera, sous la provision de 6 deniers par livre d'imposition et de manière qu'aucun d'eux ne puisse être inquiété par lesdites impositions ». A l'entrepreneur aussi, incombe le soin de fournir le blé et les tonneaux, d'avancer les frais de transport et de circulation des vins. Le contrat passé entre la Compagnie et l'entrepreneur règle tous les détails de l'opération.

Le projet maintient les vigneron dans la dépendance des propriétaires, et par là, il a un caractère assez marqué d'ancien régime. Pourtant, il admet la possibilité, pour les vigneron, de figurer dans les assemblées de la société. Il faut y noter aussi le souci, très moderne, de créer des débouchés et de faire de la réclame. Le projet dépasse même son temps par la large part qu'il fait à l'idée d'association.

La Compagnie doit, en somme, jouer le rôle: 1° d'une coopérative de vente analogue aux syndicats vendeurs des régions viticoles de nos jours; 2° d'une coopérative d'achat de blé, pour les vigneron, de tonneaux pour les propriétaires et les vigneron; 3° d'une coopérative de crédit, d'une caisse de crédit agricole, pour payer les impositions des vigneron, leurs frais de voiture et ceux des propriétaires. Les opérations des deux dernières

sont gagées sur celle de la première: dans l'intervalle, le courtier entrepreneur avance les fonds (1).

*
* *

La pleine réalisation de ce programme eut ruiné les commissionnaires. Le producteur aurait vendu directement au consommateur. L'auteur du projet écrit même ces lignes, qui semblent refléter certaines doctrines économiques modernes : « Dans chaque province, les propriétaires peuvent se cantonner, former de semblables associations pour la vente des produits qui s'y recueillent, ayant égard aux modifications qu'exigeraient et la qualité des denrées et les débouchés naturels qu'on peut avoir pour se les procurer de la manière la plus prompte et la plus directe au consommateur, en éloignant, le plus qu'il serait possible, tous les interposés inutiles, toujours nuisibles et toujours aussi accablants et aussi embarrassants pour le propriétaire que pour le consommateur ».

Favorable au vendeur et à l'acheteur, le projet l'est aussi à l'Etat, qui recouvrera plus facilement l'impôt, aux autres vignobles de la région, le Bas-Beaujolais, le Lyonnais, le Mâconnais qui approvisionnaient Lyon et étaient concurrencés par les vins du Haut-Beaujolais non expédiés à Paris. Il laisse enfin de larges profits à l'entrepreneur et à ses associés.

Ce projet, on tenta trois fois de le réaliser, en 1764, 1765, 1769, et chaque fois sur une échelle plus grande : d'abord dans la paroisse de Saint-Lager, puis dans la zone de Belleville, enfin dans tout le Haut-Beaujolais.

(1) J. Fayard, les Vins du Beaujolais au XVIII^e siècle. (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1902.)

Par une coïncidence curieuse, la marche de l'essai fut identique à celle que devait suivre, 120 ans plus tard, à l'instigation de M. Duport, le mouvement syndical mixte, qui débuta aussi à Saint-Lager (syndicat de Brouilly), s'affirma à Belleville (syndicat de Belleville) et triompha dans le pays avec l'Union Beaujolaise des Syndicats agricoles.

Malheureusement, les entreprises ne donnèrent pas, matériellement, de très bons résultats, par la faute surtout, des entrepreneurs. Mais les progrès des tentatives faites suffisaient à justifier l'idée qui les avait fait naître.

Ces essais d'association pour la défense des intérêts du pays eurent un grand retentissement dans le vignoble français. On approuvait généralement ce mouvement, auquel on faisait cependant certaines objections. L'accusation d'accaparement était la plus fréquemment formulée contre ces trusts primitifs. La réfutation est, du reste, aisée: l'entrepreneur n'était pas propriétaire des vins, et surtout la production beaujolaise ne représentait que le centième de la récolte française.

D'ailleurs, à partir de 1770, et même avant la fin de la crise, le prix des vins remonte à un cours plus rémunérateur. Ni le monopole des commissionnaires, ni l'association des producteurs ne parvient à s'emparer du marché. Le commerce avec Paris tend au contraire à reprendre le mode de transaction usité avant la mévente et qu'il va conserver, avec des fluctuations sans doute, jusqu'à l'établissement des chemins de fer.

Quant au dénouement de la crise, il est assez difficile d'en préciser les causes. La plupart des auteurs spéciaux affirment que le dernier tiers du XVIII^e siècle vit une

rénovation profonde de l'agriculture, déterminée par les achats de domaine de la bourgeoisie, l'introduction de méthodes nouvelles dans la technique culturale et la reprise générale des affaires. Le fait est vrai pour le Beaujolais viticole. Les grands *cuvages* furent, pour un certain nombre, construits à cette époque.

Un événement qui eut une répercussion profonde sur le trafic des produits, fut la création des routes par les soins du ministre Trudaine. De 1750 à 1767, à l'aide des corvées paysannes, la route royale de Paris à Lyon par la Bourgogne fut rectifiée, munie de ponts et portée à sa largeur actuelle. Vers 1770, la route reliant la Saône à la Loire, de Belleville à Pouilly était presque achevée. Les canaux du centre et de la Saône à la Seine et au Rhin furent ouverts simultanément en 1783. Alors, on abandonna le trafic de la Loire pour celui de la Saône, plus rapide et moins coûteux.

Dès lors, les vins s'écoulaient normalement. Leur vente est encore favorisée par un édit de Turgot (avril 1776), qui établit la liberté entière du commerce des vins, comme cela existait déjà pour les blés, et fit disparaître tout un système d'entraves surannées.

Cet édit, au dire d'Arthur Young, rendit la culture de la vigne la plus avantageuse de toutes, malgré les charges et les impôts dont elle se plaignait d'être accablée.

Aussi, l'aisance revient-elle peu à peu au pays. Plus heureux que les fermiers de la plaine et les grangers de la montagne, les vignerons pourront épargner et acheter des biens nationaux.

Le Beaujolais vignoble va prendre l'essor considérable que nous constaterons plus tard, aux alentours de 1830.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE JURIDIQUE

Le contrat de vigneronnage, comme les baux à portion de fruits ordinaires, ne subit aucune modification du fait de la Révolution. Les lois de la période intermédiaire le laissèrent tel quel: il est facile de s'en rendre compte en consultant les baux de l'époque. Il y eut peut-être un changement dans les mœurs, mais les formules restèrent les mêmes.

En fut-il de même des baux à vigneronnage perpétuel ?

Il faut répondre affirmativement, si l'on s'en tient aux seuls textes législatifs. Les baux à culture perpétuelle ne figurent nulle part, en effet, dans l'énumération des droits fonciers déclarés rachetables par les décrets des 15-28 mars 1790, 18-29 décembre 1790, 17 juillet 1793 et 2 prairial an II. Le législateur ne voulait pas, d'ailleurs, rendre propriétaire le tenancier qui ne l'était pas. Son but était seulement de donner au propriétaire grevé de rente et au détenteur du domaine utile, le moyen de s'affranchir de redevances et de droits jusque-là irrachetables. Ces lois ne s'appliquaient donc pas aux baux non translatifs de propriété, tels que le bail à vigneronnage perpétuel.

Cette opinion fut cependant longtemps méconnue. C'est ainsi que Merlin et Tronchet présentaient tout bail perpétuel, comme translatif de propriété, tombant, par conséquent, sous le coup du décret des 15-28 mars 1790. La jurisprudence suivit cette opinion et ne revint aux véritables principes qu'assez tard, vers 1830.

La question semble n'avoir jamais eu grande importance dans notre pays. L'usage des baux perpétuels paraît être disparu de bonne heure en Beaujolais, où domina bientôt le bail annuel, indéfiniment renouvelable par tacite réconduction.

Depuis le début du ^{xix}^e siècle, le contrat de vigneronnage n'a subi que peu de transformations. Bien souvent, les propriétaires successifs d'un domaine ont renouvelé purement et simplement leurs baux avec les vignerons sans y apporter de modifications. Le vigneronnage a continué d'être régi par les usages locaux, dont beaucoup avaient été consacrés par la Coutume de Paris. La loi du 18 juillet 1889 (1), qui règle aujourd'hui la matière, s'inspire toujours de ces usages, quand elle ne leur laisse pas leur autorité absolue. Cependant, malgré leur caractère de continuité, de quasi-immutabilité, les usages locaux ont subi, au cours du siècle dernier, et sous des influences économiques surtout, certains changements notables.

Il faut citer d'abord la disparition complète du cheptel. De nos jours, le bétail nécessaire à l'exploitation, les vaches, appartiennent en propre au vigneron. Le pro-

(1) Le rapporteur de cette loi à la Chambre fut M. Million, député de Villefranche-sur-Saône.

priétaire lui fait des avances en argent, s'il y a lieu : il ne lui fournit plus de bétail.

Notons encore la suppression — de plus en plus fréquente dans certains endroits — des redevances en nature; la transformation et l'extension des obligations du vigneron, dues au renouvellement des procédés de culture; la modification enfin de la forme du contrat. Le bail à vigneronnage a cessé, vers le milieu du xix^e siècle, d'être un acte notarié. Aujourd'hui, quand le bail n'est pas purement verbal, on ne rédige qu'un acte sous-seings privés, sur papier libre ou timbré.

Nous allons maintenant exposer les règles du contrat moderne de vigneronnage.

CHAPITRE PREMIER

Nature du Contrat.

On sait quelle controverse a soulevé, de tout temps, la nature du contrat de colonage partiaire. Était-ce un louage, une société, ou un contrat spécial ? Une réponse absolue à cette question paraissait, et paraît encore, impossible. D'autant que le contrat de colonage partiaire n'est pas un contrat unique, toujours identique à lui-même. Ses caractères varient avec les pays qui le pratiquent. Comme le disait M. Million, dans son Rapport, il n'y a pas de contrat plus protéiforme. Une seule chose reste fixe, c'est la rémunération de la culture par un partage de fruits; tout le reste se modifie et se change... Tantôt, c'est un mode réel de fermage avec paiement du bail en nature, proportionnellement à la réussite. Dans d'autres circonstances, il devient un véritable contrat de louage d'ouvrage (1), avec paiement des services rendus par une part des produits obtenus. Enfin, il revêt, dans certains cas, le caractère d'un contrat de société entre le capital et le travail et se traduit alors par un véritable partage de bénéfices (2) ».

Nous pensons, cependant, que les caractères du colonage partiaire, tel qu'il est appliqué dans telle ou telle région, sont impuissants à changer la nature du contrat. On peut rechercher cette nature, sans se préoccuper des

(1) Il en serait ainsi dans le Bourbonnais. V. Martin-Desboudets. *Le Métayage en Bourbonnais*, thèse.

(2) *Journal officiel*, 17 mars 1888. Annexes, p. 768.

caractères d'application du contrat. Sans doute, il peut arriver que, par certains traits, le colonagè pratiqué dans telle contrée rappelle davantage le louage ou la société, mais on ne peut jamais l'identifier complètement à l'un de ces contrats. En somme, la discussion sur la nature du contrat de colonage partiaire peut être unifiée. Le contrat, à ce point de vue, est indépendant de ses applications, où l'on retrouve toujours certains éléments essentiels. Rechercher la nature du colonage partiaire, c'est en même temps rechercher la nature du vigneronnage ou de tel autre de ses dérivés.

La nature de notre contrat a donné lieu à une longue controverse. Avant d'en retracer les phases, il faut en préciser l'intérêt. De la nature du contrat dépend la solution des questions, assez rares il est vrai, que le législateur n'a pas tranchées par un texte formel. Cet intérêt était considérable avant la loi du 18 juillet 1889 (1). Il est moindre aujourd'hui, la loi statuant, dans la plupart des cas, ou renvoyant aux usages locaux.

Il est cependant intéressant d'exposer la controverse,

(1) Voici quelques-unes des questions, dont la solution dépendait du système adopté au sujet de la nature du contrat :

1° Devait-on appliquer à la preuve du colonage partiaire les règles de droit commun ou les articles 1714 et 1715 ?

2° L'obligation de garantie du propriétaire était-elle la même que celle du bailleur à ferme ?

3° Le colon partiaire était-il tenu, comme un fermier, de la culture et de l'entretien du domaine ?

4° Appliquait-on au colon l'art. 1733, au cas d'incendie ?

5° La mort du colon mettait-elle fin au contrat ?

6° Le droit d'enregistrement était-il calculé comme pour un contrat de louage, ou comme pour un contrat de société ?

Aujourd'hui ces points sont, pour la plupart, réglés par la loi.

ainsi que les divers systèmes qu'elle a engendrés. On peut ainsi considérer sous ses divers aspects, ce contrat à la fois si simple et si complexe, et l'on peut en dégager les caractères les plus saillants.

Le Code civil, malgré la fréquence du colonage partiaire à l'époque de sa rédaction, ne lui consacra pas de section spéciale. A peine y fait-il allusion dans les articles 1763 et 1764, et 1827 à 1830 (bail à cheptel) (1). Ce ne fut pas l'effet d'une omission involontaire. Le Tribunal d'appel de Lyon avait, en effet, signalé cette lacune au législateur de 1804, comme nous allons le voir. Devant le silence du Code civil, les usages locaux continuèrent à régler seuls la question de la nature du contrat. On s'en tint aux opinions généralement reçues dans telle région, pays de coutume ou pays de droit écrit.

Les auteurs cependant proposaient certaines solutions d'ensemble, de principe, auxquelles se ralliait parfois la jurisprudence. Mais il n'y avait pas de système universellement admis. La doctrine et la jurisprudence hésitaient entre les opinions proposées, que nous allons exposer brièvement, avec les arguments dont on les étayait.

1^{er} SYSTÈME. — *C'est une société.*

Dans notre ancien droit, ce système était le plus généré-

(1) On a remarqué que les rédacteurs du Code font allusion au métayage dans le seul titre du louage, et qu'ils emploient, à son sujet, le mot « bailleur ». On en a tiré argument pour soutenir que le colonage était un louage. Mais, d'autre part, on a fait remarquer que, lors de la rédaction du Code civil, les orateurs du gouvernement affectaient de voir dans ce contrat une société. (Fenet, t. XIV, p. 317-335.)

ralement admis dans les pays de droit écrit. Il y persista après la Révolution, et même après le Code civil, qui, nous l'avons vu, ne changea rien à l'état de la question.

Or, le Beaujolais était un pays de droit écrit, bien que ressortissant du Parlement de Paris, et bien que la Coutume de Paris s'y retrouvât dans de nombreux usages. Traditionnellement, on y considérait le colonage partiaire comme une sorte de société.

Lors de la rédaction du Code civil, le Tribunal d'appel de Lyon, dont l'opinion nous importe particulièrement, présenta, au législateur, des observations au sujet de l'omission du contrat de colonage partiaire. Dans ce passage, intitulé: « De la société de culture à portion de fruits », le Tribunal d'appel se prononce nettement en faveur de ce premier système, qui assimile le colonage à la société. « Le Code, dit-il, omet absolument les règles d'un genre de contrat très commun et qui le deviendrait bien davantage si certaines dispositions sur les baux à ferme étaient adoptées. C'est la société entre un propriétaire et un cultivateur, qui se charge de la culture d'un domaine, moyennant une portion de fruits; on nomme ce cultivateur, dans différents départements, granger, métayer, bordier; le Code le nomme, au titre du Louage, colon partiaire. »

En même temps, le Tribunal d'appel de Lyon proposait un texte de loi en quinze articles, destinés à régler la matière. Les deux premiers articles comportaient l'identification de notre contrat avec la société, dans la plus large mesure possible :

ARTICLE PREMIER. — Le bail à culture moyennant une portion de fruits est une société.

ARTICLE 2. — La mise du propriétaire est son domaine; la mise du colon partiaire est son industrie.

Le reste du projet, conforme à ces principes, réglait assez minutieusement les diverses questions soulevées par l'application du contrat, avec les réserves nécessaires en faveur de l'usage des lieux. Le texte, à diverses reprises, s'occupe du colonage appliqué aux vignes, du vigneronnage. C'est ainsi que l'article 6, énumérant les obligations du preneur, dit : « Le colon partiaire est tenu: 1° de faire les façons nécessaires aux terres et aux vignes en temps convenable... »

Donc, au début du xix^e siècle, l'opinion généralement reçue dans notre contrée considérait le vigneronnage comme une société.

Vers le milieu du siècle, il en était encore de même. En 1855, la Commission chargée de rédiger les Usages locaux du canton de Belleville (1), s'exprime ainsi: « Le vigneron est le véritable colon partiaire; c'est plutôt un associé qu'un locataire: aussi, les principes du contrat de société s'appliquent-ils à ce contrat autant et plus que ceux du louage ».

Ce système fut défendu pendant tout le xix^e siècle, par une fraction importante de la doctrine et il inspira de nombreuses décisions de jurisprudence.

Les principaux arguments de ses partisans étaient :

1° L'analogie apparente du colonage partiaire avec la société: apports respectifs des parties contractantes,

(1) Nous verrons plus loin dans quelles conditions fonctionnèrent les commissions cantonales et la commission départementale chargées de la rédaction des usages locaux du département du Rhône.

partage des bénéfices et des pertes résultant de l'exploitation faite en commun.

2° Les travaux préparatoires du Code civil. Les orateurs du gouvernement affectaient, en effet, de considérer le contrat de métayage comme une sorte de société. L'un d'eux, le conseiller d'Etat Galli, disait: « Le bail à colonage forme une espèce de société » (1), et le tribun Mouricault, pour justifier l'article 1763, affirmait « que la raison de cette différence de droit résulte de ce que le colon partiaire est une sorte d'associé (2) ».

3° Les deux caractères essentiels du louage de choses: l'obligation de payer un prix et la jouissance exclusive de la chose par le preneur, ne se rencontrent pas dans le colonage.

4° Comme dans la société, la considération de la personne entre pour beaucoup dans la conclusion du contrat. Le propriétaire est guidé dans son choix autant par l'intelligence et les qualités personnelles de son futur colon, que par les garanties pécuniaires qu'il peut lui offrir. De son côté, le preneur apprécie l'état de fortune, le savoir et le caractère du maître.

D'autres arguments venaient encore à l'appui de ce système, soutenu dans la doctrine par Troplong (*Louage*, III, 387), Delvincourt (III, 103, notes), Méplain (*Traité du bail à portion de fruits*), Dalloz (*Louage à*

(1) Fenet, t. XIV, p. 317.

(2) Fenet, t. XIV, p. 335. — Remarquons que ces opinions constatent, non l'identification, mais seulement l'analogie du colonage partiaire avec la société. Les partisans des systèmes adverses ne manquent pas de faire cette constatation.

colonat partiaire) suivi par de nombreux arrêts de jurisprudence (1) ».

2° SYSTÈME. — *C'est un louage de choses.*

Ce système, qui assimile le colonage partiaire au louage de choses, réunit également un nombre considérable de partisans, en doctrine comme en jurisprudence.

Parmi les auteurs qui l'ont adopté, il faut citer Aubry et Rau (2), Colmet de Santerre (3), Laurent (4), Guillouard (5). La Cour de cassation le suivit à maintes reprises (6).

La Cour de Lyon s'en inspira dans un arrêt de 1855 réformant un jugement du Tribunal de Villefranche : « Attendu, dit-elle, qu'on invoque en vain les règles de la société, que si le bail à moitié fruits a quelque analogie avec le contrat de société, cette analogie est incomplète et n'existe qu'en ce sens que par l'effet du partage des fruits, le bailleur et le preneur sont soumis aux mêmes chances de gain ou de perte, comme s'ils étaient associés (*partiaris colonus, quasi societatis jure et damnum et lucrum cum domino partitur*. (L. 25, § 6. *D. Locati cond.*), mais que ce trait de ressemblance n'empêche pas que le bail partiaire forme un contrat distinct dans lequel la loi, discernant la pensée vraie des

(1) Arrêt de la Cour de cassation, affaire Marchand, 21 octobre 1889, D.-90-1-124.

(2) *Droit civil français*, t. 4, § 371.

(3) *Cours analytique*, t. 7, nos 213 et 213 bis.

(4) *Principes de Droit civil*, t. 25, n° 477.

(5) *Louage*, t. II, n° 614.

(6) Cass., 8 fév. 1875, D-75-1-169—30 mai 1888. (*France jud.*, 88, 2^e partie, p. 343.)

parties et la nature dominante de la convention a fait manifestement prévaloir le caractère du louage, puisqu'elle le qualifie expressément de bail à ferme, et en règle les conditions au titre du louage (1).

Les mêmes considérations semblent avoir guidé le Tribunal de Villefranche, statuant en matière d'indemnités dues au vigneron, et qualifiant celui-ci de fermier à moitié fruits, dans deux jugements du 6 mars 1885 et du 27 juin 1890.

Voici les principaux arguments qui plaident en faveur de ce système :

1° Les articles 1763 et 1764 du Code civil, placés au titre du Louage et donnant à la convention de colonage le nom de bail.

2° Le bail n'était pas dissous par la mort de l'une des parties.

3° Le bailleur n'était exposé à aucune perte, quelque désastreux que fussent les résultats de la culture (2).

4° Les engagements de l'une des parties ne liaient pas l'autre.

3° SYSTÈME. — *C'est un louage de services.*

Ce système, qui voit dans le colonage partiaire un simple louage d'ouvrage, un pur contrat de travail, et dans le colon un ouvrier salarié en nature, fut, de tout temps, préféré par les économistes.

De nos jours, il a été remarquablement exposé par

(1) Arrêt du 3 janvier 1855. *Rec. des Arrêts de la cour de Lyon*, p. 42.

(2) La force de cet argument ne paraît pas très grande. Il semble bien qu'en réalité le propriétaire subit la moitié des pertes de l'exploitation.

M. Latreille (1). D'après cet auteur, notre contrat participe non seulement du louage de chose et de la société, mais encore et surtout du louage d'industrie. Le propriétaire donne son domaine à faire valoir: en ce sens, il y a fermage. Les fruits doivent être partagés, et par là il y a société. Mais le colon ne doit pas jouir du domaine comme dans les baux à ferme ordinaires; il doit cultiver sous l'œil, sous le contrôle et, jusqu'à un certain point, sous les ordres du maître. Donc, il y a louage d'ouvrage et d'industrie, dans lequel le salaire du métayer ouvrier, consisterait, non pas en argent, mais en une part de fruits.

Le métayage présenterait ce caractère notamment dans le Bourbonnais (2).

4° SYSTÈME. — *C'est un contrat mixte.*

Le colonage partiaire ne serait point un contrat unique: le louage et la société y coexisteraient sans se confondre. C'est le système de Méplain: « Il existerait, dit-il, entre le propriétaire et le colon, une société parfaite pour l'exercice de l'industrie agricole; mais cette société se trouverait liée par un contrat de louage non moins parfait envers le propriétaire, considéré, non plus comme associé, mais comme bailleur d'héritages (3) ». Ainsi le propriétaire serait à la fois associé et locateur.

5° SYSTÈME. — *C'est un louage ou une société, suivant l'intention des parties.*

Mentionnons enfin ce dernier système, adopté par la

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, XXIV, p. 413.

(2) Martin-Desboudets, *ouv. cit.*

(3) Méplain, p. 34.

Cour de Nîmes, déclarant dans un arrêt du 14 août 1850, que la question de savoir quelle est la nature du colonage partiaire, est une question de fait, qu'elle dépend de l'intention des parties et qu'ainsi, le contrat sera tantôt un louage, tantôt une société (1).

En réalité, le colonage partiaire n'est ni une société, ni un louage de chose ou de travail, ni un contrat mixte.

C'est un contrat distinct qui se gouverne d'après des principes propres. C'est un contrat *sui generis*, un contrat innomé. Sans doute, il participe des différents contrats, réglés par le Code civil, auxquels on a voulu l'assimiler plus ou moins complètement. Mais on ne peut pas dire qu'il y ait identité absolue avec aucun d'eux. Il offre avec chacun une analogie plus ou moins profonde, il leur emprunte certains caractères: il ne s'identifie pas avec eux.

Il est vrai de dire que le colonage partiaire ressemble à la société: le colon partage avec le propriétaire, dont le consentement et la présence sont nécessaires lors de cette opération. Mais ce n'est pas là l'élément essentiel de la société, ce n'en est que le résultat. Suivant l'expression de M. Rérolle (2), la société prête au colonage son résultat final sans lui prêter ses moyens, c'est-à-dire la mise en commun de certaines choses sur lesquelles on spéculera pour obtenir des bénéfices. Le propriétaire ne met pas en commun, n'aliène pas la jouissance de sa terre au profit de la société. Et les actes de l'une des parties ne pourraient compromettre ni l'autre partie, ni

(1) Rérolle, p. 287.

(2) Rérolle, p. 292.

le fonds social. Le colon ne pourrait valablement engager la totalité des récoltes.

Le colonage ressemble aussi au louage. Comme le fermier, le colon vient habiter les bâtiments du domaine et devient débiteur d'un corps certain. Mais la liberté presque absolue du fermier dans l'exploitation, l'étendue de sa jouissance, caractéristiques du bail à ferme, font précisément défaut au colonage partiaire. Le droit de direction du maître, dans le colonage, suffit à distinguer ce contrat du louage de chose.

De plus, le fermier contracte une obligation de donner, ayant pour objet le paiement du fermage, obligation cessible et transmissible, alors que le colon ne promet que son travail, simple obligation de faire, incessible et intransmissible.

Le colonage partiaire s'identifierait-il avec le louage d'industrie ? L'étendue du droit de direction du maître, dans certaines régions, a rendu possible, en apparence, cette assimilation.

En réalité, si étendu qu'il soit, le droit du maître se heurte toujours à un certain droit de contrôle du colon, pouvant aller légalement, dans certains cas, jusqu'à la résistance et au refus d'obéir. Dans le Beaujolais, où le louage de travail et le colonage partiaire coexistent, la différence de nature des deux contrats est particulièrement sensible.

Il serait d'ailleurs difficile de reconnaître à la part de fruits du colon, les caractères juridiques d'un salaire.

On ne peut même pas voir dans le colon un ouvrier participant aux bénéfices, car s'il partage les profits de

l'entreprise, il en subit aussi proportionnellement les pertes (1).

Quant aux deux autres systèmes — contrat mixte, louage ou société suivant l'intention des parties — M. Rérolle (2) en démontre le mal-fondé.

La première de ces opinions n'aboutit qu'à la confusion la plus complète.

Quant à la seconde, si les parties ont bien pu faire un bail ou contracter une société, leur volonté ne pourrait avoir cet effet de transformer le bail en société ou la société en bail.

Une seconde solution reste donc possible: le colonage partiaire est un contrat *sui generis*, de nature spéciale, présentant des caractères propres et offrant un ensemble de règles particulières.

Dans la controverse générale, cette opinion rencontra des partisans, dès avant la loi de 1889, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence. Il semble bien notamment qu'elle ait inspiré le jugement du Tribunal de Villefranche, réformé par l'arrêt de la Cour de Lyon du 3 janvier 1855, cité plus haut.

Quoi qu'il en soit, la diversité des opinions doctrinales sur la nature du colonage, le désarroi de la jurisprudence à cet égard, faisaient ressentir le besoin de dispositions législatives tranchant la controverse et réglant les conditions d'application du contrat.

(1) Juridiquement, le colonage partiaire ne peut donc être assimilé au louage de travail. Mais rien ne s'oppose à l'assimilation du colon, du métayer, du vigneron, à l'ouvrier de l'usine ou des champs, sur le terrain économique et social, et notamment dans les lois de prévoyance sociale.

(2) Rérolle, ouv. cit., p. 285 et s.

Dès 1880, un projet fut présenté et adopté par l'une des deux Chambres. Il n'aboutit que quelques années plus tard et devint la loi du 18 juillet 1889, destinée à former le titre IV du Code rural.

Malheureusement, la loi ne tranche pas nettement la question de la nature du contrat. L'article premier définit le colonage de façon à ne lui donner, d'une manière absolue, ni les caractères du louage, ni ceux de la société. C'est, dit le texte, « le contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet, pour un certain temps, à un preneur qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager les produits avec le bailleur ». C'est une définition conçue *in factum*, qui permet de reconnaître en fait les conventions méritant d'être appelées colonages ou métayages, mais qui ne détermine pas la nature juridique du contrat (1).

M. Million, dans son *Rapport*, reconnaît du reste que le projet de loi « n'a pas voulu trancher une question de doctrine, qui est, par sa nature même, insoluble; il n'a pas d'autres prétentions que de codifier les règles les plus universellement adoptées en matière de métayage; il n'a pour but que de compléter les dispositions du Code civil, en mettant en relief certains articles communs au bail et au colonage partiaire et de préciser les différences qui empêchent de confondre ce dernier avec le bail ».

Cette préoccupation de distinguer le colonage partiaire du louage apparaît dans les rédactions successives de l'article premier. Le projet de 1880 (2) disait: « Le

(1) Planiol, t. II, p. 558.

(2) *Journ. off.*, 2 juin 1880, p. 5962.

bail à colonage partiaire ou métairie est le louage... ». La loi de 1889 dit simplement: « Le bail à colonage partiaire ou métayage est le contrat... ».

Ce souci du législateur de ne pas définir le colonage partiaire par une assimilation à quelque autre contrat peut s'interpréter en faveur de notre système, d'après lequel le colonage est un contrat *sui generis*.

Mais si la loi n'a pas directement tranché la question de la nature du contrat, elle a clos indirectement la controverse en lui enlevant la plus grande partie de son intérêt. Elle règle, en effet, la plupart des points — et les principaux — dont la solution dépendait du parti que l'on prenait sur cette question (1). La loi renvoie tantôt aux dispositions du Code civil concernant le louage (articles 4, 7 et 13), tantôt aux règles de la société, tantôt enfin, elle édicte des dispositions spéciales, ou se réfère aux usages locaux.

Que décider dans les cas sur lesquels la loi ne se prononce pas, et où la discussion reste permise ?

Partant de ce principe que le colonage partiaire est un contrat *sui generis*, nous répudions le système d'après lequel on devrait appliquer, par voie d'analogie, tantôt les règles du louage, tantôt celles de la société. Ce système, peu juridique, a en outre le grave inconvénient de favoriser l'arbitraire. A notre avis, dans les cas où la loi ne statue pas, il convient de se conformer aux usages locaux, dont l'autorité est souveraine en l'ab-

(1) La loi tranche notamment les questions de la responsabilité du colon en cas d'incendie, du privilège de l'article 2102, de la dissolution du contrat par la mort du colon, etc. Elle laisse subsister la question relative aux droits d'enregistrement.

sence de dispositions légales. C'est ce que la loi elle-même semble indiquer, notamment dans son dernier article.

A défaut d'usages locaux nettement déterminés, réunissant les caractères juridiques suffisants pour avoir force de loi, on doit résoudre la question litigieuse au moyen des dispositions générales du *Titre des Contrats ou des Obligations*.

CHAPITRE II

Formation du Contrat. Ses éléments.

Comme tout contrat, le contrat de vigneronnage doit, pour se former, réunir les quatre conditions énumérées à l'article 1108 du Code civil. Ce sont: le consentement des parties, leur capacité de contracter, un objet certain, une cause licite.

1° *Consentement*. — Les parties doivent donner leur consentement, et un consentement valable. Les vices qui peuvent l'entacher sont: l'erreur, le dol, la violence (article 1109 du Code civil). L'erreur peut porter sur la nature du contrat, sur la personne des contractants, sur la chose, objet du contrat. L'erreur sur la nature du contrat (le bailleur veut affermer son domaine, le preneur croit contracter un bail à moitié fruits) entraîne la nullité. L'erreur sur la chose n'est une cause de nullité que si elle porte sur la substance même de la chose, et non sur ses qualités (art. 1110 C. c.). Ce genre d'erreur sera rare : la valeur productive du domaine, son rendement approximatif sont connus des parties. L'erreur sur la personne n'engendre la nullité du contrat que lorsque la considération de cette personne est la cause principale de la convention (art. 1110 C. c., *in fine*). L'erreur sur la personne du preneur entraîne la nullité: on l'admet unanimement. La considération des qualités personnelles du vigneron, sa probité, son habileté professionnelle, sa situation de famille déterminent le plus souvent le consentement du

propriétaire. Cela est si vrai que la loi interdit au métayer de sous-louer. Au contraire, les avis sont partagés au sujet de l'erreur sur la personne du bailleur. Les uns estimant que le preneur, quand il contracte, a plus en vue les qualités du domaine que celles du propriétaire, repoussent la nullité (1). D'autres, étant donné le droit de direction très étendu du maître, pensent que la considération de sa personne détermine suffisamment l'engagement du vigneron, pour qu'on puisse, au cas d'erreur, annuler le contrat, conformément à l'article 1110 (2). Nous partageons cette opinion.

Le dol et la violence entraînent aussi la nullité du contrat. Il y aura dol de la part du propriétaire qui, par des manœuvres artificieuses aura assuré le vigneron d'un rendement normal du domaine supérieur au rendement réel. Le vigneron commettra un dol en présentant sa famille comme plus nombreuse qu'elle n'est en réalité. Comme exemple de violence, on peut citer le cas d'un propriétaire consentant à prendre telle personne comme vigneron, sous la pression de menaces sérieuses.

Au reste, le consentement sera rarement vicié. L'erreur se produit peu, les parties se connaissant et connaissant l'objet du contrat. Le dol et la violence sont inutiles, les intérêts des contractants étant étroitement liés. Si le vigneron trompé cultivait mal, l'auteur du dol en serait en même temps la victime.

Ajoutons que le contrat est formé dès qu'il y a eu échange de consentement, mais que l'exécution n'a lieu, en général, qu'un certain temps après la formation.

(1) Larombière, t. I, n° 15.

(2) Rérolle, *ouv. cit.*, p. 296.

2° *Capacité*. — La capacité requise chez le bailleur diffère de celle du preneur. Pour faire un bail à vigneronnage, il suffit d'avoir la capacité de faire des actes d'administration portant sur une durée de moins de neuf ans. Le bail à vigneronnage, en effet, est annuel et n'engage que la jouissance du domaine. Seront donc des bailleurs capables : le mineur émancipé, l'incapable pourvu de conseil judiciaire, la femme séparée de biens, l'usufruitier, le père administrateur légal des biens de ses enfants mineurs, le tuteur, le mari, l'envoyé en possession provisoire. Au cas d'indivision, tous les copropriétaires doivent consentir le bail.

L'Etat ne peut jamais consentir de baux à mi-fruits. Tous ses biens doivent être affermés aux enchères publiques (loi du 5 novembre 1790).

Le vigneron doit avoir la capacité de s'obliger, car il contracte une obligation de faire, l'obligation de cultiver, susceptible de se résoudre en dommages-intérêts au cas d'inexécution. En l'espèce, les incapables seront le mineur, l'interdit, la femme non autorisée du mari, toutes hypothèses de nature à se présenter bien rarement dans la pratique.

3° *Objet du contrat*. — L'objet du contrat c'est le domaine, qui porte en Beaujolais les noms de *vigneronnage* ou de *travail*.

Un vigneronnage comprend d'abord des bâtiments d'habitation et d'exploitation (écurie, hangar ou loge, four, etc.), à l'usage du vigneron (1). Quant au domaine

(1) V. l'Appendice : *l'Habitation du vigneron beaujolais*. — N'oublions pas le jardin, attenant aux bâtiments, et dont les produits contribuent à la nourriture du vigneron et de sa famille.

proprement dit, son étendue varie de 2 à 6 hectares. Les vignes occupent généralement les deux tiers de sa superficie, plus de la moitié en tous cas. Souvent même, dans certaines localités, le domaine est exclusivement vignoble. Cette tendance à la surplantation, condamnée par les économistes, s'est manifestée surtout après la crise phylloxérique. Normalement, le vigneronnage comprend, outre les vignes, une certaine étendue de prairies naturelles et des terres à semer en céréales ou en plantes potagères. Quand on arrache la vigne, il est d'usage de laisser le terrain se reposer pendant trois ou quatre ans — ce qui augmente l'étendue des terres du domaine. Quelques ares de bois et de jachères complètent parfois la composition de l'héritage rural, dont la loi du 18 juillet 1889 fait l'objet du contrat.

4° *Cause*. — Le vigneronnage est un contrat synallagmatique. Dans ces contrats, la cause de l'obligation de l'une des parties réside dans l'obligation de l'autre partie. La cause du contrat sera donc, pour le bailleur, la culture de son domaine et l'acquisition de la moitié des fruits, pour le preneur, la jouissance du fonds.

5° *Prestation* (1). — Dans le bail à vigneronnage, il n'y a pas de prix de location fixé, de fermage. Le propriétaire perçoit la rente du sol en nature, en partageant avec le vigneron les récoltes du domaine (2).

La jouissance du domaine est commune aux parties,

(1) Aux quatre conditions générales de l'art. 1108, nous joignons deux éléments spéciaux, prestation et durée.

(2) Le propriétaire perçoit donc des fruits naturels, non des fruits civils. Les conséquences de cette distinction se produiront ici, notamment en matière d'usufruit.

qui en partagent les produits. Le partage par moitié, consacré par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1889, est la règle dans le vigneronnage. Vin, grains, pailles, fruits, ceps arrachés sont ainsi partagés. Le vigneron en remet la moitié au propriétaire. Les fourrages seuls font exception, et restent en entier au vigneron. Une somme d'argent (de 50 à 150 francs) et certains produits en nature (œufs, beurre, volaille), formant la prestation colonique ou *basse-cour*, complètent, avec la moitié des produits, la prestation du vigneron.

6° *Durée*. — L'échange du consentement, générateur du contrat, doit porter sur tous ses éléments, et par conséquent, sur sa durée. Cette durée est fixée par la convention ou par l'usage des lieux. Quand les parties ne fixent pas de terme à la durée du contrat, la loi du 18 juillet 1889 (article 13), renvoie à l'article 1736 du Code civil. Par suite, le bail est susceptible de durer indéfiniment, mais chaque partie peut donner congé à l'autre, en se conformant à l'usage des lieux.

En principe, le bail à vigneronnage est annuel. « La durée est d'une année, quand il n'y a pas d'écrit fixant la durée. » (Usages locaux du canton de Villefranche.) La jurisprudence a consacré cet usage. Le Tribunal civil de Lyon, appliquant l'article 1774, a décidé qu'à défaut de conventions expresses, l'engagement d'un vigneron pour la culture d'une vigne est réputé fait pour un an (1).

Les conventions écrites fixent rarement la durée du

(1) Jugement du 20 août 1880. (*Moniteur judiciaire*, 23 décembre 1880.)

contrat. Quand elles le font, elles respectent l'usage général. Les baux à vigneronnage de 4, 6 ou 9 ans, si fréquents sous l'ancien régime, ont à peu près disparu.

Au reste, l'annalité du bail s'explique parfaitement. Le contrat a pour but l'exécution d'une série annuelle de travaux, terminée par la récolte. Le cycle révolu, la récolte enlevée, l'année culturale écoulée, le contrat prend fin tout naturellement, après entière exécution.

C'est au 11 novembre (Saint-Martin) que commencent et se terminent les baux. A cette époque, les travaux sont terminés et les récoltes perçues.

Quand l'année s'écoule sans que l'une des parties ait donné congé à l'autre, quand le vigneron reste en possession du domaine, il se forme un nouveau bail, conformément à l'article 1738 du Code civil (article 13 de la loi du 18 juillet 1889). Il s'opère une tacite reconduction. Il y a convention tacite de colonage partiaire, licite, puisqu'il n'est pas nécessaire que le consentement soit formellement exprimé. Le défaut d'opposition des parties équivaut à un consentement tacite.

Ce n'est pas l'ancien bail qui continue, c'est un nouveau bail qui commence, et qui doit, par conséquent, réunir les divers éléments nécessaires à sa validité.

Le bail ainsi renouvelé par tacite reconduction, est consenti aux mêmes conditions que le premier.

La durée de ce nouveau bail est d'une année. Les usages locaux du canton de Villefranche le reconnaissent formellement, ainsi qu'un jugement du Tribunal de Villefranche (1), décidant que le bail se continue « d'année en année » par tacite reconduction.

(1) Jugement du 6 mars 1885.

Le nombre de ces baux tacites est illimité. La situation peut se perpétuer indéfiniment, autant que les parties en cause, chacune conservant le droit d'y mettre fin chaque année, par un congé régulier.

En fait, cela revient à dire, comme l'a fait la Cour de Lyon (1), que la durée du bail formé par tacite reconduction est indéterminée et continue jusqu'à ce que l'une des parties donne congé à l'autre, dans les délais fixés par les usages des lieux.

(1) Cour d'appel de Lyon, 2^e ch., 22 mai 1886. *Monit. Judic.* du 25 septembre 1886.

CHAPITRE III

Forme et preuve du Contrat.

Le bail à vigneronnage est un contrat purement consensuel. Lorsque tous les éléments nécessaires à sa formation sont réunis, le seul échange de consentement des parties suffit à le faire naître. La rédaction d'un acte est indifférente à sa formation: elle peut seulement, le cas échéant, faciliter la preuve.

Aussi, bien souvent, les baux sont-ils purement verbaux (1). On ne rédige plus d'actes notariés, comme pour les baux à ferme. Les baux notariés, fréquents sous l'ancien régime, ont disparu vers le milieu du XIX^e siècle.

Aujourd'hui, les seuls baux écrits que l'on rédige sont des actes sous seings privés. Ces baux, ces *conditions*, suivant l'expression locale, sont transcrits, soit sur papier libre, soit sur papier timbré et ne sont jamais enregistrés dans la pratique.

On n'aura donc pas à appliquer au vigneronnage l'article 7 de la loi du 18 juillet 1889, renvoyant à l'article 1743 du Code civil, aux termes duquel, si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne se soit réservé ce

(1) En 1855, les rédacteurs des *Usages locaux du canton de Belleville* constataient déjà que les baux étaient « le plus souvent verbaux et abandonnés à l'empire de l'usage ».

droit par le contrat de bail. Disposition de peu d'utilité d'ailleurs pour le vigneronnage annuel.

Les baux écrits sont généralement faits en double exemplaire, conformément à la loi. On les rédige parfois sous forme de livrets, dont un exemplaire est remis au vigneron. Du reste, faits en simple original, ils pourraient servir de commencement de preuve par écrit (1).

Ces baux écrits, utiles surtout quand l'une des parties est étrangère au pays, ne font, d'ailleurs, que transcrire les usages les plus généralement suivis. Aussi, ne s'y réfère-t-on jamais dans la pratique (2).

En somme, qu'il s'agisse de bail écrit ou de bail verbal, ce qui règle surtout les rapports du propriétaire et du vigneron, c'est l'usage local, très nettement établi en Beaujolais. Comme le dit M. de Saint-Charles, « l'usage du pays a définitivement fixé les droits et les obligations : usage très savant et casuistique un peu ; variant de vallée à vallée, de la plaine à la côte, pour certains détails, mais assuré comme une loi d'Etat ; tissé par les souvenirs des pères et des aïeux ; respecté par les moins endurants, jalousement maintenu par les plus étourdis (3) ».

Les usages locaux du Beaujolais ont été recueillis et codifiés, de manière d'ailleurs très imparfaite. Une première tentative de codification eut lieu à la suite d'une circulaire du ministère de l'Intérieur, du 26 juillet 1844, signalant la nécessité de rechercher et de recueillir partout, les usages locaux dans chaque département, « dans

(1) Cass., 1^{er} août 1867. (S. 67-1-373.)

(2) D'autant plus que les procès sont rares. La possibilité du congé annuel rend inutile la soumission des conflits à la justice, et partant la production des baux.

(3) F. de Saint-Charles, *le Vigneron beaujolais*, p. 6.

l'intérêt des services de l'Administration et des Tribunaux ». Le travail, interrompu en 1848, fut repris à la suite de deux circulaires de 1850 et 1855. C'est alors que, dans le département du Rhône, l'autorité préfectorale institua dans chaque canton une commission présidée par le Juge de paix, et chargée de recueillir les usages locaux. Ces recueils cantonaux, restés manuscrits, et le plus souvent sommaires, sont encore appliqués par les juges de paix. Les travaux des commissions cantonales furent soumis à l'examen d'une commission centrale, qui acheva le travail de codification en 1856 (1).

Les usages beaujolais, comme le constate le *Recueil du canton de Belleville*, sont presque tous « conformes à la coutume de Paris qui régissait jadis la province dans toutes les matières qui n'étaient pas exceptionnellement soumises au droit écrit ». Ces usages, depuis le milieu du siècle, ont subi quelques modifications importantes. C'est qu'en effet, comme le faisait remarquer une circulaire administrative, « cette loi vivante se modifie en même temps que se transforment les conditions qu'elle est appelée à régir ». Déjà, lors de la modification de 1855, certains usages tendaient à disparaître, tel celui des affanures dans le canton de Villefranche. Aujourd'hui, le cheptel a complètement disparu du vigneronnage. Le droit de colon tend de plus en plus à se perdre. Enfin, depuis la reconstitution générale du vignoble, qui a suivi la crise phylloxérique, les conditions de culture de la vigne se sont modifiées, entraînant quelques transformations dans les usages fortement entamés par les conventions particulières.

(1) Vachez, *Usages locaux du Rhône*.

Quelle est la valeur juridique des usages locaux ?

Il est certain d'abord que cette valeur n'est que subsidiaire. Faute de stipulations expresses des parties, on se référera d'abord à la loi, puis aux usages locaux. M. Clément, rapporteur au Sénat de la loi du 18 juillet 1889, s'est prononcé catégoriquement en ce sens. Certains cependant affirment la prédominance des usages locaux. C'est là, croyons-nous, pure querelle de mots, motivée par ce que la loi elle-même renvoie aux usages quand ses dispositions ne sont pas générales.

Une autre question se rattache à celle de la valeur des usages locaux : leur violation donne-t-elle lieu au pourvoi en Cassation ?

Non, certainement, s'il s'agissait de la violation d'un usage que le Tribunal a déclaré ne pas exister. Car la constatation d'un usage local est une question de fait, tranchée souverainement par le juge du fait. De même si le Tribunal, après avoir constaté l'existence de l'usage, refusait de l'appliquer, en se basant sur ce que les parties, eu égard aux circonstances, doivent être considérées comme l'ayant formellement écarté.

Mais si le Tribunal, après avoir constaté l'usage, n'en tenait aucun compte, sans démontrer que les parties aient voulu s'y soustraire, il y aurait violation de la loi de 1889, qui donne, en quelque sorte, force de loi aux usages des lieux. Le pourvoi en Cassation serait possible.

Suivant une autre opinion, au contraire, la Cour de Cassation ne pourrait être saisie en aucun cas. Le juge du fait serait seul compétent, tant que l'usage n'aurait pas été consacré expressément par la loi.

Enregistrement. — La loi du 22 frimaire an VII, article 15, soumettait le bail à colonage partiaire au même droit proportionnel que le bail à ferme, mais ce droit n'était exigible que si le bail faisait l'objet d'un écrit.

La loi du 23 août 1871, article 11, décida que les baux verbaux seraient soumis à la formalité de la déclaration et enregistrés. Mais — les travaux préparatoires le prouvent — cette disposition ne s'appliquait pas au bail à colonage, considéré comme association et non soumis à la déclaration quand il était verbal.

Peu après, la loi du 28 février 1872 frappa d'un droit fixe gradué, les actes de société. L'administration de l'enregistrement, s'autorisant de l'appréciation erronée du rapporteur de la loi de 1871, sur la nature du métayage verbal, prétendit que la nouvelle loi était applicable à tout bail à colonage partiaire. Elle réclama donc un droit fixe gradué pour tous les baux de ce genre, supprimant ainsi l'article 15 de la loi de frimaire. Un jugement adopta cette manière de voir (1). Mais la Cour de Cassation, dans un arrêt fortement motivé, remit en vigueur les véritables principes, en établissant « qu'il n'est pas possible de considérer les baux à colonage partiaire, pour l'application de la loi fiscale, comme participant en une manière quelconque du contrat de société, et que les affirmations émises par le législateur de 1871, à propos de dispositions ayant pour objet d'atteindre les locations verbales, n'ont pu, en tous cas, avoir pour objet de changer soit la quotité, soit la nature des droits établis par les lois préexistantes, sur les baux en général ».

(1) Brives, 12 août 1873. S. 73-2-308.

Les baux à colonage et à vigneronnage sont donc, encore aujourd'hui, en ce qui concerne la déclaration et l'enregistrement, soumis à la loi du 22 frimaire an VII et l'ancienne distinction entre les baux verbaux et les baux écrits subsiste.

Les baux verbaux ne sont pas assujettis au paiement du droit proportionnel ni à la déclaration. Cependant l'administration de l'Enregistrement, prétendant que la prestation colonique et les diverses redevances fixes stipulées par le bailleur en dehors de la quote-part des fruits constituent un contrat de louage, appliquait l'article 11 et soumettait au paiement du droit les conventions purement verbales. C'est ainsi qu'en 1887, il a été dressé, dans le département de Saône-et-Loire, un grand nombre de contraventions. Le système que voulait faire admettre l'administration est sans fondement. Le colon, le vigneron, ne saurait avoir la qualité de locataire en ce qui concerne la prestation colonique. La prestation colonique, nous le verrons — et bien qu'elle porte parfois en Beaujolais le nom de location — ne représente pas vraiment le loyer des prés, ni des bâtiments remis au vigneron. On ne peut admettre que le contrat de vigneronnage, comme toute convention de colonage, puisse en quelque sorte se dédoubler, et que les prestations accessoires stipulées par le bailleur influent sur la nature du contrat.

Quant aux baux écrits, ils sont soumis à la déclaration et au paiement du droit proportionnel. En Beaujolais, on ne remplit jamais ces formalités dans la pratique.

Les baux doivent acquitter un droit proportionnel de

0,20 p. 100 et de 0,25 p. 100, décimes compris. Ce droit ne porte que sur la portion de fruits revenant au propriétaire.

Un bail à vigneronnage notarié devrait être enregistré dans les dix ou quinze jours de sa date, suivant que le notaire réside ou non dans la commune où est situé le bureau d'enregistrement (loi du 22 frimaire an VII, article 20). Un bail sous signatures privées doit l'être dans les trois mois de sa date (article 22). Le bailleur et le preneur qui laissent passer ce délai encourent une amende de 62 fr. 50, décimes compris.

Les baux authentiques ne pourraient être enregistrés qu'aux bureaux de l'arrondissement où résiderait le notaire qui les aurait dressés. Les baux sous-seings privés peuvent l'être à n'importe quel bureau (loi du 22 frimaire an VII, article 26).

Preuve du bail verbal (1). — Quand le bail est purement verbal, comment faire la preuve du contrat ?

Appliquera-t-on l'article 1715 du Code civil, d'après lequel la preuve ne peut être reçue par témoins; quelque modique que soit le prix du bail et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données ?

La loi de 1889 ne renvoie pas à ce texte. Il faut donc l'écarter; comme toutes les dispositions des titres du Louage et de la Société auxquelles la loi ne se réfère pas formellement. L'article 1715 reste donc spécial au bail à ferme.

(1) Bouissou et Turlin, n° 106. — Dalloz, *Louage à colonat partiaire*, p. 8. — Méplain, *ouv. cit.*, n° 59. — Rérolle, *ouv. cit.*, p. 318 et s.

On appliquera le droit commun, en l'espèce les articles 1341 et suivants du Code civil (1), et l'on décidera que le demandeur peut prouver, par tous les moyens, même par témoins et par présomptions, l'existence du contrat, jusqu'à concurrence de 150 francs. Au-dessus de ce chiffre, la preuve ne peut être faite que par écrit, par la production d'un acte authentique ou sous-seings privés. Même dans ce cas, la preuve par témoins reste possible, s'il y a commencement de preuve par écrit (acte sous-seings privés fait en simple exemplaire, etc.).

Pour déterminer la valeur de la demande, pour savoir si elle excède ou non 150 francs, on multiplie par 5 le principal de la contribution foncière de l'année courante. On obtient ainsi le revenu du domaine (article 3 de la loi de 1838), qui représente le montant de la demande au cas de contestation entre les parties (2).

(1) Ce droit commun est consacré, en matière de société, par l'article 1834 C. c.

(2) Cf. Sauzet, *ouv. cit.*, p. 108.

CHAPITRE IV

Obligations des Parties.

SECTION PREMIÈRE. — Obligations du Bailleur.

Les obligations du propriétaire sont, pour la plupart, mentionnées à l'article 3 de la loi du 18 juillet 1889 (1). Elles concernent la délivrance, la garantie et l'entretien des objets compris au bail.

a) DÉLIVRANCE. — Le propriétaire est tenu, à l'époque fixée pour l'entrée du vigneron, de le mettre à même d'entreprendre la culture du domaine (2). La délivrance porte sur la chose même et sur ses accessoires, tels qu'ils sont déterminés par l'usage des lieux.

La chose, c'est le domaine: bâtiments d'habitation et d'exploitation (caves, cuvier, écuries, hangar), vignes, terres, prairies.

Les accessoires comprenaient autrefois le cheptel, ce qui leur donnait une importance qu'ils n'ont plus aujourd'hui.

Sous l'ancien régime, le propriétaire fournissait au vigneron le bétail nécessaire à la culture du domaine, des vaches surtout. On partageait les profits de ce cheptel, dont les pertes étaient supportées dans la même proportion.

(1) L'article 3 reproduit, avec de légères modifications, les articles 1719 et suivants du Code civil.

(2) Cass., 7 novembre 1827. Sirey, 28-1-184.

L'usage du cheptel persista pendant la première moitié du xix^e siècle. En 1856, les rédacteurs des *Usages locaux* constatent encore que « dans les baux à vigneronnage, le propriétaire et le cultivateur fournissent le cheptel par moitié; les pertes et les profits se partagent ». A Belleville « le propriétaire fournit au colon un cheptel de deux, trois ou quatre vaches suivant l'importance du domaine ». A Villefranche, on estime que « l'usage le plus utile pour le vigneronnage est que les vaches sont à moitié ». Cependant, on note déjà que parfois « les vaches appartiennent entièrement au cultivateur. Le produit des vaches lui appartient, mais il paie au propriétaire du domaine le droit de basse-cour ».

Notons ici l'explication de l'origine de la prestation colonique en basse-cour.

Quoi qu'il en soit, la disparition du cheptel s'accroît rapidement. Elle est aujourd'hui complète: le vigneron est propriétaire exclusif de ses vaches, dont il perçoit en entier les produits.

On peut attribuer cette disparition du cheptel-bétail, à l'augmentation de la richesse générale du pays, à la diffusion du numéraire, à la facilité plus grande des transactions, et enfin, au désir des parties de simplifier leur rapports. L'existence du cheptel entraînait en effet des comptes minutieux entre propriétaire et vigneron (estimation du bétail, partage des produits, notamment du croît). Cette source permanente de conflits est aujourd'hui tarie.

Il arrive souvent que le vigneron, en s'établissant, manque de l'argent nécessaire à l'acquisition du bétail. Cet argent, le propriétaire le lui avancera. C'est un sim-

ple prêt, soumis aux règles générales de ce contrat, qui permet d'éviter les complications du cheptel.

Ces avances d'argent, pour l'achat du bétail, revêtent parfois le caractère d'accessoire permanent du vigneronnage. C'est alors une sorte de cheptel — argent. Le vigneron entrant ne trouve pas un certain nombre de têtes de bétail attachées au domaine, mais il lui est remis une somme fixe, — 100, 200 francs — destinée à l'achat de ce bétail. Le propriétaire obtient alors, à titre de créancier, un véritable privilège sur les vaches du vigneron. En fait, sa situation se rapproche de celle du maître, propriétaire du cheptel-bétail.

Les poules, lapins et autres animaux de basse-cour, qui faisaient partie du cheptel, sont aujourd'hui la propriété du vigneron.

Les autres accessoires du domaine — les seuls aujourd'hui —, dont la délivrance est due par le propriétaire au vigneron, comprennent le matériel vinaire, en partie du moins, certains instruments de culture, les fourrages, engrais et semences.

Le gros matériel vinaire (pressoir, cuves, *gerles*) est fourni par le propriétaire. En général, il fournit aussi les bennes. En 1856, pourtant, il y avait « des propriétaires qui exigeaient que leurs vignerons fournissent leurs bennes pour ramasser la vendange (1) ». Cette coutume, en usage dans le Haut-Beaujolais, tend plutôt à décroître.

Quant aux instruments de culture, ils ont toujours été fournis par le vigneron. Celui-ci apporte ses instruments

(1) *Usages locaux du canton de Villefranche*, n° 36.

de travail, ses charrettes, tombereaux, jougs et harnais (*applais*), charrues, herses, etc. Mais la culture de la vigne a subi, en ces dernières années, d'importantes transformations. Depuis la crise phylloxérique, les maladies se sont abattues sur le vignoble, nécessitant des traitements énergiques. Pour l'application de ces traitements, il faut des instruments perfectionnés (pals, pulvérisateurs, soufreuses, chaudières à pyrale, phares lumineux), dont l'acquisition et l'entretien sont, en général, à la charge exclusive du propriétaire. Ces appareils sont de véritables accessoires du domaine.

La délivrance porte également sur les pailles, fourrages et engrais, que le vigneron sortant a dû laisser, suivant des règles exposées plus bas, et qui font en quelque sorte partie du fonds, à titre d'accessoires.

Quand le domaine comprend des terres à ensemercer, le propriétaire doit également délivrer au vigneron la moitié des semences. Sinon, le vigneron fournira la totalité des semences, mais, comme il n'en doit que la moitié, il prélèvera sur la récolte les avances ainsi faites.

Observons ici que tous ces accessoires du domaine constituent ce qu'on appelle parfois le cheptel-mort, par opposition au cheptel-vif, composé du bétail. Mais en Beaujolais, la notion du cheptel-mort est inconnue; le cheptel-vif est le seul qu'on ait jamais pratiqué.

Telle est l'obligation de délivrance mise à la charge du propriétaire, et qui doit être exécutée au jour fixé par la convention ou par l'usage, c'est-à-dire au 11 novembre.

b) GARANTIE. — Le propriétaire doit garantir au vigneron la paisible possession du domaine et de ses acces-

soires. La garantie a trois objets: 1° les vices cachés de la chose; 2° le fait personnel du bailleur; 3° l'éviction provenant d'un tiers.

1° *Vices cachés*. — Le propriétaire doit la garantie des vices cachés de la chose, quand même il ne les aurait pas connus au moment de la conclusion du contrat. Les vices cachés rendent, en effet, la chose impropre à l'usage auquel elle était destinée. Le vigneron subit de ce fait un préjudice dont la réparation incombe au propriétaire. En l'espèce, les vices cachés seront les vices de construction des bâtiments d'habitation et d'exploitation, leur infection par les germes d'une maladie contagieuse, la contamination des eaux du puits, la présence d'herbes vénéneuses dans les prairies (1). La bonne ou la mauvaise foi du bailleur n'est pas à considérer: il est, dans tous les cas, passible de dommages-intérêts, parce qu'il y a inexécution de ses obligations. Mais s'il est de bonne foi on lui appliquera l'article 1150 du Code civil, et il ne devra que les dommages-intérêts que l'on a prévus ou pu prévoir lors de la naissance du contrat.

Quant aux vices apparents et aux défauts naturels de la chose, ils ne donnent lieu à aucune indemnité, au cas de préjudice: le preneur a dû s'en rendre compte avant de contracter.

Au reste, il est parfaitement loisible au propriétaire, lors de la conclusion du bail, de stipuler la non-garantie à raison des vices cachés de la chose.

(1) Bouissou et Turlin, n° 173.

2° *Fait personnel du bailleur.* — Le propriétaire doit s'abstenir de troubler la jouissance du vigneron. Sauf convention contraire, ou assentiment de celui-ci, il ne peut apporter aucun changement dans la distribution du domaine, par exemple, retirer au vigneron certaines vignes pour les remplacer par d'autres moins avantageuses, ni lui assigner une autre habitation que celle convenue d'abord.

Il ne pourrait pas non plus faire paître son bétail dans les prés du vigneronnage, ni donner l'autorisation d'y faire paître le bétail d'un étranger ou d'un autre vigneron.

Le bailleur pourra-t-il changer la destination de la chose, transformer le domaine, y introduire des cultures nouvelles ? Oui, en principe, puisqu'il a la direction générale de la culture. Mais il faut concilier ce droit avec le droit du vigneron à la jouissance du domaine. A ce sujet, on ne peut donner de règle absolue. C'est une question de fait à résoudre par les tribunaux qui s'inspireront des usages et de l'état de la culture locale. Le vigneron, semble-t-il, ne doit pas pouvoir s'opposer aux transformations décidées par le propriétaire, toutes les fois qu'elles doivent aboutir, immédiatement ou dans un certain délai, à un rendement équivalent ou supérieur au rendement actuel (1). Ainsi, nous admettrons la transformation d'une terre en pré, d'une friche en terre ou en bois, d'une terre en vigne.

3° *Garantie du fait d'autrui.* — Le bailleur doit garantir le preneur contre les troubles provenant des tiers.

(1) Méplain, n° 148. —Sauzet, ouv. cit., p. 212.

On distingue à cet égard, le trouble de droit et le trouble de fait. Le propriétaire n'assume pas la garantie des troubles de fait: vols de récoltes, bris de clôtures, mutilation de ceps ou d'arbres, etc. Le vigneron peut agir directement contre l'auteur du dommage pour le préjudice qui lui est causé personnellement. Si le trouble atteint également le droit de jouissance du bailleur, le vigneron doit l'avertir, afin qu'il puisse agir de son côté.

Par contre, le propriétaire doit au vigneron la garantie du trouble de droit. Le trouble de droit consiste, ici, dans la prétention émise par un tiers d'avoir un droit sur la chose (droit de propriété, servitude, etc.), prétention manifestée soit par l'exercice d'une action judiciaire, soit par des voies de fait. Dans ce cas, le propriétaire doit intervenir pour prendre la défense du vigneron. Si celui-ci a été cité en justice, il peut se retirer de l'instance en faisant connaître le bailleur, ou bien rester en cause en l'appelant en garantie. Si le propriétaire n'a pas gain de cause, le vigneron peut obtenir des dommages-intérêts pour inexécution de l'obligation du bailleur, et demander en outre la résiliation du bail, suivant l'importance de l'éviction.

c) ENTRETIEN. — Les bâtiments remis au preneur doivent être en bon état au moment de la délivrance. De plus, le bailleur, astreint à procurer au preneur la jouissance intégrale de la chose, doit faire exécuter, pendant la durée du bail, toutes les réparations nécessaires (loi du 18 juillet 1889, article 3).

Il faut à ce sujet distinguer les grosses réparations des réparations locatives.

En principe, les grosses réparations sont seules à la

charge exclusive du propriétaire. Le vigneron n'est tenu que de faire les charrois de matériaux (1). Encore faut-il qu'il s'agisse de simples réparations et non de reconstructions à neuf des bâtiments d'habitation ou d'exploitation (2).

Quant aux réparations locatives ou de menu entretien, elles sont à la charge du vigneron, à moins, toutefois, qu'elles ne soient occasionnées par la vétusté ou la force majeure (article 3, loi du 18 juillet 1889), auquel cas elles sont exécutées aux frais du propriétaire.

Que faut-il entendre par grosses réparations, par réparations locatives ou de menu entretien ? C'est là une question de fait. Les tribunaux décideront, en s'inspirant de la nature des travaux, de l'usage, et, s'il y a lieu, des stipulations du bail.

Ajoutons enfin que le propriétaire supporte seul, en général, les frais d'entretien du gros matériel vinaire et des instruments de culture qu'il fournit.

d) OBLIGATION DE PAYER L'IMPÔT (3). — D'après l'usage général, le propriétaire paye la totalité de l'impôt foncier, bâti et non bâti. C'est en effet une charge de la propriété : le vigneron, qui doit seulement son travail, n'a pas à la supporter.

Il n'en a pas toujours été ainsi, comme nous l'avons vu. Sous l'ancien régime, le vigneron payait, en tout ou

(1) Usages locaux de Belleville, de Villefranche. Il n'en est pas ainsi dans le canton d'Anse. (Vachez, ouv. cit., p. 50.)

(2) *Usages locaux de Villefranche*, n° 38.

(3) La loi du 18 juillet 1889 ne mentionne pas cette obligation du bailleur, sans doute à cause de la diversité des usages en la matière.

partie, les impositions grevant le domaine. En 1856, les *Usages de Villefranche* constatent que l'impôt foncier est à la charge du propriétaire, l'impôt des portes et fenêtres restant à celle du vigneron, sauf stipulation contraire. Aujourd'hui, ces deux impôts sont acquittés par le propriétaire. Les conventions contraires sont rares. On a soutenu, il est vrai, que le vigneron remboursait indirectement au propriétaire la moitié de l'impôt, au moyen de la prestation colonique. Nous verrons ce qu'il faut penser de cette opinion.

Le législateur de 1889 a négligé cette question de l'impôt. Il n'en est pas de même du projet de loi établissant l'impôt sur le revenu, présenté par M. Caillaux, ministre des finances, et actuellement soumis à la commission de législation fiscale. * Le projet s'occupe de répartir l'impôt au cas de colonage partiaire, à propos des bénéfices agricoles.

A l'heure actuelle (mars 1907), la commission a supprimé l'article 42, qui imposait le propriétaire et l'exploitant par un rôle collectif et les déclarait solidairement débiteurs de l'impôt. Elle l'a remplacé par une disposition, aux termes de laquelle le propriétaire serait imposé à la cédule des revenus de la propriété non bâtie pour la portion des fruits correspondant à la rente, c'est-à-dire la moitié. Pour le reste, si le contrat lui attribue une part de produits supérieur à la moitié, il serait imposé à la cédule des produits agricoles.

e) AUTRES OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE. — Le propriétaire doit supporter la moitié de certaines charges de l'exploitation; il en est d'autres qu'il supporte en totalité. Observons toutefois que les travaux de culture ne sont

mis que très exceptionnellement à sa charge. Nous entrerons dans le détail de ces obligations du propriétaire en examinant celles du vigneron.

SECTION II. — Obligations du Vigneron.

Les obligations du vigneron sont multiples. Pour les étudier, nous nous placerons successivement à son entrée dans le domaine, au cours du bail, à la sortie du vigneron.

§ 1^{er}. — OBLIGATIONS DU VIGNERON À SON ENTRÉE.

a) *Le vigneron doit venir habiter les bâtiments du vigneronnage.* — Cette obligation constituait une clause de style dans les anciens baux. Aujourd'hui elle est universellement admise; la loi de 1889 l'a consacrée dans son article 4, *in fine*.

Le vigneron doit occuper les bâtiments d'habitation et se servir des bâtiments d'exploitation qui lui sont affectés. Cette obligation entraîne celle d'enfermer dans les bâtiments à ce destinés, les récoltes du domaine (vin, grains, fourrages).

Le but de cette obligation est de faciliter la culture du domaine, en forçant le vigneron à résider à portée de son travail.

De plus, on assure ainsi la conservation du privilège du bailleur, reconnu au profit du propriétaire par la loi de 1889 (article 4).

Il est assez rare, en pratique, que l'on dresse un état des lieux à l'entrée du vigneron. Les *Usages du canton de Villefranche* mentionnent toutefois la coutume de « constater l'état de la maison par des procès-verbaux de lieux faits contradictoirement par deux experts ».

b) *Le vigneron doit garnir le domaine des bestiaux et ustensiles nécessaires à l'exploitation.* — Le vigneron doit garnir l'étable du nombre de vaches nécessaire, stipulé par le bail (2, 3 ou 4). Il doit également se munir, à son entrée, de tous les véhicules et instruments d'agriculture (charrette, tombereau, brouettes, outils manuels).

La source de cette obligation du vigneron réside dans cette autre obligation, plus large, de cultiver le domaine et de cultiver à ses frais.

En outre, de cette façon, l'exercice du privilège du bailleur reconnu au propriétaire est assuré efficacement.

§ 2. — OBLIGATIONS DU VIGNERON AU COURS DE L'EXPLOITATION.

a) *Le vigneron doit cultiver lui-même.* — A la différence d'un fermier, d'un locataire ordinaire, il ne peut céder son bail, ni sous-louer, à moins d'y être autorisé expressément (1763, C. c.). Cette interdiction s'explique parce que le vigneronnage est un contrat conclu *intuitu personæ*. C'est en considération de la personne du preneur que le bailleur a contracté: il est juste que ce preneur ne puisse se substituer un tiers, de son seul gré.

Dire que le vigneron doit cultiver lui-même ne signifie pas autre chose. Cela ne signifie pas que le vigneron soit astreint à exécuter lui-même, de ses propres mains, les différents travaux de culture. Il peut se faire aider par ses enfants, par des domestiques, par des journaliers. L'emploi d'auxiliaires est même nécessaire en certaines circonstances, pour les vendanges surtout.

Quand l'âge ou la maladie lui interdisent tout travail,

le vigneron peut se faire suppléer entièrement par ses enfants ou des salariés. Mais, même alors, il conserve, dans la mesure où il les possède vis-à-vis du maître, la surveillance, la direction et la responsabilité de l'entreprise. Le propriétaire ne connaît que lui: il n'a pas affaire à ceux qui cultivent effectivement. Le vigneron, dans de telles conditions, conserve sa qualité de preneur; il n'a pas sous-loué, ni cédé son bail: il remplit donc son obligation de cultiver lui-même, qui a pour sanction la résiliation du bail et des dommages-intérêts.

*
* *

Fréquemment, le vigneron emploie des auxiliaires, domestiques et journaliers.

Les rapports entre maîtres et domestiques sont régis par des règles très anciennes. En 1855, les rédacteurs des *Usages du canton de Belleville* estimaient que les ordonnances royales rendues sur la matière aux xvi^e et xvii^e siècles, étaient toujours en vigueur à l'état d'usages.

Les domestiques louent leurs services pour un an, pour six mois, quelquefois d'une foire à l'autre (1). « Les termes ordinaires sont le 24 juin (Saint-Jean) et le 11 novembre (Saint-Martin). Le bail ne peut être arbitrairement rompu pendant sa durée à la simple volonté de l'une ou de l'autre des parties. Maîtres et domestiques doivent également déduire leurs motifs de renvoi ou de retraite. Si le juge ne les trouve pas fondés, il apprécie le tort qui résulte pour l'un ou pour l'autre de

(1) *Usages locaux de Belleville et de Villefranche*. — Les foires où se louent les domestiques ont lieu les 24 mai (Annonciation), 24 juin (Saint-Jean), 11 novembre (Saint-Martin), 30 novembre (Saint-André), 24 décembre (Noël). (Us. loc. de Villefranche.)

l'infraction au bail et il en ordonne la réparation par une retenue sur le gage du domestique ou une indemnité qui lui est payée par le maître (1) ».

Dans le canton de Villefranche, la partie qui rompt injustement le contrat doit également une indemnité. Cette indemnité est du sixième, du cinquième ou du quart de la portion du gage qui est due, suivant les circonstances ou les époques de sortie (2).

Quant aux ouvriers agricoles à la journée, à la semaine ou au mois, ils peuvent être renvoyés sans indemnité à l'expiration du temps pour lequel ils sont engagés (3).

Domestiques et journaliers employés par le vigneron, n'ont de rapport juridique qu'avec lui. Lui seul est débiteur de leurs gages ou de leurs salaires. En aucun cas, ils n'ont de recours à exercer contre le propriétaire à ce sujet. Ils ne pourraient demander à celui-ci de payer la moitié de ce qui leur est dû, et, à plus forte raison, ils ne seraient fondés à demander la condamnation solidaire du propriétaire et du vigneron.

Ils ne pourraient prétendre qu'aux sommes dues par le propriétaire au vigneron, après apurement de leurs comptes.

Ils jouissent du privilège accordé par l'article 2101-4°, Code civil, pour « salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante (4) ».

(1) *Usages locaux de Belleville.*

(2) *Us. loc. de Villefranche*, n° 50.

(3) *Us. loc. de Villefranche*, n° 52.

(4) *Rérolle*, p. 355.

b) *Le vigneron ne doit pas abandonner la culture du domaine.* — C'est une des obligations édictées pour le bail à ferme par l'article 1766, du Code civil, auquel renvoie la loi du 18 juillet 1889, article 13.

Cette obligation est toutefois plus stricte dans le contrat de vigneronnage. En effet, si le fermier acquitte régulièrement la rente, et si sa négligence ne ruine pas le sol, il est à l'abri de tout reproche. La négligence du vigneron, au contraire, cause toujours un préjudice au propriétaire. La jouissance du fonds étant commune, la ruine du vigneron, eu égard au domaine, cause celle du propriétaire.

Le vigneron ne doit pas abandonner la culture du domaine : il doit tous ses soins à son vigneronnage. Quand le vigneron est propriétaire de biens ruraux voisins, il est à craindre qu'il ne délaisse pour eux son domaine à moitié fruits. Aussi lui interdit-on souvent de les cultiver : « Si le vigneron achète des propriétés, ou s'il en a déjà, et qu'il veuille les conserver, il sera tenu de les affermer », dit un bail (1).

Cette interdiction faite au vigneron correspond à celle de faire des charrois, en dehors du service du domaine ou du maître, et qui était de style dans les baux des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles (2).

(1) Ce bail, cité par M. Cheysson (*Enquête sur les conditions de l'habitation en France*), date de 1831.

(2) Certains baux modernes reproduisent cette interdiction : « Le vigneron s'engage à ne faire ni charrois, ni journées à prix d'argent, mais seulement les charrois et journées gratuits qu'on est dans l'usage de se rendre mutuellement à titre de bon voisinage ; à ne soigner aucun fonds étranger au domaine, fût-il à lui-même ou à ses parents et alors même que ce travail serait gratuit ».

Le but de ces prohibitions est identique: assurer une meilleure culture du domaine concédé, en forçant le vigneron à y consacrer tous ses soins.

Il ne faut cependant pas exagérer l'étendue de cette obligation du vigneron. Celui-ci n'est pas tenu de fournir un travail quotidien ininterrompu. Au contraire, il est relativement très libre, et peut travailler quand il veut. La différence qui le sépare du domestique à gages est, à ce point de vue, très grande.

On peut dire, d'une manière générale que, pourvu que la culture du domaine n'en souffre pas, il est libre de disposer de son temps comme il l'entend. Sauf stipulation contraire, quand son habileté professionnelle est grande, ou quand son vigneronnage est de peu d'étendue, ou quand sa famille est nombreuse et susceptible de l'aider, en un mot quand il a des loisirs, il peut les occuper au dehors, à la culture de ses biens ou des biens d'autrui.

C'est ainsi qu'autrefois nombre de vigneron abandonnaient leurs vignes pour aller faire la moisson en Bresse (1). Aujourd'hui, la vigne demande des soins plus minutieux, des façons plus nombreuses: les loisirs du cultivateur sont plus rares, et la coutume a disparu.

Dans tous les cas, cette obligation du vigneron ne l'empêche pas de rendre les services de bon voisinage, le plus souvent à charge de réciprocité.

Notons enfin que cette obligation de ne pas abandonner la culture est dans un rapport étroit avec la suivante,

(1) Les baux interdisaient souvent au vigneron « de battre et moissonner chez autrui ».

plus générale, et qui constitue la plus importante des obligations du vigneron.

c) *Le vigneron doit cultiver en bon père de famille.* — Le vigneron doit bien cultiver. Il doit exécuter ou faire exécuter sur les divers fonds du domaine, tous les travaux de culture requis par l'usage ou nécessités par les circonstances. Le propriétaire, en vertu de son droit de direction, est juge de cette nécessité. Le vigneron doit apporter tous ses soins à l'exécution de ces divers travaux et veiller à ce qu'ils soient accomplis en temps convenable.

L'exécution de chacune de ces façons constitue autant d'obligations du vigneron, dans le détail desquelles nous allons entrer.

Le vigneron doit donner au sol des vignes, trois façons au moins: les ablaver, biner et tiercer. En cas de besoin, il leur donnera une quatrième façon. Toutes ces façons sont exécutées à main d'homme; la charrue vigneronne, employée dans le Midi, convient mal aux coteaux beaujolais et son usage est très restreint.

A chaque façon, il fera les fossés (raies, rases), nettoiera les chemins ou charroirs. L'hiver, il remontera les terres entraînées au bas des vignes.

Il doit tailler les vignes sans les surcharger, en choisissant les meilleurs porteurs et en combinant les ablations de manière à bien former le *gobelet*, c'est-à-dire à donner au cep la forme évasée qui permettra à l'air et au soleil de pénétrer et de circuler à l'intérieur du cep, facilitant la maturation du raisin. Il réunit ensuite les sarments en fagots ou javelles. Puis, quand la vigne pousse, il doit épamprer et ébourgeonner les tiges inu-

tiles ou nuisibles. Il lui faut ensuite relever et attacher les pousses deux ou trois fois, en rogner ou pincer les pointes. Entre temps, il a dû planter les échalas, enlevés dès le mois de novembre pour être mis à couvert pendant l'hiver (1).

Le vigneron doit arracher les vieilles vignes et miner le sol, c'est-à-dire le défoncer et le retourner en creusant des tranchées successives et voisines, profondes de 60 à 80 centimètres, puis planter les nouvelles vignes. Il donnera aux jeunes plantiers ainsi obtenus les soins spéciaux qu'ils réclament. Notamment, il les *rebroyera*, en remplaçant les jeunes plants morts.

Surtout, le vigneron doit appliquer aux vignes tous les traitements préventifs ou curatifs, destinés à combattre les maladies de toutes sortes, causées par des insectes ou des cryptogames, si nombreuses aujourd'hui.

Il combattra la pyrale par l'échaudage ou la sulfuration du cep, avant la pousse, ou par des appareils lumineux destinés à capturer les papillons nuisibles; l'oïdium, en répandant la fleur de soufre sur les feuilles, au moyen de la soufreuse; le mildew et le black-rot, par des solutions à base de sulfate de cuivre, appliquées au moyen du pulvérisateur.

Cette dernière façon surtout est importante, car elle doit être renouvelée deux ou trois fois. Le plus grand soin doit être apporté à la préparation des mixtures servant à ces traitements chimiques, exécutés du reste sous la surveillance et le contrôle du propriétaire.

(1) On ne met guère d'échalas que dans les plantiers, dans les vignes âgées de huit ans au plus. Ensuite, on relie les ceps deux à deux, par les tiges.

Le vigneron doit aussi fumer les vignes, ainsi que les autres fonds du domaine. Il doit réserver plus spécialement aux vignes le fumier de ses vaches. Mais il doit employer aussi à l'amendement du sol les autres engrais, tels que cendres, terreaux, marcs de vendanges, etc.

Quant aux prés, il les entretiendra en bon état, détruisant les plantes et herbes nuisibles, creusant et curant les rigoles et fossés servant à l'irrigation, veillant à l'entretien des prises d'eau, empêchant les érosions et avulsions des rives des ruisseaux, enfin, s'abstenant de faire paître le bétail quand le terrain est détrempé.

Le vigneron s'oblige également à bien cultiver les terres du domaine; quand elles sont assolées, à observer régulièrement l'ordre des assolements; à tenir les fossés bien curés et les fonds bien égouttés.

Il doit aussi veiller au bon état des clôtures du domaine, spécialement des haies, qu'il est tenu de planter, rebrocher, piocher, élaguer, écheniller. Il les maintiendra à une hauteur suffisante et « bien garnies, sans brèches ni passages ». Il doit également élaguer et écheniller les arbres du domaine et utiliser les branches provenant de l'élagage.

Pour la culture du domaine le vigneron emploie les vaches qu'il est tenu de posséder, au nombre de deux, trois ou quatre, suivant les conventions particulières. Ces vaches lui servent au transport des produits et des récoltes; elles lui fournissent, en outre, tout ou partie de l'engrais nécessaire.

Mais si le vigneron doit avoir des vaches, il lui est, par contre, souvent défendu de tenir des chèvres ou des

moutons, particulièrement nuisibles au développement des haies.

D'une manière générale, dans la culture comme dans l'entretien des fonds, le vigneron doit jouir en bon père de famille: cette obligation juridique résume et comprend toutes les autres (1).

d) *Le vigneron doit employer chaque chose à l'usage auquel elle est destinée.* — Il est tenu de conserver le mode culture, les pratiques agricoles en usage dans l'exploitation. Cette obligation doit se combiner avec le droit du propriétaire d'ordonner des procédés nouveaux et le droit reconnu au vigneron d'y résister dans une certaine mesure.

En vertu de cette obligation du vigneron, il lui est défendu de convertir une terre labourable en prairie, de défricher un bois taillis, d'arracher une vigne ou des arbres sans l'assentiment ou l'ordre du propriétaire.

Il ne doit pas non plus semer ni planter de légumes dans les vignes, ce qui leur nuirait et serait contraire à leur destination.

Il ne doit utiliser ses vaches que pour le profit du domaine, ou le service personnel du maître.

A un autre point de vue, il doit habiter dans les bâtiments réservés à cet usage; engranger ses récoltes dans les locaux à ce destinés; déposer son vin dans les caves du vigneronnage (2). Tout cela prévient le divertisse-

(1) Notamment celles de veiller aux limites et aux bornes des fonds, de prévenir le propriétaire de tous empiètements, déplacements de bornes, dégradations, etc.

(2) Nous employons ici le mot vigneronnage dans sa troisième acception. Il désigne en effet le contrat, le domaine et parfois plus spécialement les bâtiments du domaine.

ment et le détournement des récoltes et assure l'exercice du privilège du bailleur reconnu au propriétaire.

La sanction de ces diverses obligations, aux termes de l'article 1766 du Code civil (article 13 de la loi de 1889), réside dans la résiliation du bail, que le preneur peut demander suivant les circonstances. De plus, au cas où l'inexécution de ses obligations par le vigneron causerait un dommage au propriétaire, celui-ci serait fondé à réclamer des dommages-intérêts.

§ 3. — OBLIGATIONS DU VIGNERON A SA SORTIE (1).

SECTION III. — **Partage des Récoltes.**

« Les fruits et produits se partagent par moitié, s'il n'y a stipulation ou usage contraire. » Cette règle générale, consacrée par la loi de 1889, dans son article 3, s'applique strictement au vigneronnage.

Le partage en nature des récoltes est en effet à la base du vigneronnage.

Tout ce que produit le domaine est partagé par moitié, sauf exceptions.

On peut exprimer cette proposition sous forme d'obligation pour le vigneron de remettre au propriétaire la moitié des produits du domaine.

La récolte de beaucoup la plus importante, parfois même la seule, c'est le vin. Il est partagé par moitié. Les anciens procédés de partage, en vigueur aux siècles passés, persistent encore. Toutefois, on peut noter que le partage de la vendange à la benne, opéré

(1) L'étude de ces obligations est rejetée à la fin de la deuxième partie.

sur place, à la vigne même, est tombé en désuétude. On ne pratique plus que le partage du vin, suivant les deux procédés déjà notés: le partage à la jauge, à tonneaux pleins pour tonneaux pleins, chaque partie recevant un même nombre de tonneaux de vin, de contenance à peu près égale, et le partage à la quarte, mesure valant 12 litres, qui donne des résultats plus précis que le premier, mais est plus long et plus délicat. Le premier de ces procédés est usité surtout dans le Haut-Beaujolais, et le second dans le Bas-Beaujolais, en particulier dans le canton de Villefranche.

Pour que les parts de vin des deux parties soient égales, non seulement en quantité, mais encore en qualité, le partage a lieu au fur et à mesure de la fabrication, soit à la cuve, soit au pressoir.

La loyauté et la bonne foi doivent présider au partage. Pour assurer une répartition équitable, l'ouvrier chargé de l'opération (quand il s'agit de partager à la quarte), doit être choisi d'un commun accord par le propriétaire et le vigneron.

Le blé et les grains de toutes sortes sont également soumis au partage par moitié.

Les anciens baux à grangeage et à vigneronnage prévoyaient minutieusement les conditions de ce partage, compliqué par les droits seigneuriaux, les dîmes et surtout par l'usage des affanures: autant de difficultés disparues.

La culture du blé et des céréales est, du reste, des plus restreintes de nos jours, dans le Beaujolais vignoble.

Sont également partagés, les pommes de terre et légumes cultivés dans les terres du domaine, ainsi que

les fruits provenant de ses arbres (1), sauf stipulation ou usage particulier contraires.

Il en est de même des osiers utilisés au reliage des tonneaux; des marcs de raisin restant sur le pressoir après la vinification, distillés sur place ou vendus; des *javelles* ou fagots de sarments, au moins dans le Bas-Beaujolais (cantons de Villefranche et d'Anse).

Les ceps arrachés, qui sont des produits, auxquels manquent le double caractère de périodicité et de destination spécial aux fruits, sont toujours partagés par moitié (2).

Les arbres morts appartiennent au propriétaire, la tonte des arbres vifs et des haies au vigneron (3).

Celui-ci recueille également le profit exclusif de son jardin. C'est dans ce jardin qu'il doit cultiver les légumes nécessaires à la consommation journalière de sa famille, l'usage lui interdisant d'en semer ou d'en planter dans les vignes.

Les pailles et les fourrages ne sont pas partagés et sont laissés à la disposition du vigneron, avec cette restriction qu'il doit les employer dans l'intérêt exclusif du domaine.

C'est là l'explication de la règle. Ces récoltes sont utilisées dans un intérêt commun, ce qui équivaut à un

(1) Des pêchers et cerisiers surtout, assez rares en réalité. On est, en Beaujolais, de l'avis d'Olivier de Serres, qui ne voulait voir dans la vigne que la seule ombre du travailleur.

(2) Le trésor découvert dans le domaine appartient pour moitié au propriétaire et au vigneron inventeur, à moins toutefois qu'il n'ait été mis à jour à la suite de fouilles entreprises par le propriétaire, auquel cas celui-ci en recueillerait seul le bénéfice.

(3) Vachez, *ouv. cit.*, p. 47.

partage. La paille, transformée en fumier, est répandue dans les vignes ou sert à lier les pousses au profit des deux parties; les fourrages alimentent les vaches employées à leur service commun. Toutefois, les produits du bétail appartenant au vigneron seul, celui-ci doit, de ce chef, une compensation au propriétaire. C'est, suivant une opinion très répandue, l'un des objets principaux de la prestation colonique.

Le vigneron fera donc consommer par ses bestiaux les fourrages, naturels ou artificiels, récoltés dans le domaine. Mais il commettrait une faute, dont il serait responsable, s'il leur faisait consommer, pendant la belle saison, tout le fourrage qui doit servir à les nourrir pendant l'hiver, alors qu'il pouvait éviter cet inconvénient en faisant pâturer ses bestiaux suivant les usages du pays (1).

Le produit des bestiaux et de la basse-cour (laitage, beurre, croît des vaches, œufs, etc.) appartient au vigneron. Il en était autrement quand le cheptel était en usage: on partageait alors ces produits en nature ou en argent. Aujourd'hui, cette coutume subsiste encore, mais rarement, dans l'usage qui fait partager avec le maître le produit de la vente de ces denrées par le vigneron.

SECTION IV. — Charges de l'Exploitation.

Les charges de l'exploitation, fournitures, réparations, frais de culture et de récoltes, sont supportées,

(1) Arrêt de la Cour de Lyon, 2^e ch., 4 février 1885. (*Monit. Judic.*, 18 avril 1885.)

tantôt proportionnellement par le propriétaire et le vigneron, tantôt par l'un d'eux seulement.

a) *Charges mixtes*. — « Chaque propriétaire fait ses conditions comme il l'entend, mais l'usage général est que tout ce qui est nécessaire pour la culture du domaine (échalas, paille, fourrage et grains) est payé par moitié. » Ainsi s'expriment les *Usages du canton de Villefranche*.

C'est la règle générale en Beaujolais: la contribution par moitié aux frais d'exploitation est corrélative au partage des récoltes.

La paille de litière et de relevage (paille de seigle) est achetée à frais communs. Bien souvent, en effet, le domaine ne comprend pas de terres à céréales, ou trop peu. La paille manque. Il faut l'acheter, en tout ou partie. Le vigneron l'achète, mais le propriétaire lui en rembourse la moitié.

Il en est de même pour les engrais (fumier, engrais chimiques) et les fourrages. Cependant on rencontre ici certaines dérogations. Dans quelques localités du Bas-Beaujolais, où la paille est fournie à moitié, le vigneron se pourvoit à ses frais du foin dont il a besoin.

Quant aux échalas, ils sont fournis par le propriétaire seul dans les cantons de Beaujeu, du Bois-d'Oingt (1), de Villefranche. Ils sont achetés par moitié dans les autres cantons vignobles, à Belleville notamment, où les *Usages* notent cependant que dans certaines communes ils sont achetés par le propriétaire seul, « mais il en résulte des abus; le vigneron qui paie la moitié des échalas est plus soigneux de leur conservation ».

(1) Vachez, ouv. cit., p. 50.

Les frais de reconstitution des vignes sont mixtes et répartis de la manière suivante :

Dans les cantons d'Anse, de Villefranche et du Bois-d'Oingt, c'est aux frais du vigneron que s'opère le double travail de l'arrachage des vieilles vignes et du minage du sol destiné à recevoir les nouvelles. Mais le vigneron n'est tenu d'effectuer ces travaux que sur une étendue proportionnelle à l'étendue totale du domaine.

Dans les autres cantons vignobles, les ceps sont arrachés aux frais du vigneron et le terrain des nouvelles plantations est miné aux frais du propriétaire (1), sauf stipulations contraires. Beaucoup de propriétaires ne paient que les journées de pionnier, lorsqu'il est nécessaire d'employer le pic et la poudre pour faire sauter les roches. Cet usage est du reste général.

Quant aux plants de vigne, ils sont généralement payés par le propriétaire.

• Les frais de la plantation sont à la charge du vigneron.

Ces règles ont été modifiées quelque peu quand il a fallu procéder à la reconstitution générale du vignoble, à la suite de la crise phylloxérique. Les propriétaires, obligés de venir en aide à leurs vigneron, contribuèrent à des dépenses supportées, auparavant, par ces derniers seuls.

Mais il n'est pas possible de généraliser, ces modifications résultant de conventions particulières.

Toutefois, en règle générale, le vigneron resta tenu de s'employer et de contribuer aux travaux d'arrachage

(1) Vachez, *ouv. cit.*, p. 51.

des vignes, de minage, de greffage, de culture des pépinières, de plantation.

Le propriétaire supporte, avec une partie de ces frais, tous les frais des fournitures nécessaires: bois de vignes américaines, boutures de vignes françaises, raphia pour la ligature des plants, sable et terreau pour les pépinières; piquets pour les pieds mères, etc.

Les semences (froment, orge, seigle, avoine, pezette, luzerne) sont fournies par moitié.

Parfois elles sont fournies exclusivement par le cultivateur qui les reprend au moment de la récolte. Dans d'autres cas, c'est le propriétaire qui fait cette avance et qui la récupère de la même manière (1).

b) *Charges supportées par le propriétaire seul.* — Le propriétaire paie l'impôt foncier, très élevé pour les terrains cadastrés en première catégorie; l'impôt des portes et fenêtres; l'assurance immobilière des bâtiments d'habitation et d'exploitation; la cotisation annuelle aux sociétés de défense contre la grêle.

Les grosses réparations des immeubles, main-d'œuvre et matériaux, sont également à sa charge, le transport des matériaux étant assuré par le vigneron.

Le propriétaire fournit tout le gros matériel vinaire,

(1) Le vigneron qui met en culture une étendue plus considérable de terrain qu'il ne s'y est engagé dans le bail, et qui fournit la semence, doit, au moment du partage de la récolte, prélever la quantité de semences qu'il a mises en terre en plus de celle qui lui a été avancée. Cette règle, consacrée par les usages et justifiée par l'équité, ne saurait souffrir d'exception qu'au cas où le colon ne tiendrait pas compte des assolements et ruinerait la fertilité du sol par des récoltes trop multipliées. (Cour d'appel de Lyon, 1^{re} ch., 28 déc. 1886. *Monit. judic.*, 5 mars 1887, — Vachez, ouv. cit., p. 48-49.)

pressoirs, cuves, *gerles*, et supporte les frais de leur entretien.

Quant aux bennes, l'usage n'est pas général: le vigneron doit souvent les fournir et les faire réparer.

La fourniture et l'entretien des instruments perfectionnés usités pour le traitement des maladies de la vigne, sont à la charge du propriétaire, ainsi que la fourniture des produits chimiques nécessaires (soufre, chaux, sulfate de cuivre, etc.), sauf stipulation contraire.

Enfin, nous avons vu quelles charges il assumait en propre; dans la reconstitution du vignoble (1).

c) *Charges supportées par le vigneron seul.* — Le vigneron supporte d'abord entièrement les frais occasionnés par ses vaches (médecine vétérinaire, assurance contre la mortalité, ferrure, saillie).

Il paie ses impôts: la cote personnelle mobilière et les prestations ou la taxe de remplacement.

Sont également à sa charge: les frais des réparations locatives, dues à une autre cause que la vétusté ou la force majeure.

La fourniture et l'entretien des instruments de culture qu'il emploie dans sa tâche quotidienne (pioches, pelles, racles, sécateurs, fourches, bèches, hottes, charrettes, tombereaux, charrues, jougs et harnais, etc.). L'usage refuse même au vigneron le droit de prendre dans les

(1) De même qu'il fournit les plants de vigne, le propriétaire fournit aussi les jeunes plants d'aubépine destinés à l'entretien ou à la création des haies. D'une manière générale, il paie les fournitures nécessaires à l'établissement des clôtures (piquets, treillage, etc.).

bois ou sur les arbres du domaine le bois nécessaire à la réparation des instruments de culture (1).

Enfin, d'une manière générale, le vigneron supporte seul, tous les frais de culture et de récoltes.

Nous avons vu dans quelles conditions il s'obligeait à cultiver ou à faire cultiver. Les salaires des journaliers, les gages des domestiques sont exclusivement à sa charge. Le propriétaire ne peut, en aucune façon, être actionné à raison de ces gages ou de ces salaires.

Nous avons vu également dans quelle mesure le propriétaire participait, d'ailleurs exceptionnellement, aux frais de la culture (travaux de reconstitution des vignes, minage, extraction des roches, etc.).

Les frais occasionnés par les récoltes sont à la charge exclusive du vigneron.

Il exécute ou fait exécuter à ses frais les travaux de la fauchaison et de la fénaison, et, comme autrefois, doit « faire rentrer les premier et deuxième foins bien secs et bien conditionnés, dans le fenil du domaine ».

Il en est de même pour la moisson et le battage des grains. Rappelons, à ce propos, que le salaire des ouvriers employés à ces travaux est aujourd'hui soldé en argent, l'usage des affanures ayant disparu.

Mais c'est la vendange surtout, suivie de la vinification, qui causent au vigneron les dépenses de beaucoup les plus onéreuses.

Ces frais toujours élevés, atteignent parfois des pro-

(1) V. notamment *Usages locaux de Villefranche*, et *Vachez*, ouv. cit., p. 47.

portions telles, qu'ils absorbent en grande partie le profit de la récolte.(1).

Le vigneron paie les salaires des vendangeurs (ouvriers occupés à la cueillette du raisin) et de tous les autres ouvriers (porteurs, videurs, charretiers, etc.).

Tous ces ouvriers sont nourris par le vigneron qui, de plus, leur fournit un gîte pour la nuit.

Ils doivent cependant être munis des menus ustensiles nécessaires à la cueillette.

Le transport de la vendange, comme celui de toute récolte, et comme tous les transports cultureux en général, incombe au vigneron. Le plus souvent, il les effectue lui-même, avec ses vaches. Mais, s'il est obligé, pour une cause ou pour une autre, de recourir à un voiturier, les frais occasionnés de ce chef restent à sa charge.

Sont également à sa charge les frais de la vinification (foulage de la vendange, tirage des cuves, pressurage des marcs, transport de la portion de vin du maître dans les vases vinaires de celui-ci), frais comprenant le salaire et la nourriture des ouvriers.

Le vigneron, véritable employeur, peut être rendu responsable des accidents survenus aux ouvriers occupés à ces divers travaux, dans les conditions déterminées plus loin. En ce cas, les indemnités qu'il peut devoir, comme aussi les primes des assurances qu'il peut contracter, sont, bien entendu, supportées exclusivement par lui.

(1) V. 3^e partie, *Crise du vigneronnage*.

SECTION V. — Prestation colonique et charrois.

Le vigneron contracte des obligations principales et des obligations accessoires. Ses obligations principales sont l'obligation de cultiver (obligation de faire) et celle de remettre, en principe, au propriétaire, la moitié des récoltes (obligation de donner).

Accessoirement, il s'engage à exécuter, pour le compte du propriétaire, et dans l'intérêt exclusif de celui-ci, certains travaux, des charrois surtout (obligation de faire) et à lui remettre une certaine somme d'argent et des produits en nature (obligation de donner). Cette redevance en espèces et en nature, c'est la prestation colonique, que l'on retrouve dans la plupart des variétés de métayage, et qui porte en Beaujolais le nom de basse-cour ou de location.

La prestation pécuniaire, élément le plus important de la prestation colonique, varie en Beaujolais de cinquante à cent cinquante francs, suivant l'importance et les avantages du domaine.

Le vigneron s'en acquitte à la Saint-Martin, lors du règlement annuel, et non après la vente de la récolte, comme il est de règle en d'autres pays de métayage.

De plus, le vigneron doit remettre chaque année, au propriétaire, certaines quantités de produits en nature, poulets, œufs, beurre, fromage, lait, dont les conditions de livraison sont fixées par la convention (1).

(1) Dans les conventions particulières, le propriétaire se réserve parfois d'autres produits : cendres provenant de la cuisson du pain du vigneron, fruits de certains arbres, etc.

Il n'y a pas, à cet égard, d'usage fixe: le montant de la prestation colonique varie avec chaque propriétaire, d'où nécessité d'une convention, expresse ou tacite (le vigneron acceptant les conditions habituelles de la maison où il entre), réglant formellement cette question (1).

A quoi correspond l'usage de la prestation colonique ? Quelle en est la nature ?

Cette question est résolue diversement.

Les uns voient, dans la prestation colonique, une charge injuste et arbitraire imposée aux métayers, perpétuant un abus de l'ancien régime, qui le tenait lui-même du moyen âge. On ne peut nier l'analogie extérieure de la prestation colonique moderne avec les redevance en argent et en nature (*denarii, ova et pullos*, etc.) mentionnées dans les chartes du XI^e siècle.

Mais on ne peut se baser sur cette analogie pour repousser *à priori* l'institution, que cette théorie critique plus qu'elle ne l'explique.

D'autres y voient le remboursement, par le vigneron, de sa part de l'impôt foncier.

A cette opinion, on peut objecter que la prestation colonique ne correspondra que bien rarement à cette moitié de l'impôt foncier, et, par conséquent, ne cessera pas d'être arbitraire dans la plupart des cas.

Pour d'autres enfin, c'est le loyer de la maison occu-

(1) Usages locaux du canton de Villefranche: « Le propriétaire stipule toujours du beurre, des œufs, des volailles, mais le tout est conditionnel; on ne doit rien, si on ne stipule rien ». (N^o 40.)

pée par le vigneron (1), de son jardin, des prés dont il a le profit exclusif.

En faveur de cette opinion, on peut arguer du mot location, qui désigne la prestation pécuniaire en certaines contrées. Contre elle, on peut soutenir que la jouissance de tous ces biens est laissée au vigneron dans un intérêt commun.

Chacune de ces théories n'envisage qu'un côté de la question, et il faut les combiner pour s'expliquer le sens et la nature de la prestation colonique. C'est ce qu'ont fait les rédacteurs des *Usages locaux de Belleville*: « Le vigneron paie en retour, pour loyer de la maison, profit du cheptel et remboursement de sa part de l'impôt, une somme fixe avec certaines redevances en beurre, fromages et volailles, délivrables en nature ».

C'est l'explication la plus simple et la plus logique de la prestation colonique.

Le vigneron profite seul, sans partage, des bâtiments, du jardin, des prés; il ne paie pas l'impôt: l'équilibre, au point de vue de la perception des revenus du domaine est rompu en sa faveur: la prestation colonique le rétablit au profit du propriétaire (2).

La prestation pécuniaire n'offre pas les mêmes caractères que le prix de location, dans le fermage. Elle n'est pas un argument en faveur de la théorie qui assimile le

(1) Signalons à ce propos un bail passé à Odenas, en 1776, et stipulant une basse-cour de 30 livres, supprimée au cas où le preneur n'habiterait pas la maison du bailleur. La basse-cour ici correspondait bien au loyer de l'habitation.

(2) Quant à la question de savoir si la prestation colonique doit toujours subsister, comme étant d'équité absolue, nous l'examinerons dans la III^e partie de cet ouvrage.

colonage au louage. Son caractère accessoire ne peut influencer sur la nature du contrat de colonage.

Cette dernière convention est indivisible: on ne pourrait prétendre qu'il y a métayage pour les biens-fonds du domaine et louage pour les bâtiments (la prestation pécuniaire étant le loyer).

On n'appliquera donc pas à la prestation colonique, les règles établies pour le prix du fermage. Les articles 1769 et suivants du Code civil autorisent le fermier à demander une remise de sa location au cas de perte de la moitié au moins de la récolte. Le colon ne peut demander pareille remise pour ses redevances.

Cela n'a jamais été contesté pour les redevances en nature. Quant à la prestation pécuniaire, elle représente la différence moyenne entre la valeur de la rémunération obtenue par lui et la valeur du travail fait par lui. Elle a dû être calculée en tenant compte des bonnes et des mauvaises années et ne saurait, par suite, croître si l'année est bonne, diminuer si l'année est mauvaise (1).

La loi de 1889 (article 9) refuse d'ailleurs formellement toute indemnité au colon, en cas de perte de la récolte.

Le propriétaire stipule encore du vigneron certains services. Celui-ci aidera au soutirage des vins du maître, à certains travaux de son jardin ou de sa réserve, etc. Les conventions règlent librement cette question.

L'usage veut que le propriétaire assure au vigneron sa nourriture, à défaut d'autre salaire, pendant les journées passées à ces travaux.

Mais ce sont surtout des charrois que le propriétaire se réserve.

(1) Rérolle, p. 389.

L'usage général impose au vigneron l'obligation de transporter la portion de vin du maître après la vente : « Le vigneron doit le transport des vins de la cave du propriétaire, soit à celle du marchand qui l'a acheté, soit au port ou à la gare de chemin de fer où on l'expédie ». (*Usages de Belleville.*) « Le vigneron voiture toujours la portion de vin du propriétaire, lorsqu'il la vend. » (*Usages de Villefranche*, n° 37.)

Les conventions particulières peuvent obliger le vigneron à tous autres charrois : charrois de bagages, transports nécessités par la culture de la réserve, etc. Il peut même s'engager à faire tous les charrois qu'on lui commandera. En ce cas, s'il y a abus du propriétaire, le vigneron aura la faculté de demander au juge de fixer le nombre de charrois qu'il sera tenu de faire par semaine ou par mois. Il n'a pas entendu se mettre à la discrétion absolue du maître, qui le contraindrait ainsi d'abandonner la culture, objet principal du contrat.

Ces charrois sont en principe gratuits, sauf la nourriture des conducteurs, ou une indemnité équivalente. Pour les charrois de vin, « le propriétaire nourrit les bouviers ou paie au vigneron une indemnité de 25 ou de 50 centimes par pièce de 2 hectolitres 10 litres, selon la longueur du charroi ». (*Usages de Belleville.*)

Les charrois, dont le nombre est fixé à l'avance, ne s'arréragent pas. Le propriétaire ne peut les réclamer que pendant l'année pour laquelle ils ont été réservés (1).

(1) Bourges, 6 mai 1832. (S. 1832-2-448.)

CHAPITRE V

Droits du Bailleur.

a) *Droit de direction et de surveillance.* — Ce droit, inhérent au métayage, est reconnu au propriétaire par l'article 5 de la loi de 1889. Il comprend la surveillance générale des travaux, d'une part; de l'autre, la direction générale de l'exploitation.

C'est une des caractéristiques du métayage. Le métayer, le vigneron sont, dans une certaine mesure, les subordonnés du propriétaire; le fermier, lui, exploite librement, à ses risques et périls.

Ce droit s'explique et se justifie aisément. Le propriétaire, en concédant son domaine à mi-fruits, n'a pas renoncé complètement à son droit de jouissance, comme il arrive dans le fermage. La jouissance reste commune.

De plus, dans le fermage, le propriétaire n'est intéressé qu'indirectement à la conduite et au résultat de l'exploitation. Dans le vigneronnage, cet intérêt est immédiat, le revenu du maître dépendant directement de la marche de l'entreprise.

Mais le vigneron a exactement le même intérêt. Si ses vues sur la conduite de l'exploitation diffèrent de celles du maître, comment résoudre le conflit ?

La loi de 1889 réserve au propriétaire la haute direction de l'exploitation, l'exercice de ce droit étant déter-

miné, quant à son étendue, par la convention ou par l'usage des lieux.

En Beaujolais ce droit est assez étendu. Le propriétaire a, suivant l'expression du législateur, la direction du mode de culture. Il décide des diverses opérations culturales, le vigneron gardant son initiative dans les détails de l'exécution.

C'est ainsi que le propriétaire a seul qualité pour déterminer les parcelles de vignes qui doivent être arrachées, le vigneron effectuant le travail à son gré, sous la simple surveillance du maître.

C'est aussi le propriétaire qui fixe, en dernier ressort, la date de la vendange. Le vigneron ne doit pas vendanger sans avertir le maître, qui décide. Mais la récolte s'effectue sous la direction immédiate, effective du vigneron. Celui-ci paie les ouvriers, qui lui obéissent. Le propriétaire veille à ce que ses intérêts ne soient pas lésés, mais ne dirige pas.

Quant aux façons courantes, le propriétaire n'a pas à les ordonner. Le vigneron ne contracte pas, comme un domestique, l'obligation générale de se tenir à la disposition du propriétaire, pour exécuter les ordres de celui-ci, mais l'obligation d'effectuer toutes les façons requises, en temps favorables; il connaît l'étendue de cette obligation. C'est seulement pour le cas où il n'exécuterait pas ces travaux que le propriétaire aurait, en quelque sorte, à lui faire sommation de respecter le contrat.

Le droit de direction s'est exercé particulièrement en ces dernières années, après la crise phylloxérique, lors de la reconstitution générale du vignoble. Il a fallu choi-

sir les greffes et les porte-greffes américains, déterminer les variétés de plants susceptibles de s'adapter le mieux aux diverses natures de terrain; en un mot, la reconstitution s'est faite sur des données entièrement nouvelles. Le rôle du propriétaire s'est trouvé accru d'autant, lui seul ayant qualité pour diriger ces travaux.

Puis, dans la lutte contre les maladies des cépages nouveaux, ce fut encore au propriétaire à faire choix des modes de traitement, ainsi que des différents systèmes d'appareils.

La viticulture est aujourd'hui une véritable science; le propriétaire doit user de son droit de direction pour appliquer sur son domaine les découvertes de la science.

Cependant, dans les innovations qu'il se propose de réaliser, le propriétaire doit observer une certaine réserve. Car ces innovations, simplement coûteuses pour lui, peuvent être ruineuses pour le vigneron. Il est préférable qu'il procède par voie d'essais, d'expériences dans sa réserve.

Remarquons aussi que le droit de direction n'autorise pas le propriétaire à créer au vigneron des dépenses non prévues au bail.

En vertu de son droit de surveillance, le propriétaire peut veiller à la bonne exécution des travaux, adresser au vigneron des observations à ce sujet, aller et venir dans son domaine selon son bon plaisir, le visiter en toute liberté.

Toutefois, il doit se garder de toute intervention inopportune, éviter de s'immiscer dans le détail des façons ordinaires. Il ne doit pas oublier, en effet, que le vigneron n'est ni un domestique, ni un préposé, mais plutôt

un associé, responsable de la bonne exécution de ses travaux, qui, par suite, doit avoir une certaine liberté d'action et reste toujours complètement maître des moyens d'exécution (1).

A défaut de convention expresse ou d'usage local nettement fixé, il est assez difficile de déterminer avec précision l'étendue de ce droit de direction et de surveillance. Les auteurs se rallient pour la plupart aux règles générales suivantes, posées par Méplain: « Quand le maître s'abstient de commander et de défendre, le colon peut agir selon ses connaissances et ses idées... Il est à l'abri de tout reproche s'il n'a manqué que par erreur et non par négligence ou mauvaise volonté... Il n'est même pas tenu de se conformer absolument à l'usage des lieux. Quand le maître a exprimé sa volonté, si le colon ne s'y conforme pas, il supporte seul le dommage qui peut en résulter. Mais le maître a-t-il le droit de le contraindre à y obtempérer sans attendre l'événement ? Oui, s'il s'agit de l'empêcher de faire une chose que le maître juge contraire aux intérêts communs, oui encore s'il s'agit de l'obliger à faire un travail recommandé par l'usage. Mais s'il s'agissait de l'emploi d'un procédé nouveau, en serait-il de même ? Dans ce cas, le colon, avant d'agir, a le droit d'exiger que le propriétaire prenne pour son compte la responsabilité du succès. Si le propriétaire refuse, le colon peut lui opposer la force d'inertie. Alors, si le propriétaire persiste, il faut qu'il saisisse le juge de la contestation. Le juge entend les observations de chacune des parties; puis il prononce

(1) Rapp. de M. Clément. (*J. O.*)

dans sa sagesse. En général, il doit se montrer réservé à l'égard des innovations et rejeter la demande du propriétaire toutes les fois qu'il ne peut l'appuyer d'une expérience bien établie et d'une notoriété bien constatée (1) ».

b) *Droit d'option*. — Pour toutes les récoltes soumises au partage, le maître a le droit de choisir celle des deux portions qui lui revient.

Cet usage est général et s'applique à tous les cas de partage.

c) *Droit de chasse et de pêche*. — Ces droits sont réservés au propriétaire. C'est une tradition constante dans le métayage, consacrée par la loi de 1889 (article 5, § 2).

(1) Méplain, ouv. cit., n° 184. — Bouissou et Turlin, n° 330.

CHAPITRE VI

Garanties accordées au Propriétaire.

L'exécution du bail peut avoir pour effet de constituer le propriétaire créancier du vigneron. Pour lui assurer le recouvrement de ses créances, la loi de 1889 (article 10) accorde, expressément au propriétaire le privilège reconnu au bailleur d'immeubles par l'article 2102 du Code civil, et que certains auteurs lui contestaient avant 1889.

De plus, le propriétaire peut user de la saisie-gagerie et de la saisie-revendication. Enfin, il pourra saisir les objets déclarés insaisissables par l'article 592 C. p. c., à l'exception toutefois « du coucher nécessaire des saisis, ceux de leurs enfants vivant avec eux, les habits dont les saisis sont vêtus ou couverts », que l'article 593 C. p. c. déclare insaisissables dans tous les cas.

I. PRIVILÈGE DE L'ART. 2102. — 1^o (loi de 1889, art. 10.)

§ 1. — BIENS SUR LESQUELS IL PORTE

Ce sont tous les meubles garnissant les lieux loués, et qui appartiennent au vigneron ou sont présumés lui appartenir (meubles meublants, linge, vaisselle, bétail, portion de récoltes, etc.). Conformément au droit commun, le privilège porte même sur des meubles appartenant à des tiers, pourvu que le bailleur ait ignoré cette circonstance lors de leur introduction dans le domaine, à l'exception toutefois des objets volés ou perdus reven-

diqués dans le délai prévu par l'article 2279 du Code civil. Mais il ne grève que les objets garnissant les lieux loués parce que c'est sur ceux-là seulement que le bailleur a pu compter pour la garantie de ses créances. Donc, il ne s'appliquera pas aux meubles incorporels tels que titres de créances, valeurs au porteur, argent comptant, etc.

Mais le privilège portera sur l'indemnité due par une Compagnie d'assurances, en vertu de l'article 2 de la loi du 19 février 1889, qui attribue aux créanciers privilégiés et hypothécaires, suivant leur rang, et sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie.

§ 2. — CRÉANCES GARANTIES.

D'après l'article 10 de la loi de 1889, le propriétaire exerce son privilège pour le paiement du reliquat du compte à rendre par le colon. Cela comprend les sommes que le propriétaire a avancées au vigneron, soit en exécution d'une clause du bail, soit dans le but de faciliter la culture du domaine (article 2102, C. c., § 3), mais non les sommes prêtées au vigneron par convention spéciale; les frais de réparations locatives qui sont à la charge du vigneron, la prestation colonique et aussi les portions de fruits non remises au bailleur.

Ceci demande quelques explications. Qu'arriverait-il au cas où le vigneron ne remettrait pas au propriétaire sa part de récoltes? Tant que la récolte existe en nature, le propriétaire a sur sa part un véritable droit de propriété. Il ne peut donc être question ni de droit de créance, ni de privilège. La récolte est-elle consommée

ou vendue, son privilège lui garantira le paiement de la valeur. Le privilège garantira-t-il le paiement des années à échoir ? Sur quelles annuités porte-t-il ? Est-il atteint par la loi du 19 février 1889 modifiant l'article 2102 et restreignant le privilège pour les fermages aux deux dernières années échues, à l'année courante, et à une année à partir de l'année courante ?

Nous ne croyons pas que les dispositions de la loi du 19 février 1889, faite pour le fermage, s'appliquent au métayage. Il nous semble difficile d'assimiler au fermage en argent la part de fruits revenant au propriétaire. De plus, on ne saurait ici se préoccuper des années à échoir. Donner un privilège pour ces années serait donner aux créanciers le droit de faire leur profit de la moitié des récoltes à venir, à charge, par eux, de payer au propriétaire tout ce qui lui serait dû. Cela reviendrait à leur accorder le droit de sous-louer, ce qui paraît anormal, le législateur ayant formellement refusé ce droit au colon (1).

Notons enfin qu'il faut distinguer, à un autre point de vue, les portions de récoltes de l'année et celles des années précédentes. Le privilège grève toujours et dans tous les cas les premières; les secondes n'en sont affectées que si elles se trouvent dans les bâtiments concédés au vigneron (2).

§ 3. — RANG DU PRIVILÈGE.

Dans deux cas prévus par l'article 2102, § 1, alinéa 4, le privilège du bailleur est primé par le privilège

(1) Rérolle, p. 403.

(2) Bouissou et Turlin, n° 354.

accordé à certains créanciers du métayer. Sont payés par préférence au propriétaire: 1° ceux qui ont contribué à la fourniture des semences et aux frais de la récolte de l'année (dépenses de vendanges, de vinification, de moisson, de battage, etc.); 2° ceux qui ont fourni des outils et des ustensiles au vigneron. Le privilège des premiers s'exerce uniquement sur le prix de la récolte de l'année et celui des seconds sur le prix des ustensiles fournis (1).

Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour admettre que les journaliers, les ouvriers embauchés pour les vendanges, les semailles et les moissons jouissent du privilège de l'article 2102, § 1, alinéa 4 du Code civil (frais de récoltes), pour les sommes qui leur sont dues à raison de ces travaux. Il n'en est pas de même pour les domestiques loués à l'année ou au mois et qui ont collaboré à la récolte comme à tous les autres travaux. On est unanime à leur accorder le privilège général de l'article 2101 primé par le privilège du bailleur.

Mais faut-il leur accorder le privilège de l'article 2102, § 1, alinéa 4, primant celui du bailleur ?

Remarquons d'abord qu'en toute hypothèse, leur privilège ne peut porter sur la totalité de la récolte, mais seulement sur la part du vigneron.

Ceux qui reconnaissent aux domestiques le privilège de l'article 2102 prétendent que tous ceux qui contribuent à entretenir et à conserver la chose doivent primer le propriétaire qui, en définitive, tire profit de leur travail.

(1) Bien souvent, ce sera le propriétaire lui-même qui bénéficiera de ces deux privilèges.

A cela on répond que les domestiques ne sauraient invoquer le privilège de l'article 2102 pour la totalité de leurs gages, mais seulement pour la fraction représentant la rémunération de leurs travaux de vendanges ou de moissons, ce qui donnerait lieu à une ventilation toujours délicate, souvent impossible.

Cette dernière opinion, qui reconnaît aux domestiques le privilège général de l'article 2101, § 4 et leur refuse le privilège spécial de l'article 2102, § 1, alinéa 4, nous paraît préférable.

II. MOYENS D'ACTION DU BAILLEUR POUR ASSURER LA CONSERVATION DE SON PRIVILÈGE.

§ 1. — SAISIE-EXÉCUTION.

Comme tout créancier, le propriétaire peut, par la saisie-exécution, faire mettre sous la main de justice, puis vendre les meubles corporels du vigneron, son débiteur, afin de se faire payer sur le prix.

Pour pouvoir pratiquer la saisie-exécution, le propriétaire doit être muni d'un titre exécutoire. A défaut de titre authentique constatant le bail, le propriétaire devra obtenir un jugement condamnant le vigneron au paiement du reliquat du compte.

Pendant l'instance, le propriétaire pourra empêcher le vigneron de faire disparaître ses meubles grevés du privilège, en pratiquant une saisie-gagerie.

§ 2. — SAISIE-GAGERIE.

La saisie-gagerie n'est pas une voie d'exécution forcée, mais une mesure de précaution permettant au bailleur non muni de titre exécutoire, de faire mettre

sous la main de justice les effets mobiliers et les fruits se trouvant dans les bâtiments ou sur les fonds concédés afin d'empêcher le colon partiaire de les faire disparaître et, par là, de compromettre l'exercice du privilège du bailleur, accordé au propriétaire par l'article 2102 du Code civil.

La procédure est très simple. Il suffit au propriétaire d'adresser une sommation au vigneron pour être en droit de saisir le lendemain. Il pourra même saisir sur l'heure, c'est-à-dire sans avertissement, s'il a obtenu une permission du Président du Tribunal de première instance ou du juge de paix, au cas d'urgence ou de péril en la demeure. La requête à fin de saisie-gagerie, est de la compétence du juge de paix, quand le principal de la contribution foncière, multiplié par 5, n'est pas supérieur à 600 francs. Le juge de paix prononce sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever (loi du 12 juillet 1905, article 3).

Le jugement rendu dans l'instance en validité de saisie-gagerie donne au bailleur un titre exécutoire, comme nous l'avons vu.

L'article 819 C. p. c. permet d'exercer la saisie-gagerie pour « loyers et fermages échus ». On a soutenu que le propriétaire n'ayant pas de fermages à percevoir ne pouvait pas saisir-gager. La loi du 25 mai 1838 et celle du 12 juillet 1905 qui l'a modifiée, cette dernière visant formellement les colons partiaires (article 3, *in fine*), détruisent ces allégations.

Il est également hors de doute que, le privilège de l'article 2102 garantissant tout ce qui est dû au proprié-

taire à raison de l'exécution du bail, la saisie-gagerie est praticable pour toutes les créances nées du bail.

On fait cependant une réserve pour les avances de propriétaire au colon pendant l'année. Un arrêt de la Cour d'Alger (1) décide que ces avances ne peuvent autoriser une saisie-gagerie qu'autant que par la vente des fruits le métayer n'a pu se procurer les ressources nécessaires au remboursement. Les avances ne seraient donc exigibles qu'après la vente de la récolte. Exécutée auparavant, elle serait annulée comme prématurée et le bailleur pourrait même être condamné à des dommages-intérêts.

Cette opinion est très combattue. MM. Bouissou et Turlin, entre autres, font remarquer très justement qu'elle est arbitraire et ne s'appuie sur aucun texte, qu'elle conduirait d'ailleurs à des conséquences inadmissibles, à la suppression pure et simple du privilège du bailleur, puisque le métayer pourrait tenir en échec le propriétaire par cette simple déclaration qu'il n'a pas vendu sa récolte; enfin, qu'elle va à l'encontre des principes admis en matière de saisie-revendication, attendu que le bailleur, dans cette circonstance où il serait autorisé à saisir-revendiquer, ne pourrait pas saisir-gager.

Donc, les avances faites par le propriétaire au vigneron, sans être exigibles aussitôt après le partage des récoltes, peuvent cependant motiver une saisie-gagerie, simple mesure de précaution.

Dans tous les cas, la saisie-gagerie faite par le propriétaire avant le partage des fruits, serait annulée

(1) 25 juin 1878. S.-78-2-317.

comme prématurée et l'exposerait à des dommages-intérêts.

§ 3. — SAISIE-REVENDEICATION.

Le bailleur conserve son privilège sur les meubles garnissant les lieux loués et qui ont été déplacés par le vigneron, pourvu qu'ils aient été déplacés sans son consentement et qu'il ait exercé la revendication dans le délai de quarante jours à partir du déplacement (article 2102, § 1, *in fine*, C. c., et 819, § 3, C. p. c.).

Le bailleur qui revendique est tenu, en vertu des lois des 11-13 juillet 1892, de rembourser à l'acheteur des meubles déplacés le prix qu'ils lui ont coûté.

CHAPITRE VII

Règlement de compte annuel.

Compétence du Juge de paix en matière de vigneronnage.

En général, le propriétaire tient un livre de comptes, où sont mentionnées les recettes et les dépenses faites pour les besoins communs de l'exploitation, les fournitures avancées par le vigneron ou le propriétaire, enfin, d'une manière générale, les causes des créances et des dettes existant entre eux, à raison du contrat. Ce seront par exemple des journées de travail faites par le vigneron pour le compte du propriétaire; des avances du vigneron ou du propriétaire ayant acheté seul des fournitures qui doivent être acquises par moitié; des avances d'argent du propriétaire, etc.,

Souvent aussi le vigneron tient des comptes écrits, qui lui permettront de discuter avec le propriétaire, lors du règlement. L'utilité des registres de comptes s'est encore accrue depuis la loi du 18 juillet 1889, décidant (article 11), qu'en cas de contestation, c'est sur leur vu que le juge de paix décidera.

A la fin de l'année agricole, à la Saint-Martin (11 novembre), le propriétaire et le vigneron règlent leurs comptes. Chaque partie, après avoir établi la balance de son compte personnel, est constituée créancière ou débitrice de l'autre: chaque compte se solde par un reliquat actif ou passif. La balance des deux comptes aboutit à un reliquat final en faveur de l'une des parties contre l'autre.

L'usage de ces règlements annuels est général en Beaujolais. Il n'a que de bons effets, notamment celui d'empêcher des difficultés de surgir entre propriétaire et vigneron. Les faits, les dépenses de l'année sont encore présents à leur mémoire, les livres de comptes n'ont pas été égarés.

Aussi, le législateur a-t-il consacré cette sage coutume en donnant à chacune des parties le droit de demander le règlement annuel du compte d'exploitation (loi du 18 juillet 1889, article 11).

Quand le compte se balance en faveur du propriétaire, sa créance, représentée par le montant du reliquat, est garantie par le privilège du bailleur, dans les conditions que nous avons exposées.

Mais quand c'est le vigneron qui reste créancier du propriétaire, doit-on lui accorder aussi un privilège ?

Certains auteurs ont soutenu, assez timidement il est vrai, que sa créance étant aussi digne de faveur que celle du maître, le colon devait avoir un privilège pour assurer le remboursement de ses avances.

Ce système semble difficilement admissible. On ne voit pas quelle disposition légale pourrait lui servir de base. Le preneur d'un bail rural n'a pas de privilège de cette sorte, dans la loi française.

Notons que le Code civil italien (article 1958) accorde en pareil cas un privilège au colon partiaire.

§ 1. — INDEMNITÉS DUES AU VIGNERON POUR IMPENSES EXTRAORDINAIRES
ET AMÉLIORATIONS.

La loi de 1889 mentionne trois cas d'indemnités dues au colon pour impenses extraordinaires et améliora-

tions faites dans le domaine: 1° lorsque le bail est résolu par la mort du preneur (article 7); 2° lorsqu'il est résilié à la suite de la vente du domaine (article 7); 3° lorsqu'il est résilié à la suite de la destruction totale ou partielle des objets qui y sont compris (article 8). Dans ces trois hypothèses le colon a droit à une indemnité pour les impenses extraordinaires qu'il a faites jusqu'à concurrence du profit qu'il aurait pu en tirer pendant la durée du bail (article 7):

De quelles impenses s'agit-il ici ? La loi ne vise sans doute que les impenses nécessaires ou simplement utiles, non les impenses voluptuaires qu'il a plu au colon de faire dans le domaine, pour son usage ou sa commodité personnels, et dont il retire de l'agrément plutôt que du profit. C'est par exemple une fenêtre qu'il a ouverte ou agrandie pour donner plus de lumière à sa maison, ou un abri qu'il a construit dans une vigne éloignée pour se mettre à couvert en cas de mauvais temps: dans ces hypothèses et les hypothèses analogues, aucune indemnité n'est due par le propriétaire. Il serait trop facile au colon de lui occasionner des dépenses, et, d'autre part, il n'est guère possible de calculer le profit que le colon a pu retirer d'impenses voluptuaires.

Quant aux indemnités qui peuvent être allouées au vigneron pour d'autres dépenses, il faut distinguer.

S'agit-il d'impenses nécessaires, le vigneron aura droit au remboursement intégral de ses avances. Exemple: réparation urgente d'une toiture, incombant au propriétaire et que celui-ci a négligé de faire.

Hors le cas de nécessité absolue, l'indemnité sera, la plupart du temps, inférieure aux sommes engagées ou

à la plus-value que le domaine aura retiré des travaux exécutés. En effet, le bail étant généralement annuel, le profit que le colon aurait retiré de ses dépenses ne pourra être calculé que sur une année. Le législateur, en établissant un mode de calcul spécial, dans ces trois hypothèses a fait au métayer une situation inférieure.

Il eût mieux valu décider que, dans tous les cas, l'indemnité serait calculée d'après la plus-value acquise au domaine.

En dehors des trois hypothèses prévues par la loi de 1889, le colon a droit à une indemnité pour les améliorations qu'il a faites dans le domaine. On applique le droit commun.

Un cas d'indemnité, spécial au vigneronnage, s'est révélé lors de la reconstitution générale du vignoble, après sa destruction par le phylloxera.

Auparavant, la reconstitution était annuelle, partielle et proportionnelle. Chaque année, le vigneron était tenu d'arracher une étendue déterminée de vignes, les plus vieilles, afin d'en replanter de nouvelles. Cette étendue était proportionnelle à l'étendue totale du domaine, et la proportion était établie de façon que le domaine soit toujours en plein rapport.

Après le phylloxera, il fallut reconstituer chaque domaine, sinon d'une seule fois, au moins par grandes étendues chaque année. D'où, naturellement, des frais extraordinaires pour le vigneron, qui contribuait pour une large part à la reconstitution, en fournissant la main-d'œuvre. Par contre, sa rémunération était très diminuée, les jeunes vignes restant improductives pendant les trois premières années.

A supposer que le contrat de vigneronnage soit rompu après la reconstitution, mais avant que les nouvelles vignes soient entrées en rapport, fallait-il accorder une indemnité au vigneron pour les améliorations, pour les impenses extraordinaires de main-d'œuvre qu'il avait faites, sans qu'il en ait retiré le profit sur lequel il était en droit de compter ?

La question se posa à diverses reprises, soit devant les Justices de paix, soit devant le Tribunal civil. La jurisprudence y répondit par une distinction. Lorsque le vigneron était congédié sans justes motifs, on lui accordait une indemnité. Au contraire, le congé du propriétaire était-il motivé, ou le vigneron s'en allait-il de son plein gré, rompant lui-même le contrat, il n'avait pas droit à l'indemnité (1).

(1) Décision du juge de paix de Beaujeu, 7 mars 1900 : « Attendu que depuis la reconstitution des vignes dans le canton de Beaujeu, des indemnités ont été accordées aux vignerons, qui, par suite d'un renvoi sans motif, n'ont pu profiter des plantations par eux faites en sus de celles dues conformément à l'usage des lieux. — Attendu que le droit à l'indemnité dans le cas spécifié ci-dessus a été admis dans plusieurs jugements rendus par le Tribunal civil de première instance de Villefranche, entre autres les 6 mars 1885 et 27 juillet 1890. — Attendu que ce droit a été consacré par les usages... ».

Voici, d'autre part, les considérants du jugement du Tribunal de Villefranche, du 6 mars 1885, ordonnant une expertise pour fixer le chiffre de l'indemnité :

« Attendu que V..., qui était fermier à mi-fruits et d'année en année, par bail verbal intervenu avec le défendeur, a reçu congé de ce dernier pour le onze novembre 1884, suivant exploit du 18 juin précédent ;

« Que, si bien l'on comprend que le fermier à mi-fruits soit tenu pour user en bon père de famille de la chose louée et se conformer à l'usage des lieux, de reconstituer chaque année en vignes une certaine étendue de terrain, il serait allé au delà de ses obligations

Ajoutons que les baux passés à l'époque de la reconstitution contenaient souvent une clause, d'après laquelle le propriétaire se réservait de congédier le vigneron, sans que celui-ci ait droit à aucune indemnité de ce genre (1).

§ 2. — COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE DE VIGNERONNAGE.

En principe, les contestations qui s'élèvent entre propriétaire et vigneron sont régies par le droit commun. En ce qui concerne la compétence du juge de paix, on appliquera la loi du 12 juillet 1905, modifiant celle du 25 mai 1838, et qui étend considérablement cette compétence.

Le juge de paix connaît des actions personnelles ou mobilières entre propriétaires et vignerons, en dernier ressort jusqu'à 300 francs, et à charge d'appel jusqu'à 600 francs.

Il connaît aussi, sans appel jusqu'à 300 francs, et à

en effectuant des plantations de vignes sur une étendue plus considérable que celle proportionnée à la contenance totale du domaine et exigée par l'usage des lieux ;

« Que, dans ce cas, il aurait agi, ou en vertu d'un mandat du propriétaire du domaine, ou à titre de *negotiorum gestor* de ce dernier, et que, par suite du congé à lui signifié le 18 juin 1884, n'ayant pu s'indemniser lui-même par la perception de la moitié de la récolte, le défendeur lui devrait dans le premier cas les avances et les frais faits et les salaires promis, et dans le second cas le remboursement des dépenses utiles et nécessaires. »

Le jugement de 1890 accorde lui aussi une indemnité au vigneron, à raison « des travaux extraordinaires nécessités par la reconstitution des vignes dévastées par le phylloxera », quand il ne « devait pas profiter du produit de ce qui avait été fait par lui dans les vignes ».

(1) V. notamment les baux de l'hospice de Beaujeu (1890).

charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, pourvu que le revenu afférent à chacune des parties ne soit pas supérieur à 600 francs, des demandes en validité et en nullité de congé, en résiliation de bail, pour défaut de paiement du reliquat du compte, en expulsion des lieux, en validité de saisie-gagerie et de saisie-brandon.

Pour établir le revenu du domaine, il suffit de multiplier par 5 le principal de la contribution foncière de l'année courante (loi du 12 juillet 1905, article 8 *in fine*).

Il connaît en dernier ressort jusqu'à 300 francs, et à charge d'appel, quel que soit le chiffre de la demande, des indemnités réclamées par le vigneron pour défaut de jouissance provenant du fait du propriétaire, mais seulement lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté. Il connaît aussi, et dans les mêmes conditions, de l'action intentée par le bailleur contre le preneur pour dégradations et pertes arrivées pendant sa jouissance et provenant du fait des personnes de sa maison (articles 1732 et 1735 du Code civil).

Quant aux actions intentées pour des pertes causées par incendie ou inondation, le juge de paix ne peut en connaître que jusqu'à 300 fr. sans appel, et 600 fr. à charge d'appel (article 4 *in fine*).

Enfin, il connaît en dernier ressort jusqu'à 300 francs et en premier ressort quelle que soit la valeur de la demande, sans avoir à tenir compte du revenu de la propriété, des actions relatives à l'élagage des arbres ou haies et au curage des fossés ou des canaux servant à l'irrigation, lorsque les droits de propriété et de servitude ne sont pas contestés, ainsi que des actions pour

dommages aux champs, fruits et récoltes, causés par l'homme ou par des animaux, dans les conditions prévues par les articles 1382 à 1385 du Code civil (article 6).

Compétence spéciale du Juge de paix en matière de règlement de compte.

L'article 11 de la loi du 18 juillet 1889 donne au juge de paix le droit de statuer sur les difficultés relatives aux articles du compte, lorsque les obligations résultant du contrat ne sont pas contestées, sans appel, lorsque l'objet de la contestation ne dépasse pas le taux de sa compétence générale en dernier ressort, et à charge d'appel à quelque somme qu'il puisse s'élever.

Cette disposition ne change rien quant à la compétence du juge de paix en dernier ressort. Mais elle l'autorise à juger en premier ressort quel que soit le chiffre de la demande, toutes les contestations qui peuvent surgir en matière de règlement de compte. C'est une dérogation au droit commun. De pareilles contestations auraient dû être soumises au Tribunal de première instance, à charge d'appel, si l'objet du litige n'avait pas dépassé 1.500 francs. Le législateur de 1889 a pensé qu'il y avait lieu, dans un but de célérité et d'économie, de déroger aux règles ordinaires et de confier au juge de paix la solution des procès que ferait naître le règlement du compte d'exploitation.

Cette compétence exceptionnelle n'appartient au juge de paix que sous trois conditions. Il faut: 1° que la contestation soulève seulement des questions de chiffres. La compétence exceptionnelle du juge de paix cesserait si le litige mettait en cause le fond du droit et l'existence

même des obligations résultant du contrat (1). 2° Que la contestation soit née d'une obligation résultant du contrat. 3° Que cette obligation ne soit pas contestée.

Ainsi, le juge de paix usera de sa compétence exceptionnelle au cas où l'une des parties prétendrait que certaines fournitures qui ont été achetées, ne figurent pas au compte, ou inversement quand la colonne des achats mentionne des objets qui n'ont pas été achetés, ou lorsque le prix d'achat sera contesté, et, d'une manière générale, toutes les fois qu'il y aura désaccord entre le registre du propriétaire et celui du vigneron.

Mais si le propriétaire accuse le vigneron d'inculture ou de malfaçons, si le vigneron reproche au propriétaire une privation de jouissance, s'il soutient que d'après l'usage ou la convention, le propriétaire est exclusivement tenu de certaines charges (achat de denrées, engrais, produits chimiques, etc.), le juge de paix ne pourra statuer que dans les limites de sa compétence de droit commun, car il s'agit de contestations relatives à des obligations résultant du contrat et non aux articles du compte.

Il en sera de même s'il s'agit d'une demande en paiement du reliquat du compte et aussi, croyons-nous, d'une demande en règlement de compte.

Le juge de paix est compétent non seulement pour les difficultés de compte de l'année, mais aussi pour celles des années précédentes (2).

La disposition finale de l'article 11 facilite la preuve, en matière de règlement de compte. De droit commun,

(1) Rapport de M. Clément, *J. O.*, 2 juin 1880.

(2) Bouissou et Turlin, n° 542.

tout engagement supérieur à 150 francs doit être prouvé par écrit, l'écrit devant émaner de celui à qui on l'oppose, ou tout au moins de son auteur. Le législateur de 1889 a pensé que l'application de cette règle était difficile dans les relations du bailleur et du preneur à colonage partiaire, chacun d'eux étant exposé à faire chaque jour des avances, des recettes et des dépenses, souvent minimes, pour les besoins communs. C'est là le motif de la double dérogation contenue dans l'article 11, *in fine*: « Le juge statue sur le vu des registres des parties, il peut même admettre la preuve testimoniale, s'il le juge convenable (1) ».

Au reste, cette disposition s'applique au litige considéré dans son ensemble et n'est nullement limité au premier degré de juridiction. Le Tribunal civil, saisi d'un appel, jouira des mêmes facilités d'instruction que le juge de paix.

Compétence du Juge de paix « ratione loci ».

Après la compétence *ratione materiæ* du juge de paix, étudions sa compétence *ratione loci*.

Quel est le juge de paix compétent pour connaître des contestations entre propriétaire et vigneron ?

Cette question, qui se pose dans tous les cas de colonage partiaire, a de tout temps divisé les interprètes du Code civil. Elle n'a pas été résolue par la loi du 18 juillet 1889, de sorte que la discussion reste ouverte.

Ceux qui font du colonage un louage, se basant sur ce que le louage ne confère qu'un droit personnel, sou-

(1) En Beaujolais, les juges de paix font une application fréquente de ce texte. V. notamment les décisions du juge de paix de Beaujeu.

tiennent que les actions naissant de ce contrat doivent être portées devant le Tribunal du domicile du défendeur. Au contraire, les partisans du colonage-société, décident que la juridiction compétente est celle du lieu où la société a son principal établissement, c'est-à-dire le lieu de la situation du domaine. Ce qui n'est vrai que tant que la société existe.

Un arrêt (1), adoptant un système intermédiaire, prétend que l'on doit adopter l'une ou l'autre de ces solutions, d'après l'usage des lieux, suivant que le métayage est considéré dans le pays comme un louage ou une société. Système sans fondement juridique.

Enfin, des auteurs (2) proposent une distinction entre les contestations, suivant qu'elles se rapportent ou non au règlement de compte. Celles qui ne seraient pas relatives au règlement seraient soumises au droit commun et la demande devrait être portée devant le Tribunal du domicile du défendeur, pourvu qu'il ne s'agisse pas des actions énumérées à l'article 3, C. p. c. Les autres devraient être soumises à la juridiction dans le ressort de laquelle serait situé le siège principal de l'exploitation agricole.

Les partisans de cette distinction l'appuient des considérations suivantes :

En matière de compétence, dit-on, il faut résolument écarter toute proposition qui aboutit à des conséquences déraisonnables ou manifestement contraires au vœu de la loi. L'intention du législateur de 1889 a été, en matière de compétence, de réduire le plus possible les

(1) Limoges, 30 avril 1894. — S. 95-2-45. — D. 95-2-293.

(2) Bouissou et Turlin, n° 551.

frais de justice. Et le juge de paix de la situation du domaine se trouve seul en mesure de statuer promptement et à peu de frais, en toute connaissance de cause, sur les différends entre maître et colon.

Ces motifs sont excellents. Le dernier surtout fait regretter que le législateur n'ait pas tranché la question. Malheureusement, la loi n'a pas fait la distinction proposée. Aussi, faut-il s'en tenir au droit commun. Comme nous sommes en matière personnelle et mobilière, la seule juridiction compétente doit être celle du domicile ou de la résidence du défendeur (articles 2 et 59, C. p. c.).

En pratique, cette solution présente des inconvénients. La plupart des contestations, en effet, n'ont lieu qu'à la suite de la rupture du contrat. Si le vigneron, quand il est défendeur, va s'établir dans une commune éloignée de son ancienne résidence, le juge de paix compétent n'étant plus celui de la situation des lieux, connaîtra moins bien les éléments de l'affaire et sera, par suite, moins en mesure de trancher la difficulté.

Les parties, il est vrai, peuvent stipuler que toutes les contestations seront portées devant le juge du siège principal de l'exploitation. La clause est licite.

En matière de vigneronnage, on appliquera aussi l'article 3, C. p. c., d'après lequel le juge compétent est celui de la situation de l'objet litigieux, lorsqu'il s'agit des actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, des réparations locatives et des indemnités demandées par le vigneron, pour privation de jouissance, lorsque le droit n'est pas contesté, ainsi que des dégradations dont se plaint le propriétaire.

CHAPITRE VIII

Prescription.

Sous l'empire du Code civil, les actions résultant du contrat de métayage étaient soumises à la prescription de 30 ans. La prescription de 5 ans édictée par l'article 2277 du Code civil pour « les loyers des maisons et les prix de ferme des biens ruraux » n'était pas applicable. La loi du 18 juillet 1889 a fait cesser cet état de choses en décidant, dans son article 12, que « toute action résultant du bail à colonat partiaire se prescrit par cinq ans, à partir de la sortie du colon ».

La portée de cette prescription est plus étendue que celle de l'article 2277, puisqu'elle s'applique à toutes les actions nées du contrat.

De plus, la prescription de la loi de 1889 ne court pas à partir de chaque règlement de compte ou de chaque fait générateur d'action, mais seulement à partir de la sortie du colon. C'est là une innovation importante, susceptible de produire de bons ou de mauvais effets. Son but est de hâter l'apurement du compte après la sortie du métayer (1). Un long retard apporté dans le règlement du compte serait préjudiciable aux parties, parce que les registres s'égarent et que la preuve testimoniale perd de sa valeur à mesure que le fait à prouver s'éloigne dans le passé. D'autre part, il est bon que la

(1) Rapport de M. Clément, *J. O.* du 2 juin 1880, p. 5961. — Comp. Guillouard, t. II, n° 633, XXV.

prescription ne coure pas pendant le bail. Si pendant la durée du bail le colon était obligé d'exercer une action dont il craindrait l'extinction prochaine, il risquerait de troubler l'harmonie qui doit exister entre son maître et lui.

Mais la loi nouvelle produit cette conséquence fâcheuse que la prescription ne courant pas pendant le bail, le vigneron, fixé depuis trente ou quarante ans sur un domaine, peut être amené à exercer une action dont le fondement remonte aux premières années de son bail.

CHAPITRE IX

Rapports du Vigneron avec les tiers.

Les rapports du vigneron avec les tiers peuvent engendrer deux sortes d'obligations: 1° des obligations contractées dans l'intérêt de l'exploitation; 2° des obligations résultant de quasi-délits.

a) *Obligations contractées par le vigneron seul dans l'intérêt de l'exploitation.*

Un cas ne souffre pas de difficultés: c'est celui où le vigneron s'attache des domestiques ou des journaliers pour l'aider dans la culture du domaine. Il a contracté l'obligation de cultiver le domaine, il doit exécuter à ses frais cet engagement. Domestiques ou journaliers n'ont aucun recours contre le propriétaire pour le paiement de leurs gages ou de leurs salaires. La question ne fait pas de doute. Le vigneron est, à ce point de vue, un véritable patron.

Mais le propriétaire n'est-il pas tenu solidairement avec le vigneron au paiement des fournitures, pailles, engrais, échelas, etc., que celui-ci s'est fait livrer dans l'intérêt de l'exploitation? Le fournisseur a-t-il une action contre le propriétaire?

Plusieurs systèmes ont été proposés pour la solution de cette question.

Le premier, partant de l'idée d'un mandat général, donné par le propriétaire au colon, distingue, suivant que celui-ci a ou non agi dans les limites de son mandat d'acheter les fournitures nécessaires, suivant qu'il a ou non dépassé les proportions habituelles. S'il ne les a

pas dépassées, ce qui est une question de fait à examiner, il oblige le maître en même temps que lui-même. Tous deux sont solidairement responsables envers le fournisseur, en vertu de l'article 1887 du Code civil. Dans le cas contraire, il n'y aurait plus solidarité, et le métayer serait seul tenu de la dette qu'il aurait contractée.

Ce système pêche par la base. Il n'y a pas de mandat d'acheter donné par le propriétaire au vigneron. Celui-ci achète en son propre nom. Sans doute, le propriétaire est tenu de lui rembourser la moitié des fournitures, mais il n'est tenu qu'envers lui, vigneron, et jamais envers le fournisseur (1).

Une seconde opinion, soutenue surtout par les partisans de la société, prétend que le maître est obligé, malgré que le colon ait acheté sans autorisation, toutes les fois que la chose achetée a tourné au profit de l'exploitation (article 1864 du Code civil). Les uns le déclarent tenu pour moitié, les autres, dans la proportion suivant laquelle il paie les fournitures.

Ce système ne satisfait pas plus que le premier. En l'absence de texte formel, nous ne pouvons étendre au colonage partiaire une disposition du titre de la société.

Aussi, concluons-nous en faveur d'un dernier système, d'après lequel le propriétaire ne peut être obligé par son colon. C'est l'opinion de Méplain (2), pour qui « l'association à laquelle donne lieu le colonage partiaire, quoique solidement nouée entre les parties con-

(1) Remarquons de plus que le propriétaire doit rembourser la moitié de la paille entrée dans le domaine, sans qu'il y ait à apprécier la quantité, ce qui va à l'encontre de l'idée de mandat.

(2) P. 209.

tractantes, n'a pas de corps à l'égard des tiers, pour qui elle est tout à fait inconnue ».

Donc, les tiers qui traitent avec le colon, pour fournitures de denrées nécessaires à l'exploitation, ont celui-ci pour seul et unique débiteur. Ils ne peuvent actionner directement le propriétaire, ni pour moitié, ni pour le tout. Mais, conformément au droit commun, les tiers, peuvent, au moyen de l'action oblique, intenter contre le propriétaire l'action en remboursement de la moitié des fournitures, dont le colon est titulaire. En ce cas, c'est l'action du colon qu'ils intentent, et non une action née de leur chef.

En matière de vigneronnage les juges de paix ont eu à appliquer ces principes, surtout pour des achats de paille. La question est aujourd'hui bien tranchée (1).

b) *Obligations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit.* — Quoique le propriétaire ait la haute direction de l'entreprise culturale, le vigneron ne peut être considéré comme son préposé ou son domestique. Le propriétaire ne peut, par conséquent, être rendu responsable des quasi-délits du vigneron ou de ses subordonnés. La responsabilité du maître ou commettant a pour fondement les rapports d'obéissance et de subordination existant entre lui et ses domestiques ou ses préposés. Or, le contrat de vigneronnage n'engendre pas un lien de cette nature; il ne fait pas du vigneron un domestique.

Le vigneron reste donc seul responsable de ses quasi-délits et de ceux imputables à ses subordonnés, dans les termes du droit commun (article 1382 et suivants du Code civil).

(1) Cf. F. de Saint-Charles, ouv. cit., p. 32.

CHAPITRE X

Dissolution du contrat de Vigneronnage.

Des causes diverses peuvent mettre fin au contrat de vigneronnage. Elles dérivent soit d'un cas fortuit, soit de la convention même, soit enfin du fait de l'une des parties.

I. PERTE PAR CAS FORTUIT.

a) *Perte totale.* — Au cas de perte totale de la chose, le bail est résolu de plein droit (article 8 de la loi du 18 juillet 1889). Il ne peut continuer faute d'objet. Ce cas est de nature à se réaliser rarement. On ne peut guère le concevoir que théoriquement, à moins d'assimiler à la perte totale de la chose la destruction du vignoble par un fléau tel que le phylloxera ou le cas d'expropriation totale.

b) *Perte partielle.* — La perte partielle de la chose laisse, au bailleur et au preneur, le choix entre la continuation du bail ou sa résiliation (article 8). La résiliation est-elle demandée, le Tribunal apprécie si la perte est assez importante pour rendre nécessaire la résiliation du bail.

Avant 1889, on discutait sur le point de savoir si l'article 1722 du Code civil, qui tranche la question en matière de bail à ferme, était applicable au bail à colonage. La plupart des auteurs admettaient l'affirmative, mais ne donnaient qu'au colon le droit de demander la résiliation et l'autorisaient, en vertu de l'article 1720, à

forcer le propriétaire à exécuter les réparations nécessaires.

La loi du 18 juillet 1889 donne au bailleur, aussi bien qu'au preneur, le droit de demander la résiliation, et décide en même temps que le propriétaire ne saurait être contraint à faire les réparations et les dépenses nécessaires pour rétablir ou remplacer les objets détruits. Cette disposition a l'avantage de laisser le propriétaire libre d'agir selon ses ressources.

A supposer que la résiliation soit prononcée à la requête du maître, le vigneron aurait le droit de demander une indemnité pour les impenses extraordinaires qu'il aurait pu faire pendant la durée du bail (article 8, *in fine*). Mais s'il demande lui-même la résiliation, il n'a droit à aucune indemnité. C'est là une solution fâcheuse, critiquée à juste titre comme contraire à l'équité et probablement aussi à l'intention du législateur.

II. MORT DU VIGNERON.

L'article 6 de la loi du 18 juillet 1889 a fait cesser l'ancienne controverse sur le point de savoir si la mort de l'une des parties mettait fin au bail à colonage partiaire.

Avant cette loi, les partisans de la société décidaient que le bail cessait par suite de la mort de l'un des associés. Les partisans du louage appliquaient l'article 1742 du Code civil, d'après lequel le contrat n'est résolu ni par la mort du bailleur, ni par celle du preneur. Enfin, ceux qui faisaient du colonage un contrat mixte décidaient que le contrat n'était dissous que par la mort du colon.

La loi de 1889 semble avoir adopté cette dernière solution. D'après son article 6, la mort du bailleur ne résout pas le contrat qui, au contraire, est dissous par celle du preneur. La raison de cette distinction, c'est que, lors de la conclusion du contrat, le propriétaire est guidé par la considération de la personne du vigneron, de ses qualités personnelles, de son habileté professionnelle: la disparition du preneur entraîne tout naturellement la dissolution du contrat. Au contraire, on peut dire que la considération de la personne du propriétaire est moins importante pour le vigneron, préoccupé surtout des qualités, des avantages du domaine. D'ailleurs, en fait, la mort du propriétaire n'entraîne jamais, dans l'exploitation, le même désarroi que celle du colon.

Donc, aux termes de la loi de 1889, le bail est résolu de plein droit par la mort du preneur. « Cette décision, dit M. de Saint-Charles (1), n'est pas tout à fait conforme à nos usages. Si le vigneron meurt avant le 10 août, laissant une veuve, de grands enfants, le propriétaire devra certainement donner congé au 10 août, s'il ne veut pas les conserver sur sa terre. Si ce vigneron meurt entre le 10 août et le 11 novembre, le propriétaire ne pourra pas certainement expulser la veuve au 11 novembre. La veuve, elle, aurait la faculté de résilier... »

En supposant que le bail ait été consenti à plusieurs preneurs — hypothèse rarement réalisée — on décide en général que la mort de l'un d'eux n'entraîne pas nécessairement la résolution du contrat. Le bail continue, si le ou les preneurs survivants sont en mesure d'en assurer l'exécution.

(1) *Le Vigneron beaujolais*, p. 9.

Au cas de mort du colon, l'article 7 § 2 autorise ses héritiers à réclamer une indemnité pour les impenses extraordinaires faites par le défunt, jusqu'à concurrence du profit qu'il aurait pu en tirer pendant la durée de son bail.

III. INEXÉCUTION DES OBLIGATIONS.

On applique au contrat de vigneronnage les règles générales concernant la résolution des contrats synallagmatiques pour défaut d'exécution des obligations. Quand l'une des parties n'exécute pas ses engagements, le contrat n'est pas résolu de plein droit. L'autre partie a le choix ou de forcer celle qui a failli à ses engagements à exécuter la convention, lorsque c'est possible, ou de demander la résolution du contrat avec dommages-intérêts (article 1184 du Code civil).

La résolution doit être demandée en justice; un délai peut être accordé suivant les circonstances. Le juge apprécie la gravité des faits allégués et décide souverainement.

En traitant des obligations des parties, nous avons suffisamment indiqué celles dont l'inexécution peut entraîner la résolution du contrat.

IV. RÉSOLUTION DU DROIT DU CONCÉDANT.

Le propriétaire vend son domaine ou en est évincé. Quel est le sort du bail à vigneronnage passé par lui ?

a) *Vente*. — La loi du 18 juillet 1889, article 7, décide qu'en règle générale, le bail est opposable à l'acquéreur. Celui-ci peut cependant exiger la résolution dans deux cas : 1° quand il a été stipulé dans le bail qu'au cas de vente, l'acquéreur pourrait résilier; 2° quand le bail

n'est pas constaté par un acte authentique ou n'a pas date certaine (article 1743 du Code civil, auquel renvoie l'article 7). Mais, dans les deux cas, l'acquéreur doit donner congé en observant les délais d'usage. Si bien que le résultat est le même, que le bail soit opposable ou non à l'acquéreur, les baux à vigneronnage étant annuels, et le propriétaire pouvant toujours donner congé.

La résolution du bail, par suite d'aliénation du domaine, donne droit au vigneron à une indemnité pour les impenses extraordinaires qu'il a faites jusqu'à concurrence du profit qu'il aurait pu en tirer pendant la durée de son bail. Qui doit lui payer cette indemnité ? Si le bail est authentique ou a date certaine (article 1750 du Code civil), le vigneron peut la réclamer au bailleur et, à son défaut, à l'acquéreur (article 1749). Un droit de rétention sur le domaine lui en garantit le paiement. Mais si le bail n'a pas date certaine (cas le plus fréquent) le vigneron n'a pas le droit de rétention et ne peut réclamer de dommages-intérêts qu'au bailleur (articles 1750 du Code civil et 7 de la loi de 1889).

b) *Eviction*. — Le bailleur, propriétaire apparent, est évincé, son titre de propriété étant résolu, rescindé ou annulé. Le bailleur était un héritier apparent ou un possesseur de bonne ou de mauvaise foi. Il fait un bail à vigneronnage, puis est évincé par le véritable propriétaire.

Si le bailleur et le preneur ont été de bonne foi, le bail est valable, puisque c'est un acte de pure administration n'excédant pas neuf années.

S'il s'agit d'un possesseur de mauvaise foi, le bail

tombe avec la résolution du titre du bailleur (1). Mais comme la mauvaise foi du bailleur n'est prise en considération qu'au moment où le bail acquiert date certaine, cette solution ne s'appliquera jamais.

Remarquons enfin que la possibilité du congé annuel supprime toute difficulté à ce sujet.

V. ARRIVÉE DU TERME.

Ce mode d'extinction est régi par les articles 1736 et 1737 du Code civil, auxquels se réfère l'article 13 de la loi du 18 juillet 1889.

Mais ces dispositions ne sont, pour ainsi dire, pas applicables au contrat de vigneronnage. En effet, les parties ne fixent ordinairement pas de terme, et quand elles en indiquent un, en contractant, cela ne les dispense pas du congé habituel, à moins de stipulation contraire expresse.

VI. CONGÉ.

C'est le mode d'extinction normal du vigneronnage.

Le bail est censé fait pour un an, mais il est indéfiniment renouvelable par tacite réconduction. Toutefois, s'il est susceptible d'une durée indéfinie, chaque partie conserve le droit d'y mettre fin, chaque année, en signifiant à l'autre un congé, sous certaines conditions.

Le congé est-il nécessaire pour mettre fin au contrat ?

Cette question a été résolue dans le sens de l'affirmative, par la loi de 1889, dont l'article 13 renvoie à l'article 1736 du Code civil. Auparavant, l'on n'était pas d'accord sur ce point. Des auteurs, M. Rérolle entre autres, reconnaissaient la nécessité du congé; d'autres,

(1) Rérolle, p. 438.

se fondant sur les articles 1774 et 1776 du Code civil, prétendaient que le congé était simplement utile pour éviter le renouvellement du bail par tacite réconduction. Le Sénat avait adopté cette opinion. La Chambre la rejeta, sur le rapport de M. Million.

La loi de 1889 sanctionna donc les usages beaujolais qui, de tout temps, exigèrent un congé. Ceux du canton de Belleville astreignent le propriétaire au congé, obligation qu'ils motivent en ces termes: « La loyauté le veut ainsi: que deviendra le pauvre vigneron, qui interprétant en sa faveur le silence du propriétaire ne se sera pas pourvu d'un nouveau vigneronnage ? Fermier verbal, il a pu compter sur la promesse verbale d'une tacite réconduction, et le propriétaire pourrait manquer à sa parole et l'expulser subitement, sans l'avoir prévenu, même huit jours à l'avance ! Cela ne serait pas tolérable. L'usage est plus sage, plus humain que la loi. Il y a des arrêts contraires; on conçoit que le juge s'incline devant le texte précis de l'article 1775, mais l'usage ne doit pas moins subsister et le propriétaire qui s'y conformera n'en sera que plus estimable ».

Le congé n'est soumis à aucune forme. Il peut être donné verbalement, par lettre, ou par exploit d'huissier. Un avis verbal, une lettre, sont des procédés simples, mais peu sûrs. Pour ne pas s'exposer à subir la mauvaise volonté ou les dénégations de l'autre partie, celle qui rompt le contrat doit se ménager une preuve irréfutable en faisant signifier son congé par huissier.

Le congé, pour être valable, doit être donné dans le délai fixé par la convention, ou, à son défaut, par l'usage.

Ce délai est de trois mois. Le congé doit être signifié avant le 10 août (Saint-Laurent), le bail s'achevant au 11 novembre (Saint-Martin) (1).

Un congé qui n'aurait pas été signifié par le bailleur dans les délais d'usage, pourrait être néanmoins validé, s'il devait être considéré comme l'acceptation d'un congé donné par le preneur lui-même, dans une lettre adressée au bailleur en temps utile (2).

Supposons que, malgré un congé donné à temps, le vigneron ne vide pas les lieux au 11 novembre. Le propriétaire peut le faire expulser. Il peut « faire mettre ses meubles sur le carreau (3) ». S'il n'use pas de ce droit, le renouvellement du bail s'opère par tacite reconduction.

Le congé, donné même avant le 10 août, ne peut produire son effet qu'au 11 novembre. Le propriétaire ne peut renvoyer son vigneron sur année, et celui-ci ne peut quitter le domaine avant la fin de l'année culturale.

La Cour de Lyon l'a reconnu, en décidant que le colon partiaire ne saurait être congédié au gré du maître et pour incompatibilité d'humeur. La convention

(1) Usages locaux. Beaujeu: « Pour le bail à colon partiaire fait sans écrit, et qui commence toujours au 11 novembre, lorsqu'il s'agit de domaines vignobles, le bail n'est fait que pour la durée d'une année, et pour le faire cesser le congé doit être signifié trois mois avant le 11 novembre, chaque année ». — Belleville: Le délai est toujours de trois mois pour le vigneronnage, même quand le domaine comprend des terres, accessoires suivant le sort du principal. — Villefranchè: Le délai est de trois mois. Toutefois, en 1856, il était de six mois quand le domaine se composait de vignes et de terres assolées.

(2) Trib. de Lyon, 5 janvier 1887. (*Monit. judic.*, 18 avril 1887.)

(3) *Usages de Belleville.*

ne peut donc être, en dehors des usages, résiliée vis-à-vis de lui, même avec indemnité (1).

VII. CONFUSION.

Par application de l'article 1300 du Code civil, le bail à vigneronnage s'éteint par la réunion sur la même tête des qualités de propriétaire et de vigneron.

VIII. MUTUEL CONSENTEMENT.

Le contrat de vigneronnage, comme toute convention, peut être résolu par le consentement réciproque des parties.

(1) Lyon, 17 mars 1874. (*Monit. judic.*, 16 juin 1874.)

CHAPITRE XI

Obligations du Vigneron à sa sortie.

Ce chapitre est détaché de l'étude générale des obligations du vigneron. L'intelligence en est facilitée par la connaissances des règles déjà exposées, de celles du congé surtout.

Les obligations spéciales qui pèsent sur le vigneron à sa sortie découlent presque toutes de celle-ci : il est débiteur d'un corps certain. C'est pourquoi nous étudions ici la question des risques dans notre contrat.

Le vigneron, débiteur d'un corps certain, doit le rendre à l'expiration du bail. De là, plusieurs questions :

Suffit-il que le vigneron restitue l'objet concédé dans l'état où il se trouve ? Est-il responsable de la perte de cet objet, notamment au cas d'incendie ? Que faut-il décider au cas où des usurpations auraient été commises à l'insu du propriétaire ? Enfin, quel est le sort de certains produits récoltés sur le domaine, tels que pailles, fourrages, engrais ?

I. — RÉPARATIONS LOCATIVES ET DE MENU ENTRETIEN.

Avant 1889, on discutait pour savoir à qui incombait la charge de ces réparations. Fallait-il étendre au colognage partiaire les articles 1754 et 1755 du Code civil, ou bien appliquer simplement le droit commun, représenté en l'espèce par l'article 1245 ?

La loi du 18 juillet 1889 met les réparations locatives à la charge du colon, à moins de stipulations ou d'usa-

ges contraires, et à condition qu'elles ne soient pas causées par la vétusté ou la force majeure.

Du reste, les usages beaujolais étaient depuis longtemps fixés en ce sens.

Que faut-il entendre par réparations locatives ?

Il convient de se référer à l'article 1754 du Code civil, qui énumère les principales (vitres brisées — autrement que par la grêle ou autres cas de force majeure — portes, cloisons, croisées, serrures, gonds, âtres détériorés, etc.).

Le vigneron est-il présumé avoir reçu le domaine en bon état de réparations ?

S'il a été dressé un état des lieux, il n'y a pas de difficultés: le vigneron rendra ce qu'il a reçu suivant l'état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure.

En cas contraire, le vigneron doit rendre les bâtiments en bon état, puisque les réparations locatives sont à sa charge. Il n'en est exempté qu'au cas de vétusté ou de force majeure. S'il prétend être exonéré, il lui faut prouver le fait qui doit le libérer. On arrive ainsi au même résultat que si l'on appliquait l'art. 1731 du Code civil, d'après lequel le preneur est présumé avoir reçu la chose en bon état et doit la rendre telle, sauf la preuve contraire.

Mais on ne peut appliquer formellement cet article au colonage partiaire, la loi de 1889 ne s'y référant pas.

II. OBLIGATIONS DU VIGNERON SORTANT RELATIVES AUX PAILLES, FOURRAGES ET ENGRAIS.

L'article 13 de la loi du 18 juillet 1889 renvoie à ce sujet aux articles 1777 et 1778 du Code civil, qui règlent

la question en matière de louage de biens ruraux, et aux usages locaux, auxquels se réfèrent également les articles 1777 et 1778.

Ce sont donc ces usages que nous allons exposer.

En principe, le vigneron sortant doit laisser au domaine les pailles, fourrages et engrais. Il a trouvé ces produits à son entrée; il doit les y laisser à sa sortie, sinon il manquerait à son obligation de rendre l'immeuble dans l'état où il l'a reçu.

Les usages conservant sur ce point les règles de la Coutume de Paris, sont formels à cet égard :

« Toutes les pailles, engrais et fourrages faits et recueillis dans le domaine restent au fonds. » (Villefranche.)

« Ce qui (des fourrages) n'est pas consommé lors de la sortie doit être laissé au domaine. Il en est de même des pailles et engrais qui n'ont pas été consommés. » (Beaujeu.)

Cette règle est surtout sévèrement appliquée dans les cantons de Villefranche, Beaujeu, Belleville et du Bois-d'Oingt, où le vigneron sortant doit fermer les premières coupes de foin, de trèfle ou de luzerne et ne toucher pour la nourriture de ses bestiaux qu'aux secondes coupes, à moins de nécessités bien démontrées. Bien entendu, s'il reste des foins de seconde coupe, il doit les laisser » (Villefranche).

Ainsi, à Beaujeu, « l'année de la sortie, le premier foin après son ameublissement est engrangé par le vigneron et fermé par le propriétaire. Le vigneron sortant a pour son bétail le pâturage, le petit foin, les fourrages artificiels et seulement à l'occasion des travaux

pénibles de la culture, une quantité suffisante de premier foin pendant la durée de ces travaux ».

À Belleville, pour assurer l'exécution de cette règle « le propriétaire peut fermer le fenil à clef, s'il le juge convenable ».

L'incendie des pailles et fourrages soulève les mêmes questions de responsabilité que celle des bâtiments du domaine.

Au cas de perte par cas fortuit ou force majeure, le vigneron est déchargé de toute responsabilité.

Les créanciers du vigneron, n'ayant pas plus de droits que leur auteur, ne pourraient saisir les pailles, fourrages et engrais, véritables immeubles par destination, sur lesquels le vigneron n'a jamais eu qu'un droit de jouissance.

III. AUTRES OBLIGATIONS DU VIGNERON SORTANT.

L'article 13 de la loi de 1889 renvoie à l'article 1777 du Code civil. En conséquence, le vigneron sortant doit laisser au vigneron entrant, des logements convenables et toutes facilités pour les travaux de l'année suivante, la loi se référant aux usages locaux pour l'application de cette disposition générale.

Le bail expirant au 11 novembre, le déménagement doit s'opérer sans délai : « Le vigneron sortant doit vider les appartements le jour même de la Saint-Martin, et le vigneron entrant en jouir de suite (1) ».

De plus « le vigneron doit laisser le domaine en bon état de culture, sous peine de dommages-intérêts après expertise (2) ».

(1) *Us. loc. du canton de Villefranche.*

(2) *Us. loc. du canton de Villefranche.*

En ce qui concerne les bois et les haies, « le vigneron sortant ne peut faire dans la dernière année de son bail qu'une coupe égale à celle des années précédentes, de sorte que son successeur trouve des jets à couper de 4 ou 5 ans, selon que les précédentes tontes ont été du quart ou du cinquième. Il en est de même de la tonte des haies. Les arbres morts sont au propriétaire. Ils doivent être abattus et conduits chez lui par le vigneron sortant, avant sa sortie du domaine(1) ».

Souvent même des conventions particulières lui interdisent de couper ou d'étêter les haies après le 10 août de l'année de sa sortie.

En 1856, les Usages locaux consacraient encore l'existence du droit colonique, presque disparu aujourd'hui. C'est le droit pour le vigneron qui, après avoir semencé une terre, quitte le domaine, de venir l'année suivante lever la récolte qu'il avait mise en terre.

« Ce droit est exercé par le vigneron comme par les fermiers, avec cette raison de plus qu'au 10 août, quand il reçoit son congé, le vigneron a déjà fait ses labours et partie des semences. On excepte toutefois les terres provenant de vignes arrachées et qui sont à temps d'être replantées. Si le vigneron restait, il ne cultiverait pas en blé cette terre, destinée à être défoncée et replantée au printemps. Le congé qu'il a reçu ne lui donne pas plus de droit, et, s'il a labouré la terre, il ne lui est pas même dû d'indemnité ».

Ainsi s'expriment les *Usages de Belleville*, qui entrent dans de long détails sur l'exercice du droit colonique.

(1) *Us. loc. du canton de Belleville.*

Dans le canton de Villefranche, le vigneron n'avait le droit de colon que si le travail comportait des terres assolées. Ce droit ne portait pas non plus sur les terres provenant de vignes arrachées.

Ajoutons que, pour éviter toutes les difficultés engendrées par l'exercice du droit colonique, les baux obligent souvent le vigneron « à ne point semer de terres l'année de sa sortie et à ne réclamer aucune indemnité pour les façons et labours qu'il aurait pu donner à ses terres avant d'avoir reçu son congé (1) ».

IV. RESPONSABILITÉ AU CAS D'INCENDIE.

A l'obligation générale de restituer, qui pèse sur le vigneron débiteur d'un corps certain, se rattache la question de sa responsabilité en cas d'incendie.

Avant 1889, on se demandait s'il fallait appliquer à notre contrat l'article 1733 du Code civil, qui déclare le locataire responsable de l'incendie, à moins que celui-ci ne prouve que l'incendie est dû à un cas fortuit ou de force majeure, ou à un vice de construction, ou encore qu'il a été communiqué par une maison voisine.

Un premier système, adopté par certains arrêts (2), refusait d'appliquer au colonage l'article 1733, qu'il considérait comme dérogatoire au droit commun et comme spécial au louage. Ce système, proposé par les partisans du colonage-société, appliquait l'article 1382 et obligeait le demandeur, en l'espèce le propriétaire, à faire la preuve de la responsabilité du colon.

(1) Bail communiqué par M. de Saint-Charles.

(2) Limoges, 21 fév. 1889. S. 39-2-406; — 6 juillet 1840. S. 41-2-167.

Mais bientôt l'opinion contraire, considérant l'article 1733 comme une application des principes généraux régissant les obligations des débiteurs de corps certains, et ne dérogeant pas au droit commun, triompha en doctrine et en jurisprudence. Dans le dernier état du droit, avant la loi de 1889, on appliquait donc l'article 1733 au colonage: le colon devait, pour dégager sa responsabilité, prouver non seulement que, d'une manière générale, il avait eu pour la chose les soins d'un bon père de famille, mais aussi établir par des faits plausibles qu'il était étranger au sinistre.

La loi du 18 juillet 1889 (article 4, § 2) décide que le colon répond de l'incendie arrivé pendant la durée du bail, à moins qu'il ne prouve avoir veillé à la garde et à la conservation de la chose en bon père de famille.

Le vigneron, en principe responsable de l'incendie, peut donc dégager sa responsabilité plus facilement que le locataire ordinaire, soumis à l'article 1733. M. Clément, dans son Rapport, indique pourquoi : « ...La situation du colon n'est pas la même que celle du locataire. Il occupe les lieux dans un intérêt qui lui est commun avec le propriétaire; ...d'un autre côté, le propriétaire ne se dépouille pas entièrement de la jouissance, il conserve un droit de surveillance et même un droit de direction générale... Il faut donc revenir, en ce qui concerne le colon, aux principes généraux du droit commun, en lui laissant, en cas d'incendie, tous les moyens de preuve de nature à dégager sa responsabilité ».

L'idée du législateur de 1889 est nette: il considère l'article 1733 comme dérogatoire au droit commun et en rejette l'application pour ce motif.

On a critiqué ce que l'on considère comme une erreur du législateur, consistant à croire que l'article 1733 déroge au droit commun.

En effet, dit-on, l'énumération de l'article 1733 à l'air d'être limitative; en réalité, elle ne l'est pas. Tout ce qui n'est pas faute du locataire est cas fortuit. Le locataire peut donc s'affranchir de toute responsabilité en établissant que l'incendie a une cause quelconque autre qu'une faute de sa part. Il n'a pas à prouver la nature spéciale du fait qu'il allègue comme cas fortuit, mais seulement l'absence de faute. C'est ainsi que la jurisprudence actuelle interprète l'article 1733.

D'après cette théorie, le colon doit prouver l'absence de faute; d'après la loi de 1889, il doit prouver qu'il a veillé à la garde et à la conservation de la chose en bon père de famille.

Il faut reconnaître que ces deux solutions sont, en fait, sinon équivalentes, au moins très voisines l'une de l'autre.

Quoi qu'il en soit, et pour s'en tenir aux termes de la loi, le vigneron devra prouver des faits assez précis pour permettre au juge d'apprécier s'il a réellement veillé en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose. Ces faits doivent avoir une corrélation suffisante avec la cause présumée ou prouvée de l'incendie. Il ne suffirait pas au vigneron, croyons-nous, de prouver qu'il n'est habituellement ni négligent, ni imprudent.

La responsabilité au cas d'incendie est la même, qu'il s'agisse de bâtiments d'habitation ou d'exploitation, ou des pailles et fourrages, immeubles par destination.

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

Le Vigneronnage au XIX^e Siècle.

A la fin du xviii^e siècle, la crise viticole dont nous avons étudié les funestes effets en Beaujolais, avait pris fin. La reprise des affaires, facilitée par le développement des voies de communications, routes et canaux (1), avait ramené la prospérité dans le pays. La Révolution contribua à cette rénovation en supprimant, le 2 mars 1791, comme le demandaient les paysans beaujolais (2), l'amas confus d'impôts, de taxes, d'entraves de toutes sortes, établi par la monarchie sur la circulation des vins. L'Assemblée constituante n'avait même pas voulu établir en remplacement de nouvel impôt sur les boissons, malgré l'intervention de Dupont de Nemours, rapporteur du Comité des contributions.

(1) Notamment la route reliant la Saône à la Loire, et la route de Paris à Lyon, longeant la Saône. La création de ces routes eût des effets comparables à celle des chemins de fer, un demi-siècle plus tard.

(2) V. J. Fayard, les « Cahiers des paysans beaujolais ». (*Revue d'hist. de Lyon*, 1904.)

Toutefois, le régime de liberté complète dura peu. Les droits d'inventaire, de circulation, de détail réapparurent à partir de 1804 et furent codifiés par la loi du 28 avril 1816, base de toute la législation fiscale des vins pendant le xix^e siècle.

Quoi qu'il en soit, le développement économique du pays fut considérable pendant le premier quart de siècle. Le Beaujolais connut alors une ère de prospérité remarquable. La culture de la vigne, si rémunératrice en temps normal, s'étendit aux parties montagneuses du pays qui, jusque là, ne donnaient que de mauvaises récoltes de seigle ou de pommes de terre. Cet essor économique fut particulièrement remarquable dans le canton de Beaujeu. Nous possédons à ce sujet un Mémoire (1), dû à deux érudits de la région, et qui nous fournit de précieux renseignements sur le développement du pays, sur la condition du vigneronnage d'alors, et aussi sur une crise de mévente qui sévit vers 1830. Ce document embrasse la période comprise entre la fin du xviii^e siècle et 1830.

Nous en extrayons les passages les plus saillants. Voici d'abord des considérations générales sur la transformation du pays.

« Ce pays, aujourd'hui couvert d'habitations, et un des mieux cultivés de France, était il y a soixante ans un des plus misérables et des moins peuplés. Son terrain sablonneux et peu profond donnait dans les parties cultivées un peu de seigle ou d'avoine tous les trois ou quatre ans. Le surplus de son sol

(1) Notice sur le canton de Beaujeu, par Cochard et d'Aigueperse, publiée dans les *Archives historiques et statistiques du département du Rhône* (1829-1830). Les auteurs de cette notice ont publié de nombreux mémoires historiques.

était occupé par des bruyères ou terres vassibles, qui fournissaient à quelques moutons un maigre pâturage... Enfin, à part quelques prairies, le sol était généralement maigre et presque stérile. Un observateur qui aurait visité ce canton il y a un siècle, n'aurait certainement pu prévoir qu'il parviendrait jamais au degré de prospérité qu'il a atteint.

« A quoi est-on redevable d'un pareil changement ? A la culture de la vigne, mais surtout aux débouchés que ses produits trouvèrent dans le Nord de la France, vers le commencement du XVIII^e siècle. »

Les auteurs attribuent l'extension de ces débouchés à la création de la route reliant la Saône à la Loire, dont nous avons déjà parlé. Puis ils nous montrent l'influence de la Révolution sur le développement économique du pays :

« La Révolution, qui a fait peser tant de calamités sur presque toute la France, a été néanmoins favorable au développement de l'agriculture dans le Beaujolais; la suppression des droits sur les vins encouragea le cultivateur, et la division des grandes propriétés favorisa les défrichements ; mais il est juste de dire que ces défrichements n'ont jamais été si nombreux et si rapides que depuis la Restauration. Des terrains considérables, occupés par des bruyères, ont été convertis en vignobles supérieurement cultivés : on peut assurer que la culture a été poussée aussi loin qu'elle pouvait aller ; il ne reste presque plus rien à faire. On se formerait difficilement une idée des efforts et des frais qu'il en a coûté pour exécuter tout ce qu'on a entrepris dans ce genre.

« On conçoit facilement que la culture ayant fait de tels progrès, la population a dû augmenter dans la même proportion. Aussi croit-on pouvoir affirmer qu'elle a triplé depuis soixante ans. On pourrait citer un domaine (1), qui était cultivé il y a cinquante ans par un seul fermier ; il en donnait mille francs et pouvait à peine payer sa ferme et nourrir sa famille. Aujourd-

(1) « C'est le domaine de la Grange-Charton, appartenant à l'hôpital de Beaujeu. »

d'hui, le même domaine nourrit six vigneron avec leurs femmes et leurs enfants. Ils passent même pour être dans l'aisance selon leur état. La raison de cette énorme différence est facile à concevoir. De mauvaises terres à seigle, qui ne produisaient tous les quatre à cinq ans qu'une chétive récolte, d'autres terres qui ne servaient que de pacages aux moutons, ont été converties en vignes fertiles. Tout ceci confirme pleinement l'observation de Montesquieu (*Esprit des Lois*, l. XXIII, c. 14), que les pays de vignobles sont beaucoup plus peuplés que les autres. »

Les auteurs du Mémoire exposent ensuite le contraste existant entre la situation apparente du pays, riche et prospère, et la situation réelle, assez précaire en raison d'une crise de mévente due surtout aux droits excessifs qui frappaient les vins et à l'abondance des récoltes :

« Lorsque de l'un des beaux points de vue qui sont si communs dans le Beaujolais, on contemple ce pays pour la première fois, on est frappé non seulement de sa belle culture, mais encore de l'immense quantité d'habitations qui couvrent son sol. On remarque surtout que toutes ces habitations sont neuves. Rien n'indique mieux que ce pays est d'une création toute récente. Cela lui donne une apparence de prospérité qui, malheureusement, n'est rien moins que réelle. Les droits exorbitants qui, depuis quelques années, pèsent sur ce genre de produits, les entraves dont il est l'objet, ont répandu un malaise général, non seulement parmi les propriétaires de vignobles, mais encore chez la plupart des vignerons, que leurs maîtres sont souvent obligés de nourrir. Indépendamment des causes de cet état de misère, qui viennent d'être signalées, on peut y ajouter : 1° les frais énormes qu'il a fallu faire pour fertiliser le terrain stérile ; 2° l'incertitude des récoltes, que la gelée, les vers et surtout la grêle attaquent souvent ; 3° la trop grande abondance de ces mêmes récoltes, lorsqu'elle se renouvelle plusieurs années de suite, parce qu'alors les vins tombent dans l'avilissement, et les tonneaux, qu'il faut acheter chaque année, s'élèvent à un prix énorme, qui absorbe une grande partie de la récolte. Telle est précisément la position

où ce vignoble se trouve maintenant (1) ; encombré de récoltes amoncelées les unes sur les autres, dont l'entretien est très coûteux, à raison des soutirages qu'il faut renouveler deux fois par an, le propriétaire n'a d'espoir que dans une diminution des droits sur les vins ; un adoucissement sur cet article augmenterait la consommation et dédommagerait ainsi le gouvernement du sacrifice qu'il ferait ; car, dans l'état actuel des choses, le montant des droits qu'une pièce de vin doit acquitter pour entrer à Lyon, excède de beaucoup le prix qu'en retire le vigneron. Cette différence est encore plus forte pour les vins que l'on expédie dans le Nord de la France. »

Le Mémoire contient ensuite une appréciation très optimiste du vigneronnage, comparé au faire-valoir pratiqué dans le Lyonnais, puis un exposé du genre de vie et des mœurs des vignerons :

« Le genre de culture adopté dans le Beaujolais diffère essentiellement de celui qui est usité dans le Lyonnais : au lieu de valets à gages qui travaillent par manière d'acquit, il n'y a que des vignerons à moitié fruits, et qui, cultivant de cette manière pour leur propre compte, y mettent tous leurs soins. Aussi les vignes du Lyonnais ne pourraient soutenir la comparaison avec celles du Beaujolais. Les soins qu'on donne à celles-ci étonnent les étrangers. Les arbres en sont exclus, et l'on suit à la lettre cette maxime, que la vigne ne veut que l'ombre du vigneron. Elles sont sillonnées de distance en distance par des fossés dont le fond est arrondi, et qui servent à l'écoulement des eaux. Des labours souvent répétés les débarrassent de toutes les mauvaises herbes.

« Le vigneron s'attache au sol qu'il cultive, et qui, presque toujours, l'a vu naître ; car il est assez ordinaire que le même domaine soit livré aux soins de la même famille de père en fils. Le vigneron est, en général, plein de déférence et de respect pour son maître, et toujours prêt à lui rendre tous les services qui sont en son pouvoir ; de son côté, ce dernier refuse rarement de faire des avances au cultivateur dans les mauvaises

(1) « Ceci a été écrit en février 1829. »

années. Cet échange de bons procédés entretient une union qu'on trouve rarement ailleurs, entre les bourgeois et les paysans. Un Lyonnais qui n'a vu que les environs de sa ville natale, et qui vient pour la première fois dans le Beaujolais, s'étonne de recevoir le salut de tous les paysans qu'il rencontre.

« Le paysan du Beaujolais est aussi sobre que laborieux ; cependant il se nourrit mieux aujourd'hui qu'autrefois : au lieu de pain de seigle, celui de froment est adopté presque partout. Les pommes de terre, qui sont d'une bonne qualité, forment aussi une des bases de sa nourriture ; il mange aussi du lard, mais très peu de viande. »

Les auteurs du Mémoire font en terminant un tableau détaillé de l'état moral de la population. Il notent la pureté de ses mœurs, la rareté des crimes, presque toujours commis par des étrangers et s'élèvent enfin contre l'ignorance et la superstition des habitants.

Telle était, vers 1830, la situation du pays. Elle offrait avec la situation actuelle une grande analogie. Comme aujourd'hui, sous une apparence de prospérité, le Beaujolais souffrait d'une de ces crises de mévente, si anciennes et si fréquentes qu'elles peuvent paraître inhérentes à la viticulture.

Comme aujourd'hui, la crise souleva des plaintes nombreuses et réitérées au Gouvernement, de la part des producteurs, qui se prétendaient ruinés par l'impôt.

Louis-Philippe, dès son avènement, ordonna une enquête. La commission chargée de ce soin, maintint sur la demande de Thiers, la nécessité d'un impôt, qui fut régi par les lois des 12 décembre 1830 et 21 avril 1832 (1). Supprimé par une loi du 19 mai 1849, l'impôt fut rétabli par la loi du 20 décembre 1849.

(1) Pouriau, *Crise de la viticulture française*, p. 24.

La crise de mévente, due aux impôts et à la surproduction, persista de 1830 à 1840 (1).

De 1840 à 1852, un autre fléau ruina la viticulture beaujolaise. La *pyrale* ravagèa le vignoble, détruisant les récoltes. Heureusement, un propriétaire du pays (2) découvrit le meilleur remède à opposer au mal, l'échaudage (3).

La pyrale vaincue, il fallut combattre une nouvelle maladie de la vigne, l'*oïdium*, la maladie blanche, qui commença à se répandre vers 1851. Un chiffre montrera l'étendue de ses ravages: en 1854, la production totale de la France tomba à 10 millions d'hectolitres. Le désastre était complet. Les cultivateurs désespérés, songeaient à arracher leurs vignes (4), quand, en 1855, on trouva dans la fleur de soufre, un remède efficace contre l'*oïdium*.

Alors commença la plus belle période de la viticulture française au XIX^e siècle. Les récoltes se succédèrent abondantes, sans que la surproduction amena de crises (5). C'est qu'en effet les vins trouvaient de nombreux

(1) Pouriau, *Crise de la viticulture française*, p. 25.

(2) Raclet, de Romanèche.

(3) Cette méthode consiste à verser, au moyen d'appareils spéciaux, de l'eau bouillante sur le vieux bois de chaque cep et sur les échelas. L'opération a lieu en mars, avant la pousse.— V. Guyot, *Etude sur les vignobles de France*, t. III (département du Rhône).

(4) Voir Pouriau, *ouv. cit.*

(5) Signalons le produit moyen de la vigne en Beaujolais, de 1832 à 1861. Comparé à celui des terres, ce produit était 14 fois plus élevé. Il était de 427 fr. 30, contre 29 fr. 76 à l'hectare. Encore ne s'agit-il que de la part du propriétaire. Celle du vigneron étant équivalente, on voit que la vigne était alors le vrai banquier de l'agriculture, suivant l'expression de l'auteur d'une monographie sur la *Terre du Thil* (communes de Fleurie et de Vauxrenard), à qui nous empruntons ces chiffres.

et faciles débouchés, multipliés par la création des chemins de fer, notamment de la grande ligne du P.-L.-M., et aussi par la conclusion de traités de commerce. Les prix se maintenaient élevés, encourageant les propriétaires beaujolais à planter dans les arrière-côtes et les terrains de plaine, où le rendement est beaucoup plus élevé que sur le flanc des coteaux. Le vignoble beaujolais atteignit une superficie de 27.000 à 28.000 hectares (1).

L'âge d'or de la viticulture dura jusqu'en 1875. A ce moment s'ouvrit la crise la plus terrible qu'elle ait eue à supporter, et qui se termina par la destruction complète du vieux vignoble français : la crise phylloxérique. C'est vers 1876 que le phylloxera, venant du Midi, commença à remonter la vallée du Rhône. A partir de 1880, le Beaujolais fut contaminé. En 1890, la destruction de notre vignoble était à peu près achevée. On essaya bien de lutter contre le fléau. On ne pouvait employer, comme dans le Midi, la submersion des vignes. On tenta la sulfuration au moyen du pal : les résultats furent médiocres. Il fallut recourir au seul remède efficace, mais radical : le remplacement des cépages français par des plants importés d'Amérique, immunisés contre le mal, que l'on greffa avec les diverses variétés de plants français.

En Beaujolais, on entreprit avec ardeur ce formidable travail de la reconstitution du vignoble. On créa partout des champs d'expérience, des pépinières, des ateliers de greffage.

(1) Selon l'évaluation du Dr Guyot, ouv. cit.

La reconstitution s'opéra relativement très vite. Le succès de l'entreprise peut être attribué, en partie, au mode de culture employé, au vigneronnage. C'était du moins l'opinion d'un viticulteur d'expérience consommée (1), qui proclamait alors que l'existence du Beaujolais, « en tant que vignoble producteur de vins de choix », était attaché à la conservation de ce régime.

« Depuis les dures années que nous traversons en Beaujolais, j'entends souvent dire par les propriétaires : Puisque nous devons faire de très grands frais pour la défense ou la reconstitution de notre vignoble, il faut modifier notre culture à moitié fruits, dite par vignerons, pour la remplacer par la culture de la charrue, par maîtres-valets.

« Eh bien, croyez-moi, n'en faites rien. Je n'ai pas fait l'expérience par moi-même; mais j'ai vu dans mon canton certains propriétaires, alléchés sans doute par un calcul théorique, tenter l'aventure, et je crois qu'ils ont peu à s'en louer, quant aux résultats pécuniaires, et, si j'en juge par l'apparence de leurs vignes, ce sera bien autre chose avant longtemps.

« Non pas que je prétende que ce mode de culture ne puisse convenir à certains pays, je dirais même à certaines propriétés de notre Beaujolais; mais dans notre région, c'est l'exception. Il y a pour cela plusieurs raisons. »

De ces raisons, la principale, c'est l'excellent effet que produit « la présence continuelle, sur une terre, de cette

(1) Emile Duport, *Remarques pratiques sur la culture de la vigne en Beaujolais*.

moitié de propriétaires, assurément la plus vigneronne de la majorité des propriétaires ! Quelle surveillance vaudra celle de cet associé entendu ? Comment remplacer ces deux bras qui, en dehors des façons réglementaires, cherchent à s'utiliser de toute manière et par tous les temps ? Que dis-je ! deux bras, c'est quatre que je devrais dire, car les vaillantes compagnes de nos vignerons manient la pioche comme les hommes. Et les enfants ! Il est bien peu de familles de cultivateurs où ils ne rendent de vrais services dès le plus jeune âge. Pensez ce qu'est une famille de bons vignerons et dites-moi si jamais un maître-valet peut la remplacer.

« Est-ce au moment où la culture de la vigne demande pour sa défense des soins variés et spéciaux que l'on doit multiplier avec l'apparition de nouveaux fléaux ; est-ce au moment où la reconstitution du vignoble par des plants étrangers nécessite une sélection entendue incessante, est-ce à ce moment qu'il faut remplacer le vigneron intéressé au résultat par le maître-valet qui n'en a cure ? »

Selon M. Cheysson (1), c'est également au vigneronnage « que le Beaujolais a dû de supporter la douloureuse épreuve du phylloxera et des autres maladies qui se coalisent contre la vigne ».

Notre vignoble se releva donc victorieusement. Cependant, l'invasion du phylloxera avait eu trop souvent pour conséquences la ruine des propriétaires, obligés de subvenir aux frais de la reconstitution et parfois

(1) V. *Enquête sur les conditions de l'habitation en France*, t. II, p. 218. (Publiée sous la direction de A. de Foville, 1894-99.)

aux besoins de leurs vignerons; la misère et l'émigration de ces derniers (1).

Au reste, la viticulture allait avoir de nouveaux assauts à soutenir contre les maladies de la vigne, multipliées avec les cépages américains. Tour à tour, il fallut combattre le mildew, le black-rot, le rot-brun, la cochyllis, la pyrale, l'altise, au moyen de traitements variés. D'où augmentation des frais de main-d'œuvre pour le vigneron et des charges du propriétaire (fournitures d'appareils et de produits). Ce partage des pertes et des charges est d'ailleurs une des causes de la supériorité du vigneronnage sur le faire-valoir. La reconstitution terminée, les maladies vaincues, vignerons et propriétaires étaient en droit de compter sur une juste rémunération de leurs peines et de leurs dépenses. Malheureusement une terrible crise de mévente, non encore enrayée, allait atteindre leurs produits et engendrer une crise du vigneronnage, dont nous étudierons plus loin les causes et les effets.

* * *

Au point de vue social, il est intéressant de noter la transformation, au cours du xix^e siècle, des rapports entre propriétaires et vignerons.

Ce n'est pas dans la qualité de ces rapports qu'il y a eu modification. Ils sont et ont toujours été excellents. Même ils n'ont pu que s'améliorer par suite de la dispa-

(1) V. Darbot, *Agriculture et questions sociales*. — Rappelons à ce sujet les efforts du gouvernement pour venir en aide aux viticulteurs; une loi du 1^{er} décembre 1887 exempta de l'impôt foncier les terrains plantés ou replantés en vignes, jusqu'à ce que celles-ci aient dépassé la 4^e feuille.

rition de certains usages, tels que le cheptel et le droit de colon, sources perpétuelles de conflits. Mais ce qui a changé c'est l'attitude respective du vigneron et du propriétaire.

« Dans le passé, dit M. Cheysson (1), les vigneron se considéraient comme les serviteurs, les serfs du maître. Au changement du propriétaire, ils venaient le reconnaître, lui offrir un présent en guise d'hommage, avec une sorte de cérémonial inspiré de la féodalité. Ils étaient astreints envers lui à des services personnels pendant son séjour sur le domaine. Le contrat qui les régissait ne parlait que de leurs devoirs et des droits du maître. Ils se tenaient devant lui dans la posture de la soumission et du respect, présentant leurs réclamations et leurs doléances sous la forme d'humbles requêtes et se courbant sans protestations devant les refus qu'on leur opposait. »

Cet état de choses s'est peu à peu modifié au cours du xix^e siècle. « Depuis lors, comme l'agriculture elle-même dont tout le monde se dispute la clientèle, l'agriculteur a pris conscience de sa force et de ses droits. Le suffrage universel l'a émancipé; le service militaire l'a frotté aux grandes villes et l'a imprégné des idées qu'on y respire. Il n'est pas jusqu'au syndicat agricole qui ne lui ait appris qu'il avait une personnalité et que l'on devait compter avec elle.

« Le vigneron du Beaujolais a subi à son tour cette influence; il s'est redressé devant le propriétaire, et sans

(1) Cheysson, *ouv. cit.*

cesser d'être bons, ses rapports avec lui se sont, si l'on peut ainsi dire *modernisés* (1). »

Cette transformation se reflète dans les baux modernes, où ce sont plutôt deux associés qui contractent qu'un maître dictant la loi à son serf. « Dans les baux récents, on indique très nettement les droits et les devoirs des parties en présence. On a fait disparaître les clauses potestatives et celles qui portaient une empreinte féodale de vassalité (2) ».

D'ailleurs, il faut reconnaître que, même lorsque le bail conserve la lettre ancienne, l'esprit moderne n'en préside pas moins aux rapports entre propriétaires et vignerons.

(1) Cheysson, ouv. cit.

(2) Cheysson, ouv. cit.

CHAPITRE II

Rôle et condition du Propriétaire.

Le propriétaire peut être considéré comme un patron, comme un associé, comme un entrepreneur. Mais quel que soit le point de vue auquel on se place, il doit toujours jouer un rôle actif dans l'exploitation, soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire d'un préposé, d'un régisseur.

Quand bien même, peu soucieux des progrès agricoles, il ne se préoccuperait pas d'améliorer les conditions de la culture et laisserait son vigneron libre d'exploiter à sa guise, il devrait tout au moins veiller au partage pour empêcher les fraudes et tenir ses comptes pour éviter les erreurs. C'est là, selon M. Rérolle (1), le minimum de son rôle.

Mais il ne doit pas s'en tenir là, s'il veut que le vigneronnage lui donne les résultats qu'il est en droit d'en attendre. Il faut qu'il se place résolument à la tête de l'exploitation, qu'il la féconde par ses capitaux et son intelligence. Il faut qu'il use des droits de direction et de surveillance que lui reconnaît la loi de 1889 et qu'il se conduise en véritable entrepreneur, soucieux d'améliorer l'entreprise et d'augmenter le profit qu'elle peut donner.

SURVEILLANCE. — La surveillance du propriétaire est toujours nécessaire, quel que soit le système d'amodiation employé.

(1) Rérolle, p. 455.

C'est le fermage qui nécessite le moins de surveillance. Le propriétaire s'en affranchit en prenant, dans le bail des précautions méticuleuses. Toutefois, pour que ces prescriptions ne restent pas lettre morte, il faut veiller à ce que les abus prohibés par la convention ne se produisent pas.

Avec le faire-valoir, la surveillance du propriétaire doit être rigoureuse. Les domestiques, les journaliers, les travailleurs à façon ne sont pas intéressés au succès de l'entreprise: leur travail s'en ressent. D'où nécessité de le contrôler par de fréquentes inspections.

Le propriétaire qui fait valoir doit veiller lui-même aux détails de l'exploitation.

Le seul moyen de s'affranchir de ces soucis incessants, quand on ne peut recourir au fermage — il en est ainsi en Beaujolais — c'est de remplacer les domestiques, les travailleurs à prix d'argent, par des cultivateurs à mi-fruits, intéressés à une bonne exploitation. Cet intérêt du vigneron dispensera le propriétaire d'une rigoureuse surveillance.

Et ce n'est pas un des moindres avantages du vigneronnage. Il permet ainsi au propriétaire de disposer plus librement de sa personne et de son temps. Il convient aussi bien à ceux qui cherchent à occuper utilement leurs loisirs qu'aux véritables viticulteurs, épris d'améliorations scientifiques. Il satisfait à merveille tous ceux que le soin de leur plaisir ou l'exercice d'une profession libérale, industrielle ou commerciale retiennent à la ville.

Enfin, on peut dire avec M. Rérolle, que ce système de culture « répond aux aspirations du commerçant qui

se retire à la campagne pour goûter un repos longtemps envié. Sans doute, il cherche le calme et la tranquillité. Cependant, l'habitude des affaires lui a laissé une certaine activité d'esprit qu'il est heureux d'utiliser. Faire de la culture par domestiques, ce serait s'imposer une surveillance pénible que son âge ne lui permettrait pas, surveillance contraire au repos qu'il désire. Puis il ignore l'art agricole, il manque de données scientifiques et de connaissances pratiques et ne peut songer à commander en maître ».

La culture à moitié fruits lui « permet de conserver dans sa plénitude sa qualité de propriétaire et, tout en l'affranchissant des soins journaliers de la culture, de garder un droit de surveillance et de direction et, par là, de se créer des occupations factices qui sont ses plus doux loisirs ».

Mais, quelle que soit la situation du propriétaire, il ne doit pas se départir d'une surveillance générale nécessaire à la bonne marche de l'exploitation.

Le but de cette surveillance, au dire des auteurs qui traitent du métayage, est de prévenir les fraudes, d'empêcher la naissance des abus et la tentation de mal faire que la misère et l'absence de tout contrôle pourraient trop facilement engendrer.

En Beaujolais, cette surveillance préventive est facile. De tout temps on s'est plu à reconnaître l'honnêteté des vigneron.

D'ailleurs, les fraudes ne sont guère possibles. Voler le raisin est dangereux, voler le vin est malaisé, car il se fabrique toujours dans le cuvier même du propriétaire. D'autre part, la disparition du cheptel a supprimé

la possibilité de fraudes dans les achats et les ventes des bestiaux et de leurs produits.

*
* *

Le propriétaire qui surveille l'exploitation doit tenir une comptabilité régulière des dépenses qu'elle nécessite et qui font l'objet du règlement annuel.

Nous avons vu l'utilité juridique de ces livres de comptes. Economiquement, leur usage permet seul au propriétaire de savoir où il en est de ses affaires, de calculer les bénéfices qu'il tire de son association, les profits que lui donne l'entreprise.

Au point de vue social enfin, une comptabilité régulière est plus utile dans le colonage que dans le faire-valoir, car il ne s'agit plus de l'intérêt unique du propriétaire, mais encore de celui du colon. La régularité des comptes du propriétaire est un droit pour le colon.

Remarquons en terminant que l'absence de cheptel simplifie singulièrement la comptabilité du propriétaire beaujolais.

DIRECTION CULTURALE. — La surveillance n'est, en somme, que le côté passif du rôle du propriétaire. Il a un rôle actif à jouer : la direction de l'exploitation. « Le propriétaire doit donner l'impulsion et l'essor, se faire l'initiateur pour tous les progrès, le précurseur pour toutes les sages réformes, comme aussi il a le droit de veiller aux négligences et, s'il en est besoin, de redresser les abus (1). »

Pour que l'exploitation donne les meilleurs résultats possibles, il faut que le maître du sol soit un viticulteur

(1) F. de Saint-Charles, le *Vigneron beaujolais*, p. 12.

consommé, qui puisse aider le cultivateur, non seulement de ses capitaux, mais de conseils scientifiques.

Trop souvent les propriétaires ne possèdent pas une instruction professionnelle suffisante. Leurs occupations, qui les retiennent loin de la vigne, ne leur ont pas permis d'acquérir la science de la viticulture.

Et cependant, les conditions nouvelles de la culture de la vigne, qu'il faut sans cesse perfectionner, où l'on a chaque jour quelque fléau à combattre, montrent combien des connaissances techniques, acquises au moyen d'études spéciales, sont nécessaires au propriétaire.

Assurément, il n'a pas besoin de devenir un professeur émérite de chimie, de physique, de comptabilité, d'économie publique, sa vie entière n'y suffirait pas. Mais il a besoin de savoir, de ces sciences diverses, toutes les choses qui se rapportent à son art, et ce savoir relatif ne s'acquiert que par l'étude (1).

Bien souvent, du reste, le propriétaire sera aidé dans sa tâche par son vigneron, dont l'esprit s'ouvre aux idées scientifiques. La routine, qui réussissait si bien aux grands-pères, suivant le mot de M. de Saint-Charles, voit diminuer le nombre de ses adeptes. C'est que la viticulture est devenue une science véritable, depuis que la crise phylloxérique a inauguré les nouvelles méthodes avec le vignoble nouveau. La reconstitution en plants américains nécessita des recherches: il fallut trouver les cépages appropriés à chaque catégorie de terrains; la géologie, la minéralogie, furent mises à contribution. Il fallut aussi découvrir les meilleures gref-

(1) Rérolle, ouv. cit.

les, les meilleurs procédés de greffage, les procédés de culture les plus avantageux. On employa pour cela la véritable méthode scientifique, la méthode expérimentale. On créa des champs d'expérience, des pépinières modèles, des cours et des concours de greffage, des laboratoires et des stations d'études (1). En même temps, les professeurs d'agriculture multipliaient les conférences et vulgarisaient les nouvelles méthodes. Ce mouvement scientifique, encouragé par les syndicats agricoles, se développa ensuite quand il fallut combattre les maladies, insectes ou cryptogames, qui attaquèrent successivement le vignoble reconstitué. On fit en viticulture une large application de la chimie agricole par l'usage des divers traitements au soufre, au sulfure de carbone, au sulfate de cuivre, etc.

Rappelons enfin, que les premières expériences sérieuses de défense contre la grêle, au moyen de canons et de fusées, furent faites dans le vignoble beaujolais.

Dès l'apparition des procédés modernes, éprouvés par des expériences concluantes, les propriétaires ne firent aucune difficulté pour les appliquer, bien qu'il en résultât pour eux un supplément de dépenses. Les vignerons, convaincus de l'efficacité de ces procédés, ne marchandèrent pas leur concours. Et cependant, c'était pour eux un surcroît de travail ou de frais de main-d'œuvre.

Mais le vigneron ne peut guère que suivre les indications qu'on lui donne. Le propriétaire, par sa position de fortune, par sa situation sociale, est beaucoup plus

(1) La station viticole, créée à Villefranche par M. Vermorel, est à citer tout spécialement.

à même d'acquérir les connaissances scientifiques nécessaires à la culture moderne. C'est un devoir pour lui, d'autant plus étroit, qu'en droit comme en fait, il est le chef de l'association qui l'unit au vigneron (1). Il est le gérant, le directeur responsable de cette société. Or, pour remplir efficacement ce rôle, il doit acquérir une instruction professionnelle suffisante.

Cette science, cette capacité professionnelles seront du reste le meilleur moyen pour lui d'obtenir l'autorité nécessaire et de rester le chef incontesté de l'exploitation.

Cette autorité du maître, admise en principe par tous, demande à être appliquée avec ménagements. Comme le dit M. de Larminat (2), s'il est nécessaire que celui qui doit être la tête et la pensée dirigeante de l'association conserve l'autorité dans la direction générale des opérations, il doit comprendre qu'il ne doit pas s'immiscer avec trop de minutie dans les détails d'une main-d'œuvre qui est surtout l'affaire de son associé. Il faut laisser à celui-ci une assez grande initiative. Et quand on lui donne un ordre, il faut qu'il entrevoie le bénéfice qu'il doit retirer de l'opération commandée. L'autorité du maître doit être faite de respect et de confiance, beaucoup plus que de crainte. Le maître doit plutôt persua-

(1) Si la science professionnelle est nécessaire aux fermiers ainsi qu'aux propriétaires gérant directement, elle est indispensable aux propriétaires qui gèrent leurs domaines à moitié-fruits, parce que leur gestion est complète, et qu'étant responsables en dernière analyse du bien-être de leurs métayers, cette responsabilité même leur crée des devoirs particuliers qui engagent davantage leur conscience. (Comte de Tourdonnet, *Traité du Métayage*.)

(2) De Larminat, le *Métayage dans l'Allier*, ch. II, p. 21.

der et convaincre que commander. Le propriétaire n'est pas seulement le maître, le *Monsieur*, comme on l'appelle encore traditionnellement. Il est aussi, et surtout un associé et ne doit jamais l'oublier dans ses relations quotidiennes avec le vigneron. Il ne doit ménager ni son temps, ni sa peine pour leur venir en aide quand ils en ont besoin. Par sa fortune, par son instruction, par ses relations, le propriétaire occupe, dans la hiérarchie sociale, un degré plus élevé que son associé, mais il doit mettre tous ces avantages au service de ses vignerons.

C'est en agissant ainsi qu'il acquerra leur confiance et que naîtront, par suite, la communauté d'idées, l'unité d'action nécessaires au succès de l'entreprise.

Le propriétaire doit exercer effectivement la direction de l'exploitation. Il y a une importance sociale réelle à ce qu'il joue en personne ce rôle actif de chef de l'entreprise. Il ne faut pas que la classe des travailleurs, celle des vignerons, puisse voir dans la classe des possesseurs du sol, des parasites n'apparaissant dans leurs domaines que pour y percevoir la moitié des récoltes. Il faut que cette moitié de récoltes qui revient au propriétaire apparaisse comme la juste rémunération de son travail de direction, et non seulement comme la rente du sol. Autrement les vignerons pourraient être tentés de croire « que la propriété, c'est l'accaparement du sol par quelques-uns à l'exclusion de tous; qu'il y a là un privilège arbitraire et non une nécessité sociale (1) », et qu'ils doivent, comme le conseillait M. Jaurès, aux travailleurs agricoles, métayers et sala-

(1) *Rérolle*, p. 571.

riés, « apprendre à s'organiser pour devenir une puissance, à réclamer peu à peu la propriété du sol fécondé par eux et à faire briller, au-dessus de tous les privilèges de la propriété oisive, leurs paroles et leur force, comme ils font briller l'éclair de leurs faux au-dessus de l'herbe mûrie (1) ».

Le rôle du propriétaire est donc d'une importance sociale considérable. « Il ne lui est pas permis de se désintéresser de la direction générale et de tout ce qu'elle comporte. Qu'il se garde de se restreindre au rôle de créancier ! Quand les anciens féodaux abandonnant leurs fonctions héréditaires n'ont plus voulu être sur leurs terres que des créanciers de dîmes, de servis et de rentes, qu'ils ont paru pesants. Et comme on a trouvé le moyen de se faire donner quittance ! Le propriétaire, vis-à-vis de son vigneron, est un associé et un patron. Tout se tient dans ces deux termes, droits et devoirs (2). »

Cette mission sociale, le propriétaire peut-il la déléguer à des intermédiaires, à des régisseurs ?

En thèse générale, non. Il faut condamner l'introduction de ces intermédiaires dans les rapports du propriétaire avec le vigneron. Le rôle du propriétaire, patron et associé est un rôle personnel qu'il ne doit déléguer qu'au cas de nécessité absolue. Quand il possède vingt ou trente vigneronnages — il existe encore quelques domaines de cette étendue — et qu'il ne peut résider toute l'année sur ses terres, le propriétaire doit nécessairement confier ses intérêts à un régisseur. Mais ce

(1) Séance de la Chambre, du 19 juin 1897.

(2) F. de Saint-Charles, *ouv. cit.*, p. 12.

régisseur n'est et ne doit être qu'un préposé. Son autorité n'est que subsidiaire. Les vignerons doivent toujours pouvoir s'adresser directement au propriétaire.

Le régisseur est, du reste, un homme à gages, un contremaître aux ordres du propriétaire. Son rôle consiste à surveiller les intérêts du maître absent, à le remplacer au besoin, à faire exécuter ses instructions. Le régisseur beaujolais, simple préposé, n'a rien du fermier général, qui verse au propriétaire une somme fixe, représentant pour celui-ci le produit de ses domaines, et reste libre ensuite de tirer de ces biens le plus gros revenu possible, en imposant aux fermiers ou métayers des conditions rigoureuses, qu'un propriétaire n'oserait jamais stipuler.

De tels abus ne se produisent pas. Bien souvent, le seul reproche à faire au régisseur, c'est sa qualité d'intermédiaire. Car ce n'est pas seulement en Beaujolais qu'on aime mieux avoir à faire au patron qu'à son préposé.

En admettant que l'intermédiaire du régisseur est un mal, il faut reconnaître que c'est parfois un mal nécessaire. Mais on doit souhaiter que les propriétaires, comprenant leur rôle, tiennent à le remplir eux-mêmes et n'en délèguent pas l'exercice.

*
* *

Jusqu'ici, nous avons envisagé le vigneronnage comme une société et comme un louage d'industrie ou, suivant l'expression moderne, un contrat de travail (1).

(1) La nature économique du vigneronnage ne diffère pas de sa nature juridique. Il reste, à ce point de vue, un contrat *sui generis*. Mais certaines de ses conséquences obligent à l'assimiler à la société et au contrat de travail.

Nous avons considéré le propriétaire comme directeur de cette société, et comme patron exerçant ses droits de surveillance et de direction. Il nous reste à examiner sa qualité d'entrepreneur, que lui reconnaissent les économistes, partisans du contrat de travail.

Pour M. de Saint-Charles (1) notamment, le propriétaire est un entrepreneur qui, en remettant son domaine à cultiver à moitié fruits, a pour but d'obtenir un profit au moyen du travail d'autrui. Il est, à ce point de vue, dans la même situation que le propriétaire faisant valoir directement. La condition du propriétaire est la même dans les deux cas: seule la condition du cultivateur diffère.

« Il importe assez peu que la rémunération du travail soit payée en nature. La question est de savoir si le propriétaire est un employeur, un entrepreneur tirant profit du travail. Or, le résultat du travail fourni par le vigneron est précisément de procurer au propriétaire des denrées, brutes ou déjà transformées, selon qu'il s'agit de blé ou de vin, par exemple, que le propriétaire vend et dont il conserve le prix. Le profit sera l'écart entre les sommes dépensées pour les frais de culture envisagés en bloc et le prix des denrées vendues. Peut-on contester que le travail du vigneron soit un élément essentiel de la production des denrées d'une part, et, d'autre part, que le prix de ce travail soit un élément essentiel de ce calcul ? »

Le propriétaire est donc un entrepreneur. Mais il ne s'ensuit pas qu'on doive assimiler le vigneron à un ouvrier salarié.

(1) F. de Saint-Charles, le « Vigneron et les lois de Prévoyance sociale », (*Revue de Viticulture*, 1906.)

CHAPITRE III

Condition du Vigneron.

Nous avons étudié la condition juridique du vigneron; il nous reste à rechercher quelle est sa situation économique et sociale, et pour cela, nous le différencierons d'abord du domestique, puis nous le considérerons successivement comme associé, comme entrepreneur et comme ouvrier.

Le propriétaire, nous l'avons vu, apparaît comme entrepreneur, aussi bien dans le vigneronnage que dans le faire-valoir. Dans ces deux systèmes, la condition du cultivateur diffère seule. Cette différence est assez profonde entre le vigneron et le domestique, pour empêcher l'assimilation du vigneronnage au contrat de travail.

Le domestique est un travailleur salarié, un véritable ouvrier agricole, lié à celui qui l'emploie, propriétaire ou vigneron, par un simple louage d'ouvrage. Il exécute strictement les ordres de son maître, en ce qui concerne la culture, objet du contrat. Sa subordination est complète.

De plus, il n'est pas intéressé au succès de l'entreprise. Que la récolte soit bonne ou mauvaise, son gage reste le même, fixé à l'avance et définitivement.

Ce gage, cette rémunération du travail du domestique est un salaire, dans toute l'acception du mot. Il en présente tous les caractères: en particulier, il est exact de dire qu'il est une assurance pour le travailleur contre

les mauvaises chances de l'entreprise qui l'emploie. A ce point de vue, tout se passe dans l'entreprise agricole comme dans l'entreprise industrielle ou commerciale. La situation juridique et sociale du domestique, de l'ouvrier de la vigne, est analogue à celle de l'ouvrier de l'usine ou de l'atelier.

La situation du vigneron est bien différente. En apparence elle ressemble bien à celle de l'ouvrier salarié. Comme lui, le vigneron met ses bras au service d'un patron, dont il fait fructifier le capital au moyen de son travail. Mais que de dissemblances en regard de cette analogie !

Et d'abord, le vigneron n'est pas soumis aveuglément aux ordres du propriétaire. Nous avons vu quelles limites il fallait donner au droit de direction du maître et quel droit de résistance il fallait accorder au vigneron. Il n'y a pas, entre lui et le propriétaire, ce rapport de subordination stricte qui existe entre maître et domestique.

Mais c'est surtout le mode de rémunération du travail qui distingue les deux catégories de cultivateurs.

La rémunération en nature du vigneron ne ressemble pas au salaire du domestique. L'opinion à ce sujet est unanime : « J'admets très volontiers, dit M. de Saint-Charles (1), que la part en nature du vigneron, qui forme, avec certaines autres prestations la rémunération de son travail, ne soit pas un salaire. Je l'admets d'autant plus, que cette rémunération présente un caractère qui est contradictoire avec l'idée du salaire,

(1) Le Vigneron et les lois de Prévoyance sociale (*Revue de Viticulture*, 1906).

le caractère aléatoire. En effet, s'il grêle ou s'il gèle, si la récolte de la vigne périt, le vigneron ne percevra une part en nature que très réduite, quant à l'appréciation qu'il a pu en faire. Si au contraire la récolte a prospéré, et si le prix de vente du vin a fortement haussé, la rémunération de son travail a pu dépasser, dans le sens favorable, une rémunération normale.

« Le profit de l'entreprise pour le vigneron n'est donc pas un salaire. Et c'est si vrai que les saisies qu'opère le propriétaire, soit sur la récolte pendante (saisie-brandon), soit sur la part du vigneron dans la récolte réalisée et partagée, n'ont jamais été réduites par les retenues comme les saisies de salaires. »

La rémunération du vigneron est même le contraire du salaire, considéré comme une assurance pour le travailleur contre les mauvaises chances de l'entreprise.

Le vigneron court ces chances, bonnes et mauvaises, en compagnie du propriétaire. Leur intérêt est identique. Ce sont des associés partageant les bénéfices de l'exploitation et en supportant les pertes dans la même proportion. L'égalité est ici parfaite.

Le vigneron est donc un associé. Mais c'est aussi un entrepreneur, comme le propriétaire. Celui-ci est un entrepreneur vis-à-vis du vigneron, puisqu'il retire un profit de son travail. Le vigneron, à son tour, est un petit entrepreneur, qui spéculé sur le travail de tous ceux qu'il emploie, membres de sa famille, domestiques, journaliers, pour en obtenir un profit. Ce profit, c'est la différence entre les dépenses engagées (salaire, nourriture) et sa part dans le produit de l'exploitation.

« Considérons notamment, dit M. de Saint-Char-

les (1), les ouvriers, les journaliers, les domestiques du vigneron: c'est lui seul qui les recrute, les choisit, les paie et les commande. Il ordonne le travail dont il a le profit — en ce sens au moins qu'il exécute par là l'obligation principale contractée vis-à-vis du propriétaire. celle de fournir la main-d'œuvre. Il est, vis-à-vis de ces ouvriers débiteur de salaire... Peut-on dire que le vigneron reçoit du propriétaire le mandat tacite de prendre des ouvriers dont le concours est nécessaire pour la culture, que le vigneron est une sorte de contremaître agissant au nom du propriétaire. Ce n'est guère soutenable: le vigneron paie des salaires que le propriétaire ne lui rembourse pas. Le domestique, le vendangeur, n'ont aucun recours contre le propriétaire. Sur les biens du vigneron en déconfiture, les privilèges égaux du propriétaire et du domestique entrent en conflit. Jamais le domestique n'a opposé le *de in rem verso*. Ce n'est pas l'affaire du propriétaire qu'il a faite, c'est celle du vigneron. L'esprit du contrat résiste à une autre interprétation. Le contrat fait du vigneron un entrepreneur de culture, ayant son initiative et sa responsabilité. Si le propriétaire a, sur l'exécution de la culture, une action plus directe, plus immédiate que dans le fermage par exemple, cette action, qui assurément subordonne de plus près le vigneron, laisse subsister pour celui-ci un large cercle où son activité est indépendante, partant responsable. »

Ainsi donc, le vigneron se comporte, vis-à-vis de ses ouvriers, comme un patron, un entrepreneur, tirant profit de leur travail.

(1) *Le Vigneron et les lois de Prévoyance sociale.*

L'entreprise se dédouble: le propriétaire est un entrepreneur à l'égard du vigneron, celui-ci à l'égard de ses ouvriers.

On peut ainsi comparer le vigneron au fermier, type de l'entrepreneur agricole. Dans le domaine de l'industrie, il est intéressant d'établir une comparaison entre le vigneronnage et le marchandage, tel qu'il se pratique à Paris, par exemple, dans l'industrie du bâtiment. L'entrepreneur de la menuiserie d'une maison passe un traité avec un maître ouvrier pour la pose des parquets dont il lui fournit les bois tout coupés d'avance. Ce maître ouvrier se charge de la pose qu'il exécute lui-même avec le concours d'autres ouvriers payés et commandés par lui. Le contrat s'appelle marchandage et l'ouvrier qui dirige le travail avec une équipe sous ses ordres, s'appelle un marchandeur ou tâcheron (1).

On saisit l'analogie entre la situation de ce tâcheron, travaillant avec ses subordonnés, tirant profit de leur travail, et celle du vigneron. Tous deux sont de petits patrons, de petits entrepreneurs. Mais il ne faut pas s'exagérer les conséquences de cette idée.

Par un raisonnement juridique, nous avons pu établir la qualité d'associé, d'entrepreneur, d'employeur, du vigneron. En droit, il est tout cela, et cependant, en fait, sa situation se rapproche beaucoup de celle des simples ouvriers agricoles, des travailleurs salariés.

Le marchandeur, sous-entrepreneur, reste cependant un ouvrier. Il en est de même du vigneron. Cela est si

(1) V. Planiol. *Cours de Droit civil*, t. II.

vrai que, dans la crise actuelle du vigneronnage, beaucoup de vignerons se sont faits domestiques, préférant un salaire fixe à l'aléa de l'entreprise. Cette transformation de leur condition juridique a changé peu de chose à leur condition de fait.

Du reste, en pratique, sous le rapport des réformes économiques et sociales, on n'hésite pas à assimiler le cultivateur à mi-fruits au travailleur salarié.

A la Chambre, dans la discussion qui précéda le vote du projet de loi sur les retraites ouvrières et paysannes, M. Jaurès plaida chaleureusement en faveur de l'assimilation des petits fermiers et métayers aux ouvriers agricoles proprement dits. La Chambre adopta cette manière de voir (1).

Le vigneron est donc un ouvrier, mais il occupe une place élevée dans cette catégorie sociale. M. de Saint-Charles a comparé très justement le vigneron beaujolais au tisseur de soieries lyonnais: « Lyon garde encore ses tisseurs, ses *canuts*, types et modèles de l'ouvrier relevé, dans l'atelier type du travail de famille. Bien près de Lyon, dans la même vallée de la Saône, le vigneron conserve encore, lui aussi, dans le monde bouleversé du travail, une place spéciale très haute ».

Les relations entre le propriétaire et le vigneron, entre le patron et l'ouvrier, doivent à leur caractère spécial d'être excellentes (2).

(1) Notons également que l'on ne distingue pas entre métayers et journaliers dans l'attribution des pensions viagères, telles que celles créées par le comte de Chambrun pour récompenser les meilleurs serviteurs de l'agriculture.

(2) On rencontre encore en Beaujolais l'usage antique, constaté par Bastiat (*Journal des Economistes*, tome XIII), d'après lequel le propriétaire invite à sa table ses métayers au jour de l'An.

Remarquons d'ailleurs qu'on vante, à juste titre, comme le meilleur remède à l'esprit de révolte qui anime trop souvent celui qui travaille contre celui qui possède, la multiplication des rapports d'homme à homme. Or, ces rapports sont forcés dans le vigneronnage, où de fréquentes entrevues sont nécessaires entre propriétaire et vigneron, entrevue où l'on discute plus que l'on n'ordonne. Le vigneron ne connaît pas l'obéissance passive de l'ouvrier de l'usine. Il se rend à des conseils, bien plutôt qu'il n'obéit à des ordres.

Certes, il a affaire à un patron. Mais il ne retire de cette situation que des avantages, si ce patron comprend vraiment son rôle, en s'efforçant de contribuer au bien-être et à la moralité de ses vignerons, de favoriser l'accomplissement de leurs devoirs, de développer leur instruction professionnelle.

Mais surtout, ce qui maintient l'harmonie dans les rapports du propriétaire et du vigneron, c'est la communauté des intérêts, l'identité des aspirations. Propriétaire et vigneron ont un même but : la production des récoltes qu'ils partagent. Ce sont des associés partageant les bons et les mauvais jours. Il ne saurait y avoir entre eux de motif normal d'antagonisme, la rémunération du capital de l'un, du travail de l'autre dépendant de la gelée, de la grêle, de la pluie, du soleil, de toutes les circonstances qui influent sur la récolte et qui sont d'ordre naturel et non humain (1).

Aussi les vignerons beaujolais n'ont-ils jamais songé

(1) V. Cheysson, *Enquête sur les conditions de l'habitation en France*, t. II, p. 218.

aux grèves agricoles qui sévissent quelquefois parmi les ouvriers salariés des régions viticoles du Midi.

Le vigneron qui partage les récoltes du sol jouit ainsi des avantages de la propriété. C'est vraiment un demi-propriétaire, suivant l'expression de M. Cheysson, répondant à M. Jaurès, qui, dans un discours du 19 juin 1897, décrivait en termes pessimistes, la situation du prolétariat rural, de « tous ceux, petits fermiers métayers, journaliers, domestiques, qui ne possèdent pas la plus petite parcelle du sol ».

« Tous ceux, dit M. Cheysson (1), qui touchent de près à la terre et qui voient le paysan, non à travers la description classique de La Bruyère ou le prisme de leurs préoccupations politiques, mais tel qu'il est, en chair et en os, ne le reconnaîtront pas dans ce portrait volontairement poussé au noir. Ils savent que le métayer est un demi-propriétaire et qu'il réalise avec le maître du sol cette participation aux bénéfices, dont on nous vante les bienfaits dans l'industrie et dont l'agriculture fait depuis des siècles l'application sur une large échelle; les coutumes, qui constituent son régime, ont été redressées dans ce qu'elles pouvaient avoir, jadis, de lésion, et la grande propriété pratique un métayage libéral qui fait reposer la propriété du domaine sur le bien-être de ceux qui l'exploitent. »

Notons enfin, pour terminer ces quelques considérations sur la condition du vigneron, l'influence du travail sur le travailleur. Le vigneron n'est pas assujéti à une

(1) E. Cheysson, la Crise du revenu et l'ère du travail, dans la *Revue politique et parlementaire* (novembre 1897).

tâche machinale comme beaucoup d'ouvriers d'usine. Au contraire, l'objet de ses efforts varie chaque jour. Il est obligé, dans l'exécution des façons quotidiennes, d'observer, de réfléchir, de choisir le moment propice à l'accomplissement des travaux. Rien de plus délicat que la culture de la vigne, la plus compliquée de toutes.

D'ailleurs, la vigne n'est pas le seul élément du domaine, et la présence d'autres cultures vient varier d'autant le travail du vigneron.

Et d'autre part, celui-ci, petit entrepreneur, est obligé de prévoir, de calculer, de spéculer sur le prix de revient et le prix de vente de ses produits. Cette situation est propre à développer en lui l'esprit d'initiative et l'incite à obtenir du domaine le maximum de rendement, par l'application raisonnée des découvertes scientifiques. Cet intérêt du vigneron dans la production, comparable par ses effets à la participation aux bénéfices industrielle et commerciale, est un des avantages capitaux du vigneronnage.

CHAPITRE IV

Apports et Rémunération.

SECTION I. — Situation du Propriétaire.

Dans la société qu'il forme avec le vigneron, le propriétaire fait apport du domaine, des terres et bâtiments et de certains accessoires.

Le domaine remis au vigneron n'est pas une terre nue. Il est aménagé et comprend des vignes de divers âges, des prairies, des terres arables, déjà mises en valeur par de longues années de travail (1). Il comprend aussi des bâtiments d'habitation et d'exploitation, construits et entretenus aux frais du propriétaire; le cuvier, qui renferme le gros matériel de vinification, pressoirs, cuves et *gerles*, dont l'achat et l'entretien sont également à sa charge; la maison d'habitation qui abrite le vigneron, sa famille et ses domestiques; les bâtiments d'exploitation, grange, hangar, cave, étable. Mentionnons encore le petit jardin réservé au vigneron.

(1) Cette incorporation au sol de travail et de capitaux légitimait, suivant M. Cheysson, l'accroissement régulier de la valeur de la propriété rurale, accroissement qui cessa il y a 25 ans: « Pendant longtemps la valeur de la propriété rurale s'est régulièrement accrue, mais cette hausse n'avait rien que de légitime, puisqu'elle correspondait à ces avances que le propriétaire prodigue au sol pour l'améliorer, le mettre en valeur, le féconder, et surtout à ce travail incessant des générations successives, qui, suivant la forte expression de Michelet, « ont fait la terre en y mettant les os des morts et la sueur des vivants ». (*La Crise du revenu et l'ère du travail.*)

Telle est la composition du domaine, considéré, ici, comme apport primordial du propriétaire.

Quant à son apport accessoire, c'est sa contribution aux diverses charges de l'exploitation: impôts, denrées, instruments de culture, etc.

Outre ces apports en capital, le propriétaire doit encore fournir le second facteur de la production, l'intelligence directrice.

La rémunération de ces apports, c'est, en principe, la moitié en nature des produits du domaine.

Le mode de rémunération des apports du propriétaire présente des inconvénients et des avantages. La prestation en nature porte sur des quantités de produits extrêmement variables d'une année à l'autre. Plus que tout autre, la récolte de la vigne est soumise à l'influence des éléments. Le revenu qu'elle donne dépendra donc des saisons favorables et aussi de l'état du marché (1). La mévente des vins vient trop souvent réduire le revenu du propriétaire.

Cette incertitude du revenu influe défavorablement sur la condition du propriétaire, au dire de M. de Gasparin (2). D'après lui, cette variabilité ne permet jamais d'établir les calculs économiques d'une famille sur des bases solides. Et, dit-il, ce n'est que par un grand esprit d'ordre que dans ces alternatives d'aisance et de gêne, on peut niveler ses dépenses sur un taux moyen en éco-

(1) « Le propriétaire conserve la charge de faire vendre les denrées pour la part à laquelle il a droit, et de ce chef aussi le revenu du sol est sujet à des fluctuations sensibles. » (Cauwès, *Cours d'économie politique*.)

(2) *Traité du Métayage*, p. 45.

nomisant sur les bonnes années de quoi pourvoir au déficit des mauvaises. La conséquence de cette situation, c'est le développement de l'esprit de prévoyance, chose excellente, à condition qu'elle ne conduise pas à l'avarice et à la lésine. Il serait à craindre, en effet, que cet esprit de prévoyance un peu étroit ne fasse redouter au propriétaire les innovations qui présentent toujours des chances de perte à côté de celles de succès.

Ces considérations générales sont vraies en Beaujolais comme ailleurs. Toutefois, il faut remarquer que la classe des propriétaires beaujolais est généralement aisée et possède d'autres sources de revenus que la vigne; dans tous les cas, elle n'a jamais reculé devant les sacrifices nécessités par la rénovation du vignoble.

Un autre inconvénient de ce revenu en nature du propriétaire, c'est la difficulté qu'il éprouve à le réaliser. Il sera parfois très embarrassé pour vendre sa récolte, surtout en temps de crise. Celui qui ne veut pas céder ses vins à vil prix est assujéti à des démarches, des pertes de temps et à des soucis de toutes sortes. De plus, le vin est une denrée très délicate dont la conservation exige des soins nombreux et minutieux: ouillages, soutirages, etc.

Heureux encore quand le propriétaire peut réaliser son revenu dans l'année et n'est pas obligé de garder tout ou partie de ses récoltes précédentes, ce qui lui cause de nouveaux inconvénients au cas d'insuffisance de sa vaisselle vinaire.

En ce qui concerne la quotité du revenu, on peut dire que le vigneronnage permet au propriétaire d'obtenir un revenu au moins égal à celui que lui procurerait

l'exploitation directe, par faire-valoir. Nous ne parlons pas du fermage, inapplicable au vignoble.

Cependant, l'opinion n'a pas toujours été favorable au métayage, sur cette question. Les économistes anglais, Arthur Young entre autres, prétendaient qu'il était inférieur aux autres modes de culture, sous le rapport du revenu du propriétaire.

Aujourd'hui, l'opinion contraire compte de nombreux partisans. L'enquête de 1878 de la Société des Agriculteurs de France a montré notamment que, dans maintes circonstances, le colonage partiaire était le système d'exploitation qui assurait au propriétaire le revenu le plus élevé. Il en est ainsi en Beaujolais.

Analysons brièvement ce revenu :

Les économistes y distinguent généralement trois éléments :

1° La part afférente au sol, à l'instrument-terre, la rente foncière;

2° La part afférente au capital fixé sur le sol, non confondu avec lui, tels que les bâtiments, part qui constitue le loyer du capital engagé;

3° La part du capital d'exploitation, c'est-à-dire l'intérêt ;

4° Nous ajouterons enfin le profit de l'entreprise. Le propriétaire est un entrepreneur, faisant valoir son capital au moyen du travail d'autrui, et dont le profit consiste dans la différence entre le prix de vente des récoltes et leur prix de revient.

Il est difficile de préciser par des chiffres la valeur respective de chacun de ces éléments et leurs rapports

entre eux, comme on l'a fait pour certaines contrées (1). En Beaujolais, ce serait d'autant plus malaisé que les conditions normales du revenu foncier ont été faussées en ces dernières années par la crise phylloxérique, la reconstitution, la crise de mévente.

Quoi qu'il en soit, les propriétaires qui pratiquent concurremment le faire-valoir et le vigneronnage sont d'avis unanime que le vigneronnage leur donne un revenu supérieur. Dans la crise actuelle, si le vigneronnage a parfois été remplacé par le faire-valoir, c'est, le plus souvent, sur la demande des vignerons. Ce n'est pas en temps de crise que les propriétaires ont avantage à exploiter par domestiques.

Il faut noter enfin que le vigneronnage permet d'éviter un genre de crise qui atteint les pays de fermage. Pendant les années de prospérité, le propriétaire de fermes profite de la concurrence des preneurs pour augmenter les fermages dans des proportions exagérées. Dès que les mauvaises années arrivent, les fermiers, dont les loyers sont trop élevés, ne peuvent payer. Il s'ensuit une baisse aussi excessive que la hausse précédente, et qui engendre bientôt une crise agricole.

Avec le métayage, cette cause de crise est supprimée; mais le vigneronnage en connaît d'autres, aux effets plus désastreux encore.

SECTION II. — Situation du Vigneron.

L'apport principal du vigneron, c'est le travail. Il fournit toute la main-d'œuvre nécessaire à la culture du

(1) De Garidel, *Métayage dans l'Allier*.

domaine et aux manipulations des produits (achat et entretien, vinification, soutirages); il procure les attelages nécessaires aux labours, charrois et transports cultureux. En un mot, il exécute à ses frais la culture du domaine.

Il a donc à sa charge l'entretien des vaches, de l'outillage, les salaires des ouvriers qu'il emploie, domestiques et journaliers. Surtout, il supporte seul les frais de la récolte, souvent très élevés. Il paie la moitié de certaines dépenses d'exploitation (paille, engrais, échalas, etc.).

Il fournit, par conséquent, une part importante du fonds de roulement nécessaire à l'exploitation commune. La rémunération de ses apports, c'est la moitié, parfois la totalité des récoltes.

Elle comprend :

1° La rémunération du travail du vigneron, ou, si l'on veut, son salaire;

2° L'intérêt de son capital d'exploitation ou fonds de roulement;

3° Enfin, le profit de l'entreprise, le vigneron étant, comme nous l'avons démontré, un petit entrepreneur employant des salariés sur le travail desquels il spéculé.

Ici encore, il est difficile de traduire en chiffres ces divers éléments.

A un autre point de vue, on peut distinguer dans la rémunération du vigneron, un élément fixe et un élément variable.

La fixité du premier est toute relative: elle ne peut se comparer à celle du salaire en argent. Cet élément fixe

comprend le logement du vigneron, la jouissance de son jardin, les produits de son bétail, nourri par le domaine (croît des vaches, lait, etc.), ceux de la basse-cour, ceux de l'émondage des arbres et de la taille des vignes et des haies, qu'il utilise pour son chauffage. Tout cela, comme le fait observer M. de Saint-Charles, a une valeur à peu près constante et le vigneron le perçoit régulièrement chaque année.

Il en est de même de la part du vigneron dans les récoltes de blé, pommes de terre, etc., plus régulières que celle de la vigne.

L'élément variable de la rémunération du vigneron — et de beaucoup le plus important — c'est le vin. Cette variabilité est extrême sous tous les rapports, prix, quantité, qualité. Il est difficile d'établir des moyennes exactes (1).

Pour apprécier la valeur de ce mode de rémunération, de ce salaire, si l'on veut, il vaut mieux, plutôt que de raisonner sur des chiffres approximatifs, considérer les résultats généraux du vigneronnage et comparer les situations respectives du vigneron et du domestique.

Le vigneronnage donne une proportion considérable de succès. En temps normal, en effet, tandis que les cas de déconfiture sont rares parmi les vignerons, le nombre de ceux qui réussissent à épargner est assez élevé.

(1) D'autant plus qu'elles varient avec la situation du domaine, son étendue, le rendement des cépages, la qualité du vin, tous éléments fixes d'appréciation. Un vigneron peut récolter en moyenne de 25 à 40 pièces de vin, valant de 50 à 100 francs la pièce, soit de 1.250 à 4.000 francs. (Ces chiffres ne concernent pas les années de crise.).

Beaucoup parviennent ainsi à acquérir une petite propriété, qu'ils font valoir eux-mêmes (1).

D'autre part, la comparaison, sous le rapport du salaire, entre le journalier ou le domestique et le vigneron, est toute à l'avantage de celui-ci.

« Le journalier peut recevoir, pour un certain nombre de journées, les journées d'été, de grand travail, un salaire élevé. Mais, d'une part, il y a le chômage, et, d'autre part, les dépenses sont incomparablement plus lourdes, parce qu'il lui faut acheter dans la plus complète rigueur tout ce qui est nécessaire à la vie. Le vigneron a le logement, les légumes, les produits de son étale, etc. Aucune comparaison n'est possible.

« Mais le domestique à gages, à l'année, à l'abri des journées de chômage, marié, logé, serait-il dans une situation préférable à celle du vigneron ? Prenons pour hypothèse le gage normal, 1.000 à 1.200 francs pour le ménage. Quelques vignerons éprouvés, découragés, pensent que c'est un sort à souhaiter. Est-ce exact ? Non, pour une très grave raison : le domestique n'a pas part aux bonnes chances ; il échappe aux pires malheurs, c'est vrai, mais il n'a pas les avantages, les grosses récoltes, les ventes favorables, toutes ces éventualités que le vigneron, maître de sa récolte, de sa gestion, peut saisir, dont il profite. Le domestique n'a pas non plus tous les produits du sol dont il tire si bon parti. Il n'a pas l'association avec le patron, l'appui forcé du capital, ce qui lui est toujours avantageux. Le domestique à gages peut, à force d'économie, arriver à possé-

(1) F. de Saint-Charles, le *Vigneron beaujolais*.

der quelque épargne. Le vigneron, lui, a deux leviers: l'économie à coup sûr, d'une part; les bonnes chances dont il peut profiter, de l'autre. Il a un champ plus ouvert et plus large que le domestique à gages, enclos dans un cercle fermé.

« L'initiative, le travail du vigneron auront une répercussion dont il profite. Le domestique n'a pas cet avantage. Enfin, le vigneron a, lui aussi, dans son salaire, un fixe, qui a une importante valeur (1). »

Deux remarques enfin: la première concerne le caractère forfaitaire de cette rémunération qui, selon M. de Saint-Charles, est en fonction d'éléments qui ne jouent habituellement pas de rôle dans la fixation du salaire. L'effet restant constant, adéquat à lui-même, le salaire s'élèvera d'abord avec l'importance du capital engagé par le propriétaire, ensuite, avec les progrès accomplis par la science et une bonne méthode, ou avec une heureuse période.

En second lieu, nous remarquerons que le vigneronage n'est vraiment lucratif pour le propriétaire qu'autant qu'il procure au vigneron un salaire rémunérateur. Les auteurs qui ont écrit sur le métayage reconnaissent que « le cultivateur qui ne gagne pas travaille mal; indocile, paresseux, privé d'espérance, il vit au jour le jour et vole son maître en attendant d'être chassé (2) ». Pénétrés de cette idée que leur intérêt est d'avoir des vignerons à leur aise, beaucoup de propriétaires beaujolais ne leur ménagent pas l'appui du capital; notamment, ils contribuent pour plus de moitié dans les dépenses

(1) V. F. de Saint-Charles, *ouv. cit.*

(2) V. de Gasparin et Rérolle, *ouv. cit.*

d'engrais, de pailles, de fourrages; ils s'estiment désintéressés, et de beaucoup, par la supériorité des résultats obtenus dans l'exploitation.

SECTION III. — Comparaison.

Il est intéressant de comparer les apports et la rémunération — deux questions étroitement liées — du propriétaire et du vigneron, et de rechercher si l'égalité dans la rémunération correspond à l'égalité des apports.

Tout d'abord, remarquons qu'en ce qui concerne les apports accessoires, il semble bien qu'il y ait équilibre entre leur valeur et celle de la rémunération. La règle de Rieffel (1), d'après laquelle les apports accessoires doivent être partagés par moitié, suivant la même proportion que les bénéfices, est respectée. Par exemple, si les outils de culture sont fournis par le vigneron, les instruments perfectionnés servant à combattre les maladies de la vigne, le sont par le propriétaire. D'autre part, la perception de la prestation colonique correspond à certains avantages dont le vigneron jouit sans partage (logement, jardin, récoltes de fourrages). L'égalité est encore plus apparente dans la fourniture des denrées (engrais, pailles, échalas) payées par moitié. Le partage corrélatif de la récolte apparaît ici comme équitable.

Mais en est-il de même en ce qui concerne la rémunération des apports primordiaux, les fonds, bâtis et non bâtis, d'un côté, le travail, de l'autre ?

Le partage par moitié de la récolte, c'est-à-dire l'éga-

(1) *Manuel du propriétaire de métairie.*

lité du revenu du propriétaire et du salaire du vigneron sont-ils équitables, comme correspondant à des apports d'égale valeur ?

Nous signalerons d'abord une cause d'inégalité toute relative: Alors que le travail est toujours le même dans deux vigneronnages de même étendue, le produit des deux domaines peut être très différent, variant avec la fertilité du sol, la qualité des cépages, la valeur du cru, etc.

Mais la véritable cause d'inégalité est absolue. Elle tient à cette loi économique d'après laquelle la valeur du capital décroît à mesure que la valeur du travail augmente. La baisse de l'intérêt de l'argent, la diminution de valeur de la propriété foncière, correspondant à une augmentation générale des salaires, sont des manifestations de cette loi (1). Dans les rapports du travail et du capital, cette loi tend à accroître la part du travail par une élévation des salaires. Prenez un produit industriel quelconque, dit M. Cheysson (2), c'est la part afférente à la main-d'œuvre et au travail sous toutes ses formes, qui a augmenté. Nulle raison pour que la production agricole échappe à cette loi.

Quels pourraient être ses effets dans les rapports du propriétaire et du vigneron ?

Constatons d'abord, la diminution de valeur de la propriété. Depuis vingt-cinq ans cette diminution s'est accrue sans cesse, sous l'influence des crises de toutes sortes qui, précisément, forçaient les propriétaires à

(1) V. les art. de M. Delombre, dans le *Temps*, du 16 juin 1892.

(2) *La Crise du revenu et l'ère du travail*, ouv. cit.

engloutir dans le sol des capitaux plus importants, qui eussent dû en augmenter la valeur.

En même temps, les gages des domestiques, les salaires des journaliers, ceux des vendangeurs surtout, tendaient à augmenter.

Cependant, le salaire du vigneron restait le même. Aujourd'hui, comme autrefois, c'est la moitié de la récolte.

Ceci se comprend à la rigueur, si l'on songe au caractère forfaitaire de la rémunération du vigneron, fixée à l'avance par la convention et l'usage.

Mais, si l'on doit respecter ce forfait, il ne s'ensuit pas que les conditions en doivent rester immuables.

Ce forfait a été établi par l'usage, pour une époque donnée. De ce qu'il fut équitable, il ne faudrait pas conclure qu'il le sera toujours.

M. Million, dans son rapport, a dit que les usages locaux établissent une moyenne entre la valeur du travail et la rémunération. Si la valeur augmente, la rémunération doit augmenter. Cette tendance peut s'observer, semble-t-il, dans les usages nouveaux, consécutifs au renouvellement du vignoble. Pour les travaux de reconstitution, pour la lutte contre les maladies, la part contributive du propriétaire dans les dépenses apparaît comme plus élevée que celle du vigneron. Bien souvent, ces dépenses ne sont pas partagées. Cette diminution de ses frais d'exploitation se traduit, somme toute, pour le vigneron, par une augmentation de salaire.

Dans le même sens, il faut signaler la tendance à la diminution de la prestation colonique ou basse-cour. En beaucoup d'endroits, les redevances en nature ont été

supprimées. Souvent aussi, la redevance en argent a été notablement abaissée. La basse-cour est traditionnellement considérée en Beaujolais comme un moyen de rétablir l'équilibre entre le revenu du propriétaire et le salaire du vigneron (1). Elle correspond à des profits perçus par le vigneron seul. Elle supplée au partage de ces avantages.

Elle est donc établie pour conserver l'égalité dans le partage des produits, partage qui, pour être équitable, suppose l'égalité de valeur des apports primordiaux, le sol d'un côté, le travail de l'autre.

Si nous admettons qu'actuellement, l'équilibre entre la valeur de ces apports est rompu en faveur du travail, rien de plus naturel que les usages se modifient dans le sens de l'abaissement ou de la suppression de la basse-cour.

Ce sera là une des formes de l'augmentation de salaire du vigneron. Il en est une autre : l'augmentation des charges de l'exploitation supportées par le propriétaire.

Actuellement, par exemple, les frais de récolte, vendange et vinification, sont à la charge exclusive du vigneron. Ils correspondent, de l'avis général, à l'intérêt du capital consacré par le propriétaire à l'acquisition et à l'entretien du gros matériel vinaire (pressoirs, cuves, gerles). Nous retrouvons ici l'idée qui est la base du vigneronnage traditionnel : égalité dans les apports, égalité dans la rémunération.

(1) C'était l'opinion des rédacteurs des usages locaux, notamment dans le canton de Belleville : « Le vigneron paie en retour pour loyer de la maison, profit du cheptel et remboursement de la part de l'impôt, une somme fixe avec certaines redevances en beurre, fromages et volailles, délivrables en nature »,

Mais si les circonstances économiques modernes détruisent l'équivalence de valeur des apports, les proportions observées dans la rémunération doivent subir une modification corrélative.

En l'espèce, il peut sembler logique de faire participer le propriétaire aux frais de la récolte, ce qui se traduirait par une diminution des charges du vigneron, ou par une augmentation de son salaire, — le propriétaire gardant à sa charge l'achat et l'entretien du matériel vinaire.

Cette solution fait l'objet de certaines revendications des vignerons, encore imprécises et dues, en grande partie, à une cause occasionnelle. En ces années de crise, les frais de vendange se sont élevés de manière anormale, absorbant parfois la moitié ou même les trois quarts de la récolte du vigneron.

En présence de tels résultats, des vignerons pensèrent à demander aux propriétaires de partager les frais de récolte, par moitié, comme les autres dépenses d'exploitation (pailles, engrais, etc.).

Mais ces revendications n'ont pas été nettement formulées.

Quoi qu'il en soit, voilà quelles modifications pourraient être apportées aux règles fondamentales du vigneronnage — équivalence des apports, partage égal des produits — sous l'influence de la loi économique, d'après laquelle la part proportionnelle du travail dans la production s'accroît en même temps que décroît celle du capital. Ces exemples montrent, en outre, la possibilité d'atteindre le but cherché — augmentation du

salaires du vigneron — sans changer la proportion observée dans le partage des récoltes.

Ce sont là des questions qui peuvent se poser un jour, très nettement, et que les propriétaires devront chercher à résoudre, en conciliant leurs intérêts avec les droits des vignerons (1).

(1) A ce propos, M. Rérolle écrivait, il y a vingt ans : « ... Nous estimons que ce qui suffisait au passé ne suffit plus. Les propriétaires ne peuvent plus compter sur la résignation, comme autrefois.

« Cette pression que le travail exerce sur le capital se fera nécessairement sentir dans le métayage, si cela n'est pas déjà fait.

« Le propriétaire doit s'attacher à discerner ce qu'il y a là de normal, de conforme au développement de la société, et ce qui peut s'y mêler d'injuste. C'est dans le sens de certains avantages faits aux métayers que la question se résoudra nécessairement ; autrement, il y aura fort à craindre pour l'avenir du métayage lui-même.

« Nous pourrions citer, écrit encore Beaudrillart, des propriétaires qui ont donné sous différentes formes, au métayer, plus que sa moitié ; ils y ont plus gagné que perdu, en s'attachant de bons auxiliaires.

« Cette perspective peut paraître médiocrement agréable aux propriétaires, qui trouvent peut-être de fort mauvais goût une loi économique assez mal venue pour venir se joindre à d'autres difficultés. Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de s'en alarmer. Cette plus-value du travail, sous toutes les formes de rémunération, ne leur causera jamais autant de sacrifices qu'ils trouveront d'augmentation de sécurité et de revenu dans un métayage solidement constitué et suffisamment pourvu de moyens d'attirer et de retenir son personnel. » Nous partageons cette opinion optimiste de M. Rérolle. Nous avons pu constater, en Beaujolais, la vérité de ces dernières assertions.

CHAPITRE V

Questions économiques diverses.

§ 1. — DURÉE DES BAUX A VIGNERONNAGE,

En matière de métayage, la plupart des économistes se déclarent partisans des baux de longue durée, permettant aux cultivateurs à moitié fruits, « de prendre racine et de s'intéresser à l'avenir du domaine qui leur est confié, comme s'il était leur patrimoine (1) ». Les baux annuels sont jugés insuffisants, en général. Les *Usages locaux de Belleville* estiment que « l'intérêt de l'agriculture demande que celui qui cultive la terre soit assuré d'un temps suffisant pour la bonifier et recueillir le fruit de son travail et de ses avances; gêné par un bail trop court, il n'améliore pas et, le plus souvent, rend le domaine plus épuisé et en moins bon état qu'il ne l'a reçu ».

Or, les baux à vigneronnage sont annuels. Les *Usages de Belleville* constatent que « l'opinion générale est, à tort ou à raison, qu'un long bail n'est pas favorable aux vignes et qu'il importe au propriétaire de pouvoir chaque année congédier le vigneron qui ne cultive pas à son gré ». C'est qu'en effet, la culture de la vigne est la plus délicate de toutes. La vigne exige les plus grands soins, faute desquels elle peut être, à bref délai, complètement ruinée. Les prescriptions minutieuses des baux,

(1) De Tourdonnet, *Traité du Métayage*, p. 72.

concernant par exemple la taille, prouvent en le prévenant, le danger qu'il y a à confier un domaine à un vigneron négligent ou peu scrupuleux.

Il importe au propriétaire de pouvoir, chaque année, renvoyer un vigneron dont il serait justement mécontent. Des baux de longue durée lui seraient très préjudiciables. Sans doute, au cas de dommages dûment constatés, le propriétaire pourrait obtenir en justice la résiliation du bail. Mais il est plus simple de le faire juger de la situation et de l'armer du congé annuel. Ce procédé de rupture est d'ailleurs également à l'avantage du vigneron.

D'autre part, on a remarqué que les inconvénients des baux à court terme étaient réduits au minimum dans le vigneronnage. « A sa sortie, dit-on, le cultivateur ne profite en rien de la plus-value qu'il a donnée à la terre. L'achat des engrais, qui donnent une plus-value à la terre, constitue un pur gain pour le propriétaire et une perte sèche pour le colon qui y a consacré son travail et son argent. Le fermier qui prend toutes les récoltes et a la direction des travaux; peut rentrer dans ses fonds : le colon, non. Ces inconvénients du colonage n'atteignent pas le colonage viticole. En effet, le vigneron amende autant dans son intérêt que dans celui de son maître. De plus, l'enrichissement ne tourne pas entièrement au profit du maître, l'effet des fumures étant immédiat, sans laisser après elles de traces profondes de fertilité (1). »

Remarquons enfin que les baux à vigneronnage, quoi-

(1) G. Dupuy, le *Colonage viticole*, p. 100 et s.

que annuels, peuvent durer indéfiniment par tacite réconduction. Il en est fréquemment ainsi. L'intérêt bien entendu du propriétaire exige qu'il use le moins possible de sa faculté de donner congé. Il en est de même pour le vigneron.

Cependant, il est indispensable que propriétaires et vignerons puissent se donner réciproquement congé, chaque année. Nous avons indiqué plus haut certaines raisons de cette nécessité. Il en est une autre, plus générale. Le vigneronnage ne peut donner de bons résultats que s'il existe entre les deux parties une confiance mutuelle et une entente parfaites. Du jour où l'accord cesse, c'en est fait du succès de l'entreprise. La rupture du contrat devient la seule solution possible.

En résumé, les baux à vigneronnage, susceptibles de se continuer indéfiniment par tacite réconduction, ont tous les avantages des baux à longue durée, sans en avoir les inconvénients, grâce à la faculté du congé annuel et réciproque.

§ 2. — LE VIGNERONNAGE ET LA POPULATION.

a) *Le vigneronnage et la population.* — Malgré l'annualité des baux, le vigneronnage, en fait, crée la permanence des engagements. Alors que les conventions avec les domestiques, mariés ou non, sont le plus souvent précaires (1), les baux à vigneronnage durent parfois indéfiniment, comme nous l'avons vu. En effet,

(1) Les conventions avec les domestiques mariés, dits à grand gage (parce qu'ils ne sont pas nourris par le propriétaire, et reçoivent, de ce chef, un gage plus élevé), sont cependant plus stables que celles faites avec les domestiques célibataires.

comme le fait remarquer M. Cheysson (1), « on comprend qu'à l'expiration du bail de fermage, un conflit sur les conditions du renouvellement puisse déterminer le propriétaire à se séparer du fermier, même excellent, et *vice versa*. Mais dans le métayage, dont les conditions sont fixées par la coutume et survivent à l'expiration du bail, il n'y a nul motif d'interrompre des relations dont les parties sont satisfaites.

« C'est ainsi que des générations successives de vignerons d'une même souche, se succèdent dans un même domaine, auquel ils ont fini par s'attacher comme s'ils en étaient les propriétaires. M. de Falloux exprimait un jour le plaisir qu'il éprouvait à entendre les métayers parler de « leurs » terres, de « leurs » vignes, de « leurs » prés, tant ils se sentaient en sécurité dans leur métairie, qu'ils cultivaient avec toute l'ardeur dont il semblait que la petite propriété avait seule le secret.

« Ce que M. de Falloux disait de l'Anjou, est aussi vrai — sinon même davantage — du Beaujolais. »

Et M. Cheysson cite, comme preuve de cette persistance si caractéristique de la population, les résultats de l'enquête faite par divers syndicats pour l'attribution des pensions viagères mises par le comte de Chambrun à la disposition des métayers et journaliers les plus méritants. Cette enquête a permis de constater que certaines familles de vignerons beaujolais exploitaient le même domaine depuis un siècle et plus (août 1898).

Le vigneronnage assure donc, dans la plus grande mesure possible, la stabilité de la population. Il fixe la

(1) *Enquête sur les conditions de l'habitation en France*, t. II, p. 220.

race au sol qui la nourrit. Il fait du vigneron une sorte de propriétaire. Le mot de Michelet est exact en Beaujolais : « La propriété est dans la forte échine du vigneron qui, du bas de la côte, remonte toujours son champ qui s'écoule toujours ». Et par là le vigneronnage permet efficacement d'enrayer le mouvement d'émigration qui entraîne les populations rurales vers les villes.

Dans un autre ordre d'idées, il est intéressant de constater l'influence du vigneronnage sur le développement de la population.

En général, les auteurs qui traitent du métayage considèrent cette institution comme propre à favoriser l'accroissement de la population, pourvu que l'étendue des exploitations soit assez considérable. Dans ce cas, en effet, les métayers ont grand intérêt à accroître le nombre de leurs enfants pour diminuer celui des domestiques et journaliers. Il en serait ainsi en Beaujolais, où, suivant M. Guyot « l'intérêt du vigneron est d'avoir de nombreux enfants qui partagent ses travaux et remplacent avec profit réel le travail indifférent des journaliers et des domestiques, étrangers aux bénéfices ou aux pertes d'une bonne ou mauvaise récolte. Ses enfants sont autant d'éléments actifs et intéressés du succès de la culture.

« Au contraire, l'intérêt des journaliers, des domestiques, est d'avoir peu ou point d'enfants, car leurs enfants sont une charge considérable, jusqu'à ce qu'ils puissent gagner leur journée ou se mettre en service; et dans l'un et l'autre cas, les enfants savent le plus souvent aujourd'hui garder le produit de leur travail. Les

parents n'ont donc aucune compensation à attendre de leurs sacrifices et de leurs peines (1). »

Donc, à ce point de vue, l'avantage du vigneronnage semble évident. Toutefois, comme nous l'avons vu, l'accroissement de la population dans les pays de métayage dépend de l'étendue des exploitations. Or, cette étendue est faible en Beaujolais (2). Aussi peut-on constater avec M. Rérolle (3), la tendance de la population à rester stationnaire, peut-être même à diminuer.

b) *Le vigneronnage et la famille.* — Le vigneronnage constitue, pour la famille, un cadre excellent. Il permet en effet d'occuper chacun de ses membres aux travaux de la culture ou du ménage. L'objet de l'obligation du vigneron, c'est moins son travail personnel que la culture générale du domaine. Comme le fait remarquer M. de Saint-Charles, on pourrait presque dire qu'il y a contrat de travail collectif dans le vigneronnage: ce qui est engagé, c'est le travail du vigneron, de sa femme, de ses enfants, de ses domestiques ou ouvriers.

De tout temps, les auteurs se sont plu à reconnaître le rôle important de la femme dans le vigneronnage (4). Aujourd'hui encore « on ne saurait trop insister sur ce rôle, sur l'aide que la femme apporte au mari. Sa présence, sa collaboration est vraiment essentielle. Outre qu'il y a dans cet effort commun le plus puissant, le plus

(1) Guyot, *Etude sur les vignobles de France*, loc. cit.

(2) L'étendue moyenne d'un vigneronnage varie de 3 à 6 hectares.

(3) P. 591.

(4) Notamment l'auteur anonyme C... S... (1769), Cochard et d'Aigueperse (1829), Duport (1880), cités plus haut. Ces auteurs nous représentent les femmes des vignerons comme partageant avec leurs maris les plus durs travaux de la vigne.

utile élément de la constitution d'une forte et saine famille, outre les raisons de haute moralité et d'intérêt vraiment national, il faut reconnaître dans le simple domaine des faits ce rôle de la femme. Le vigneron célibataire n'existe pas; le vigneron veuf, qui n'a pas sa fille auprès de lui, ne peut tenir son vigneronnage. Il est même particulier de constater que la vigneronne restée veuve réussit parfois à maintenir et à faire fructifier son entreprise. Le vigneron veuf, dans ces mêmes conditions, renonce bientôt à sa tâche (1) ».

La femme du vigneron s'occupe des soins du ménage, de la basse-cour, du bétail, de la laiterie. De plus, certaines façons de la vigne sont, le plus souvent, exécutées par elles: tels la confection des fagots de sarments ou javelles et le relevage.

Quant aux enfants du vigneron, leurs services sont utilisés de bonne heure. « Dès qu'ils ont cinq à six ans et même moins, ils « vont aux champs », pour garder les vaches (2). » A mesure qu'ils grandissent et acquièrent la force suffisante, ils partagent les travaux paternels. Quand ils sont nombreux, certains d'entre eux, « au sortir de l'école, vers douze ans, entrent en condition comme petits domestiques chez un vigneron du même village ou d'un village voisin. En grandissant, ils rendent plus de services et arrivent à devenir capables des travaux les plus durs, tels que le minage et le piochage de la vigne. Après le service militaire — et en attendant qu'ils aient acquis assez de ressources pour acheter des vaches, un matériel,

(1) F. de Saint-Charles, *le Vigneron et les lois de prévoyance sociale*.

(2) Cheysson, *Enquête*, t. II, p. 226.

prendre femme et s'établir eux-mêmes vignerons, — ils passent dans la catégorie des forts domestiques (1) ».

Au contraire, quand le vigneron n'a pas d'enfants, ou quand ses fils sont trop jeunes pour l'aider efficacement, il prend à son service un domestique. Ce domestique, sorte d'apprenti, fait partie de la famille du vigneron, mange à sa table et reçoit un gage annuel, qui varie, suivant l'âge et la force, entre 100 et 600 francs.

Ainsi donc, alors que le journalier est contraint de chercher partout un emploi pour les siens, le vigneron a l'avantage de trouver dans les divers travaux du domaine une occupation pour chacun des membres de sa famille. Grands et petits ont leur place marquée dans le « travail », que M. de Saint-Charles compare si justement à « un atelier familial, assez restreint pour suffire à l'effort de la famille, assez étendu pour utiliser toutes les forces des petits bras qui surviennent, et pour ne pas proscrire les petites bouches qui naissent ».

§ 3. — LE VIGNERONNAGE ET LA SPÉCIALISATION DES CULTURES.

Autrefois, le but du vigneronnage n'était pas absolument le même qu'aujourd'hui. Ce but était alors alimentaire. Ce que le granger et le vigneron demandaient à leurs domaines, c'étaient les éléments matériels de leur subsistance, plutôt que des produits uniquement destinés à la vente. Aussi les cultures étaient-elles beaucoup plus variées qu'aujourd'hui. L'orge, l'avoine, le seigle, le blé, le chanvre, occupaient des étendues plus ou moins considérables.

Ce but alimentaire de la culture existait aussi à l'égard du propriétaire. Nombreuses et variées étaient

(1) Cheysson, ouv. cit.

alors les prestations en nature à lui fournies par les vigneron. Le propriétaire qui résidait sur ses terres en tirait directement les produits nécessaires à l'entretien de sa maison, en même temps qu'il stipulait de ses vignerons de nombreux services personnels.

On ne connaissait pas alors la spécialisation des cultures. La vigne ne dominait pas comme aujourd'hui.

Cependant, les plantations s'accrurent peu à peu. Le nombre des grangers diminua, celui des vignerons augmenta. En même temps, le but du vigneronnage se transforma. Les notions d'entreprise, de spéculation, se substituèrent peu à peu à l'idée primitive d'alimentation directe. Vigneron et propriétaire n'eurent qu'un seul but : obtenir du domaine le plus grand rendement possible, le revenu net le plus élevé. Le vigneronnage devint, comme on l'a dit, une spéculation en commun, au lieu d'être un partage litigieux (1).

La culture de la vigne, de beaucoup la plus rémunératrice, prit une extension considérable. Son rendement moyen est en effet beaucoup plus élevé que celui des autres cultures (2).

Nous avons vu comment se développa le vignoble dans le canton de Beaujeu, au début du xix^e siècle. Ce développement se continua depuis dans tout le pays ; il s'accrut même après la crise phylloxérique. Si bien qu'aujourd'hui beaucoup de domaines sont soumis à la

(1) Léonce de Lavergne, *Economie rurale*, p. 308. — Notons à ce sujet l'influence du développement du commerce sur cette idée de spéculation.

(2) Il fut 14 fois plus élevé que celui des terres arables, de 1831 à 1862, sur le domaine du Thil (communes de Fleurie et Vauxrenard). V. plus haut.

monoculture. Ils se composent uniquement de vignes ; les terres, les prés-même, accessoires nécessaires du vigneronnage, ont disparu.

Ce système de quasi-monoculture a des avantages certains en temps normal. Mais ses inconvénients apparaissent en temps de crise. Lorsque, comme à l'heure actuelle, la vigne ne nourrit pas, ou nourrit à peine le vigneron, il y aurait grand avantage à assurer autant que possible sa vie matérielle sur le domaine, en développant certaines cultures accessoires. On augmenterait ainsi l'élément fixe du salaire du vigneron, et l'on pourrait suppléer en partie à l'insuffisance de l'élément variable, le vin. Cela est si vrai que l'on a pu sérieusement proposer, comme remède à la crise viticole, l'arrachage d'une partie des vignes. Il convient toutefois de remarquer que les terrains beaujolais conviennent surtout à la culture de la vigne (1).

(1) Les tendances à la spécialisation de la culture de la vigne sont très anciennes et ont toujours été critiquées. Rappelons que l'on attribuait parfois les famines au développement de la vigne, dont les empereurs romains, puis les rois de France, prescrivaient souvent l'arrachage total ou partiel.

En ce qui concerne le Beaujolais, Paradin, en 1573, s'exprimait ainsi : « Car l'on a depuis certaines années planté tant de vignes en ce territoire, que les champs à bleds n'ont plus pouvoir de fournir de paille, pour fumer ce qui est laborable, et fumer aussi les vignes, desquelles il y a un tiers plus qu'ils ne faudroit ; de manière que n'estans les terres fumées ainsi qu'il appartient, n'ont le pouvoir de faire le devoir accoustumé ». (*Histoire du Beaujolais*, p. 357.)

Beaucoup plus tard, au ^{xix}^e siècle, on constate également cette étendue excessive du vignoble : « 24.000 hectares sont consacrés à cette culture, et c'est beaucoup trop. C'est en effet sur un petit espace bien choisi, bien préparé, que la nature aime presque toujours à prodiguer ses trésors ». (V. Grognier, d. *Arch. hist. et statist. du dép. du Rhône*, 1825.)

CHAPITRE VI

Institutions annexes nécessaires au développement du Vigneronnage.

SYNDICATS AGRICOLES. — La plupart des institutions indiquées dans ce chapitre sont basées sur les idées d'association et de mutualité. Tels les syndicats agricoles, fondés conformément à la loi du 21 mars 1884 (1). Ce sont des syndicats mixtes, réunissant propriétaires et vignerons, comprenant même des membres étrangers à la viticulture. Comme on l'a fait remarquer, en effet, en agriculture, la limite qui sépare le patron de l'ouvrier n'est pas apparente comme dans l'industrie. Le capital et le travail sont si intimement unis, leurs intérêts sont si étroitement mêlés, que l'antagonisme devient impossible et que les efforts de tous tendent naturellement au même but.

L'administration de ces syndicats mixtes appartient exclusivement aux propriétaires.

Ils ont pour but l'étude et la défense générale des intérêts de la viticulture (2). En outre ils ont organisé, en faveur de leurs membres, des services pour l'achat des

(1) Ce sont les syndicats du Haut-Beaujolais, du canton de Belleville, des cantons de Villefranche et Anse, du canton du Bois-d'Oingt, fédérés en Union beaujolaise des syndicats agricoles.

(2) Dans la période actuelle de crise, les syndicats ont souvent pris en main les intérêts des viticulteurs, en engageant des poursuites judiciaires contre les fraudeurs. — Aujourd'hui leurs efforts sont secondés par les syndicats communaux de défense des intérêts viticoles, fondés tout récemment.

marchandises, produits et instruments utilisés dans la culture de la vigne. Enfin, ils ont fondé certaines institutions annexes, dont les unes ont été prévues par la loi elle-même ou par la circulaire ministérielle d'août 1884, et dont les autres sont nées spontanément des besoins auxquels elles répondaient.

On peut les grouper sous les rubriques suivantes :

1° Secours mutuels et retraites (1).

2° Bureaux de placement. — Les syndicats peuvent — et ils usent de cette faculté, — s'annexer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail.

3° Avis contentieux ; tribunaux d'arbitrage. Institutions inconnues des syndicats beaujolais. Il n'y a jamais de conflits collectifs entre propriétaires et vignerons. Quant aux conflits privés, ils ne nécessitent, en général, aucune intervention étrangère, judiciaire ou autre.

4° Crédit agricole (1).

5° Assurances agricoles (1).

RETRAITES ET SECOURS MUTUELS. — Les syndicats peuvent constituer et constituent entre leurs membres des caisses mutuelles de retraites (loi du 21 mars 1884, art. 6, § 4), souvent alimentées par la générosité privée.

Quelques sociétés de secours mutuels et de retraites, indépendantes, fonctionnent également dans certaines communes (2).

Ces diverses organisations ont donné des résultats appréciables.

(1) V. le paragraphe spécial à cette matière. —

(2) Ces sociétés sont régies par la loi du 1^{er} avril 1898.

Aussi la proposition de loi sur les retraites ouvrières et paysannes, adoptée par la Chambre le 23 février 1906, conserve-t-elle aux syndicats leurs attributions en cette matière : « Les retraites régies par le présent titre (titre V) peuvent être assurées par les syndicats professionnels agricoles constitués en conformité de la loi du 21 mars 1884 ».

La loi nouvelle organise les retraites pour tous les ouvriers de l'agriculture, auxquels sont assimilés les vignerons : « Les dispositions des titres précédents, dit l'article 34, sont applicables aux ouvriers et employés de l'agriculture, ainsi qu'aux colons partiaires ou métayers et fermiers, toutes les fois qu'ils travailleront seuls ou n'emploieront que des membres de leur famille et un domestique et qu'ils ne seront imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 francs ». Ce sont là des conditions remplies par tous les vignerons.

La proposition de loi prévoit, pour l'organisation des retraites, le triple concours de l'Etat, du patron et de l'ouvrier. Propriétaire et vigneron seront tenus de verser leur cotisation. L'obligation du propriétaire, participant à la constitution de retraites pour ses vignerons se justifie aisément, si on le considère comme un entrepreneur, dans ses rapports avec le vigneron, tenu à l'égard de celui-ci d'une obligation de prévoyance (1).

Par contre, l'organisation de retraites pour les domestiques aux gages du vigneron n'implique pas la par-

(1) V. F. de Saint-Charles, *le Vigneron et les lois de Prévoyance sociale*.

ticipation du propriétaire. Son concours serait, juridiquement, difficile à justifier.

L'application des retraites aux vignerons présente certaines difficultés. La quotité des versements des intéressés est déterminée par le salaire de l'ouvrier. Comment évaluer le salaire du vigneron ? C'est une question qui semble, de prime abord, assez difficile à résoudre.

La situation des domestiques du vigneron, celle de sa femme, de ses enfants, devront également être réglées par le législateur.

Notons enfin que la retraite des vignerons n'est pas forcément obligatoire. La loi décide en effet que « les métayers ou colons partiaires et fermiers, qui, par une déclaration faite à la mairie de leur domicile, auront fait connaître leur volonté d'être affranchis de l'obligation, seront compris parmi les bénéficiaires de l'article 37 », organisant la retraite facultative.

ASSURANCES AGRICOLES. — Ces assurances font face à des risques divers : accidents, mortalité du bétail, incendie, grêle, etc.

a) *Assurances contre les accidents.* — De droit commun, la victime d'un accident peut en demander réparation à celui qui, par sa faute, a causé le préjudice (article 1382-86, C. c.). Mais le droit à l'indemnité est subordonné à la preuve de la responsabilité.

La loi du 9 avril 1898, en dégagant la notion du risque professionnel, a mis à la charge du patron la réparation des accidents arrivés aux ouvriers, par sa faute ou non. Il est responsable, parce qu'entrepreneur. On a dit très justement qu'il était tenu d'une nouvelle obliga-

tion : il est débiteur de sécurité en même temps que de salaire (1). Mais la loi de 1898 ne vise que le travail industriel.

Une loi du 30 juin 1899 a étendu ses dispositions aux accidents agricoles causés par des machines actionnées par des moteurs inanimés. Mais de telles machines sont inconnues de la viticulture beaujolaise (2).

Les accidents du travail dont sont victimes les vignerons, domestiques et journaliers, restent donc soumis au droit commun, en attendant qu'une loi assimile l'entrepreneur agricole à l'entrepreneur industriel (3).

M. de Saint-Charles a dégagé les idées sur lesquelles on pourra baser les dispositions de la loi future, relatives au vigneronnage. Il a démontré qu'il y avait dans notre institution une double entreprise : le propriétaire est un entrepreneur à l'égard de son vigneron, celui-ci à l'égard des ouvriers qu'il emploie. Dans cette mesure propriétaire et vigneron sont tous deux débiteurs de sécurité et peuvent être rendus responsables des accidents dont seraient victimes le vigneron d'une part, ses salariés de l'autre (4).

(1) V. F. de Saint-Charles, ouv. cit.

(2) Les grandes exploitations méridionales, au contraire, utilisent parfois le moteur mécanique sous diverses formes : pressoirs actionnés par des moteurs à pétrole, labourage des vignes au moyen de treuils mécaniques.

(3) Un projet de loi relatif aux accidents du travail agricole doit être déposé incessamment à la Chambre.

(4) Cette solution, séduisante en théorie, offre des difficultés d'application, en ce qui concerne la responsabilité du vigneron vis-à-vis de ceux qu'il emploie. Cette obligation de sécurité, jointe à celle de prévoyance étudiée plus haut, serait pour lui une lourde charge, devant laquelle il est permis d'hésiter. V. F. de Saint-Charles, ouv. cit.

Actuellement certains propriétaires contractent des assurances contre les accidents, garantissant tout le personnel travaillant sur le domaine (vigneron, domestiques, journaliers), et moyennant une prime payée à l'hectare, le plus souvent par le propriétaire seul, quelquefois par le propriétaire et le vigneron. L'indemnité est basée sur la valeur du salaire, fixé arbitrairement et à l'avance.

Dans ce système d'assurances, purement empirique, l'idée de la double entreprise n'apparaît pas.

Le rôle des syndicats est assez restreint en cette matière. Ils peuvent toutefois obtenir pour leurs membres, de compagnies d'assurances sérieuses, des tarifs réduits et des clauses de faveur, et patronner la création de sociétés de secours mutuels, à rayon étendu, destinées à garantir les cultivateurs contre les conséquences des accidents professionnels.

b) *Assurances contre la mortalité du bétail.* — Les syndicats agricoles réalisent eux-mêmes l'assurance contre la mortalité du bétail, risque très important pour le vigneron. Les vaches représentent en effet un élément considérable de son petit capital d'exploitation. Les syndicats, sans créer de sociétés distinctes, ayant une capacité juridique propre, ont organisé des comptes de prévoyance contre la mortalité du bétail, dont les membres payent une cotisation spéciale (1). En général, ces

(1) La validité de ces comptes, basée non sur l'article 6, mais sur l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, admise dans une consultation de M. Waldeck-Rousseau, en 1898, a été consacrée par la loi du 4 juillet 1900, qui régit toutes les caisses d'assurances mutuelles agricoles.

comptes ne s'étendent qu'à une seule commune, le risque qu'ils préviennent ne s'assurant bien que dans un rayon limité, grâce au contrôle exercé par les assurés les uns sur les autres.

Les résultats donnés par ces comptes sont des plus encourageants.

c) *Assurances contre l'incendie.* — L'assurance mutuelle agricole contre l'incendie est encore peu répandue en Beaujolais. Les premiers essais viennent seulement d'être tentés (1). Leurs résultats ne peuvent encore être appréciés.

Ici encore, les syndicats peuvent jouer un rôle important en créant des caisses d'assurance contre l'incendie, avec réassurance.

d) *Assurances contre la grêle.* — Les sociétés d'assurances mutuelles contre la grêle sont très difficiles à établir. Pour qu'elles puissent fonctionner normalement, il faut qu'elles embrassent un rayon très étendu. Cette forme d'assurance n'a pu encore être réalisée (2).

CRÉDIT AGRICOLE. — Le vigneronnage est, par lui-même une merveilleuse institution de crédit agricole. Traditionnellement, le propriétaire est comme le commanditaire du vigneron. Cet appui fourni par le capital au travail est un des grands avantages de ce système d'exploitation.

(1) Une de ces mutuelles-incendie vient d'être fondée à Gleizé, canton de Villefranche.

(2) Il convient de signaler à ce propos les nombreuses sociétés communales de défense contre la grêle, au moyen de canons et de fusées grêlifuges. Ces sociétés groupent les propriétaires, qui paient une cotisation de tant par hectare, et les vignerons, qui sont en général chargés du maniement des appareils..

Cependant des circonstances diverses peuvent rendre impraticables ce mode de crédit privé.

Alors apparaît la nécessité d'institutions publiques de crédit agricole. Une loi du 31 mars 1889 a organisé des caisses régionales de crédit agricole mutuel. Cette loi concerne également les sociétés et banques locales de crédit agricole mutuel. Des caisses de ce genre, communales ou cantonales, fonctionnent en Beaujolais. Leur nombre augmente sans cesse.

De plus, les syndicats pratiquent aussi le crédit agricole, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 (1). Les syndicats prêtent aux vignerons, après renseignements. Parfois, les propriétaires se portent caution pour leurs vignerons.

Les syndicats peuvent, en outre, favoriser la création des institutions diverses basées sur le crédit personnel : caisses organisées par la loi du 31 mars 1899, sociétés anonymes à capital variable, régies par la loi du 24 juillet 1867, sociétés de crédit mutuel du type de la loi du 5 novembre 1894.

Notons, enfin, qu'on n'use jamais, en Beaujolais, de cette autre forme de crédit, établie par la loi du 18 juillet 1898, le warrantage des produits agricoles.

(1) Article 1^{er} : « Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées, soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats ; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole, et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats ».

CHAPITRE VII

La Crise du Vigneronnage.

Le vigneronnage subit actuellement une crise aiguë, qui le menace dans son existence même. C'est une des conséquences directes de la crise viticole, dont on connaît les désastreux effets. La mévente sévit: les vins se vendent mal, ou ne se vendent pas. Il en résulte que les vignerons ne retirent plus de leur travail qu'une rémunération dérisoire, insuffisante à les faire vivre, eux et leur famille. Il arrive même que leur salaire est nul et qu'ils sont constitués en perte, quand les frais de vendange s'élèvent de façon anormale (1), ce qui s'est produit à diverses reprises en ces dernières années, comme le constate la Déposition faite devant la Commission parlementaire d'enquête sur la crise viticole, le 26 avril 1907, par l'Union beaujolaise des syndicats agricoles.

Aussi, les vignerons, découragés, abandonnent-ils en grand nombre la culture à moitié fruits, pour se faire

(1) Cette hausse du prix de la main-d'œuvre se produit surtout quand la récolte est abondante et que le temps n'est pas propice à la vendange. La cueillette commence alors simultanément sur tous les points de la région, alors que les vendangeurs sont moins nombreux. La demande l'emporte sur l'offre; le prix de la main-d'œuvre est doublé, parfois triplé. Les frais de vendange, incombant au vigneron seul, peuvent ainsi absorber son revenu. Ce résultat fut fréquent, en 1900 notamment.

domestiques à grands gages (1). Ils préfèrent le salaire du domestique, modeste — 1.000 à 1.200 francs par an — mais sûr, au produit trop aléatoire des récoltes. Cette tendance s'accroît, et les propriétaires éprouvent des difficultés de plus en plus grandes à recruter des vignerons.

Si les anciens vignerons résistent davantage à ce mouvement, les jeunes gens s'y laissent entraîner en grande majorité. De plus en plus rares sont ceux qui consentent à courir les risques de la culture à moitié fruits.

Beaucoup, d'ailleurs, abandonnent leurs villages pour les villes, où ils deviennent la cause de chômages plus fréquents chez les ouvriers de l'industrie et du commerce, alors qu'au vignoble, la main-d'œuvre raréfiée augmente de prix (2).

Cette crise du vigneronnage rend des plus précaires la situation de la propriété. Les propriétaires, pour conserver leurs vignerons, sont obligés de leur venir en aide et de leur consentir des sacrifices importants (remise de la basse-cour, contribution excessive aux frais d'exploitation, avances d'argent, etc.). Souvent ils doivent substituer le faire-valoir au vigneronnage. Mais l'exploitation par domestiques est très onéreuse. Le Rapport de l'Union beaujolaise évalue son prix de revient à 600 ou 700 francs par hectare au minimum. Il est bien rare, en cette période de crise, que le produit

(1) On appelle ainsi, répétons-le, les domestiques mariés, qui ne sont pas nourris par le propriétaire et touchent, de ce fait, un gage plus élevé du double que celui des domestiques ordinaires.

(2) Déposition de l'Union beaujolaise des syndicats agricoles devant la Commission parlementaire d'enquête sur la crise viticole, 26 avril 1907.

des récoltes arrive à couvrir des frais aussi élevés. Le plus souvent, le revenu des capitaux engagés par le propriétaire dans l'entreprise agricole est très faible, sinon nul.

Aussi, la valeur de la propriété a-t-elle subi une dépréciation considérable, évaluée à plus de moitié depuis dix ans. Les grands domaines ne trouvent plus d'acquéreurs et les petites parcelles se vendent mal (1).

Ainsi la crise viticole menace d'entraîner la ruine de la propriété beaujolaise et la disparition du vigneronnage. Seules, des mesures énergiques, capables de mettre fin à la mévente et de ramener la prospérité dans le pays, pourraient donner à notre système de culture une vigueur nouvelle.

Il ne nous appartient pas d'approfondir ici l'étude de la crise viticole. Nous voulons seulement en indiquer brièvement les causes et les remèdes, en nous plaçant surtout au point de vue local.

La crise actuelle n'a point pour causes des manœuvres d'accaparement comme au XVIII^e siècle, ni des impôts excessifs comme en 1830. On a prétendu qu'elle était due à une surproduction naturelle, résultant d'une succession de récoltes abondantes, de l'extension du vignoble français, du grand rendement des cépages nouveaux, de l'importation des vins algériens et étrangers. Mais on démontre aisément qu'il n'en est rien, en comparant les moyennes de production des périodes prospères avec celles de la période actuelle.

(1) Déposition de l'Union beaujolaise des syndicats agricoles devant la Commission parlementaire d'enquête sur la crise viticole, 26 avril 1907.

La véritable cause de la crise, c'est la fraude, qui encombre le marché de vins artificiels et détermine ainsi l'avisement des prix. Les dépositions recueillies par la Commission parlementaire d'enquête sont unanimes à ce sujet.

La fraude s'exerce de diverses manières, à la propriété, chez le négociant et chez le débitant. Le sucre est le principal agent de falsification. D'autres procédés que le sucrage sont aussi employés: le mouillage, le vinage, etc. En Beaujolais, une fraude très répandue fut celle des *acquits fictifs* (1). Des commerçants malhonnêtes, usurpant les qualités de propriétaires ou de vignerons, déclaraient à la régie des quantités de vin supérieures à celles réellement achetées et pouvaient ainsi combler la différence au moyen de la fabrication clandestine, sans crainte de l'exercice.

Les syndicats agricoles beaujolais ont intenté contre ces fraudeurs des poursuites judiciaires. S'ils n'ont pu obtenir contre eux de condamnations définitives, du moins, leur énergique intervention a réduit considérablement la fraude par acquits fictifs.

Cependant, la crise persiste. Un mouvement formidable, ayant pour but d'en venir à bout, soulève, à l'heure actuelle, le monde viticole français. Ce mouvement s'est manifesté en Beaujolais par la création, au début de 1907, de syndicats communaux de défense des intérêts

(1) Pendant le premier semestre de 1904, 30 procès-verbaux furent dressés pour des acquits fictifs pris dans 6 recettes buralistes. 32 furent dressés plus tard, en peu de temps, pour acquits fictifs pris dans la seule recette buraliste de Saint-Etienne-la-Varenne.

viticoles, qui sont venus joindre leurs efforts à ceux de l'Union beaujolaise des syndicats agricoles.

Tous les syndicats sont d'accord sur les mesures à prendre pour lutter efficacement contre la fraude. Ces mesures, préconisées dans les Assemblées et les Congrès, sont contenues dans les vœux présentés par l'Union beaujolaise, à la Commission parlementaire d'enquête. Ces vœux prévoient des mesures préventives et répressives de la fraude et des mesures favorisant le commerce des vins (1).

(1) Voici ces vœux :

a) *Mesures préventives.* — 1° Interdiction du sucrage en 2° et 3° cuvées. Son autorisation en première cuvée, avec surtaxe de circulation sur le sucre employé, égale au demi-droit de consommation de l'alcool (60 francs par 100 kilos). Contrôle par la régie de l'emploi du sucre en vinification. Ce vœu supprime la consommation familiale et permet la chaptalisation dans les grands crus; 2° suite des sucres et glucoses, au-dessus de 15 kilos, devant être accompagnés d'un titre de mouvement. Soumission à l'exercice de la régie de tout détenteur d'une quantité de sucre ou glucose supérieure à 100 kilos; 3° vœu concernant la nature et l'origine des vins mis en vente; 4° affichage mensuel dans les recettes buralistes du montant des enlèvements opérés chez chaque récoltant, avec le total des mois précédents, pour l'année viticole entière; 5° déclaration de récolte à la mairie ou à la recette buraliste, avec contrôle d'une commission communale ou de la régie (Vœu présenté par certains syndicats, mais non par l'Union beaujolaise); 6° rétablissement de l'exercice chez les débitants; 7° retrait de l'autorisation donnée aux épiciers et débitants de fabriquer des vins de 2 degrés et au-dessous pour la consommation familiale; 8° suppression dans les grandes villes du registre des congés, mis à la disposition des négociants soumis à l'exercice; 9° suite des vendanges fraîches et acquittement par elles d'un droit de circulation.

b) *Mesures répressives.* — 1° Application stricte des lois sur la fraude. Suppression des interventions en faveur des fraudeurs; 2° limitation du droit de transaction de la régie aux infractions d'ordre purement fiscal.

c) *Mesures économiques.* — 1° Maintien de notre tarif minimum

Avant que la Commission d'enquête ait terminé ses travaux, les réclamations des viticulteurs ont été prises en considération. Le 24 mai 1907, M. Caillaux, ministre des finances, a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi qui s'inspire des plus importants de ces vœux. Les grandes lignes de ce projet sont en effet les suivantes :

Obligation, pour tous les viticulteurs, de déclarer le montant de leur récolte; contrôle de cette déclaration par l'Administration; suppression complète du sucrage en deuxième cuvée; établissement d'une surtaxe de 40 francs par 100 kilos sur le sucre employé pour les vins de première cuvée, ce qui porte le droit à 65 francs.

Les achats de sucre à partir de 25 kilos donneront lieu à certaines formalités destinées à permettre de connaître l'usage auquel le sucre est destiné.

Le projet comporte, en outre, la réglementation des débits de boissons, dont le nombre ne pourra être augmenté à partir du 1^{er} janvier 1908, sauf dans des conditions déterminées.

Les débits dont les tenanciers auront été condamnés pour fraudes sur les boissons ou les alcools seront fermés.

Espérons que la loi nouvelle, plus efficace que ses devancières, donnera les résultats attendus et que la

dans le renouvellement des traités de commerce; 2° obtention des gouvernements étrangers de tarifs moins prohibitifs; 3° revision et abaissement des tarifs de transports par chemins de fer; 4° détaxe de 50 francs par hectolitre des alcools et eaux-de-vie de vin; 5° Etablissement d'une taxe de 100 francs par hectolitre d'alcool pur, sur les alcools d'industrie (à l'exclusion des alcools de vin), destinés à la fabrication des vinaigres.

crise viticole sera enfin vaincue. La mévente disparue, le vigneronnage, dont nous avons montré les avantages économiques et sociaux, pourrait à nouveau prospérer.

Il faut souhaiter que cette institution essentiellement beaujolaise, qui a marqué une profonde empreinte sur le pays et sur la race, résiste au terrible assaut qu'elle subit aujourd'hui, et qu'il soit toujours vrai de répéter ce que le Dr Guyot écrivait il y a trente ans : « Le Beaujolais est un des pays les plus riches et les mieux peuplés de la France, et c'est de la bonne culture de la vigne qu'il tire sa grande richesse et sa population. C'est par la vigne qu'il a pu se créer une organisation d'exploitation rurale modèle, en intéressant chacun de ses habitants, propriétaire ou vigneron, aux succès, aux succès et aux revers du drame agricole, et en partageant dans une mesure équitable et lucrative les produits de son sol entre le capital et le travail ».

APPENDICE

L'habitation du Vigneron beaujolais.

Vers 1890, le ministère de l'Instruction publique (Comité des travaux historiques et scientifiques, section des sciences économiques et sociales) ouvrit une enquête sur les conditions de l'habitation en France, principalement dans la France rurale. Les résultats de cette enquête furent publiés, les premiers en 1894, les derniers en 1899. L'habitation du vigneron beaujolais a fait l'objet de deux études, qu'il nous a paru intéressant d'analyser ici (1).

M. Cheysson, auteur d'une de ces études, nous montre d'abord l'évolution qui s'est produite dans les conditions de l'habitation du vigneron. Tandis que le domaine gardait sensiblement son étendue, et souvent sa composition, les bâtiments subissaient une transformation radicale, dont nous allons rechercher les causes.

De ces causes, les unes sont générales, les autres sont plus particulières au Beaujolais.

Les premières tiennent au progrès général, au développement de la richesse, au triomphe de la démocratie, causes générales en ce sens qu'elles se retrouvent en action dans toutes les contrées de la France.

Quant aux causes locales, M. Cheysson attribue une influence décisive à la transformation des rapports entre propriétaires et vignerons (2), transformation qui s'est traduite aussi bien dans les bâtiments que dans les baux.

« L'alvéole de la famille humaine, la maison, trahit au dehors les secrets de ses habitants ; elle dit au passant leur niveau social et leurs habitudes... Dès qu'une révolution se fait dans les mœurs, dans l'état politique d'un pays, dans la source de la souveraineté, elle a son contre-coup forcé sur l'habitation.

« Notre vigneron beaujolais n'était pas jadis en bonne posture pour exiger du maître un logement plus confortable, dont il n'avait d'ailleurs ni le désir, ni la perception bien nette. Les maisons restèrent donc ce qu'elles avaient toujours été, et personne ne semblait en souffrir.

(1) La première étude, publiée en 1894 (p. 156 et s.), a pour auteur M. Jules Rambaud, professeur à la Faculté de droit de Grenoble. L'autre, publiée en 1899 (p. 218 et s.), est de M. Cheysson, membre de l'Institut. Les deux volumes ont été édités sous la direction de M. de l'oville.

(2) V. 3^e partie, ch. I.

« Mais voici que des types de constructions meilleurs sont venus à surgir, que les notions de l'hygiène se sont répandues, que la main-d'œuvre, s'étant faite plus rare dans les campagnes, s'est mise à plus haut prix... Sous l'incitation de ces diverses causes, le vigneron a commencé à sentir l'inconfort de son logement, à s'en plaindre, à montrer comme exemple les beaux vigneronnages, que, çà et là, on rencontrait dans la contrée. Sa plainte a été entendue ; de proche en proche, ce mouvement d'amélioration a gagné tout le Beaujolais ; les plus réfractaires ont dû y céder, malgré eux, et presque inconsciemment. »

M. Cheysson décrit ensuite un de ces anciens vigneronnages, de plus en plus rares, où « ce qui frappe, c'est le désordre et l'incohérence des bâtiments, faits par additions successives, sans plan concerté, sans niveaux ; c'est l'exiguïté des pièces d'habitation, la faible hauteur des plafonds, la rareté et l'insuffisance des fenêtres, la parcimonie de l'air et de la lumière, les inégalités du sol en terre battue, qui s'imprègne de détritus organiques, et se ravine sous les pieds, l'insalubrité, l'humidité, l'inconfort du logement des habitants et du bétail, la stagnation des eaux usées, la pollution des eaux potables, la difficulté des accès, la perte des purins, le fâcheux conditionnement des fumiers, des récoltes de paille et de foin, les mauvaises dispositions des caves et de la laiterie, l'absence de cabinets d'aisances, les dangers que courent les enfants à côté de puits et bassins sans margelle, le long d'escaliers raides, étroits et sans rampes.

« ... Toutes les règles de l'hygiène et de l'agronomie y sont violées, en même temps que celles de la décence et de la famille. Les gens qui habitent en un pareil taudis n'échappent à son influence meurtrière que parce qu'ils passent la plus grande partie de leur vie en plein air et ne rentrent chez eux que pour les repas et le sommeil. »

Dans l'habitation prise pour type, le logement de la famille composée du vigneron, de sa femme et de trois enfants, comprend « une pièce unique, à la fois cuisine et chambre à coucher, haute seulement de 2 m. 20, sans plafond, et éclairée par une fenêtre étroite et basse de 0 m. 55 sur 0 m. 80. Cette pièce, en contre-bas de près d'un mètre par rapport au chemin, est humide et sombre. C'est là cependant qu'habitent cinq êtres vivants.

« Une petite chambre très exiguë et sans jour a été, il n'y a pas très longtemps, prélevée sur la remise, mais pour le domestique. C'est là une particularité significative et qui mérite d'être soulignée (1).

(1) « Autrefois le domestique était logé dans l'écurie, avec les vaches, et couchait soit par terre sur la litière, soit le plus souvent dans une sorte de claie suspendue près du plafond. On y trouvait

« ... Dans ce même vigneronnage, où nous venons de voir que les êtres humains sont si mal logés, les bêtes ne le sont guère mieux. L'écurie, haute de 2 m. 20, ne peut contenir que deux vaches, et elle est aussi mal aérée qu'éclairée.

« Sous les toits, un fenil très insuffisant et auquel on ne peut accéder que par une échelle et une fenêtre basse, surplombe la cave et, par la fermentation du foin, peut amener une élévation de température très préjudiciable à la conservation du vin.

« Dans cette cave, un coin est réservé à la laiterie, qui s'y trouve dans de déplorables conditions. » (1)

Enfin, pour achever la description du vigneronnage ancien, M. Cheysson note que la remise destinée à l'abri des attelages manque de profondeur, que le purin de l'écurie se perd, que le

l'avantage de résoudre sans frais la question de son logement, et d'assurer la surveillance des bêtes.

« Mais le mouvement qui transformait la situation du vigneron vis-à-vis du propriétaire a également atteint celle du domestique vis-à-vis du vigneron... Le domestique s'est plaint d'être logé avec les bêtes, de n'avoir pas de chambre à lui, de ne savoir où faire sa toilette, pour les dimanches et les jours de fêtes.

« Toujours est-il que, peu à peu, il a fini par conquérir le droit à l'individualité et la jouissance d'une petite pièce, parfois obscure, étroite, mais où du moins il se sent chez lui et où il s'appartient. C'est dans tous les rangs de la société cette aspiration au mieux-être, cette même revendication de la personnalité humaine, qui diminue les distances entre les diverses couches, par l'ascension de celles d'en-bas. »

(1) « C'est là, certainement, un des traits fâcheux du vigneronnage beaujolais, et l'on n'y a pas encore suffisamment remédié dans les constructions modernes, comme celle dont nous allons parler tout à l'heure.

« On sait que le traitement du lait exige de la fraîcheur, de l'air, une exquise propreté. En général, rien de tout cela dans nos laiteries beaujolaises. Si on y ajoute que le lait des vaches est surchauffé par leur travail, qu'en outre il est peu abondant pour chaque vigneronnage, et que la crème a le temps de rancir dans des locaux et dans des ustensiles suspects, on comprendra pourquoi le beurre de Beaujolais est en général médiocre, et quels services on rendrait à la contrée en y installant des laiteries coopératives ou « fruitières », où des spécialistes expérimentés traiteraient des quantités de lait importantes dans des locaux appropriés, avec des ustensiles perfectionnés et d'après une bonne méthode. »

Ajoutons deux observations : 1^o au début du xix^e siècle, on constatait déjà le mauvais état du bétail, des étables et de la laiterie beaujolais. (V. Grogner, d. *Arch. hist. et statist. du dép. du Rhône*, 1825.)

2^o Beaucoup de vignerons ne traitent pas leur lait et le vendent, à raison de 10 centimes le litre, à des commerçants qui passent chaque jour à domicile.

fumier se dessèche et se gaspille dans la cour, qu'il n'existe pas de cabinets d'aisances.

Tel est le vigneronnage ancien. Par la description d'un type de vigneronnage moderne, on va pouvoir mesurer la profondeur de l'évolution qui s'est produite dans les conditions de l'habitation.

M. Cheysson fait précéder sa description de considérations générales fort justes sur les constructions nouvelles :

« Cette architecture rustique paraît simple, dit-il ; elle a, en réalité, ses difficultés et ses règles, dont une longue expérience et la réflexion peuvent seules livrer les secrets. Un vigneronnage est un tout, dont les diverses parties doivent s'agencer harmonieusement. Il y a là un art véritable, qui ne s'affirme pas par des élégances, des moulures et des arabesques, mais par la justesse des proportions, par la simplicité et la robustesse de la construction, par la bonne orientation des bâtiments, par leur solidarité et leur commodité, par leurs facilités d'accès, le bon écoulement des eaux, en un mot, par l'heureuse disposition de l'immeuble, par l'appropriation exacte de chaque détail au service qui lui est assigné, et par sa correcte adaptation au plan général.

« Pour répondre aux exigences de l'exploitation, les bâtiments ruraux du vigneronnage doivent être choisis autant que possible vers le centre de gravité du domaine, près d'un bon chemin de desserte, et comprendre les locaux et dépendances ci-après :

1° Un logement sain, clair, bien aéré, pour le vigneron, sa famille et son domestique, de préférence au premier étage. Ce logement doit être composé au moins de trois pièces.

2° Une écurie pour deux à quatre vaches.

3° Une cave saine, fraîche et bien aérée, de préférence au nord, capable de contenir deux récoltes, c'est-à-dire 30 à 60 pièces de vin.

4° Une remise pour les voitures et les instruments de culture.

5° Un grenier à fourrages ou fenil, disposé au-dessus de l'écurie, proportionné à la nourriture des vaches, c'est-à-dire pouvant contenir 5.000 à 10.000 kilos de foin.

6° Un grenier pour le blé.

7° Une laiterie et fromagerie, n'ayant aucune communication avec la cave, à l'abri des odeurs ou infiltrations suspectes, et conservant une température aussi régulière que possible.

8° Un teck pour deux porcs.

9° Un abri pour les lapins et les poules.

10° Un paillis pour 5.000 kilos de paille en meule.

11° Un trou à fumier avec fosse à purin, recevant les égouts de l'écurie et du teck à porcs.

12° Un four, quand le vigneronnage est loin du bourg (1).

13° Un puits à l'abri de toute contamination, entouré d'une margelle, muni d'appareils de puisage et destiné aux besoins de la famille.

14° Une pièce d'eau ou abreuvoir pour le bétail.

15° Une grande cour close de murs, d'au moins 200 mètres carrés, autour de laquelle sont distribués tous les bâtiments, et qui sert aux manœuvres pour le chargement et le déchargement des voitures.

16° Un jardin potager d'au moins 2 à 3 ares pour la provision de la famille.

Tel est ce vigneronnage, dont les bâtiments forment un ensemble propre et riant, quoique simple, où l'air et la lumière circulent à flots, où tous les services sont commodément assurés (2).

A sa description, on peut mesurer le progrès considérable du présent par rapport au passé.

Nous avons ainsi étudié la forme, la structure individuelle de l'habitation du vigneron beaujolais. Il nous reste à considérer ces habitations prises à l'état de collectivités, autrement dit à étudier leur mode de localisation, au point de vue de la concentration ou de la dissémination.

Dans certains pays, en effet, les habitations se cristallisent en masse compacte, comme si elles s'attiraient l'une l'autre ; ailleurs, au contraire, elles se disséminent dans la campagne, comme si elles cherchaient à se fuir.

Entre ces deux tendances opposées, il y a place pour une combinaison intermédiaire, entre la dissémination systématique et l'agglomération complète. C'est à ce dernier système que se rattache le mode de localisation des habitations beaujolaises.

Les maisons des vignerons sont assez souvent situées dans les bourgs, lorsque leurs vignes sont à proximité du village.

Mai, en général, leurs habitations sont isolées les unes des autres, en pleines vignes. Il y a à cela deux raisons.

Une raison générale d'abord : c'est un fait constaté que, plus la sécurité et la richesse se développent dans un pays, plus les maisons se desserrent. Ainsi s'explique notamment le développement des faubourgs dans les villes modernes.

(1) L'usage de cuire soi-même le pain de la famille a presque complètement disparu chez les vignerons, qui s'approvisionnent au village.

Un autre signe de progrès, c'est l'adjonction aux bâtiments de cabinets d'aisances, générale en pays vignoble.

M. Rambaud montre comment ces dépendances extérieures « constituent un indice des mœurs et du degré de civilisation ».

(2) Le prix de revient d'une telle construction est évalué par M. Cheysson à 10.500 francs.

Une cause technique, ensuite : à savoir le régime civil et agricole des exploitations. En Beaujolais, le domaine du vigneron est composé surtout de vignes, qui exigent de fréquentes et minutieuses façons. Il faut donc que son habitation soit au centre du domaine, autant que possible, pour que l'exécution des travaux et la surveillance des fruits lui soient rendues plus faciles.

Les domaines étant de peu d'étendue, les habitations, quoique séparées, sont cependant assez rapprochées les unes des autres. Aussi peut-on dire que le vigneronnage influe beaucoup sur l'aspect du pays, en le parsemant de ces maisons vigneronnes, qui font que, selon le mot de M. Rambaud, « vue de la Bresse au soleil levant, qui l'éclaire si bien, la région offre l'aspect d'une prairie constellée de fleurs blanches ».

ANNEXE

Bail à Vignérannage de l'Hospice civil de Beaujeu (1).

Art. 1. — Les Preneurs devront habiter les bâtiments affectés à leur exploitation, ils devront tenir au moins chacun un domestique mâle pour faire avec eux les cultures des fonds qui leur sont confiés.

Art. 2. — Ils ne pourront sous-louer les fonds et les bâtiments qui leur sont remis ni se faire remplacer dans leur culture sans le consentement exprès du Conseil d'administration de l'hôpital.

Art. 3. — Les réparations locatives des bâtiments restent à leur charge, ainsi que leurs contributions personnelles et mobilières et les prestations pour les chemins.

Tous les autres impôts sont et restent à la charge de l'hôpital, y compris ceux des portes et fenêtres.

Art. 4. — Ils devront tenir chacun une quantité suffisante de bétail pour consommer les foins du domaine affecté à chacun d'eux. Le cheptel leur appartiendra en entier et tout le fumier en provenant sera sans distraction employé à la bonification et amélioration de leurs fonds, et principalement des vignes.

Art. 5. — Les preneurs seront tenus de faire les cultures annuelles des vignes en leur donnant au moins 4 façons à la pioche; ils devront les soigner en bon père de famille et bon agriculteur, il leur est surtout expressément défendu, sous peine de résiliation des présentes, de les surcharger à la taille.

Art. 6. — Ils devront, chaque année, nettoyer les rases des vignes, remonter les terres de bas en haut des fonds, soit en vignes, soit en terre; entretenir les haies et clôtures qui existent; ils auront aussi soin d'entretenir celles autour des prés, dont ils devront aussi tenir les raies en bon état, pour en faciliter l'irrigation qui devra se faire en temps voulu et convenable; ils ne pourront y faire paître leur bétail du vingt-cinq décembre de chaque année jusqu'à la levée des foins.

Art. 7. — Les preneurs récolteront et fermeront chaque année et bien secs les foins, fourrages et regains dans les fenils du domaine, et devront, l'année de leur sortie, laisser les foins et pailles récoltés, intacts et en leur entier; ils auront seulement la faculté

(1) Ce bail offre un caractère réglementaire et administratif très marqué.

d'user modérément des regains et fourrages autres que le foin, pour leurs bestiaux, sans pouvoir, à leur sortie, enlever le surplus, non plus que les engrais et les fumiers, le tout devant rester au domaine.

Art. 8. — Ils feront à leurs frais seuls toutes les récoltes, et le produit en sera partagé par moitié entre l'hôpital et le cultivateur; le choix des portions est réservé à l'établissement. La portion de l'hôpital sera conduite par les vigneronns à Beaujeu, à Belleville ou aux dépôts de Saint-Didier, moyennant un franc par voiture de vin et soixante centimes pour toute autre voiture, pour tenir lieu de nourriture aux bouviers.

Art. 9. — Les preneurs, vigneronns à Cercié, Régnié et Beaujeu paieront chacun, à titre de droit de basse-cour, au 11 novembre de chaque année, la somme de cent vingt francs, payable au domicile du Receveur particulier de l'hôpital.

Art. 10. — Les cultivateurs devront faire chaque année, dans leurs fonds respectifs, environ onze ares de minage, pour planter de la vigne, et sans aucune rétribution de la part de l'hôpital. Si, d'après les ordres de la Commission administrative, ils en font une plus grande étendue, ce surplus leur sera payé sur la caisse du Receveur de l'hôpital, à raison de cinq francs l'are au minimum.

Dans tous les cas, cette condition ne pourra se cumuler d'une année à l'autre; d'autre part, il ne sera tenu aucun compte de ce qui pourrait être fait en plus des onze ares et sans ordre de l'administration.

Art. 11. — Les achats de pailles et foinns nécessaires à chaque vigneron et qui seront consommés dans le domaine, seront exclusivement faits par les soins de l'hôpital; ils seront supportés par moitié par l'établissement et par les vigneronns, la part revenant à ces derniers sera déduite sur le montant de la basse-cour (article 9). Même règle sera appliquée à l'achat des échalas, qui seront payés par moitié, par le bailleur et les preneurs; toutes acquisitions faites en dehors par les vigneronns, sans autorisation, resteront à leur charge.

Autant que possible, les achats de paille auront lieu pour l'année et par wagons; cette paille sera partagée en gare entre chaque vigneron par les soins du régisseur de l'hôpital.

Art. 12. — Les preneurs ne pourront couper ni arracher aucun des arbres existant dans le domaine, ni couper ni étieter les haies après le dix août de l'année de leur sortie. Ils devront, au contraire, planter ceux qui leur seraient donnés.

Art. 13. — En cas d'empiètement de la part des voisins sur les propriétés ou droits de l'hôpital, relativement à l'immeuble dont il s'agit, les vigneronns seront tenus d'en donner avis à l'administration, sous peine de tous les dommages qui pourraient résulter de ce défaut d'avertissement.

Art. 14. — L'arrachage des vieilles vignes est entièrement et sans indemnité à la charge des vigneronns, qui devront en amener la moitié du produit à l'hôpital. Les boutures de vignes françaises seront exclusivement prises dans les vignobles de l'hôpital, sans qu'il y ait lieu à aucune indemnité en faveur des vigneronns, qui

seront en outre chargés de les choisir, couper et entretenir jusqu'au moment de s'en servir; toutes acquisitions faites en dehors et sans ordre de la Commission administrative resteront à la charge des vigneron qui les auront faites; dans le cas contraire, cette acquisition sera payée par moitié par l'hôpital et les vignerons.

Art. 15. — Les bois de vignes américaines nécessaires à la constitution des vignobles de l'hôpital seront exclusivement fournis par l'établissement, et proviendront de la pépinière établie, il y a deux ans, à la Grange-Charton, commune de Régnié.

L'achat du sable, des piquets pour les pieds-mères, des treillages et du raphia pour la ligature des greffes reste entièrement à la charge de l'hôpital.

Art. 16. — Le transport du sable, terreau ou autre nécessaires aux plantations et à la pépinière, sera fait par les vignerons et sans aucune indemnité; il en sera de même pour les travaux à faire dans la pépinière; sont aussi entièrement à leur charge, sans indemnité, les travaux de greffage, ligature et plantation.

Les vignerons devront se rendre à l'atelier de greffage dès qu'ils en seront prévenus; tous vignerons qui n'obtempéreront pas à l'ordre donné ou qui ne feront pas le même travail que leurs collègues, seront obligés de payer de leurs deniers les journées des ouvriers qui les auront remplacés.

Art. 17. — Dans le cas d'établissement d'une seconde ou d'une nouvelle pépinière dans les vignobles de l'hôpital, voire même dans le jardin de l'hôpital, à Beaujeu, tous les travaux en résultant, minage et autres, seront à la charge des vignerons, et sans aucune indemnité.

Art. 18. — Les preneurs devront faire chaque année les voitures des matériaux nécessaires aux réparations de leurs bâtiments ou des fonds de leur domaine sans aucune rétribution; ils devront également faire les voitures nécessaires aux réparations des bâtiments de l'hôpital à Beaujeu, ainsi que du gré nécessaire au jardin, aux caves et aux cours; il leur sera accordé à titre d'indemnité pour nourriture un franc par chaque journée de voiture.

En cas de départ du vigneron au 11 novembre, le montant de la basse-cour, aussi bien pour les vignerons de Beaujeu, Cercié et Régnié, sera exigible le 10 septembre précédent. Dans tous les cas, le Receveur particulier de l'hôpital est autorisé à faire saisir à la récolte, en cas de non-paiement à la date ci-dessus fixée, telle quantité de vin ou autres récoltes, nécessaire à la garantie du paiement du montant de la basse-cour dû par le vigneron sortant.

De plus, le vigneron sortant n'aura aucune indemnité à réclamer à l'hôpital pour les minages faits dans le cours des années précédant sa sortie, ni à réclamer aucune indemnité pour journées ou autres travaux ayant trait auxdits minages ou à l'entretien de son vigneronnage ou à celui de la pépinière.

Art. 20. — Tous les vignerons seront directement sous la surveillance de l'administration, représentée par un de ses membres, ou par le régisseur de l'hôpital.

Art. 21. — Les présentes conditions générales et annuelles seront soumises à l'approbation de M. le préfet, elles seront commu-

riquéés aux vigneron, qui devront s'y soumettre, faute de quoi ils seront congédiés au bout de leur année. Une copie des présentes sera remise à chaque vigneron qui sera tenu en outre d'apposer sa signature sur la minute déposée aux archives de l'hôpital.

Le coût des présentes et des copies à remettre au Receveur est à la charge des vigneron. Le revenu annuel de la propriété est évalué à la somme de cinq mille francs.

Pour copie conforme au registre des délibérations :

Le Maire,
Charles HÉRON.

Vu et approuvé :
Lyon, le 31 octobre 1890.
Pr le Préfet du Rhône :
Le Conseiller de Préfecture délégué,
Signé : Louis MARTIN.

VU :
Lyon, le 25 mai 1907.

Le Président du Jury de la Thèse,
R. GARRAUD.

VU :
Lyon, le 27 mai 1907.

Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :
Lyon, le 31 mai 1907.

Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
P. JOUBIN.

ERRATA

Page 10, 3^e ligne, au lieu de : Trogne-Pompée, lire : *Troque-Pompée*.

Page 21, 14^e ligne, au lieu de : gain, lire : *grain*.

Page 30, 4^e ligne, au lieu de : decami, lire : *decani*.

Page 31, 26^e ligne, au lieu de : les droits du père de famille, lire : *les droits de famille*.

Page 53, 24^e ligne, lire : *extension* au lieu de : extenstion.

Page 96, 17^e ligne, lire : *bon* au lieu de bons.

Page 107, 18^e ligne, lire : *à tout autre* au lieu de : de tout autre.

Page 171, 22^e ligne, lire : *donnés* au lieu de : données.

Page 191, 9^e ligne, lire : *mode de culture* au lieu de : mode culture.

Page 246, 3^e ligne, lire : *connaissance* au lieu de : conrais-sances.

Page 284, 7^e ligne, lire : *entrevues* au lieu de : entrevue.

Page 315, 18^e ligne, lire : *assurances* au lieu de : assuraces.

Page 319, 2^e ligne, lire : *impraticable* au lieu de : impraticables.
